

Art. 30. Artikel 51/1 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2 — : *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 31. Dit besluit is van toepassing op de lopende procedures.

De voor het jaar 2023 vastgestelde opnames en subsidies blijven evenwel geregeld door de artikelen 22 en 23, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan onderzoekenden, zoals opgesteld vóór de inwerkingtreding van de artikelen 12 en 13, punt 2, van dit besluit.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2023, met uitzondering van de artikelen 14, 15, 17 en 20, punten 2 en 3, die op 1 januari 2024 in werking treden.

Art. 33. De Minister bevoegd voor Justitiehuisen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 april 2023.

Voor de Regering,
De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Sport, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44743]

1^{er} JUIN 2023. — **Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne les élections communales et provinciales (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article L2212-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par les décrets des 13 octobre 2011 et 25 janvier 2018, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 2. Dans l'article L2212-13 du même Code, modifié par le décret du 16 mai 2013, et dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le deuxième vendredi qui suit le jour de l'élection, à 14 heures » sont remplacés par les mots « le premier vendredi du mois de décembre qui suit les élections »;

2° à l'alinéa 2, le mot « deuxième » est remplacé par le mot « premier »;

3° à l'alinéa 3, les mots « la vérification des pouvoirs et » sont abrogés; 4° l'article est complété par les paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. L'élu qui, au jour de son installation, ne remplit pas les conditions d'éligibilité, ne peut pas être appelé à prêter serment.

Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte de l'absence de l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité et procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les huit jours de sa notification.

§ 3. Le membre du conseil qui perd l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité ne peut plus continuer l'exercice de ses fonctions.

Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte de la perte de l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité et constate la déchéance de plein droit. Il procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les huit jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines prévues par l'article 262 du Code pénal. ».

Art. 3. Dans l'article L2212-74, § 2, du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005 et modifié par le décret du 26 avril 2012, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 4. Dans l'article L4111-1, alinéa 4, du même Code, inséré par le décret du 9 mars 2017, le mot « votes » est remplacé par le mot « vote ».

Art. 5. Dans l'article L4111-3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « Les élections sont soumises à validation » sont remplacés par les mots « Les élections sont validées ».

Art. 6. Dans l'article L4112-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « On entend par électorat » sont remplacés par les mots « L'électorat est »;

2° au paragraphe 3, les mots « les conditions définies à l'article L4121-1, § 1^{er}, du Titre II du présent Code » sont remplacés par les mots « les conditions définies à l'article L4121-1 ».

Art. 7. Dans l'article L4112-2 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 18 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le registre des électeurs reprend toutes les personnes qui sont convoquées au scrutin. Il contient les noms de tous les électeurs admis inscrits au registre de population ou, le cas échéant, au registre des étrangers de la commune, à l'exclusion des personnes inscrites au registre d'attente de la commune. »;

2° au paragraphe 4, les mots « pour lequel est dressé un registre électoral spécifique » sont remplacés par les mots « pour lequel est dressé un registre spécifique ».

Art. 8. Dans l'article L4112-3 du même Code, remplacé par le décret du 9 mars 2017, les mots « Est appelé candidat » sont remplacés par les mots « Un candidat est ».

Art. 9. Dans l'article L4112-4 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « on entend par parti politique » sont remplacés par les mots « un parti politique est »;

2° le paragraphe 2, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Une liste unique est une liste de candidats définie à l'alinéa 1^{er} qui ne fait face à aucune autre liste. ».

Art. 10. L'article L4112-5 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4112-5. Les listes sont identifiées par un sigle, qui figure sur les bulletins de vote au-dessus des listes qu'il désigne.

Le sigle est formé des initiales soit de tous les mots, soit d'une partie des mots qui composent la dénomination de la liste de candidats. Il peut être un acronyme. Il est composé au plus de vingt-cinq caractères. Il peut comporter des lettres, des chiffres ou des signes. ».

Art. 11. L'article L4112-6 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4112-6. L'affiliation est l'opération par laquelle une liste de candidats déclare vouloir faire usage du sigle, ainsi que du numéro d'ordre attribué au parti politique lors du tirage au sort régional ou provincial. ».

Art. 12. Dans l'article L4112-8 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « On entend par centre de vote » sont remplacés par les mots « Un centre de vote est »;

2° à l'alinéa 3, les mots « On entend par centre de dépouillement » sont remplacés par les mots « Un centre de dépouillement est ».

Art. 13. L'article L4112-10 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4112-10. La campagne électorale est l'ensemble des activités politiques, incluant notamment les rencontres, rassemblements, discours, distributions de tracts, défilés, ainsi que l'utilisation des médias, pour renseigner l'électorat sur les politiques et les programmes d'un candidat, d'une liste ou d'un parti politique dans le but d'obtenir des votes.

La campagne électorale se termine la veille du jour de l'élection, à vingtdeux heures. Toutefois, les candidats, listes et partis politiques peuvent, jusqu'au jour de l'élection inclus, diffuser ou faire diffuser des messages par tout moyen de communication au public par voie électronique. ».

Art. 14. Dans l'article L4112-11 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « et la législation en matière de dépenses électorales » sont abrogés.

Art. 15. L'article L4112-12 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4112-12. Les dépenses électorales sont les dépenses visées à l'article L4131-12. ».

Art. 16. Dans l'article L4112-13, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du

1^{er} juin 2006, les mots « On désigne par « Commission régionale de contrôle » la commission régionale de contrôle » sont remplacés par les mots « La Commission régionale de contrôle est l'instance ».

Art. 17. Dans l'article L4112-14 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « On entend par opérateur électoral » sont remplacés par les mots « Un opérateur électoral est »; 2° au paragraphe 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° le bourgmestre ou son délégué; »;

3° au même paragraphe, le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° le président d'un bureau électoral; »;

4° au même paragraphe, au 11°, les mots « l'article L4211-6, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « l'article L4141-2; »;

5° le même paragraphe est complété par le 13° rédigé comme suit :

« 13° le Conseil des élections locales. »;

6° au paragraphe 3, 1°, le mot « mandataire » est remplacé par les mots « porteur de procuration ».

Art. 18. Dans l'article L4112-16 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La présentation des candidats, ou dépôt de candidature, est la procédure par laquelle un candidat ou une liste de candidats se fait enregistrer à une date déterminée pour participer à une élection déterminée. »; 2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le déposant est la personne qui, sans avoir obligatoirement la qualité de candidat, est mandatée pour déposer l'acte de présentation pour le compte d'un candidat ou d'une liste de candidats. ».

Art. 19. L'article L4112-17 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4112-17. Un document électoral est tout document officiel utilisé dans le cadre des élections locales par les électeurs, candidats et opérateurs électoraux.

La convocation est le document que reçoit l'électeur, dans les jours qui précèdent l'élection, qui mentionne, notamment, le jour et le local où l'électeur doit voter, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote.

La procuration est le document par lequel, dans les limites prévues par le présent Code, l'électeur qui le souhaite, le mandant, peut autoriser un autre électeur, le porteur de procuration, à voter en son nom et pour son compte. ».

Art. 20. Dans l'article L4112-18 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, les mots « On considère qu'un bulletin » sont remplacés par les mots « Un bulletin »;

2° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Les bulletins litigieux sont les bulletins retirés de l'urne par les membres du bureau de dépouillement et qui nécessitent de leur part une décision collégiale afin de classer ces bulletins comme valables ou non valables. ».

Art. 21. Dans l'article L4112-20, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « On appelle sièges » sont remplacés par les mots « Les sièges sont »;

2° le mot « désignés » est remplacé par les mots « proclamés élus ».

Art. 22. Dans l'article L4112-21 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « On considère comme résultat officieux » sont remplacés par les mots « Le résultat officieux est »;

2° l'article est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le résultat définitif est le résultat de l'élection lorsque celle-ci est validée, conformément au chapitre VI du Titre IV du présent Livre. ».

Art. 23. L'article L4112-22, § 2, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les listes apparentées sont deux ou plusieurs listes de candidats qui se présentent chacune dans des districts électoraux distincts au sein d'un même arrondissement administratif selon les modalités fixées à l'article L4142-34. ».

Art. 24. Dans l'article L4112-23 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots « Est considéré comme violence dans le cadre de la procédure électorale » sont remplacés par les mots « La violence dans le cadre de la procédure électorale est »;

2° au 3°, les mots « au bureau de vote ou de dépouillement ou à un bureau électoral » sont remplacés par les mots « à un bureau électoral; ».

Art. 25. Dans l'article L4112-24 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « On entend par « atteinte au droit de vote » » sont remplacés par les mots « L'atteinte au droit de vote est ».

Art. 26. Dans l'article L4112-25 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « On entend par corruption électorale active » sont remplacés par les mots « La corruption électorale active est »;

2° à l'alinéa 2, les mots « On entend par corruption électorale passive » sont remplacés par les mots « La corruption électorale passive est ».

Art. 27. Dans l'article L4112-26 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase introductive est remplacée par ce qui suit :

« La fraude électorale est le fait de : »;

2° au 1°, les mots « un registre électoral; » sont remplacés par les mots « un document électoral; ».

Art. 28. Dans l'article L4112-27 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « On entend par captation des suffrages » sont remplacés par les mots « La captation des suffrages est ».

Art. 29. Dans l'article L4112-28 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « Est considéré comme atteinte au secret du vote » sont remplacés par les mots « L'atteinte au secret du vote est ».

Art. 30. Dans l'article L4121-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, dont le texte actuel formera un paragraphe unique, les mots « 31 juillet » sont chaque fois remplacés par les mots « 1^{er} août »; 2° les paragraphes 2, 3 et 4 sont abrogés.

Art. 31. L'article L4121-3 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié en dernier lieu par le décret du 9 mars 2017, est modifié comme suit :

1° au paragraphe 1^{er}, le 1° est remplacé par le texte qui suit :

« 1° les personnes protégées qui ont été expressément déclarées incapables d'exercer leurs droits politiques en vertu de l'article 492/1 du Code civil et en application des dispositions de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement. »;

2° il est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. La finalité du traitement des données personnelles visées au paragraphe 2, alinéa 2, est de permettre au collège communal d'établir le registre des électeurs et d'en assurer les mises à jour. ».

Art. 32. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre II, du même Code, le contenu actuel du chapitre II, intitulé « Registre des électeurs » et comprenant les articles L4122-1 à L4122-35, est remplacé conformément aux articles 33 à 69.

Art. 33. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre II, chapitre II, du même Code, il est inséré une section 1^{ère} intitulée « Établissement du registre des électeurs ».

Art. 34. Dans la section 1^{ère}, il est inséré un article L4122-1 rédigé comme suit :

« Art. L4122-1. § 1^{er}. Le 1^{er} août de l'année durant laquelle le renouvellement ordinaire des conseils communaux a lieu, le collège communal dresse le registre des électeurs de la commune à jour à cette date. Pour cette opération, le collège communal charge le Service public fédéral Intérieur de lui fournir gratuitement les données des personnes visées au paragraphe 2. Les données fournies par le Service public fédéral Intérieur sont détruites dès que l'élection est validée ou annulée.

§ 2. Le registre reprend :

- 1° l'ensemble des personnes qui remplissent les conditions d'électorat énoncées à l'article L4121-1;
- 2° les personnes qui, entre le 1^{er} août et le jour de l'élection inclus, auront atteint l'âge de dix-huit ans;
- 3° les personnes qui, entre le 1^{er} août et le jour de l'élection inclus, ne seront plus suspendues de leurs droits électoraux.

§ 3. Le registre des électeurs mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la résidence principale et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques.

Pour les électeurs admissibles en vertu de l'article 1^{er}bis ou de l'article 1^{er}ter de la loi électorale communale du 4 août 1932, le registre des électeurs mentionne leur nationalité. En outre, les cases relatives à ces électeurs sont de couleur bleue.

§ 4. Les finalités du registre des électeurs sont les suivantes :

- 1° lister et identifier de manière certaine l'ensemble des personnes qui possèdent la qualité d'électeur afin de les convoquer au scrutin;
- 2° pouvoir établir les relevés visés à l'article L4122-6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et ainsi permettre la désignation des présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement, de même que la désignation du président du bureau communal dans le cas visé à l'article L4125-3, § 2, alinéa 1^{er}, 4°;
- 3° permettre la délivrance d'exemplaires du registre des électeurs aux partis, listes et candidats, et ainsi leur permettre de mener des actions de propagande électorale;
- 4° établir les registres de scrutin et permettre aux membres des bureaux de vote de vérifier, d'une part, que seuls les électeurs votent, et d'autre part, qu'ils ne votent qu'une seule fois;
- 5° contrôler les doubles candidatures, conformément à l'article L4142-17;
- 6° vérifier que les listes de candidats respectent le prescrit de l'article L4142-7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°;
- 7° vérifier que, parmi les électeurs non belges qui se portent candidats aux élections communales, seuls ceux qui possèdent la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne se portent candidats;
- 8° pouvoir être utilisé dans le cadre de l'instruction administrative lorsqu'un recours est introduit contre l'élection;
- 9° pouvoir être utilisé en cas d'information ou d'instruction judiciaire. ».

Art. 35. Dans la même section 1^{ère}, il est inséré un article L4122-2 rédigé comme suit :

« Art. L4122-2. § 1^{er}. Le registre des électeurs est établi par commune ou, le cas échéant, par section de commune, selon une numérotation continue. Le collège communal convoque au même centre de vote les personnes inscrites à la même adresse sur le registre de population.

Dans les communes dans lesquelles il est organisé des élections de secteur, le registre est constitué par la commune sur la base d'une répartition en fonction des secteurs.

§ 2. Dès que le registre est établi, le collège communal publie un avis à la fois aux valves communales et sur son site internet. L'avis mentionne les heures d'ouverture de l'administration communale et reproduit la procédure de réclamation et de recours prévue aux articles L4122-10 à L4122-12.

Dès que l'avis est publié, toute personne peut vérifier si elle-même, ou toute autre personne, figure ou est correctement mentionnée sur le registre. Toute personne qui s'estime indûment inscrite, omise ou rayée du registre des électeurs, ou pour laquelle le registre indique inexactement les mentions prescrites, peut introduire une réclamation devant le collège communal jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection, selon les modalités fixées par les articles L4122-10 et suivants. ».

Art. 36. Dans la même section 1^{ère}, il est inséré un article L4122-3 rédigé comme suit :

« Art. L4122-3. Le collège communal peut confier à un prestataire le soin de confectionner le registre des électeurs et les registres de scrutin.

L'impression et la diffusion du registre des électeurs et des registres de scrutin se font sous la supervision du collège communal. Celui-ci reste entièrement responsable de l'exactitude et de la correcte distribution de ces registres. ».

Art. 37. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre II, chapitre II, du même Code, il est inséré une section 2 intitulée « Contrôle et mise à jour du registre des électeurs ».

Art. 38. Dans la section 2, il est inséré une sous-section 1^{ère} intitulée « Contrôle du registre des électeurs ».

Art. 39. Dans la sous-section 1^{ère}, il est inséré un article L4122-4 rédigé comme suit :

« Art. L4122-4. § 1^{er}. Dès que le registre des électeurs est établi, la commune transmet une version de son registre au Gouvernement et au gouverneur de province.

§ 2. Dès réception de l'ensemble des registres, le Gouvernement contrôle les registres, aux fins de vérifier si des électeurs, pour quelque raison que ce soit, sont repris sur plusieurs d'entre eux.

Si un électeur est repris dans plusieurs registres, le Gouvernement prend contact avec les communes concernées. Celles-ci se concertent et effectuent les corrections nécessaires sans délai.

Lorsque le collège communal radie un électeur de son registre, il notifie la radiation à l'électeur concerné, en l'informant du recours prévu aux articles L4122-10 et suivants.

Les communes concernées transmettent la version corrigée de leur registre au Gouvernement et au gouverneur de province.

§ 3. Après avoir réceptionné l'ensemble des registres des communes de son ressort, le gouverneur valide chaque registre au moyen de sa signature électronique.

Le gouverneur ou le fonctionnaire qu'il désigne transmet, sans délai, un exemplaire validé du registre à la commune concernée ainsi qu'au Gouvernement.

§ 4. Les finalités des opérations visées aux paragraphes 1^{er} à 3 sont de contrôler et valider le registre des électeurs.

Les opérations de contrôle du registre des électeurs servent à s'assurer du caractère exact des inscriptions au registre des électeurs et à s'assurer, en définitive, qu'un même électeur ne puisse pas voter plus d'une fois.

Les opérations de validation du registre des électeurs ont pour but d'attester le caractère exact des inscriptions au registre des électeurs avant l'accomplissement des opérations de sectionnement visées à l'article L4123-1. ».

Art. 40. Dans la section 2, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Mise à jour du registre des électeurs ».

Art. 41. Dans la sous-section 2, il est inséré un article L4122-5 rédigé comme suit :

« Art. L4122-5. § 1^{er}. Sont rayés du registre des électeurs :

1° les électeurs qui, entre la date à laquelle le registre des électeurs est arrêté et le jour de l'élection, font l'objet d'une radiation du registre de population;

2° les électeurs qui, dans la même période, perdent la nationalité belge tout en restant inscrits sur les registres de population d'une commune wallonne;

3° les électeurs qui, dans la même période, font l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant dans leur chef soit l'exclusion des droits électoraux, soit la suspension de ces mêmes droits;

4° les personnes qui, dans la même période, ne sont plus reprises comme électeurs suite à un arrêt de la Cour d'appel ou une décision du collège communal.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, peuvent être réinscrites au registre des électeurs en introduisant un recours conformément aux articles L4122-10 et suivants ou en présentant au collège communal un document probant permettant leur réinscription immédiate au registre.

§ 2. Sont ajoutées au registre des électeurs :

1° les personnes qui, suite à un arrêt de la Cour d'appel ou une décision du collège communal, sont reprises comme électeur communal, provincial ou de secteur, et ce jusqu'à la veille de l'élection;

2° les personnes qui acquièrent la nationalité belge au plus tard le jour de l'élection et qui remplissent les conditions d'électorat visées à l'article L4121-1, 2°, 3° et 4°. ».

Art. 42. Dans la quatrième partie, Livre 1^{er}, Titre II, chapitre II, du même Code, remplacé par l'article 32, il est inséré une section 3 intitulée « Utilisation du registre des électeurs ».

Art. 43. Dans la section 3, il est inséré un article L4122-6 rédigé comme suit :

« Art. L4122-6. § 1^{er}. Le collège communal, à partir du registre des électeurs, dresse deux relevés :

1° le premier reprend les électeurs susceptibles d'être investis de la fonction de président de bureau de vote ou de dépouillement;

2° le second reprend les électeurs susceptibles d'être désignés comme assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de vote ou de dépouillement.

Lorsque le collège communal choisit de mettre en œuvre le volontariat pour la fonction d'assesseur dans les bureaux de vote et de dépouillement, il établit, en outre, la liste des électeurs qui se sont portés volontaires à cette fonction.

Le relevé visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, comporte au moins quinze noms par bureau. Le relevé visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, comporte au moins vingt noms par bureau.

Les autorités publiques qui emploient des agents possédant un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A ou B dans la fonction publique régionale wallonne communiquent les nom, prénoms, adresse de la résidence principale, numéro d'identification au Registre national des personnes physiques et niveau de diplôme de leurs agents aux administrations communales où ils ont leur résidence principale. La finalité de cette communication est de permettre au collège communal d'établir le relevé visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, aux fins des désignations à effectuer en vertu de l'article L4125-5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, § 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ainsi que, pour ce qui concerne uniquement les agents de niveau A, en vertu de l'article L4125-3, § 2, alinéa 1^{er}, 4°.

Les autorités publiques qui emploient des agents possédant un diplôme donnant accès à un emploi de niveau C ou D dans la fonction publique régionale wallonne communiquent les nom, prénoms, adresse de la résidence principale, numéro d'identification au Registre national des personnes physiques et niveau de diplôme de leurs agents aux administrations communales où ils ont leur résidence principale. La finalité de cette communication est de permettre au collège communal d'établir le relevé visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, aux fins des désignations à effectuer en vertu de l'article L4125-5, § 2, alinéa 1^{er}, 3° et 4°.

Les autorités publiques visées aux alinéas 4 et 5 sont la Région wallonne, l'Autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté germanophone, les provinces, les communes, les centres publics d'action sociale, les intercommunales, les organismes d'intérêt public visés ou non par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

§ 2. Les relevés visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ainsi que, le cas échéant, la liste visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, sont transmis au président du bureau communal le 10 septembre au plus tard. Le président du bureau communal les transmet au président du bureau de canton, conformément à l'article L4125-5, § 4.

§ 3. Le Gouvernement fixe le modèle de la demande permettant à l'électeur de se porter candidat à la fonction d'assesseur au sein d'un bureau de vote ou de dépouillement. L'usage de ce formulaire est obligatoire à l'exclusion de tout autre. Il est délivré gratuitement à l'administration communale. ».

Art. 44. Dans la même section 3, il est inséré un article L4122-7 rédigé comme suit :

« Art. L4122-7. § 1^{er}. À partir de la validation du registre des électeurs par le gouverneur de province conformément à l'article L4122-4 et jusqu'à sept jours après cette date, tout parti politique disposant d'un numéro d'ordre régional ou provincial peut adresser une demande au Gouvernement ou à son délégué en vue de disposer d'un exemplaire du registre des électeurs.

Au moment de la demande, le parti politique s'engage à :

1° se présenter aux élections communales ou provinciales;

2° obtenir un numéro d'ordre à l'issue du tirage au sort régional ou provincial;

3° respecter les principes démocratiques énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution;

4° respecter le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE;

5° respecter la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

La finalité de la délivrance d'exemplaires du registre des électeurs est de permettre aux candidats de mener des actions de propagande électorale.

§ 2. Le Gouvernement fixe le modèle de la demande.

§ 3. La délivrance se fait sur un support dont le format est arrêté par le Gouvernement.

Elle intervient à partir de la validation du registre par le gouverneur de province conformément à l'article L4122-4 et jusqu'à sept jours après cette date.

§ 4. Le parti politique diffuse les exemplaires reçus aux listes qui lui sont affiliées. Si la liste affiliée ne présente pas de candidats, ces derniers ne peuvent plus faire usage du registre, fût-ce à des fins électorales, sous peine des sanctions pénales prévues par l'article L4162-4.

Un exemplaire délivré à une liste affiliée bénéficie à l'ensemble des candidats de la liste. Si l'un d'eux est ultérieurement rayé de la liste des candidats, il ne peut plus faire usage du registre, fût-ce à des fins électorales, sous peine des sanctions pénales prévues par l'article L4162-4.

Les candidats ne peuvent pas transmettre les exemplaires reçus à des tiers.

Les exemplaires délivrés en application du présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales, et uniquement pendant la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de l'élection, sous peine des sanctions pénales prévues à l'article L4162-4.

§ 5. Les exemplaires du registre délivrés en application du présent article ne font pas mention du numéro d'identification au Registre national des personnes physiques. ».

Art. 45. Dans la même section 3, il est inséré un article L4122-8 rédigé comme suit :

« Art. L4122-8. § 1^{er}. À partir de la validation du registre des électeurs par le gouverneur de province conformément à l'article L4122-4, le déposant d'une liste de candidats ne bénéficiant pas d'un numéro d'ordre régional ou provincial peut adresser une demande au collège communal, pour le compte de la liste de candidats qu'il représente, en vue de disposer d'un exemplaire du registre des électeurs.

Au moment de la demande, le déposant s'engage à ce que les candidats :

1° se présentent aux élections communales ou provinciales;

2° respectent les principes démocratiques énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution; 3° respectent le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE;

4° respectent la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

La finalité de la délivrance d'exemplaires du registre des électeurs est de permettre aux candidats de mener des actions de propagande électorale.

§ 2. Le Gouvernement fixe le modèle de la demande.

§ 3. La délivrance se fait sur un support dont le format est arrêté par le Gouvernement.

§ 4. Le collège communal délivre l'exemplaire du registre au déposant.

Au moment de la délivrance, le collège communal vérifie que le déposant possède bien la qualité de déposant.

§ 5. L'exemplaire remis par le collège communal au déposant bénéficie à l'ensemble des candidats de la liste.

Si la liste ne présente pas de candidats aux élections communales ou provinciales, les candidats ne peuvent plus faire usage du registre, fût-ce à des fins électorales, sous peine des sanctions pénales prévues à l'article L4162-4.

Si l'un des candidats de la liste est ultérieurement rayé de la liste, il ne peut plus faire usage du registre des électeurs, fût-ce à des fins électorales, sous peine des sanctions pénales prévues à l'article L4162-4.

Les candidats ne peuvent pas transmettre les exemplaires reçus à des tiers.

Les exemplaires délivrés en application du présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales, et uniquement pendant la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de l'élection, sous peine des sanctions pénales prévues à l'article L4162-4.

§ 6. Le collège communal ne peut pas délivrer des exemplaires du registre des électeurs à d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande, sous peine des sanctions pénales prévues à l'article L4162-4.

§ 7. Les exemplaires du registre délivrés en application du présent article ne font pas mention du numéro d'identification au Registre national des personnes physiques. ».

Art. 46. Dans la même section 3, il est inséré un article L4122-9 rédigé comme suit :

« Art. L4122-9. À partir de la validation du registre des électeurs par le gouverneur de province conformément à l'article L4122-4, l'administration communale peut fournir à l'électeur signataire, au candidat présenté ou au déposant, sur demande expresse et motivée, le certificat visé à l'article L41424, § 6, alinéa 1^{er}, 10^o. ».

Art. 47. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre II, chapitre II, du même Code, remplacé par l'article 32, il est inséré une section 4 intitulée « Recours contre le registre des électeurs ».

Art. 48. Dans la section 4, il est inséré un article L4122-10 rédigé comme suit :

« Art. L4122-10. À partir de la date à laquelle le registre des électeurs est arrêté, toute personne qui s'estime indûment inscrite, omise ou rayée du registre des électeurs, ou pour laquelle ce registre indique inexactement les mentions prescrites à l'article L4122-1, § 3, peut introduire une réclamation devant le collège communal jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection. ».

Art. 49. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-11 rédigé comme suit :

« Art. L4122-11. À partir de la date à laquelle le registre des électeurs est arrêté, toute personne qui satisfait aux conditions de l'électorat peut, dans la circonscription électorale dans laquelle est située la commune où elle est inscrite sur le registre des électeurs, introduire devant le collège communal, jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection, une réclamation contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms dudit registre ou contre toute indication inexacte dans les mentions prescrites par l'article L4122-1, § 3. ».

Art. 50. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-12 rédigé comme suit :

« Art. L4122-12. La réclamation visée à l'article L4122-10 ou L4122-11 est introduite par requête. Celle-ci, ainsi que toutes les pièces justificatives dont le requérant entend faire usage, sont déposées contre récépissé au secrétariat de la commune ou sont adressées au collège communal par envoi recommandé.

Le fonctionnaire qui reçoit la réclamation l'inscrit à la date de son dépôt dans un registre spécial et en donne récépissé. Il constitue un dossier pour chaque réclamation, cote et paraphe les pièces produites et les inscrit avec leur numéro d'ordre dans l'inventaire joint à chaque dossier. ».

Art. 51. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-13 rédigé comme suit :

« Art. L4122-13. Si l'intéressé déclare être dans l'impossibilité d'écrire, la réclamation peut être faite verbalement. Elle est reçue par le directeur général ou son délégué.

Le fonctionnaire qui la reçoit en dresse sur-le-champ un procès-verbal dans lequel il constate que l'intéressé lui a déclaré être dans l'impossibilité d'écrire.

Le procès-verbal reprend les moyens invoqués par l'intéressé. Le fonctionnaire date et signe ce procès-verbal, et en remet une copie à l'intéressé après lui en avoir donné lecture.

Le fonctionnaire procède ensuite aux formalités prévues à l'article L412212, alinéa 2. ».

Art. 52. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-14 rédigé comme suit :

« Art. L4122-14. L'administration communale joint gratuitement au dossier :

1^o copie ou extrait de tout document officiel en sa possession que le requérant invoque pour justifier une modification du registre des électeurs;

2^o tout document officiel en sa possession de nature à étayer les moyens invoqués par l'intéressé et repris dans le procès-verbal prévu à l'article L412213. ».

Art. 53. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-15 rédigé comme suit :

« Art. L4122-15. Le rôle des réclamations indique le lieu, le jour et l'heure de la séance à laquelle l'affaire sera traitée.

Ce rôle est affiché au secrétariat de la commune, où chacun peut en prendre connaissance et le copier, vingt-quatre heures au moins avant la séance.

L'administration communale notifie sans délai et par tous moyens au requérant ainsi que, le cas échéant, à toute partie intéressée, la date à laquelle la réclamation sera examinée.

Cette notification mentionne expressément et en toutes lettres, conformément à l'article L4122-18, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, que l'appel contre la décision à intervenir peut uniquement être interjeté en séance. ».

Art. 54. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-16 rédigé comme suit :

« Art. L4122-16. Pendant le délai prévu à l'article L4122-15, le dossier des réclamations et le rapport visé à l'article L4122-17, alinéa 2, sont mis à la disposition des parties, de leurs avocats ou de leurs mandataires. ».

Art. 55. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-17 rédigé comme suit :

« Art. L4122-17. Le collège communal statue sur toute réclamation dans un délai de quatre jours à compter du dépôt de la requête ou du procès-verbal visé aux articles L4122-12 et L4122-13, et en tout cas avant le septième jour qui précède celui de l'élection.

Il statue en séance publique, sur le rapport d'un membre du collège, et après avoir entendu les parties, leurs avocats ou mandataires, s'ils se présentent. ».

Art. 56. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-18 rédigé comme suit :

« Art. L4122-18. § 1^{er}. Une décision motivée, mentionnant le nom du rapporteur et ceux des membres présents, est rendue séparément sur chaque affaire. Elle est inscrite dans un registre spécial.

Le président du collège invite les parties, leurs avocats ou mandataires à signer, s'ils le désirent, sur le registre visé à l'article L4122-17, une déclaration d'appel.

Les parties défaillantes sont censées acquiescer à la décision rendue par le collège.

À défaut d'une déclaration d'appel, signée par les parties présentes ou représentées, la décision du collège est définitive. Mention du caractère définitif de la décision est faite dans le registre spécial visé à l'alinéa 1^{er} et exécution est donnée immédiatement à la décision modifiant le registre des électeurs.

La décision du collège est déposée au secrétariat de la commune où quiconque peut en prendre connaissance sans frais.

L'appel de la décision du collège est suspensif de tout changement dans le registre des électeurs.

§ 2. Le registre spécial des réclamations visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, a pour finalité de pouvoir être utilisé dans le cadre de l'instruction administrative des réclamations introduites contre l'élection, conformément aux articles L4146-6, § 1^{er}, alinéa 4, et L4146-23/1.

Les données personnelles consignées au registre spécial des réclamations sont le nom, les prénoms, le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques, l'âge, l'adresse de résidence principale et la nationalité des réclamants. Ces données sont conservées jusqu'à expiration du délai de prescription fixé par l'article L4161-1. ».

Art. 57. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-19 rédigé comme suit :

« Art. L4122-19. Le bourgmestre envoie sans délai à la Cour d'appel, par tous moyens, une expédition des décisions du collège frappées d'appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges.

Les parties sont invitées à comparaître devant la Cour dans les cinq jours de la réception du dossier et en tout cas avant le jour qui précède celui de l'élection. Ils peuvent adresser leurs conclusions écrites à la chambre désignée pour examiner l'affaire. ».

Art. 58. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-20 rédigé comme suit :

« Art. L4122-20. Si la Cour ordonne une enquête, elle peut déléguer à cette fin un juge de paix. ».

Art. 59. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-21 rédigé comme suit :

« Art. L4122-21. Si l'enquête a lieu devant la Cour, le greffier informe les parties, au moins vingt-quatre heures à l'avance, du jour fixé et des faits à prouver. ».

Art. 60. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-22 rédigé comme suit :

« Art. L4122-22. Les témoins peuvent comparaître volontairement sans perdre droit à la taxe. Ils comparaissent sur simple citation. Ils prêtent serment comme en matière correctionnelle.

En cas de défaut de comparaître ou de faux témoignage, ils sont poursuivis et punis comme en matière correctionnelle.

Toutefois, les peines comminées contre les témoins défaillants sont appliquées sans réquisition du ministère public par la Cour ou par le magistrat qui procède à l'enquête. ».

Art. 61. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-23 rédigé comme suit :

« Art. L4122-23. Dans les enquêtes électorales, aucun témoin ne peut être interpellé en application de l'article 937 du Code judiciaire.

Toutefois, le parent ou allié de l'une des parties, jusqu'au troisième degré inclusivement, ne peut être entendu comme témoin. ».

Art. 62. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-24 rédigé comme suit :

« Art. L4122-24. Les débats devant la Cour sont publics. ».

Art. 63. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-25 rédigé comme suit :

« Art. L4122-25. À l'audience publique, le président de la chambre donne la parole aux parties, qui peuvent se faire assister et représenter par un avocat.

La Cour, après avoir entendu le procureur général en son avis, statue séance tenante par un arrêt qui est rendu public selon les modalités fixées par la loi. Cet arrêt est déposé au greffe de la Cour où les parties peuvent en prendre connaissance sans frais.

Le dispositif de l'arrêt est notifié sans délai et par tous moyens, par les soins du ministère public, au collège communal qui a rendu la décision dont appel et aux autres parties.

Exécution immédiate est donnée à l'arrêt qui emporte modification du registre des électeurs. ».

Art. 64. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-26 rédigé comme suit :

« Art. L4122-26. La Cour statue sur le recours tant en l'absence qu'en la présence des parties. Tous les arrêts rendus par la Cour sont réputés contradictoires et ne sont susceptibles d'aucun recours. ».

Art. 65. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-27 rédigé comme suit :

« Art. L4122-27. La requête introduite par plusieurs requérants contient une seule élection de domicile. À défaut, les requérants sont présumés avoir élu domicile chez le premier requérant. ».

Art. 66. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-28 rédigé comme suit :

« Art. L4122-28. La taxe des témoins est réglée comme en matière répressive. ».

Art. 67. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-29 rédigé comme suit :

« Art. L4122-29. Les parties font l'avance des frais.

Entrent en taxe non seulement les frais de procédure proprement dits, mais encore les frais des pièces que les parties ont dû produire dans l'instance électorale à l'appui de leurs prétentions. ».

Art. 68. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-30 rédigé comme suit :

« Art. L4122-30. Les frais sont à charge de la partie qui succombe. Si les parties succombent respectivement sur quelques chefs, les dépens peuvent être compensés.

Toutefois, si les prétentions des parties ne sont manifestement pas infondées, la Cour peut mettre les dépens en tout ou en partie à charge de l'État. ».

Art. 69. Dans la même section 4, il est inséré un article L4122-31 rédigé comme suit :

« Art. L4122-31. Les greffiers des Cours d'appel transmettent aux administrations communales copie des arrêts. ».

Art. 70. L'article L4123-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4123-1. § 1^{er}. Les électeurs de la commune sont répartis, s'il échet, en secteurs, puis en sections de vote dont aucune ne peut compter plus de huit cents ni moins de cent cinquante électeurs.

§ 2. Le 10 septembre au plus tard, le gouverneur de la province ou le fonctionnaire que celui-ci désigne, en accord avec le collège communal, répartit les électeurs, par cantons électoraux, selon un mode de répartition géographique, en sections, et détermine l'ordre des sections de chaque canton, en commençant par le chef-lieu.

En accord avec ce collège, il assigne à chaque section un local distinct pour le vote. Il peut, si le nombre de sections l'exige, en convoquer plusieurs dans les salles faisant partie d'un même centre de vote.

En cas de désaccord entre le collège et le gouverneur de la province ou le fonctionnaire que celui-ci désigne sur la répartition des électeurs en sections et sur le choix des locaux, la décision appartient au Gouvernement.

§ 3. Les centres et les locaux de vote sont sélectionnés en respectant des normes minimales d'accessibilité selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. ».

Art. 71. Dans l'article L4123-2 du même Code, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la phrase « Ces registres sont utilisés, le jour des élections, pour effectuer le pointage des électeurs ayant participé au vote dans un local de vote déterminé. » est remplacée par la phrase « La finalité des registres de scrutin est de permettre aux membres des bureaux de vote de vérifier, d'une part, que seuls les électeurs votent, et d'autre part, qu'ils ne votent qu'une seule fois. »;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le registre de scrutin mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la résidence principale, le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques et le numéro sous lequel l'électeur est inscrit au registre des électeurs.

Pour les électeurs admissibles en vertu de l'article 1^{er}bis ou 1^{er}ter de la loi électorale communale du 4 août 1932, le registre de scrutin mentionne leur nationalité. En outre, les cases relatives à ces électeurs sont de couleur bleue. »;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Au plus tard le 10 septembre, le collège communal envoie un exemplaire de tous les registres de scrutin de la commune au gouverneur, qui valide chaque registre au moyen de sa signature électronique. »;

4° le paragraphe 3, alinéa 2, est abrogé.

Art. 72. Dans l'article L4124-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° un paragraphe 1^{er}ter rédigé comme suit est inséré entre les paragraphes 1^{er}bis et 2 :

« § 1^{er}ter. Dans le cas d'une nouvelle élection à organiser dans les cas visés aux articles L4146-23/13 et L4146-23/14, le Gouvernement établit un calendrier précis reprenant les opérations électorales jusqu'au jour de l'élection inclus, la date d'installation des conseillers, la date de dépôt d'un projet de pacte de majorité et les dates de toutes les autres étapes postérieures à l'installation des conseillers. »;

2° au paragraphe 2, les mots « aux articles L4122-9 et L4122-10 » sont remplacés par les mots « aux articles L4122-10 et suivants »;

3° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Un avis de convocation est publié par voie d'affichage aux valves communales, ainsi que sur le site internet de la commune, vingt jours au moins avant le scrutin. L'affiche comprend les mentions indiquées au paragraphe 6 et rappelle que l'électeur qui n'a pas reçu sa lettre de convocation peut la retirer à l'administration communale jusqu'au jour de l'élection, à midi. »;

4° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Au plus tard le quinzième jour avant les élections, le collège communal envoie une lettre de convocation à chaque électeur à sa résidence actuelle.

Lorsque la lettre de convocation n'a pu être remise à l'électeur, elle est déposée à l'administration communale où l'électeur peut la retirer jusqu'au jour de l'élection, à midi.

Il est fait mention de cette faculté dans le communiqué prévu au paragraphe 2. »;

5° au paragraphe 5 dont le texte actuel formera le premier alinéa de ce paragraphe, les mots « l'article L4122-4. » sont remplacés par les mots « l'article L4122-1. »;

6° le même paragraphe 5 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le vote a lieu à la commune où l'électeur est inscrit sur le registre des électeurs.

Conformément à l'alinéa 1^{er} et à l'article L4143-20, § 2, alinéa 3, la finalité de la convocation est d'appeler au vote toutes les personnes inscrites au registre des électeurs et de permettre aux membres du bureau de vote, le jour du vote, d'identifier de manière certaine les électeurs. »;

7° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Les lettres de convocation, conformes au modèle fixé par le Gouvernement, rappellent le jour et le local où l'électeur doit voter, le nombre de sièges à conférer ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture au public des bureaux de vote.

Elles indiquent le nom, les prénoms, le sexe, la résidence principale de l'électeur, le numéro sous lequel il figure sur le registre des électeurs, ainsi que les documents dont il doit être en possession le jour de l'élection.

Elles portent la mention de l'élection pour laquelle l'électeur est convoqué.

Au verso des lettres de convocation figurent les informations suivantes :

1° les instructions aux électeurs sur la manière de voter en personne;

2° les instructions aux électeurs sur la manière de voter par procuration. ».

Art. 73. Dans l'article L4124-2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « en respectant les modalités prévues à l'article L41228, § 1^{er}, 1° et 2° » sont abrogés.

Art. 74. Dans l'article L4125-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « d'assesseurs et d'assesseurs suppléants. » sont remplacés par les mots « de quatre assesseurs et de quatre assesseurs suppléants. »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les bureaux de circonscription, bureaux de canton, bureaux de dépouillement et bureaux de vote accomplissent des opérations distinctes.

Les bureaux de circonscription arrêtent les listes de candidats et traitent les contestations s'y rapportant, établissent les bulletins de vote et les font imprimer. Le jour des élections, ils procèdent à la totalisation des résultats, à la répartition des sièges et à la désignation des élus pour leur circonscription.

Les bureaux de canton centralisent les résultats du dépouillement au niveau du canton.

Les bureaux de vote assurent la bonne marche du scrutin.

Les bureaux de dépouillement dépouillent les bulletins des bureaux de vote qui leur sont attribués et transmettent ces résultats, selon l'élection, soit au bureau communal, soit au bureau de canton. »;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les candidats et listes de candidats peuvent désigner des témoins pour contrôler les opérations des bureaux, selon les modalités visées à l'article L4134-1. »;

4° au paragraphe 5, la phrase « Ces formulaires sont publiés au *Moniteur belge* » est abrogée;

5° le paragraphe 6, alinéa 2, est abrogé;

6° l'article est complété par le paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. À la demande du président du bureau de circonscription, le collège communal met à la disposition de celui-ci le personnel et le matériel nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le collège communal fixe l'indemnité que la commune paie au profit des personnes désignées en tant qu'encodeurs. ».

Art. 75. Dans l'article L4125-2 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le président du tribunal de première instance préside de droit le bureau de district dans le chef-lieu de district qui coïncide avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire. Dans les autres cas, il est présidé par le juge de paix ou son suppléant.

Le président du bureau de district désigne librement les assesseurs et assesseurs suppléants de son bureau parmi les électeurs du district et forme son bureau à la date prévue à l'article L4142-11, § 1^{er}. Il communique immédiatement au Gouvernement leur identité et leurs coordonnées de contact.

Le président du bureau de district désigne librement son secrétaire parmi les électeurs provinciaux de Wallonie.

Le bureau de district siège au lieu désigné par son président, qui en fait publicité. Le président du bureau de district communique immédiatement au Gouvernement l'adresse du siège du bureau de district.

Le président du tribunal de première instance communique au Gouvernement pour le 31 mars au plus tard l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés. »;

2° l'article est complété par le paragraphe 8 rédigé comme suit :

« § 8. La finalité de la communication visée au paragraphe 2, alinéa 2, seconde phrase, est de pouvoir contacter les membres du bureau de district en vue d'auditions à mener dans le cadre de l'instruction administrative des recours introduits contre l'élection, conformément aux articles L41466, § 1^{er}, alinéa 4, et L4146-23/1.

La communication visée au paragraphe 2, alinéa 5, a pour finalité, outre celle décrite à l'alinéa 1^{er}, de permettre au délégué du Gouvernement d'accomplir sa mission d'accompagnement permanent des présidents des bureaux électoraux.

Les données personnelles transmises au Gouvernement dans le cadre des communications visées au paragraphe 2, alinéa 2, seconde phrase, et alinéa 5, sont les noms, prénoms, numéros de téléphone et adresses mail. ».

Art. 76. Dans l'article L4125-3 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour présider le bureau communal, le président du bureau de district visé à l'article L4125-2, § 2, alinéa 2, désigne, dans l'ordre déterminé ci-après :

1° les juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, du tribunal du travail et du tribunal de l'entreprise, selon le rang d'ancienneté; 2° les juges de paix ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté;

3° les juges du tribunal de police ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté;

4° tout électeur qui possède un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A dans la fonction publique régionale wallonne.

Hormis les juges, qui peuvent être désignés pour présider le bureau communal de leur siège indépendamment de la commune où ils sont électeurs, les personnes visées au présent paragraphe sont des électeurs de la commune où elles exercent leur charge de président de bureau communal.

Lorsque le président du bureau communal est tenu de se rendre dans une autre commune pour voter, il désigne un suppléant pour le remplacer, le jour du scrutin, le temps nécessaire à l'accomplissement de son devoir électoral. Le président du bureau de district communique au Gouvernement pour le 31 mars au plus tard l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés.

Les autorités qui emploient des personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, communiquent les noms, prénoms, adresses de résidence principale et numéros d'identification au Registre national des personnes physiques au président du bureau de district visé à l'article L4125-5, § 2, alinéa 2. La finalité de cette communication est de permettre au président du bureau de district de désigner les présidents des bureaux communaux en respectant l'ordre de priorité fixé par l'alinéa 1^{er}.

Pour désigner les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 4°, le président du bureau de district se base sur le relevé visé à l'article L4122-6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, en ce qu'il mentionne l'identité d'électeurs qui possèdent un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A dans la fonction publique régionale wallonne. »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « les membres de son bureau » sont remplacés par les mots « librement les assesseurs, les assesseurs suppléants et le secrétaire du bureau »;

3° le paragraphe 3, alinéa 3, est complété par la phrase suivante, rédigée comme suit :

« Le président du bureau communal communique immédiatement au Gouvernement l'adresse du siège du bureau communal. »;

4° l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. La finalité de la communication visée au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, seconde phrase, est de pouvoir contacter les membres du bureau communal en vue d'auditions à mener dans le cadre de l'instruction administrative des recours introduits contre l'élection, conformément aux articles L4146-6, § 1^{er}, alinéa 4, et L4146-23/1.

La communication visée au paragraphe 2, alinéa 4, a pour finalité, outre celle décrite à l'alinéa 1^{er}, de permettre au délégué du Gouvernement d'accomplir sa mission d'accompagnement permanent des présidents des bureaux électoraux.

Les données personnelles transmises au Gouvernement dans le cadre des communications visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, seconde phrase, et au paragraphe 2, alinéa 4, sont les noms, prénoms, numéros de téléphone et adresses mail. ».

Art. 77. Dans l'article L4125-5 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et des bureaux de dépouillement communal parmi les électeurs les moins âgés de la commune, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé ci-après :

1° tout électeur qui possède un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A dans la fonction publique régionale wallonne;

2° tout électeur qui possède un diplôme donnant accès à un emploi de niveau B dans la fonction publique régionale wallonne.

Le président du bureau communal communique immédiatement au Gouvernement l'identité et les coordonnées de contact des personnes désignées. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour la même date, le président du bureau communal désigne les assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et bureaux de dépouillement communal parmi les électeurs les moins âgés de la commune, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé ci-après :

1° tout électeur qui possède un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A dans la fonction publique régionale wallonne;

2° tout électeur qui possède un diplôme donnant accès à un emploi de niveau B dans la fonction publique régionale wallonne;

3° tout électeur qui possède un diplôme donnant accès à un emploi de niveau C dans la fonction publique régionale wallonne;

4° tout électeur qui possède un diplôme donnant accès à un emploi de niveau D dans la fonction publique régionale wallonne.

Pour les désignations visées à l'alinéa 1^{er}, le président du bureau communal peut, le cas échéant, faire appel aux volontaires qui figurent sur la liste visée à l'article L4122-6, § 1^{er}, alinéa 2.

Le président du bureau communal communique immédiatement au Gouvernement l'identité et les coordonnées de contact des personnes désignées. »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les présidents des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur le relevé prévu à l'article L4122-6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

Les assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur le relevé prévu à l'article L4122-6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ou, le cas échéant, parmi les électeurs figurant sur la liste visée à l'article L4122-6, § 1^{er}, alinéa 2. »;

4° au paragraphe 4, la phrase « Il communique immédiatement au Gouvernement leur identité et leurs coordonnées de contact. » est abrogée;

5° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

6° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, dernière phrase, le mot « communal » est inséré entre les mots « présidents des bureaux de dépouillement » et les mots « de la sélection des bureaux de vote »;

7° au paragraphe 5, alinéa 2, la phrase « Il remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les trois jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement, selon les modalités prévues à l'article L4125-3, § 2, et au paragraphe 1^{er} du présent article. » est remplacée par la phrase « Le président du bureau communal remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les cinq jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement, selon les modalités prévues au paragraphe 1^{er} ou au paragraphe 2 du présent article, selon le cas. »;

8° le paragraphe 6 est abrogé;

9° le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Le président du bureau communal complète le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote et des bureaux de dépouillement communal. Il en conserve un exemplaire et en transmet un autre au président du bureau de canton, qui complète le tableau en y indiquant la composition des bureaux de dépouillement provincial.

La finalité des formalités visées à l'alinéa 1^{er} est de permettre au président du bureau de canton et au président du bureau communal d'exercer la mission générale de surveillance des opérations électorales visée à l'article L4112-7.

Les données personnelles reprises sur le tableau sont les noms, prénoms et numéros de téléphone des présidents des bureaux. Ces données sont conservées jusqu'à la validation ou l'annulation de l'élection.

Le tableau de composition des bureaux électoraux est établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

»;

10° le paragraphe 8 est remplacé par ce qui suit :

« § 8. La finalité de la communication visée au paragraphe 2, alinéa 3, est de pouvoir contacter les membres du bureau de vote, du bureau de dépouillement communal en vue d'auditions à mener dans le cadre de l'instruction administrative des recours introduits contre l'élection, conformément aux articles L4146-6, § 1^{er}, alinéa 4, et L4146-23/1.

La communication visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, a pour finalité, outre celle décrite à l'alinéa 1^{er}, de permettre au délégué du Gouvernement d'accomplir sa mission d'accompagnement permanent des présidents des bureaux électoraux.

Les données personnelles transmises au Gouvernement dans le cadre des communications visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, et au paragraphe 2, alinéa 3, sont les noms, prénoms, numéros de téléphone et adresses mail. ».

Art. 78. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre II, chapitre V, du même Code, section 3, intitulée « Les bureaux de canton », les articles L4125-7 et L4125-8 sont remplacés par ce qui suit :

« Art. L4125-7. § 1^{er}. Le bureau de canton est établi au chef-lieu du canton et se compose d'un président, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants choisis par son président parmi les électeurs de la commune chef-lieu du canton et d'un secrétaire nommé conformément aux dispositions de l'article L4125-15, alinéa 2.

§ 2. Il est présidé :

1° par le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;

2° par le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

3° par le juge de paix ou son suppléant du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu du canton électoral dans tous les autres cas.

Dans le cas où la présidence du bureau de canton ne peut être assurée par un magistrat, le président du bureau de district désigne le président de ce bureau parmi les électeurs du secteur en respectant l'ordre prévu à l'article L4125-3, § 2.

Le président du bureau de district communique au Gouvernement, pour le 31 mars au plus tard, l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés.

Art. L4125-8. § 1^{er}. Pour le 15 septembre, le président du bureau de canton désigne les présidents des bureaux de dépouillement provincial parmi les électeurs les moins âgés de la commune chef-lieu du district, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, en suivant l'ordre déterminé par l'article L4125-5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Pour la même date, le président du bureau de canton désigne les assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement provincial parmi les électeurs les moins âgés de la commune chef-lieu du district, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, en suivant l'ordre déterminé par l'article L4125-5, § 2, alinéa 1^{er}.

Pour les désignations visées à l'alinéa 2, le président du bureau de canton peut, le cas échéant, faire appel aux volontaires qui figurent sur la liste visée à l'article L4122-6, § 1^{er}, alinéa 2.

Le président du bureau de canton communique immédiatement au Gouvernement l'identité et les coordonnées de contact des personnes désignées.

§ 2. Dans les quarante-huit heures, le président du bureau de canton notifie les désignations aux intéressés par envoi recommandé et les invite à venir remplir leurs fonctions aux jours et aux endroits fixés. A cette occasion, il informe les présidents des bureaux de dépouillement provincial de la sélection des bureaux de vote dont ils assurent le dépouillement.

Le président du bureau de canton remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les cinq jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'informent d'un motif légitime d'empêchement.

Il communique immédiatement au Gouvernement leur identité et leurs coordonnées de contact.

§ 3. La finalité de la communication visée au paragraphe 2, alinéa 3, est de pouvoir contacter les membres des bureaux de dépouillement provincial en vue d'auditions à mener dans le cadre de l'instruction administrative des recours introduits contre l'élection, conformément à l'article L4146-23/1.

La communication visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, et au paragraphe 2, alinéa 3, a pour finalité, outre celle décrite à l'alinéa 1^{er}, de permettre au délégué du Gouvernement d'accomplir sa mission d'accompagnement permanent des présidents des bureaux électoraux.

Les données personnelles transmises au Gouvernement dans le cadre de ces communications sont les noms, prénoms, numéros de téléphone et adresses mail. ».

Art. 79. Dans l'article L4125-10 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « Dès qu'ils sont désignés, le Gouvernement ou son délégué transmet aux présidents de bureau de vote » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement ou son délégué met à disposition des présidents des bureaux de vote »;

2° au paragraphe 1^{er}, les mots « à l'exécution de leur mission, dont la liste est fixée par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « à l'exécution de leur mission. ».

Art. 80. L'article L4125-11 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4125-11. Le président du bureau de vote désigne librement son secrétaire parmi les électeurs de la commune. ».

Art. 81. Dans l'article L4125-13 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « d'accord » sont remplacés par les mots « en accord »;

2° au paragraphe 2, première phrase, les mots « d'accord » sont remplacés par les mots « en accord ».

Art. 82. Dans l'article L4125-14 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « Dès qu'ils sont désignés, le Gouvernement ou son délégué transmet aux présidents de bureau de dépouillement » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement ou son délégué met à disposition des présidents des bureaux de dépouillement »;

2° au paragraphe 1^{er}, les mots « à l'exécution de leur mission, dont la liste est fixée par le Gouvernement. » sont remplacés par les mots « à l'exécution de leur mission. ».

Art. 83. L'article L4125-15 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4125-15. Le président du bureau de dépouillement communal désigne librement son secrétaire parmi les électeurs de la commune.

Le président du bureau de dépouillement provincial désigne librement son secrétaire parmi les électeurs du district. ».

Art. 84. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre II, chapitre V, du même Code, la section 5, intitulée « Sanctions se rapportant aux bureaux électoraux » et comprenant les articles L4125-16 et L4125-17, est abrogée.

Art. 85. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre II, du même Code, il est inséré un chapitre VI intitulé « Incompatibilités des membres des bureaux électoraux ».

Art. 86. Dans le chapitre VI, il est inséré un article L4126-1 rédigé comme suit :

« Art. L4126-1. § 1^{er}. Seuls les électeurs communaux peuvent exercer la fonction de président, assesseur, assesseur suppléant ou secrétaire du bureau communal ou d'un bureau de dépouillement communal.

Seuls les électeurs provinciaux peuvent exercer la fonction de président, assesseur, assesseur suppléant ou secrétaire du bureau de district, d'un bureau de canton, d'un bureau de vote ou d'un bureau de dépouillement provincial.

Au sens des alinéas 1^{er} et 2, un électeur communal est toute personne admise à voter pour les élections communales. Un électeur provincial est toute personne admise à voter pour les élections provinciales.

§ 2. Sauf l'exception prévue à l'article L4125-3, § 2, alinéa 2, le critère à prendre en compte pour désigner un électeur aux fonctions de président, assesseur, assesseur suppléant ou secrétaire d'un bureau électoral autre que le bureau de district et le bureau de canton est le lieu d'inscription de l'électeur au registre de population. ».

Art. 87. Dans le même chapitre VI, il est inséré un article L4126-2 rédigé comme suit :

« Art. L4126-2. Aucun candidat ne peut être président, assesseur, assesseur suppléant ou secrétaire d'un bureau électoral. ».

Art. 88. Dans le même chapitre VI, il est inséré un article L4126-3 rédigé comme suit :

« Art. L4126-3. Aucun témoin ne peut être président, assesseur, assesseur suppléant ou secrétaire d'un bureau électoral. ».

Art. 89. Dans le même chapitre VI, il est inséré un article L4126-4 rédigé comme suit :

« Art. L4126-4. Aucun détenteur d'un mandat politique ne peut être président, assesseur, assesseur suppléant ou secrétaire d'un bureau électoral. ».

Art. 90. Dans le même chapitre VI, il est inséré un article L4126-5 rédigé comme suit :

« Art. L4126-5. Les directeurs généraux communaux, les directeurs financiers communaux, les directeurs généraux provinciaux et les directeurs financiers provinciaux ne peuvent être président, assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de circonscription. Ils peuvent être secrétaire d'un tel bureau. ».

Art. 91. Dans l'article L4130-2 du même Code, inséré par le décret du 9 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et des papillons à usage électoral » et les mots « pour autant que le propriétaire ait également marqué son accord préalable et écrit » sont abrogés;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « dès que commence la période électorale, » sont insérés entre les mots « A cette fin, » et les mots « le conseil communal »;

3° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est complété par la phrase suivante, rédigée comme suit :

« Le conseil communal fixe le nombre minimal d'emplacements par rapport au nombre de listes de candidats en concurrence lors du précédent renouvellement intégral du conseil provincial et du conseil communal, additionné d'une unité. »;

4° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le soixante et unième jour avant l'élection, à défaut pour le conseil communal d'avoir déterminé des critères visant à assurer une répartition équitable des emplacements entre les différentes listes, la répartition s'opère en réservant une priorité aux listes complètes par rapport aux listes incomplètes. »;

5° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 92. Dans l'article L4130-3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 9 mars 2017, les mots « le bourgmestre » sont remplacés par les mots « les bourgmestres ».

Art. 93. L'article L4130-4 du même Code, inséré par le décret du 9 mars 2017, dont le texte actuel formera l'alinéa 1^{er}, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Au sens de l'alinéa 1^{er}, 1^o, un gadget est un objet vendu ou distribué en vue de faire apparaître, à l'occasion de son usage normal, un message électoral en faveur de partis, de listes ou de candidats, et pour autant que la valeur utilitaire de cet objet l'emporte sur le message politique qu'il contient.

Au sens de l'alinéa 1^{er}, 1^o, à l'exclusion des biens ou services offerts ou distribués uniquement à des fins de convivialité, un cadeau est un bien ou un service offert, vendu ou distribué par un candidat, une liste de candidats ou un parti politique à un électeur ou à un groupe d'électeurs, avec l'intention manifeste et délibérée d'obtenir en retour un ou des suffrages. ».

Art. 94. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre III, du même Code, l'intitulé du chapitre I^{er}/1 est remplacé par ce qui suit : « Du contrôle et de la réglementation des dépenses électorales et de l'origine des fonds ».

Art. 95. Dans l'article L4131-2 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 21 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 4^o, les mots « à l'article 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale » sont remplacés par les mots « à l'article L4130-4 »;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 5^o, les mots « à l'article 2 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale » sont remplacés par les mots « à l'article L4131-8 »;

3^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, est complété par le 6^o rédigé comme suit :

« 6^o les infractions à l'article L4131-9, § 5. ».

Art. 96. Dans l'article L4131-3, § 2, 2^o, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « des articles 2 et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale. » sont remplacés par les mots « des articles L4130-4, L4131-8 et L4131-9, § 5. ».

Art. 97. Dans l'article L4131-4, § 2, alinéa 3, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « l'article L4131-6 » sont chaque fois remplacés par les mots « l'article L4165-1 ».

Art. 98. Dans l'article L4131-5 du même Code, remplacé par le décret du 21 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de l'article L4131-4 ou des articles 3, § 2, et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de secteurs et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, » sont remplacés par les mots « de l'article L4130-4, de l'article L4131-4, § 1^{er}, de l'article L4131-9, § 2, ou de l'article L4131-9, § 5, »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « de l'article L4131-4 ou des articles 3, § 1^{er}, et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de secteurs et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, » sont remplacés par les mots « de l'article L4130-4, de l'article L4131-4, § 1^{er}, de l'article L4131-9, § 1^{er}, ou de l'article L4131-9, § 5, ».

Art. 99. L'article L4131-6 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 100. L'article L4131-7 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4131-7. § 1^{er}. Seules les personnes physiques qui ont leur résidence principale en Belgique et les personnes physiques de nationalité belge établies hors du territoire du Royaume peuvent faire des dons à des partis politiques et à leurs composantes, à des listes, à des candidats et à des mandataires politiques.

Les candidats et les mandataires politiques peuvent néanmoins recevoir des dons du parti politique ou de la liste au nom desquels ils sont candidats ou exercent un mandat. De même, des composantes peuvent recevoir des dons de leur parti politique, et inversement.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, les dons d'entreprises, de personnes morales ou d'associations de fait, ainsi que les dons de personnes physiques agissant en réalité comme intermédiaires d'entreprises, de personnes morales ou d'associations de fait, sont interdits.

§ 2. L'identité des personnes physiques visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui ont fait des dons de 125 euros et plus à des partis visés à l'article L4131, est enregistrée par les bénéficiaires et communiquée par les partis politiques dans les trente jours des élections uniquement à la Commission régionale de contrôle.

§ 3. L'identité des personnes physiques visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui ont fait des dons de 125 euros et plus à des listes et à des candidats est enregistrée par les bénéficiaires.

Le relevé n'est pas soumis à l'examen des électeurs.

§ 4. Des partis politiques et leurs composantes, des listes, des candidats et des mandataires politiques peuvent chacun recevoir annuellement, à titre de dons d'une même personne physique visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, une somme ne dépassant pas 500 euros ou sa contre-valeur. Le donateur peut consacrer chaque année un montant total ne dépassant pas 2000 euros ou la contre-valeur de ce montant, à des dons au profit de partis politiques et de leurs composantes, de listes, de candidats et de mandataires politiques. Les versements que les mandataires politiques font à leur parti politique ne sont pas considérés comme des dons.

Les prestations gratuites ou effectuées pour un montant inférieur au prix du marché par des personnes physiques visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont assimilées à des dons, de même que l'ouverture de lignes de crédit sans obligation de remboursement. Sont également considérés comme dons effectués par des personnes physiques visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les prestations facturées par un parti politique ou par un candidat pour un montant manifestement supérieur au coût du marché.

§ 5. Les formalités visées aux paragraphes 2 et 3, alinéa 1^{er}, ont pour finalité de contrôler l'origine des fonds reçus par les partis, listes et candidats au travers de dons.

Dans le cas visé au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les bénéficiaires ne conservent pas les données personnelles au-delà de l'expiration du délai fixé par l'article L4146-25, § 1^{er}. En cas de recours, la Commission régionale de contrôle ne conserve pas les données personnelles au-delà de l'expiration du délai fixé par l'article L4146-26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Dans le cas visé au paragraphe 2, la Commission régionale de contrôle ne conserve pas les données personnelles au-delà de l'expiration du délai fixé par l'article L4131-3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. ».

Art. 101. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre III, chapitre I^{er}/1, du même Code, il est inséré une section 4 intitulée « Réglementation des dépenses électorales ».

Art. 102. Dans la section 4, il est inséré un article L4131-8 rédigé comme suit :

« Art. L4131-8. Le total des dépenses et engagements financiers afférents à la propagande électorale menée au niveau régional par les partis politiques visés à l'article L4131-1 ne peut pas excéder 372 000 euros.

Pour les partis politiques qui présentent moins de cinquante listes portant leur numéro régional et leur sigle protégé, le montant prévu à l'alinéa 1^{er} est réduit à 75 000 euros.

Les partis politiques peuvent axer leur campagne sur un ou plusieurs candidats. ».

Art. 103. Dans la même section 4, il est inséré un article L4131-9 rédigé comme suit :

« Art. L4131-9. § 1^{er}. Pour les élections communales, les élections provinciales, les élections de secteurs et l'élection directe des conseils de l'action sociale, le total des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale des listes, ne peut pas excéder, pour chacune des listes et par tranche, les montants suivants :

1° jusqu'à 1 000 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 2,70 euros par électeur inscrit;

2° de 1 001 à 5 000 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 1,10 euro par électeur inscrit;

3° de 5 001 à 10 000 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 0,80 euros par électeur inscrit;

4° de 10 001 à 20 000 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 1,00 euro par électeur inscrit;

5° de 20 001 à 40 000 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 1,10 euro par électeur inscrit;

6° de 40 001 à 80 000 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 1,20 euro par électeur inscrit;

7° à partir de 80 001 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 0,14 euro par électeur inscrit.

§ 2. Pour les élections communales, les élections provinciales, les élections de secteurs et l'élection directe des conseils de l'action sociale, ainsi que pour l'élection visée à l'article L4146-23/13 ou à l'article L4146-23/14, le total des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale de candidats déterminés, ne peut pas excéder pour chacun des candidats et par tranche, les montants suivants :

1° jusqu'à 50 000 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 0,080 euro par électeur inscrit, avec un minimum de 1 250 euros par candidat;

2° de 50 001 à 100 000 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 0,030 euro par électeur inscrit;

3° à partir de 100 001 électeurs inscrits sur le registre des électeurs : 0,015 euro par électeur inscrit.

§ 3. Si un candidat se présente sur plus d'une liste, les montants fixés au paragraphe 2 ne sont pas additionnés. Seul le montant le plus élevé est pris en considération.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1^{er}, les candidats qui se présentent simultanément sur une liste provinciale et sur une ou deux autres listes peuvent cumuler deux des montants fixés au paragraphe 2, y compris celui prévu pour les élections provinciales, pour autant qu'ils se présentent à ces dernières élections dans un district dont ne fait pas partie la commune dans laquelle ils sont inscrits au registre de la population.

§ 4. Pour l'application des paragraphes 1^{er} à 3, le nombre d'électeurs à prendre en compte est le nombre d'électeurs qui figure sur le registre des électeurs dès que celui-ci est établi, conformément à l'article L4122-1.

§ 5. La diffusion ciblée de messages sur internet et les plateformes de médias sociaux en contrepartie d'une rémunération est plafonnée à cinquante pour cent du montant des dépenses autorisées pour les partis, les listes et les candidats en exécution des paragraphes 1^{er} et 2. ».

Art. 104. Dans la même section 4, il est inséré un article L4131-10 rédigé comme suit :

« Art. L4131-10. Les montants fixés aux articles L4131-8 et L4131-9 sont indexés selon les modalités fixées par le Gouvernement. ».

Art. 105. Dans la même section 4, il est inséré un article L4131-11 rédigé comme suit :

« Art. L4131-11. § 1^{er}. Pour les élections visées à l'article L4124-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le Gouvernement communique, au plus tard le cent quatrième jour avant l'élection, les montants maximaux indicatifs que les listes et candidats peuvent dépenser.

Ces montants maximaux indicatifs sont calculés conformément aux dispositions de l'article L4131-9, sur la base du nombre d'électeurs au cent trente quatrième jour avant l'élection.

§ 2. Le Gouvernement communique au plus tard le quarantième jour avant l'élection, ou au plus tard le jour de la convocation des électeurs dans le cas d'une élection visée à l'article L4146-23/13, à l'article L4146-23/14, ou à l'article L4124-1, § 1^{er}bis, les montants maximaux officiels que les listes et les candidats peuvent dépenser, calculés conformément aux dispositions de l'article L4131-9. ».

Art. 106. Dans la même section 4, il est inséré un article L4131-12 rédigé comme suit :

« Art. L4131-12. § 1^{er}. Sont considérées comme dépenses de propagande électorale toutes dépenses et tous engagements financiers afférents à des messages verbaux, écrits, sonores et visuels, destinés à influencer favorablement ou défavorablement le résultat d'un parti politique, d'une liste et de leurs candidats, et qui sont émis pendant la période électorale visée à l'article L411211, à l'occasion des élections communales, des élections provinciales, des élections de secteurs, ou de l'élection directe des conseils de l'action sociale.

Les messages que les partis, listes et candidats diffusent au public par tout moyen de communication par voie électronique sont considérés comme dépenses de propagande électorale.

§ 2. Sont également considérées comme dépenses de propagande électorale visées au paragraphe 1^{er}, les dépenses engagées par des tiers en faveur de partis politiques, de listes ou de candidats, à moins que ces derniers :

1° ne mettent, dès qu'ils ont pris connaissance de la campagne menée par les tiers en question, ceux-ci en demeure, par envoi recommandé à la poste, de cesser cette campagne;

2° transmettent une copie de ladite lettre, accompagnée ou non de l'accord des tiers de cesser la campagne, au président du bureau de circonscription, qui joint ces documents aux déclarations des dépenses électorales et de l'origine des fonds déposées par les partis, les listes ou les candidats concernés.

§ 3. Ne sont pas considérées comme dépenses de propagande électorale :

1° la prestation de services personnels non rémunérés ainsi que l'utilisation d'un véhicule personnel;

2° la publication dans un quotidien ou un périodique d'articles de fond, à condition que cette publication s'effectue de la manière et selon les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale, sans paiement, rétribution, ni promesse de paiement ou de rétribution, qu'il ne s'agisse pas d'un quotidien ou d'un périodique créé pour ou en vue des élections et que la diffusion et la fréquence de la publication soient les mêmes qu'en dehors de la période électorale;

3° la diffusion à la radio ou à la télévision de programmes comportant des avis ou des commentaires, à condition que ces émissions s'effectuent de la même manière et selon les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale, sans paiement, rétribution, ni promesse de paiement ou de rétribution;

4° la diffusion à la radio et à la télévision d'une émission électorale ou d'une série d'émissions électorales, à condition que des représentants des partis politiques puissent prendre part à ces émissions;

5° la diffusion à la radio et à la télévision d'émissions électorales, à condition que leur nombre et leur durée soient déterminés en fonction du nombre de représentants des partis politiques au sein du Parlement wallon;

6° les dépenses afférentes à l'organisation de manifestations périodiques, à condition que celles-ci :

n'aient pas d'objectif purement électoral;

aient un caractère régulier et récurrent et présentent les mêmes caractéristiques en ce qui concerne l'organisation;

7° les dépenses afférentes à des manifestations non périodiques payantes, organisées à des fins électorales, dans la mesure où les dépenses sont couvertes par les recettes, à l'exception de celles provenant du sponsoring, et ne concernent pas les dépenses engagées pour la publicité et les invitations, étant entendu que dans l'hypothèse où les dépenses ne sont pas entièrement couvertes par les recettes, la différence est imputée comme une dépense électorale;

8° les dépenses engagées au cours de la période électorale dans le cadre du fonctionnement normal du parti au niveau régional ou local, notamment pour l'organisation de congrès et de réunions de parti;

9° les dépenses afférentes à la création d'applications de l'internet, à condition qu'elle s'opère de la même façon et selon les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale;

10° les frais de connexion internet et l'envoi de messages électroniques lorsque l'envoi n'atteint pas simultanément, par message électronique, plus de cent-cinquante destinataires.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 6°, b), la périodicité est appréciée soit sur la base d'une période de référence de deux ans précédant la période visée au paragraphe 1^{er}, période au cours de laquelle la manifestation concernée doit avoir eu lieu au moins une fois par an, soit sur la base d'une période de référence de quatre ans précédant la période visée au paragraphe 1^{er}, période au cours de laquelle la manifestation concernée doit avoir eu lieu au moins une fois en deux ans. Si les dépenses occasionnées par la publicité ou les invitations sont manifestement exceptionnelles par rapport au déroulement habituel d'une telle manifestation, elles sont, par exception, imputées comme dépenses électorales.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 8°, si les dépenses engagées pour la publicité et les invitations sont manifestement exceptionnelles par rapport au déroulement habituel de ce genre de manifestations, elles sont, exceptionnellement, imputées au titre de dépenses électorales.

§ 4. Les dépenses et engagements financiers afférents à des biens, des fournitures et des services relevant de l'application du paragraphe 1^{er} sont imputés au prix du marché. ».

Art. 107. L'article L4132-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4132-1. § 1^{er}. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au centre de vote. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Le certificat médical ne mentionne pas la maladie ni l'infirmité de l'électeur ou de son parent, allié ou cohabitant. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection dans la circonscription ne peuvent délivrer un tel certificat. En cas de candidature multiple du médecin, la règle la plus contraignante s'applique;

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles, des motifs d'étude ou de formation professionnelle :

est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa fa-

mille, qui résident avec lui;

se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité

de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par un certificat délivré par l'employeur dont l'intéressé dépend, ou par l'établissement d'enseignement ou de formation professionnelle qu'il fréquente.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale et dont le modèle est déterminé par le Gouvernement. L'électeur introduit sa déclaration auprès du bourgmestre ou de son délégué au plus tard la veille du jour de l'élection;

3° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté à la suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé;

4° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

Le Gouvernement fixe la liste des pièces justificatives que l'électeur peut produire dans ce cas.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin est attestée, sur présentation d'autres pièces justificatives ou, à défaut, par une déclaration écrite sur l'honneur, par un certificat du bourgmestre. La demande est introduite auprès du bourgmestre du domicile, ou son délégué, au plus tard le jour qui précède celui des élections.

Le Gouvernement fixe le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre ou son délégué, ainsi que le modèle de déclaration écrite sur l'honneur visés à l'alinéa 3.

§ 2. Tout électeur peut être porteur d'une procuration.

Un candidat peut porter la procuration de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut porter la procuration d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le porteur de la procuration sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune, ou son délégué, atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit, ou le délégué du bourgmestre, atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété. L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque porteur de procuration ne peut disposer que d'une procuration.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal. L'usage de ce formulaire est obligatoire, à l'exclusion de tout autre.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses du mandant et du porteur de la procuration, ainsi que le numéro d'identification du mandant au Registre national des personnes physiques.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le porteur de procuration.

§ 4. Peut voter, le porteur de procuration qui remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'une des pièces justificatives mentionnées au paragraphe 1^{er}, et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne « a voté par procuration ».

§ 5. La commune tient un registre spécial relatif aux procurations. À l'exception de celles définies aux alinéas 2 à 5, le Gouvernement fixe les modalités relatives à la tenue et à la gestion du registre spécial.

La finalité du registre spécial des procurations est de répertorier les actes et les identités des électeurs dans le cadre du vote par procuration, en vue de pouvoir identifier, postérieurement à l'élection, en cas de recours introduit contre celle-ci, d'éventuelles irrégularités susceptibles d'avoir influencé la répartition des sièges entre les listes.

Jusqu'à ce que le registre spécial des procurations soit remis à l'administration régionale conformément à l'article L4143-28, § 3, alinéa 1^{er}, seul le personnel de l'administration communale a accès au registre spécial des procurations et en assure la tenue et la gestion.

Le personnel de l'administration communale inscrit au registre spécial des procurations le nom, les prénoms, l'adresse de la résidence principale et le motif de la demande de tout électeur qui se présente à l'administration communale pour un acte relatif au vote par procuration, sauf lorsque l'objet de la demande consiste uniquement à obtenir le formulaire de procuration.

Les données à caractère personnel contenues au registre spécial des procurations sont conservées jusqu'à ce que le registre spécial des procurations soit détruit, conformément à l'article L4146-23/15, § 2, alinéa 1^{er}, 7^o.

Art. 108. Dans l'article L4133-1, § 2, du même Code, remplacé par le décret du 9 mars 2017, les mots « jusqu'au 10 septembre. » sont remplacés par les mots « jusqu'au 1^{er} octobre inclus. ».

Art. 109. Dans l'article L4133-2 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard la veille jour de l'élection. » sont remplacés par les mots « auprès du président du bureau de vote, le jour de l'élection. »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'accompagnant présente au président du bureau de vote sa convocation, sur laquelle le président appose la mention « a exercé le rôle d'accompagnant ». ».

Art. 110. Dans l'article L4134-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Les candidats peuvent » sont remplacés par les mots « Le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation ou, le cas échéant, le candidat mandaté par lui, peut »;

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est abrogé;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « Les candidats peuvent, dans la déclaration de groupement visée à l'article L4142-34 » sont remplacés par les mots « Les candidats les premiers en rang dans l'ordre de présentation ou, le cas échéant, les candidats mandatés par eux, peuvent, dans l'acte d'acceptation de candidature visé à l'article L4142-4, § 6, alinéa 1^{er}, 2^o »;

4° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « Les candidats qui n'ont pas fait de déclaration de groupement dans les districts où d'autres candidats ont fait cette déclaration » sont remplacés par les mots « Les candidats des listes qui ne forment pas groupement dans les districts où d'autres candidats forment groupement »;

5° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « du même sigle ou logo » sont remplacés par les mots « du même sigle »;

6° au paragraphe 4, alinéa 2, première phrase, les mots « le premier en rang dans l'ordre de présentation » sont insérés entre les mots « Le candidat » et les mots « indique le bureau »;

7° au paragraphe 4, alinéa 3, les mots « soit la convocation aux élections dans leur commune, soit un extrait du registre des électeurs. » sont remplacés par les mots « la convocation aux élections dans leur commune. »;

8° l'article est complété par le paragraphe 8 rédigé comme suit :

« § 8. Le Gouvernement fixe le modèle de mandat prévu aux paragraphes 1^{er} et 2. ».

Art. 111. Dans l'article L4134-2 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, la phrase « Ceux-ci sont néanmoins tenus de se conformer aux règles énoncées aux articles L4134-3 à L4134-5. » est remplacée par la phrase « Ceux-ci sont tenus de se conformer aux règles énoncées aux articles L4134-3 à L4134-5. »;

2° au paragraphe 3, les alinéas 1^{er} et 3 sont abrogés;

3° au paragraphe 3, dans l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa unique, les mots « À cette fin, et dans le cas » sont remplacés par les mots « Dans le cas ».

Art. 112. Dans l'article L4134-5 du même Code, l'alinéa 5, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 113. L'article L4135-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4135-1. Les membres des bureaux électoraux ont droit à un jeton de présence, par séance du bureau. Ils peuvent également prétendre à des indemnités et avantages quelconques et ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement. ».

Art. 114. L'article L4135-2 du même Code, remplacé par le décret du 9 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4135-2. § 1^{er}. Les frais électoraux qui résultent des travaux et services nécessaires aux opérations électorales sont supportés dans le respect de la réglementation sur les marchés publics.

§ 2. Sont à charge de la Région :

1° les frais relatifs au papier électoral qu'elle fournit;

2° les frais relatifs à l'acquisition des logiciels électoraux visés à l'article L4141-1.

§ 3. Sont pour moitié à charge des communes de langue française et pour moitié à charge des provinces, les frais électoraux suivants :

1° les jetons de présence auxquels peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux;

2° les indemnités de déplacement auxquelles peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux;

3° les frais de déplacement exposés par les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits comme électeurs;

4° les primes d'assurance destinées à couvrir les dommages corporels résultant d'accidents survenus aux membres des bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions;

5° les urnes et le matériel destiné aux bureaux de vote.

§ 4. Sont uniquement à charge des provinces les frais électoraux suivants :

1° les frais d'impression des bulletins pour l'élection provinciale;

2° les frais relatifs à l'utilisation, dans les bureaux de dépouillement provincial, du logiciel d'assistance au dépouillement agréé par le Gouvernement et visé à l'article L4144-8, § 2;

3° la mise à disposition du matériel destiné aux bureaux de dépouillement provincial, bureaux de canton et bureaux de district.

§ 5. Sont uniquement à charge des communes les frais électoraux suivants :

1° les frais d'impression des bulletins pour l'élection communale;

2° les frais relatifs à l'utilisation, dans les bureaux de dépouillement communal, du logiciel d'assistance au dépouillement agréé par le Gouvernement et visé à l'article L4144-8, § 2;

3° la mise à disposition du matériel destiné aux bureaux de dépouillement communal et bureaux communaux.

§ 6. Tous les autres frais électoraux sont répartis pour moitié à charge des communes de langue française et pour moitié à charge des provinces. ».

Art. 115. L'article L4135-3 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 1^{er} juin 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4135-3. § 1^{er}. La province fait l'avance aux communes de son ressort des frais électoraux visés à l'article L4135-2, § 3, puis procède auprès d'elles aux récupérations appropriées.

§ 2. Le paiement des jetons de présence aux membres des bureaux électoraux est effectué par la province uniquement sur la base de l'annexe au procès-verbal dûment signée par tous les membres du bureau. ».

Art. 116. L'article L4135-4 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4135-4. Les membres des bureaux électoraux ont droit à une indemnité de déplacement lorsqu'ils siègent dans une commune où ils ne sont pas inscrits dans les registres de population, sur base d'une déclaration de créance envoyée à l'adresse de l'administration provinciale concernée. ».

Art. 117. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre III du même Code, le chapitre V est complété par un article L4135-5 rédigé comme suit :

« Art. L4135-5. Les électeurs qui ont droit à un déplacement gratuit sont les suivants :

1° les électeurs qui ne résident plus dans la commune où ils votent;

2° les personnes qui sont salariées ou appointées et qui exercent leur profession à l'étranger ou dans une commune du Royaume autre que celle où elles votent;

3° les membres de la famille des personnes visées au 2° qui habitent avec celles-ci;

4° les étudiants qui séjournent en raison de leurs études dans une commune du Royaume autre que celle où ils votent;

5° les personnes qui se trouvent dans un établissement hospitalier ou dans une maison de santé située dans une commune du Royaume autre que celle où elles votent. ».

Art. 118. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre III du même Code, le chapitre V est complété par un article L4135-6 rédigé comme suit :

« Art. L4135-6. Le Gouvernement détermine :

1° le montant du jeton de présence, visé aux articles L4135-1 et L4135-2, § 3, 1°, que reçoivent les membres des bureaux électoraux par séance du bureau;

2° le montant des indemnités et avantages quelconques, visés à l'article L4135-1, auxquels peuvent prétendre les membres des bureaux électoraux;

3° les conditions auxquelles doivent répondre les membres des bureaux électoraux pour avoir droit au jeton de présence, conformément aux articles L4135-1 et L4135-2, § 3, 1°;

4° les conditions auxquelles doivent répondre les membres des bureaux électoraux pour prétendre aux indemnités de déplacement, ainsi que le montant de ces indemnités, lorsque les membres des bureaux électoraux siègent dans une commune où ils ne sont pas inscrits dans les registres de population, conformément aux articles L4135-1, L4135-2, § 3, 2°, et L4135-4;

5° les conditions auxquelles doivent répondre les électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits en tant qu'électeurs pour prétendre au remboursement de leurs frais de déplacement, ainsi que le montant de l'indemnité à laquelle ils peuvent prétendre, conformément à l'article L4135-2, § 3, 3°;

6° les modalités selon lesquelles les risques des dommages corporels résultant d'accidents survenus aux membres des bureaux électoraux dans l'exercice de leurs fonctions sont couverts, conformément à l'article L4135-2, § 3, 4°;

7° la manière dont les jetons de présence sont transférés sur le compte financier des membres des bureaux électoraux, conformément à l'article

L4135-3, § 2;

8° le modèle de la déclaration de créance visée à l'article L4135-4;

9° les modalités de remboursement aux électeurs qui ont droit à un déplacement gratuit, conformément à l'article L4135-5;

10° les modèles des urnes, conformément à l'article L4135-2, § 3, 5°;

11° les modèles des bulletins, conformément à l'article L4135-2, § 4, 1°, et § 5, 1°. ».

Art. 119. Dans l'article L4141-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement élabore et fournit aux présidents des bureaux électoraux les logiciels électoraux nécessaires à l'exécution de leurs missions.

Ces logiciels électoraux font l'objet d'un agrément selon les modalités arrêtées par le Gouvernement. »;

2° les paragraphes 2 et 3 sont abrogés.

Art. 120. Dans l'article L4141-2 du même Code, inséré par le décret du 9 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « du logiciel visé à l'article L4141-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ainsi que de tout logiciel utilisé pour aider au dépouillement du vote en exécution de l'article L4144-8, § 2. » sont remplacés par les mots « des logiciels électoraux visés à l'article L4141-1. »;

2° au paragraphe 4, la phrase « Toute violation du secret est sanctionnée conformément à l'article 458 du Code pénal. » est abrogée.

Art. 121. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV du même Code, le chapitre I^{er} est complété par un article L4141-3 rédigé comme suit :

« Art. L4141-3. Hormis le vote qui s'exprime nécessairement sur un bulletin en papier, le Gouvernement détermine les opérations électorales qui se font de manière numérique, et celles qui se font de manière numérique et automatisée. Le Gouvernement détermine les modalités de ces opérations.

Dans le cadre des opérations visées à l'alinéa 1^{er}, les traitements de données par la voie numérique et les traitements de données de manière automatisée se font dans le respect des principes de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des données électorales. ».

Art. 122. Dans l'article L4142-1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié en dernier lieu par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « énoncée à l'article L4121-1, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « énoncée à l'article L4121-1 »;

2° l'article est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, les conditions d'éligibilité sont réunies au plus tard au moment de l'arrêt provisoire des listes. ».

Art. 123. Dans l'article L4142-2 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « aux articles L1125-1 à L1125-10 du présent

Code. » sont remplacés par les mots « à la première partie, Livre I^{er}, Titre II, chapitre V, du présent Code. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « aux articles L2212-74 à L2212-81 du présent Code. » sont remplacés par les mots « à la deuxième partie, Livre II, Titre I^{er}, chapitre II, section 7, du présent Code. ».

Art. 124. L'article L4142-3, alinéa 5, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Le président du bureau de circonscription encode les candidatures qui n'ont pas été préencodées. ».

Art. 125. Dans l'article L4142-4 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, la phrase « L'électeur ou le conseiller qui contrevient à cette interdiction est passible des peines édictées à l'article 202 du Code électoral. » est abrogée;

2° au paragraphe 5, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La présentation mentionne l'autorisation de former groupement, conformément à l'article L4142-34. »;

3° au paragraphe 5, alinéa 3, les mots « sigle ou logo » sont chaque fois remplacés par le mot « sigle »;

4° au paragraphe 6, alinéa 1^{er}, 2°, les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

5° au paragraphe 6, alinéa 1^{er}, le 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° les éventuelles déclarations de groupements visées à l'article L414234, alinéa 2; »;

6° le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, 10°, est remplacé par ce qui suit :

« 10° les certificats produits par les électeurs signataires, les déposants et les candidats présentés, aux fins de démontrer qu'ils sont électeurs dans leur commune. »;

7° au paragraphe 6, alinéa 3, les mots « de celles mentionnées à l'alinéa 1^{er},

7° et 9° » sont remplacés par les mots « de celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 7° »;

8° le paragraphe 6 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'acte d'acceptation visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, mentionne l'intention de former groupe, conformément à l'article L4142-34. Il mentionne également le nom des témoins et témoins suppléants de la liste, conformément à l'article L4134-1. Il contient aussi une mention par laquelle les candidats renoncent à invoquer le droit à l'oubli visé à l'article 17 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

Les certificats visés à l'alinéa 1^{er}, 10°, sont ceux visés à l'article 1^{er}, 9°, de l'arrêté ministériel du 21 avril 2017 fixant les modèles de certificats visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 5 juin 2004 déterminant le régime des droits de consultation et de rectification des données électroniques inscrites sur la carte d'identité et des informations reprises dans les registres de population ou au Registre national des personnes physiques. ».

Art. 126. Dans l'article L4142-6 du même Code, l'alinéa 3, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 127. Dans l'article L4142-9 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « et pendant les deux heures qui suivent l'expiration de ce délai » sont abrogés; 2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 128. Dans l'article L4142-10, § 3, troisième phrase, du même Code, insérée par le décret du 1^{er} juin 2006, le mot « reçoit » est remplacé par le mot « reçoivent ».

Art. 129. Dans l'article L4142-12, § 3, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « les sigles et les logos » sont remplacés par les mots « les sigles ».

Art. 130. Dans l'article L4142-15 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, seconde phrase, les mots « font l'objet d'un envoi » sont remplacés par les mots « sont envoyés »;

2° au paragraphe 5, le mot « seront » est remplacé par le mot « sont ».

Art. 131. L'article L4142-17 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, dont le texte actuel formera l'alinéa 1^{er}, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque le traitement est effectué par un sous-traitant, il se fait sous le contrôle et la responsabilité du Gouvernement ou de son délégué. ».

Art. 132. L'article L4142-18 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 133. L'article L4142-21, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Ils peuvent, dans ce même délai, déposer un acte rectificatif ou complémentaire, dont le modèle est établi par le Gouvernement. ».

Art. 134. Dans l'article L4142-22, alinéa 4, première phrase, du même Code, insérée par le décret du 1^{er} juin 2006, le mot « Il » est remplacé par les mots « Le bureau de circonscription ».

Art. 135. Dans l'article L4142-24 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, la phrase « Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique conformément au paragraphe 2 de l'article L4141-1. » est abrogée.

Art. 136. L'article L4142-25 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4142-25. Dans les districts visés à l'article L4112-22, § 2, chaque président de bureau de district communique immédiatement au président du bureau central d'arrondissement, s'il échet, les listes dont tous les candidats ont manifesté, dans l'acte de présentation et l'acte d'acceptation de candidature, leur intention de former groupe du point de vue de la répartition des sièges au niveau de l'arrondissement administratif. ».

Art. 137. Dans l'article L4142-26 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « le sigle ou logo » sont remplacés par les mots « le sigle »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le sigle est composé de maximum vingt-cinq caractères. Il peut comporter des lettres, des chiffres ou des signes. Un même sigle peut être soit formulé dans une seule langue nationale, soit traduit dans une autre langue nationale, soit composé à la fois de sa formule dans une langue nationale et de sa traduction dans une autre langue nationale.

Le Gouvernement fixe la liste des caractères qui peuvent faire partie du sigle. »;

3° au paragraphe 4, les mots « ce sigle ou logo » sont remplacés par les mots « ce sigle ».

Art. 138. Dans l'article L4142-27 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « sigles ou logos » sont chaque fois remplacés par le mot « sigles ».

Art. 139. Dans l'article L4142-29, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « sigle ou logo » sont remplacés par le mot « sigle ».

Art. 140. Dans l'article L4142-30 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 26 avril 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « le sigle ou le logo » sont remplacés par les mots « le sigle »;

2° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « sigles ou logos » sont remplacés par le mot « sigles »;

3° le paragraphe 4, alinéa 2, est abrogé.

Art. 141. Dans l'article L4142-31 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « sigle ou logo » sont chaque fois remplacés par le mot « sigle »;

2° le paragraphe 3, alinéa 2, est abrogé.

Art. 142. Dans l'article L4142-32, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « sigle ou logo » sont remplacés par le mot « sigle ».

Art. 143. Dans l'article L4142-33 du même Code, l'alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 144. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre II, section 4, du même Code, l'intitulé de la sous-section 4 est remplacé par ce qui suit : « Groupement en vue d'appareillement ».

Art. 145. L'article L4142-34 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4142-34. Lorsque, dans un arrondissement administratif comprenant au moins deux districts, des listes usant du même sigle et du même numéro d'ordre se présentent simultanément dans des districts distincts, elles forment automatiquement groupement en vue d'appareillement, à condition que, dans leur acte de présentation et dans leur acte d'acceptation de candidature, tous les candidats des listes concernées aient marqué leur intention d'effectuer ce groupement.

Lorsque, dans un arrondissement administratif comprenant au moins deux districts, des listes, usant du même sigle et ne disposant pas d'un numéro d'ordre commun, se présentent simultanément dans des districts distincts, elles peuvent former groupement en vue d'appareillement, à condition que, dans leur acte de présentation et dans leur acte d'acceptation de candidature, tous les candidats des listes concernées aient marqué leur intention d'effectuer ce groupement. ».

Art. 146. L'article L4142-35 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4142-35. Si l'une des listes qui y est comprise a été écartée, le groupement continue à produire ses effets pour les autres listes du groupe.

Si un candidat a été reconnu inéligible, le groupement continue à produire ses effets pour les autres candidats de la liste. ».

Art. 147. L'article L4142-36 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4142-36. § 1^{er}. Le bureau central d'arrondissement arrête, sans délai, en présence des éventuels témoins, le tableau des listes formant groupe.

Dans ce tableau, il assigne à chaque groupe de listes une lettre dans l'ordre alphabétique. Pour ce faire, il respecte l'ordre observé pour le classement des listes sur le bulletin de vote tel qu'il l'a arrêté pour son district.

§ 2. Le président du bureau central d'arrondissement transmet aux présidents des bureaux de district copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes du district. ».

Art. 148. L'article L4142-37, § 2, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les listes de candidats sont aussitôt affichées. L'affiche reproduit en gros caractères, à l'encre noire, les noms et prénoms des candidats, en la forme du bulletin électoral tel qu'il est déterminé par le Gouvernement. Elle reproduit aussi les instructions aux électeurs fixées par le Gouvernement. ».

Art. 149. Dans l'article L4142-39 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est abrogé;

2° dans l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 3, un 2°/1 rédigé comme suit est inséré entre le 2° et le 3° :

« 2°/1 la mention du nombre des bulletins non valables, en distinguant clairement, parmi ceux-ci, le nombre de bulletins nuls et le nombre de bulletins blancs; ».

Art. 150. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre II du même Code, la section 7 intitulée « Sanctions se rapportant aux candidatures » est abrogée.

Art. 151. L'article L4142-46 du même Code est abrogé.

Art. 152. L'article L4142-47 du même Code est abrogé.

Art. 153. Dans l'article L4143-3, § 3, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « un isoiloir pour cinq locaux au moins doit être agencé » sont remplacés par les mots « un isoiloir par bureau de vote est agencé ».

Art. 154. Dans l'article L4143-4 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Les instructions aux électeurs sont affichées dans la salle d'attente. »;

2° au paragraphe 2, les mots « est déposé dans la salle d'attente à la disposition des électeurs; un second exemplaire » sont abrogés;

3° au paragraphe 4, les mots « doit se faire » sont remplacés par les mots « se fait ».

Art. 155. Dans l'article L4143-5 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le bureau est constitué à sept heures. »;

2° au paragraphe 2, alinéas 2 et 4, les mots « à l'article L4125-5, §§ 2 et 3 » sont chaque fois remplacés par les mots « à l'article L4125-5, § 2 ».

Art. 156. Dans l'article L4143-8, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « mandataires » est remplacé par les mots « porteurs de procuration »;

2° l'alinéa 3 est abrogé;

3° à l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 3, les mots « visées aux alinéas 2 et 3 » sont remplacés par les mots « visées à l'alinéa 2 ».

Art. 157. L'article L4143-9 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 158. L'article L4143-10, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« À l'exception du président, les personnes visées à l'article L4143-8 ne communiquent pas avec l'extérieur durant la période pendant laquelle elles sont admises à l'intérieur du local de vote. ».

Art. 159. Dans l'article L4143-12 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 5 :

« Les experts qui sont désignés conformément à l'article L4141-2 sont admis dans le local de dépouillement le jour du scrutin sur présentation au président de leur carte de légitimation délivrée par le Gouvernement. Les personnes qui sont chargées de fournir une assistance technique sont admises dans le local de dépouillement sur présentation au président d'un badge d'identification délivré par l'employeur accrédité par le Gouvernement. »;

2° à l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots « visées aux alinéas 2 et 3 » sont remplacés par les mots « visées aux alinéas 2, 3 et 4 ».

Art. 160. Dans l'article L4143-15 du même Code, l'alinéa 2, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 161. Dans l'article L4143-20 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine la manière de compléter les registres de scrutin, en particulier les caractères à utiliser par les membres du bureau. »;

2° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « registre électoral » sont remplacés par le mot « registre »;

3° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « articles L4122-16 et 24 » sont remplacés par les mots « articles L4122-17 et L4122-25 »;

4° au paragraphe 6, alinéa 2, le mot « mandataire » est remplacé par les mots « porteur de procuration » et le mot « mandant » par les mots « donneur de procuration »;

5° le paragraphe 6, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Les procurations et les certificats mentionnés à l'article L4132-1, § 1^{er}, sont joints au relevé des procurations. »;

6° au paragraphe 7, les mots « l'électeur accompagné remet au président du bureau de vote copie de sa déclaration » sont remplacés par les mots « l'accompagnant présente au président du bureau de vote sa convocation, sur laquelle le président appose la mention « a exercé le rôle d'accompagnant ». »;

7° le paragraphe 7, dont le texte actuel formera l'alinéa 1^{er}, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« L'accompagnant est admis à voter dans le même bureau de vote que celui où l'électeur qu'il accompagne est convoqué, pour autant qu'ils soient électeurs de la même commune. Dans ce cas, le nom de l'accompagnant est indiqué sur le relevé visé à l'article L4143-25, § 1^{er}, 2°. ».

Art. 162. Dans l'article L4143-21 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, alinéas 2 et 3, les mots « du président du bureau de vote » sont chaque fois remplacés par les mots « du président du bureau de vote ou d'un assesseur délégué par lui »;

2° au paragraphe 3, alinéa 3, la phrase « Si un certificat médical est présenté en appui de la demande, il sera joint au procès-verbal. » est abrogée.

Art. 163. L'article L4143-25 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4143-25. § 1^{er}. Le bureau commence par dresser les relevés suivants :

1° le relevé visé à l'article L4143-20, § 6, alinéa 3, qui comprend les procurations et les certificats visés à l'article L4132-1, § 1^{er};

2° le relevé des électeurs ne figurant pas sur les registres de scrutin mais qui ont été admis au vote;

3° le relevé des électeurs figurant sur les registres de scrutin et qui n'ont pas pris part au vote. À ce relevé sont jointes les pièces justificatives visées à l'article L4143-20, §§ 4 et 5, ainsi que les pièces justificatives qui ont été transmises par les absents aux fins de justification.

§ 2. Pour établir le relevé visé au paragraphe 1^{er}, 3°, les membres du bureau utilisent la troisième copie des registres de scrutin.

Le président consigne sur ces relevés les observations présentées par les membres du bureau ou les témoins.

§ 3. Les membres du bureau signent les relevés.

§ 4. Le relevé visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, a pour finalité de pouvoir être utilisé dans le cadre de l'instruction administrative des réclamations introduites contre l'élection, conformément aux articles L4146-6, § 1^{er}, alinéa 4, et L4146-23/1.

Les relevés visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, ont pour finalité de permettre au Procureur du Roi de poursuivre les infractions aux articles L4168-6 et L4168-16.

Les données personnelles sur les relevés visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, sont les noms, prénoms et adresses de résidence principale. ».

Art. 164. L'article L4143-26 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4143-26. Les membres du bureau et les témoins signent les deux copies des registres de scrutin ayant servi à pointer les noms des électeurs. ».

Art. 165. L'article L4143-27 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les membres du bureau et les témoins signent le procès-verbal. ».

Art. 166. L'article L4143-28 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4143-28. § 1^{er}. Le bureau place dans des enveloppes distinctes :

1° les bulletins repris;

2° les bulletins inutilisés;

3° le gabarit;

4° le relevé visé à l'article L4143-25, § 1^{er}, 1°;

5° la première copie du registre de scrutin visée à l'article L4143-26;

6° la seconde copie du registre de scrutin visée à l'article L4143-26;

7° l'original du procès-verbal, visé à l'article L4143-27;

8° le relevé visé à l'article L4143-25, § 1^{er}, 2°;

9° le relevé visé à l'article L4143-25, § 1^{er}, 3°;

10° une première copie du procès-verbal;

11° une seconde copie du procès-verbal;

12° le relevé des numéros de compte bancaire des membres du bureau en vue du paiement des jetons de présence;

13° le relevé des assesseurs absents.

§ 2. Les enveloppes portent en lettres apparentes les indications suivantes :

1° l'indication du contenu; 2° la date de l'élection;

3° le nom de la commune;

4° le nom du district;

5° l'indication : « Bureau de vote n° », suivie du numéro du bureau de vote.

Les enveloppes sont immédiatement scellées et remises entre les mains du président du bureau de vote, qui les remet à l'administration communale.

§ 3. L'administration communale fait parvenir sans délai à l'administration régionale les enveloppes visées au paragraphe 1^{er}, 3° à 7°, ainsi que le registre spécial des procurations visé à l'article L4132-1, § 5.

L'administration communale transmet à l'administration provinciale l'enveloppe visée au paragraphe 1^{er}, 12°.

L'administration communale transmet au Procureur les enveloppes visées au paragraphe 1^{er}, 8°, 9° et 13°.

L'administration communale conserve les enveloppes visées au paragraphe

1^{er}, 1° et 2°.

§ 4. Le président du bureau de vote, éventuellement accompagné par les témoins, transporte les urnes au bureau de dépouillement. Il remet au président du bureau de dépouillement communal l'urne communale et la première copie du procès-verbal visée au paragraphe 1^{er}, 10°. Il remet au président du bureau de dépouillement provincial l'urne provinciale et la seconde copie du procès-verbal visée au paragraphe 1^{er}, 11°.

Le président du bureau de vote peut déléguer cette mission à un assesseur du bureau.

§ 5. Le relevé des numéros de compte bancaire des membres du bureau en vue du paiement des jetons de présence a pour finalité de permettre aux membres du bureau de recevoir le paiement des jetons de présence auxquels ils ont droit.

Les données personnelles sur ce relevé sont les noms, prénoms et numéros de compte bancaire des membres du bureau.

§ 6. Le relevé des assesseurs absents a pour finalité de permettre au Procureur du Roi de poursuivre les infractions aux articles L4163-1 à L4163-3.

Les données personnelles sur ce relevé sont les noms, prénoms, adresses de la résidence principale et motifs de l'absence des électeurs désignés en tant qu'assesseurs. ».

Art. 167. Dans l'article L4144-2, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 168. Dans l'article L4144-5 du même Code, l'alinéa 2, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 169. L'article L4144-7 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4144-7. § 1^{er}. Le président et les membres du bureau, après avoir mêlé tous les bulletins que le bureau est chargé de dépouiller, les déplient et les classent d'après les catégories suivantes :

- 1° les bulletins valables au sens de l'article L4112-18, § 2;
- 2° les bulletins litigieux au sens de l'article L4112-18, § 5;
- 3° les bulletins non valables au sens de l'article L4112-18, § 3, alinéa 1^{er}.

§ 2. La catégorie des bulletins non valables est divisée en deux sous-catégories :

- 1° les bulletins nuls au sens de l'article L4112-18, § 3, alinéa 2;
- 2° les bulletins blancs au sens de l'article L4112-18, § 3, alinéa 3. ».

Art. 170. Dans l'article L4144-8 du même Code, les paragraphes 2 et 3, insérés par le décret du 1^{er} juin 2006 et modifiés par le décret du 9 mars 2017, sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Le bureau arrête et fixe en conséquence :

- 1° le nombre total des bulletins valables;
- 2° le nombre total de bulletins non valables, en distinguant le nombre de bulletins nuls et le nombre de bulletins blancs;
- 3° pour chaque liste, le nombre total de bulletins marqués en tête de liste;
- 4° pour chaque liste, le nombre total de bulletins contenant des suffrages en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste; 5° pour chaque candidat, le nombre de suffrages obtenus.

Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal.

Pour ces opérations, le bureau utilise le logiciel d'aide au dépouillement agréé par le Gouvernement, conformément à l'article L4141-1, alinéa 2.

§ 3. Tous les bulletins ainsi classés sont placés par catégorie. ».

Art. 171. Dans l'article L4144-9 du même Code, l'alinéa 4, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est abrogé.

Art. 172. L'article L4144-10 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4144-10. Le bureau place dans des enveloppes distinctes :

- 1° le relevé des numéros de compte bancaire des membres du bureau en vue du paiement des jetons de présence;
- 2° le relevé des assesseurs absents;
- 3° le tableau de dépouillement;
- 4° le procès-verbal;
- 5° les clés USB issues du logiciel d'assistance au dépouillement visé à l'article L4144-8, § 2, alinéa 3.

Les enveloppes, ainsi que celles visées à l'article L4144-13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, portent en lettres visibles les indications suivantes :

- 1° l'indication du contenu; 2° la date de l'élection;
- 3° le nom de la commune;
- 4° le nom du district;
- 5° l'indication : « Dépouillement des bulletins reçus dans les bureaux nos... », suivie de l'indication des numéros des bureaux de vote.

Les enveloppes visées à l'alinéa 1^{er} sont immédiatement scellées.

Les finalités des relevés visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, et les données personnelles sur ces mêmes relevés, sont celles visées à l'article L4143-28, §§ 5 et 6. ».

Art. 173. Dans l'article L4144-11 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le président du bureau de dépouillement remet au président du bureau communal ou du bureau de canton, selon le scrutin dont il a la charge, le procès-verbal du dépouillement, le tableau de dépouillement et les clés USB du dépouillement. »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « se rend, muni du procès-verbal et du tableau de dépouillement, auprès du président du bureau communal et le président du bureau de dépouillement provincial se rend avec les documents similaires issus du scrutin provincial, chez le président du bureau de canton. » sont remplacés par les mots « remet au président du bureau communal le procès-verbal du dépouillement, le tableau de dépouillement et les clés USB du dépouillement. Le président du bureau de dépouillement provincial remet ces documents au président du bureau de canton. »;

3° au paragraphe 2, les mots « munit de son paraphe » sont remplacés par le mot « valide »;

4° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 174. Dans l'article L4144-12 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, à l'alinéa 2, les mots « rapporte au président consulté qui le munit de son paraphe suivant les modalités de l'article précédent » sont remplacés par les mots « remet au président consulté pour validation, suivant les modalités de l'article L4144-11 ».

Art. 175. L'article L4144-13 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L4144-13. § 1^{er}. Après validation du tableau de dépouillement et du procès-verbal par le président consulté conformément à l'article L4144-11 ou à l'article L4144-12, le bureau de dépouillement clôture les opérations et place dans des enveloppes distinctes :

- 1° une copie du procès-verbal;
- 2° une copie du tableau de dépouillement.

Les enveloppes sont immédiatement scellées.

Le bureau de dépouillement place les bulletins de vote, classés par catégorie conformément à l'article L4144-8, § 3, dans les sacs prévus à cet effet. Ceux-ci sont immédiatement scellés.

§ 2. À la clôture des opérations, le président du bureau de dépouillement réunit les enveloppes visées au paragraphe 1^{er}, celles visées à l'article L4144-10, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, celles reçues des présidents des bureaux de vote conformément à l'article L4143-28, § 4, alinéa 1^{er}, ainsi que les sacs contenant les bulletins de vote.

Le président du bureau de dépouillement remet le tout à l'administration communale.

§ 3. L'administration communale fait parvenir sans délai à l'administration régionale les enveloppes visées à l'article L4143-28, § 4, alinéa 1^{er}, et les deux enveloppes visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

L'administration communale remet au Procureur l'enveloppe visée à l'article L4144-10, alinéa 1^{er}, 2°.

L'administration communale remet à l'administration provinciale l'enveloppe visée à l'article L4144-10, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 4. L'administration communale conserve les sacs contenant les bulletins de l'élection communale dans un lieu sécurisé et en assure la garde. Elle y joint les deux enveloppes visées à l'article L4143-28, § 1^{er}, 1° et 2°.

L'administration communale remet à l'administration provinciale les sacs contenant les bulletins de l'élection provinciale. L'administration provinciale conserve les sacs dans un lieu sécurisé et en assure la garde.

Le Gouvernement peut fixer des modalités particulières relatives à la conservation et à la garde des bulletins par l'administration communale et l'administration provinciale. ».

Art. 176. Dans l'article L4145-2 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, un 2°/1 rédigé comme suit est inséré entre le 2° et le 3°;

« 2°/1 le nombre de votes non valables, en mettant en évidence le nombre de bulletins nuls et le nombre de bulletins blancs; »;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 177. Dans l'article L4145-3 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Lorsqu'un candidat décède avant le jour du scrutin, le bureau communal ou de canton procède comme si ce candidat n'avait pas figuré sur la liste sur laquelle il s'était porté candidat. Le candidat décédé ne peut être proclamé élu. Il est toutefois tenu compte du nombre de votes nominatifs qui se sont portés sur son nom pour déterminer le chiffre électoral de la liste sur laquelle il avait fait acte de candidature.

Si un candidat décède le jour du scrutin ou postérieurement à celui-ci, mais avant la proclamation publique des résultats de l'élection, le bureau communal ou de district procède comme si l'intéressé était toujours en vie. S'il est élu, le premier suppléant de la même liste est appelé à siéger en son lieu et place.

Le premier suppléant de la même liste est également appelé à siéger en lieu et place du candidat élu qui décède après la proclamation publique des résultats de l'élection.

§ 3. Si, après l'arrêt définitif des listes, un candidat s'avère inéligible, le bureau communal ou de district procède conformément au paragraphe 2, alinéa 1^{er}. »;

2° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 178. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre V du même Code, l'intitulé de la section 2, est remplacé par ce qui suit : « Opérations de recensement ».

Art. 179. L'article L4145-5 du même Code est abrogé.

Art. 180. L'article L4145-6 du même Code est abrogé.

Art. 181. L'article L4145-7 du même Code est abrogé.

Art. 182. L'article L4145-8 du même Code est abrogé.

Art. 183. L'article L4145-9 du même Code est abrogé.

Art. 184. L'article L4145-10 du même Code est abrogé.

Art. 185. L'article L4145-11 du même Code est abrogé.

Art. 186. L'article L4145-14 du même Code est abrogé.

Art. 187. L'article L4145-15 du même Code est abrogé.

Art. 188. L'article L4145-16 du même Code est abrogé.

Art. 189. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre V, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 1^{ère}, intitulée « Recensement par le bureau communal ».

Art. 190. Dans la sous-section 1ère, il est inséré un article L4145-5 rédigé comme suit :

« Art. L4145-5. § 1^{er}. Le bureau communal divise successivement par 2, 3, 4, 5, et cetera, le chiffre électoral de chacune des listes et range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres à élire.

§ 2. Le dernier quotient, limité aux entiers, sert de diviseur électoral. ».

Art. 191. Dans la même sous-section 1ère, il est inséré un article L4145-6 rédigé comme suit :

« Art. L4145-6. Les sièges sont répartis entre les différentes listes en attribuant à chaque liste autant de sièges que son chiffre électoral a fourni de quotients supérieurs ou égaux au diviseur électoral. ».

Art. 192. Dans la même sous-section 1ère, il est inséré un article L4145-7 rédigé comme suit :

« Art. L4145-7. § 1^{er}. Le bureau communal reporte sur le tableau de recensement les informations concernant la répartition des sièges entre les listes.

§ 2. Il inscrit, les uns à côté des autres sur une même ligne horizontale, les chiffres électoraux des listes admises à la répartition et, sous chacun d'eux, il inscrit les quotients obtenus, limités aux entiers.

§ 3. Ensuite, le bureau souligne successivement les quotients les plus élevés jusqu'à concurrence du nombre de mandats à conférer. ».

Art. 193. Dans la même sous-section 1ère, il est inséré un article L4145-8 rédigé comme suit :

« Art. L4145-8. § 1^{er}. Si le dernier quotient utile, qui détermine l'attribution du dernier siège, figure à la fois dans plusieurs listes, le bureau tient compte des chiffres décimaux pour attribuer ce siège à une liste.

§ 2. Si le dernier quotient utile de plusieurs listes est absolument identique, le bureau attribue le dernier siège à la liste qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé.

§ 3. S'il n'est pas possible à ce stade d'attribuer le dernier siège à une liste, la répartition entre les candidats se fait conformément à l'article L4145-9. ».

Art. 194. Dans la même sous-section 1ère, il est inséré un article L4145-9 rédigé comme suit :

« Art. L4145-9. La répartition entre les candidats s'opère en tenant compte des règles suivantes :

1° lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, le candidat qui a obtenu le plus de voix est proclamé élu. En cas de parité de votes, le plus âgé est préféré;

2° lorsque le nombre des candidats d'une liste est égal à celui des sièges revenant à la liste, ces candidats sont tous élus;

3° si une liste obtient plus de sièges qu'elle ne comporte de candidats, les sièges non attribués sont ajoutés à ceux revenant aux autres listes. La répartition entre celles-ci se fait en poursuivant l'opération indiquée à l'article L4145-8. Chaque quotient nouveau détermine, en faveur de la liste à laquelle il appartient, l'attribution d'un siège;

4° lorsque, au moment de la répartition entre les listes, le dernier siège n'a pas pu être départagé conformément à l'article L4145-8, § 3, il est attribué à celui des candidats concernés qui a obtenu le plus de suffrages nominatifs ou, subsidiairement, au candidat le plus âgé;

5° lorsque le nombre des candidats d'une liste est supérieur à celui des sièges revenant à la liste, les sièges sont conférés aux candidats dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'ils ont obtenues. En cas de parité de voix, l'ordre de présentation prévaut. ».

Art. 195. Dans la même sous-section 1ère, il est inséré un article L4145-10 rédigé comme suit :

« Art. L4145-10. § 1^{er}. Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus conformément à l'article L4145-9, les candidats non élus ayant obtenu le plus grand nombre de voix, ou en cas de parité de voix, dans l'ordre d'inscription au bulletin de vote, sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite.

§ 2. À défaut de suppléants, il est pourvu à la vacance d'un ou de plusieurs sièges au conseil. L'élection a lieu selon les règles énoncées aux articles L4145-5 et suivants. Le nouveau conseiller exerce le mandat de celui qu'il remplace jusqu'à son terme. ».

Art. 196. Dans la même sous-section 1ère, il est inséré un article L4145-11 rédigé comme suit :

« Art. L4145-11. Le président du bureau communal proclame publiquement le résultat du recensement général des votes et les noms des candidats élus conseillers communaux et de secteur, ainsi que des suppléants. ».

Art. 197. Dans la même sous-section 1ère, il est inséré un article L4145-12 rédigé comme suit :

« Art. L4145-12. § 1^{er}. Aussitôt après cette proclamation, le bureau communal dresse procès-verbal de ces opérations. Il est signé par tous les membres du bureau et les témoins.

§ 2. Le bureau communal clôture les opérations du bureau et place dans des enveloppes distinctes les documents suivants :

1° le relevé des assesseurs absents;

2° le relevé des numéros de compte bancaire des membres du bureau en vue du paiement des jetons de présence;

3° le procès-verbal de recensement;

4° des extraits du procès-verbal de recensement;

5° le tableau de recensement;

6° les actes de présentation et d'acceptation des candidats;

7° le procès-verbal du dépôt des candidatures;

8° le procès-verbal de l'arrêt des listes;

9° les lettres d'information des témoins.

Les enveloppes portent en lettres visibles les indications suivantes :

1° l'indication du contenu; 2° la date de l'élection;

3° le nom de la commune;

4° le nom du district;

5° les indications « Élections communales » et « Bureau communal ».

Les enveloppes sont immédiatement scellées.

Le président du bureau communal joint à ces enveloppes les trois enveloppes reçues du président du bureau de dépouillement communal conformément à l'article L4144-11 ou à l'article L4144-12.

Le président du bureau communal remet le tout à l'administration communale.

§ 3. L'administration communale fait parvenir sans délai à l'administration régionale toutes les enveloppes reçues du président du bureau communal, sauf celles visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o.

L'administration communale transmet au Procureur l'enveloppe visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o.

L'administration communale remet à l'administration provinciale l'enveloppe visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o.

Le directeur général communal adresse aux élus les extraits du procès-verbal de recensement visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4^o.

§ 4. Les finalités des relevés visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, et les données personnelles sur ces mêmes relevés, sont celles visées à l'article L4143-28, §§ 5 et 6. ».

Art. 198. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre V, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Recensement par le bureau de district où il n'a pas été fait usage de la faculté de groupement prévue à l'article L4142-34 ».

Art. 199. Dans la sous-section 2, il est inséré un article L4145-13 rédigé comme suit :

« Art. L4145-13. Les articles L4145-5, § 2, L4145-14, § 1^{er}, L4145-15, § 1^{er}, L4145-16, L4145-16/1, L4145-16/2, §§ 2 et 4, et L4145-16/7 à L4145-16/10, s'appliquent par analogie au recensement par le bureau de district où il n'a pas été fait usage de la faculté de groupement prévue à l'article L4142-34. ».

Art. 200. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre V, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Recensement par le bureau de district où il a été fait usage de la faculté de groupement prévue à l'article L4142-34 ».

Art. 201. Dans la sous-section 3, il est inséré un article L4145-14 rédigé comme suit :

« Art. L4145-14. § 1^{er}. Le bureau de district divise successivement par 1, 2, 3, 4, 5, et cetera, le chiffre électoral de chacune des listes et range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres à élire.

§ 2. Le bureau de district établit le diviseur électoral en divisant le total général des bulletins valables par le nombre des sièges à conférer dans le district. Le diviseur électoral obtenu est limité aux entiers. ».

Art. 202. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4145-15 rédigé comme suit :

« Art. L4145-15. § 1^{er}. Les sièges sont répartis entre les différentes listes en attribuant à chaque liste autant de sièges que son chiffre électoral a fourni de quotients supérieurs ou égaux au diviseur électoral.

§ 2. Le bureau de district divise le chiffre électoral de chaque liste par le diviseur électoral. Le résultat s'appelle la fraction électorale. Limitée aux entiers, cette fraction électorale correspond au nombre de sièges acquis par chaque liste. ».

Art. 203. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4145-16 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16. § 1^{er}. Le bureau de district reporte sur le tableau de recensement les informations concernant la répartition des sièges entre les listes.

§ 2. Il inscrit, les uns à côté des autres sur une même ligne horizontale, les chiffres électoraux des listes admises à la répartition et, sous chacun d'eux, il inscrit les quotients obtenus, limités aux entiers.

§ 3. Ensuite, le bureau souligne successivement les quotients les plus élevés jusqu'à concurrence du nombre de mandats à conférer. ».

Art. 204. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4145-16/1 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/1. § 1^{er}. Si le dernier quotient utile, qui détermine l'attribution du dernier siège, figure à la fois dans plusieurs listes, le bureau tient compte des chiffres décimaux pour attribuer ce siège à une liste.

§ 2. Si le dernier quotient utile de plusieurs listes est absolument identique, le bureau attribue le dernier siège à la liste qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé.

§ 3. S'il n'est pas possible à ce stade d'attribuer le dernier siège à une liste, la répartition entre les candidats se fait conformément à l'article L4145-16/7. ».

Art. 205. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4145-16/2 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/2. § 1^{er}. Le bureau de district inscrit, en plus, pour chacune des listes, en regard du nombre de sièges qui lui sont attribués en vertu de l'article L4145-15, § 2, l'excédent de voix non représentées.

Cet excédent est égal au chiffre électoral de la liste auquel est soustrait le produit de la fraction électorale par le diviseur électoral.

§ 2. Le bureau dresse procès-verbal de ces opérations. Le procès-verbal est signé par tous les membres du bureau et les témoins.

§ 3. Le bureau de district transmet un exemplaire du procès-verbal au bureau central d'arrondissement par la voie la plus rapide.

§ 4. Le bureau de district qui n'est pas amené à accomplir des opérations en tant que bureau central d'arrondissement procède à la clôture des opérations conformément à l'article L4145-16/10, §§ 2 et 3. ».

Art. 206. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, titre IV, chapitre V, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Recensement en cas d'appareusement ».

Art. 207. Dans la sous-section 4, il est inséré un article L4145-16/3 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/3. § 1^{er}. En cas d'apparement, le bureau central d'arrondissement se réunit, si nécessaire, le lendemain à 13 heures pour procéder à la répartition complémentaire des sièges, à la détermination des districts dans lesquels les diverses listes obtiennent ces sièges, et à la désignation des candidats élus.

§ 2. Le bureau reporte sur le tableau d'apparement fixé par le Gouvernement, pour chaque groupe et chaque liste non groupée visée par l'article L4145-16/4, § 2, alinéa 2 :

- 1° le nom des districts de l'arrondissement;
- 2° le chiffre électoral de chaque liste admise dans un des districts à la répartition complémentaire;
- 3° le nombre de sièges déjà acquis dans chaque district de l'arrondissement, en application de l'article L4145-15, § 2, par les groupes et les listes non groupées;
- 4° les excédents de voix non représentées inscrits aux procès-verbaux des districts visés ci-dessus;
- 5° le nombre des sièges complémentaires à répartir dans chaque district.

§ 3. Il complète le tableau d'apparement dès qu'il reçoit le tableau de recensement du premier bureau de district.

§ 4. Si, par suite d'un retard dans la réception d'un ou de plusieurs procès-verbaux des bureaux de district, le travail se trouve suspendu, la séance peut être interrompue momentanément. Elle est reprise le jour même ou, au besoin, le lendemain, à l'heure prévue pour l'arrivée des documents manquants. ».

Art. 208. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article L4145-16/4 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/4. § 1^{er}. Une fois en possession des procès-verbaux de tous les districts de l'arrondissement et le tableau dûment complété, le bureau arrête le chiffre électoral de chaque groupe en additionnant les chiffres électoraux des listes qui en font partie. Les autres listes conservent leurs chiffres électoraux.

§ 2. Pour être admis à la répartition complémentaire, les groupes de liste doivent avoir obtenu dans un district un nombre de voix égal ou supérieur à soixante-six pour cent du diviseur électoral fixé en application de l'article L4145-14, § 2.

Les listes qui ne se présentent que dans un seul district de l'arrondissement et qui obtiennent le nombre visé à l'alinéa 1^{er} participent également à la répartition des sièges. Ce sont les listes non groupées.

§ 3. Le chiffre électoral d'arrondissement est le chiffre obtenu par chaque groupe de listes de l'arrondissement, en additionnant les chiffres électoraux obtenus dans chaque district où des listes de ce groupe se sont présentées. ».

Art. 209. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article L4145-16/5 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/5. § 1^{er}. Le bureau divise successivement les chiffres électoraux d'arrondissement en suivant les règles suivantes :

- 1° pour chaque groupe de listes, le chiffre électoral d'arrondissement est divisé une première fois par le nombre de sièges déjà acquis, additionné d'une unité;
- 2° s'il reste encore des sièges complémentaires à répartir, le diviseur utilisé au 1° est repris pour chaque groupe de listes, auquel on ajoute une unité, et le chiffre électoral d'arrondissement est divisé par ce résultat afin d'obtenir un quotient électoral d'arrondissement;
- 3° l'opération est répétée autant de fois qu'il y a de sièges complémentaires à pourvoir.

§ 2. Le bureau range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal au nombre de sièges complémentaires à répartir. Chaque quotient utile détermine, en faveur du groupe ou de la liste qu'il concerne, l'attribution d'un siège complémentaire. ».

Art. 210. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article L4145-16/6 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/6. § 1^{er}. Le bureau procède ensuite à la désignation des districts où les listes non groupées admises à la répartition et les listes formant groupe obtiendront le ou les sièges complémentaires qui leur reviennent.

Les listes non groupées prennent leur siège complémentaire avant toutes les autres listes, dans le district où elles se sont présentées, en commençant par celles auxquelles appartiennent les quotients utiles les plus élevés.

§ 2. Chaque groupe de listes reçoit les sièges complémentaires qui lui sont dévolus dans les districts où il a obtenu l'excédent de voix le plus haut.

Chaque siège complémentaire ainsi obtenu est attribué à chaque liste du groupe, dans l'ordre des quotients électoraux de ces listes, obtenu conformément à l'article L4145-16/5, § 2.

§ 3. Lorsque toutes les listes d'un groupe sont pourvues d'un siège et qu'il reste des sièges à attribuer à ce groupe, la répartition reprend de la manière indiquée au paragraphe 2.

§ 4. Lorsque tous les sièges d'un district sont déjà pourvus, le district où il reste des sièges à pourvoir et où le groupe concerné a obtenu l'excédent immédiatement inférieur est pris en considération pour l'attribution du siège complémentaire.

§ 5. Lorsque tous les sièges complémentaires attribués à un groupe sont pourvus, les sièges non encore attribués qui auraient pu lui revenir sont répartis entre les autres listes d'un même district, dans l'ordre de leur quotient électoral d'arrondissement. ».

Art. 211. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article L4145-16/7 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/7. Une fois la répartition entre les listes terminée, le bureau central d'arrondissement, fonctionnant comme bureau de circonscription, effectue la répartition entre les candidats en tenant compte des règles suivantes :

- 1° lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, le candidat qui a obtenu le plus de voix est proclamé élu. En cas de parité de votes, le plus âgé est préféré;
- 2° lorsque le nombre des candidats d'une liste est égal à celui des sièges revenant à la liste, ces candidats sont tous élus;
- 3° si une liste obtient plus de sièges qu'elle ne comporte de candidats, les sièges non attribués sont ajoutés à ceux revenant aux autres listes. La répartition entre celles-ci se fait en poursuivant l'opération indiquée à l'article L4145-16/1. Chaque quotient nouveau détermine, en faveur de la liste à laquelle il appartient, l'attribution d'un siège;

4° lorsque, au moment de la répartition entre les listes, le dernier siège n'a pas pu être départagé conformément à l'article L4145-16/1, § 3, il est attribué à celui des candidats concernés qui a obtenu le plus de suffrages nominatifs ou, subsidiairement, au candidat le plus âgé;

5° lorsque le nombre des candidats d'une liste est supérieur à celui des sièges revenant à la liste, les sièges sont conférés aux candidats dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'ils ont obtenues. En cas de parité de voix, l'ordre de présentation prévaut. ».

Art. 212. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article L4145-16/8 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/8. § 1^{er}. Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus conformément à l'article L4145-16/7, les candidats non élus ayant obtenu le plus grand nombre de voix, ou en cas de parité de voix, dans l'ordre d'inscription au bulletin de vote, sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléant et ainsi de suite.

§ 2. À défaut de suppléants, il est pourvu à la vacance d'un ou de plusieurs sièges au conseil. L'élection a lieu selon les règles énoncées aux articles L4145-14 et suivants. Le nouveau conseiller exerce le mandat de celui qu'il remplace jusqu'à son terme. ».

Art. 213. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article L4145-16/9 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/9. Le président du bureau proclame publiquement le résultat du recensement général des votes et les noms des candidats élus conseillers provinciaux et de secteur, ainsi que des suppléants. ».

Art. 214. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article L4145-16/10 rédigé comme suit :

« Art. L4145-16/10. § 1^{er}. Aussitôt après cette proclamation, le bureau dresse procès-verbal de ces opérations. Il est signé par tous les membres du bureau et les témoins.

§ 2. Le bureau clôture les opérations et place dans des enveloppes distinctes les documents suivants :

- 1° le relevé des assesseurs absents;
- 2° le relevé des numéros de compte bancaire des membres du bureau en vue du paiement des jetons de présence;
- 3° le procès-verbal de recensement, en ce compris, s'il échet, le procès-verbal d'apparentement;
- 4° des extraits du procès-verbal de recensement;
- 5° le tableau de recensement, accompagné, s'il échet, du tableau d'apparentement;
- 6° les actes de présentation et d'acceptation des candidats;
- 7° le procès-verbal du dépôt des candidatures;
- 8° le procès-verbal de l'arrêt des listes;
- 9° les lettres d'information des témoins.

Les enveloppes portent en lettres visibles les indications suivantes :

- 1° l'indication du contenu;
- 2° la date de l'élection;
- 3° le nom de la commune;
- 4° le nom du district;
- 5° les indications « Élections provinciales » et « Bureau de district ».

Les enveloppes sont immédiatement scellées.

Le président du bureau joint à ces enveloppes les deux enveloppes reçues du président du bureau de dépouillement provincial conformément à l'article L4144-11 ou à l'article L4144-12.

Le président du bureau remet le tout à l'administration communale.

§ 3. L'administration communale fait parvenir sans délai à l'administration régionale toutes les enveloppes reçues du président du bureau, sauf celles visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 4°.

L'administration communale transmet au Procureur l'enveloppe visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°.

L'administration communale remet à l'administration provinciale les enveloppes visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2° et 4°.

Le directeur général provincial adresse aux élus les extraits du procès-verbal de recensement visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4°.

§ 4. Les finalités des relevés visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, et les données personnelles sur ces mêmes relevés, sont celles visées à l'article L4143-28, §§ 5 et 6. ».

Art. 215. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre V, du même Code, la section 3, intitulée « Recensement en cas d'apparentement » est abrogée.

Art. 216. L'article L4145-17 du même Code est abrogé.

Art. 217. L'article L4145-18 du même Code est abrogé.

Art. 218. L'article L4145-19 du même Code est abrogé.

Art. 219. L'article L4145-20 du même Code est abrogé.

Art. 220. L'article L4145-21 du même Code est abrogé.

Art. 221. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre V, du même Code, la section 4, intitulée « Sanctions se rapportant au vote, au dépouillement et aux diverses opérations électorales » est abrogée.

Art. 222. L'article L4145-22 du même Code est abrogé.

Art. 223. L'article L4145-23 du même Code est abrogé.

Art. 224. L'article L4145-24 du même Code est abrogé.

Art. 225. L'article L4145-25 du même Code est abrogé.

Art. 226. L'article L4145-26 du même Code est abrogé.

Art. 227. L'article L4145-27 du même Code est abrogé.

Art. 228. L'article L4145-28 du même Code est abrogé.

Art. 229. L'article L4145-29 du même Code est abrogé.

Art. 230. L'article L4145-30 du même Code est abrogé.

Art. 231. L'article L4145-31 du même Code est abrogé.

Art. 232. L'article L4145-32 du même Code est abrogé.

Art. 233. L'article L4145-33 du même Code est abrogé.

Art. 234. L'article L4145-34 du même Code est abrogé.

Art. 235. L'article L4145-35 du même Code est abrogé.

Art. 236. L'article L4145-36 du même Code est abrogé.

Art. 237. L'article L4145-37 du même Code est abrogé.

Art. 238. L'article L4145-38 du même Code est abrogé.

Art. 239. L'article L4145-39 du même Code est abrogé.

Art. 240. L'article L4145-40 du même Code est abrogé.

Art. 241. L'article L4145-41 du même Code est abrogé.

Art. 242. L'article L4145-42 du même Code est abrogé.

Art. 243. L'article L4145-43 du même Code est abrogé.

Art. 244. L'article L4145-44 du même Code est abrogé.

Art. 245. L'article L4145-45 du même Code est abrogé.

Art. 246. L'article L4145-46 du même Code est abrogé.

Art. 247. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre VI, du même Code, la section 1^{ère}, intitulée « Clôture des opérations » est abrogée.

Art. 248. L'article L4146-1 du même Code est abrogé.

Art. 249. L'article L4146-2 du même Code est abrogé.

Art. 250. L'article L4146-3 du même Code est abrogé.

Art. 251. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 1^{ère} intitulée « Dispositions générales ».

Art. 252. Dans la sous-section 1^{ère}, il est inséré un article L4146-4 rédigé comme suit :

« Art. L4146-4. Les dispositions de la présente section sont communes à la validation des élections communales et des élections provinciales, sauf s'il est expressément précisé qu'elles ne s'appliquent qu'aux élections communales ou qu'aux élections provinciales. ».

Art. 253. Dans la même sous-section 1^{ère}, il est inséré un article L4146-5 rédigé comme suit :

« Art. L4146-5. § 1^{er}. Les nouveaux conseillers communaux élus entrent en fonction à la date et selon les modalités fixées par l'article L1122-3, alinéa 3.

Les nouveaux conseillers provinciaux élus entrent en fonction à la date et selon les modalités fixées par l'article L2212-13.

§ 2. Le conseiller qui a été privé de son mandat est remplacé par le premier suppléant de la liste sur laquelle il avait été élu. ».

Art. 254. Dans la même sous-section 1^{ère}, il est inséré un article L4146-6 rédigé comme suit :

« Art. L4146-6. § 1^{er}. Il est institué un Conseil des élections locales. Il est chargé de statuer sur les recours contre les élections communales et provinciales et de valider celles-ci.

Le Conseil des élections locales est composé des gouverneurs wallons et de trois experts effectifs siégeant avec voix consultative. Il comprend également trois experts suppléants.

Le Conseil des élections locales statue en tant que juridiction administrative.

Tous les dossiers sont instruits par l'administration régionale.

§ 2. Le Conseil des élections locales examine, préalablement à chaque décision, les éventuels conflits d'intérêt de ses membres. Toutes les décisions rendues par le Conseil des élections locales reprennent la motivation relative à cet examen. ».

Art. 255. Dans la même sous-section 1^{ère}, il est inséré un article L4146-7 rédigé comme suit :

« Art. L4146-7. Sans préjudice des dispositions de la section 3 du présent chapitre relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections communales et provinciales, le résultat de l'élection, tel qu'il a été proclamé par le bureau de circonscription, devient définitif quarante-cinq jours après le jour des élections. ».

Art. 256. Dans la quatrième partie, Livre 1^{er}, Titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 2 intitulée « Désignation des experts au Conseil des élections locales ».

Art. 257. Dans la sous-section 2, il est inséré un article L4146-8 rédigé comme suit :

« Art. L4146-8. § 1^{er}. Les experts visés à l'article L4146-6, § 1^{er}, alinéa 2, sont désignés aux conditions suivantes :

1° être titulaires des conditions d'électorat visées à l'article L4121-1 du Code;

2° être détenteurs d'une licence ou d'un master en droit;

3° faire valoir une expérience professionnelle d'au moins dix années dans le domaine du droit administratif ou du droit constitutionnel;

4° posséder une connaissance approfondie de la législation applicable à l'organisation des élections communales et provinciales en Wallonie;

5° ne pas être détenteurs d'un mandat politique.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 5°, sont satisfaites par l'établissement d'une déclaration écrite sur l'honneur.

§ 2. Les conditions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont remplies au moment de la désignation visée à l'article L4146-9, § 2, alinéa 2, ou à l'article L4146-10. ».

Art. 258. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article L4146-9 rédigé comme suit :

« Art. L4146-9. § 1^{er}. Le premier jour ouvrable du mois d'octobre de l'année qui précède celle des élections ordinaires, le Gouvernement ou son délégué fait publier au *Moniteur belge* un appel à candidatures. Celui-ci a pour finalité de permettre à toute personne intéressée de postuler à la fonction d'expert visé à l'article L4146-6, § 1^{er}, alinéa 2.

Le délai d'introduction des candidatures est de deux mois à partir de la publication au *Moniteur belge*.

Les personnes intéressées introduisent leur candidature par courrier recommandé avec accusé de réception auprès du Gouvernement ou de son délégué.

Pour être recevables, les candidatures comprennent une lettre de motivation, une copie du diplôme et la déclaration écrite sur l'honneur visée à l'article L4146-8, § 1^{er}, alinéa 3. La lettre de motivation démontre de manière suffisante que le candidat satisfait aux conditions visées à l'article L4146-8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° et 4°.

§ 2. Le Gouvernement ou son délégué vérifie la recevabilité des candidatures reçues et classe les candidatures recevables sur base de deux critères : la motivation et l'aptitude professionnelle.

Au terme de la sélection comparative, le Gouvernement désigne les trois premiers candidats classés en ordre utile en qualité d'experts effectifs au Conseil des élections locales. Le Gouvernement désigne en qualité d'experts suppléants au Conseil des élections locales les candidats classés en ordre utile aux quatrième, cinquième et sixième places.

Lorsque l'ensemble des experts effectifs et suppléants sont désignés, le Gouvernement ou son délégué fait publier au *Moniteur belge*, au plus tard la veille du jour des élections ordinaires, un communiqué mentionnant la composition du Conseil des élections locales.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque les trois premiers candidats classés en ordre utile sont tous du même sexe, le Gouvernement peut désigner en tant qu'expert effectif l'un des candidats classés à la quatrième, cinquième ou sixième place et qui est de sexe différent.

§ 3. La finalité de la communication des données personnelles visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, est de permettre la désignation des experts visés à l'article L4146-6, § 1^{er}, alinéa 2. Ces données personnelles ne sont pas conservées et sont immédiatement détruites dès qu'il a été procédé aux désignations conformément au paragraphe 2, alinéa 2. ».

Art. 259. Dans la même sous-section 2, il est inséré un article L4146-10 rédigé comme suit :

« Art. L4146-10. § 1^{er}. Par dérogation à l'article L4146-9, § 2, alinéa 2, lorsqu'au terme de la sélection comparative, il subsiste au moins une place vacante d'expert, le Gouvernement désigne en qualité d'experts ceux qui sont classés en ordre utile, en suivant les modalités définies au même alinéa. Le Gouvernement ou son délégué pourvoit les places vacantes en faisant publier un nouvel appel à candidatures au *Moniteur belge* le premier jour ouvrable du mois de mai de l'année des élections ordinaires.

Dans ce cas, les modalités visées à l'article L4146-9 relatives à l'introduction des candidatures, à la vérification de leur recevabilité, à l'établissement de leur classement, à la possibilité pour le Gouvernement de déroger au classement établi afin d'assurer qu'il n'y ait pas plus de deux experts effectifs du même sexe, à la désignation des experts au Conseil des élections locales, à la publication au *Moniteur belge* d'un communiqué mentionnant la composition du Conseil des élections locales et à la protection des données à caractère personnel, sont applicables.

§ 2. Lorsqu'au terme de la sélection visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il subsiste au moins une place vacante d'expert, le Gouvernement pourvoit les places vacantes en désignant librement toute personne qui satisfait aux conditions visées à l'article L4146-8, § 1^{er}, 1°, 2° et 5°, sous réserve d'acceptation par les personnes concernées. ».

Art. 260. Dans la quatrième partie, Livre 1^{er}, Titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Fonctionnement du Conseil des élections locales ».

Art. 261. Dans la sous-section 3, il est inséré un article L4146-11 rédigé comme suit :

« Art. L4146-11. Le Conseil des élections locales est composé des cinq gouverneurs wallons, de trois experts effectifs et de trois experts suppléants, conformément à l'article L4146-6, § 1^{er}, alinéa 2.

Les cinq gouverneurs wallons siègent au Conseil des élections locales avec voix délibérative. Les experts siègent au Conseil des élections locales avec voix consultative. ».

Art. 262. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4146-12 rédigé comme suit :

« Art. L4146-12. Le Conseil des élections locales siège à l'adresse suivante : avenue Gouverneur Bovesse, 100, 5100 Namur. ».

Art. 263. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4146-13 rédigé comme suit :

« Art. L4146-13. Le Conseil des élections locales est présidé par le membre le plus âgé ayant voix délibérative. En cas d'absence ou d'empêchement de ce membre, la présidence est assurée par le gouverneur présent le plus âgé; il est remplacé au sein du Conseil des élections locales par un commissaire d'arrondissement, conformément à l'article L4146-16, § 1^{er}, alinéa 3. ».

Art. 264. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4146-14 rédigé comme suit :

« Art. L4146-14. Le Conseil des élections locales est formé au plus tard la veille du jour des élections ordinaires. À cette date, les membres présents adoptent, à l'unanimité, le règlement d'ordre intérieur et les experts prêtent serment dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle entre les mains du président.

La mission du Conseil des élections locales se termine lorsque les élections communales et provinciales sont validées et ne sont plus susceptibles de recours. ».

Art. 265. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4146-15 rédigé comme suit :

« Art. L4146-15. § 1^{er}. Le Conseil des élections locales se réunit aux dates suivantes :

1° au plus tard la veille du jour des élections ordinaires pour accomplir les formalités visées à l'article L4146-14, alinéa 1^{er};

2° le premier lundi du mois de novembre qui suit les élections ordinaires afin de statuer sur les recours manifestement irrecevables ou non fondés;

3° le dernier lundi du mois de novembre qui suit les élections ordinaires afin de statuer sur les recours autres que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, et pour valider les élections.

Si aucun recours n'est introduit, le Conseil des élections locales ne tient qu'une seule séance le premier lundi du mois de novembre qui suit les élections ordinaires.

Si le nombre de recours l'exige, le Conseil des élections locales peut tenir deux séances supplémentaires, aux dates qu'il détermine dans son règlement d'ordre intérieur, sans que la dernière de ces séances n'ait lieu au-delà du quarantième jour après les élections ordinaires.

§ 2. Lorsqu'une élection est annulée et qu'une nouvelle élection est organisée, le Conseil des élections locales tient une séance unique afin de valider l'élection, qu'un recours ait été introduit contre celle-ci ou non.

§ 3. À l'exception de la séance visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les séances du Conseil des élections locales sont publiques.

§ 4. Les séances du Conseil des élections locales se tiennent soit en présentiel, soit en distanciel à l'aide de moyens techniques de visioconférence. ».

Art. 266. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4146-16 rédigé comme suit :

« Art. L4146-16. § 1^{er}. Le Conseil des élections locales ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres ayant voix délibérative sont présents. Il peut valablement délibérer en l'absence d'un seul ou plusieurs des experts siégeant avec voix consultative.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres ayant voix délibérative. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du Conseil des élections locales siégeant avec voix délibérative, il est remplacé par un commissaire d'arrondissement.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du Conseil des élections locales siégeant avec voix consultative, il est remplacé par un suppléant.

§ 2. Il est interdit aux membres du Conseil des élections locales d'être présents à la délibération sur des objets auxquels ils ont un intérêt direct soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après leur prestation de serment, ou auxquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

§ 3. Les trois experts visés à l'article L4146-6, § 1^{er}, alinéa 2, siègent avec voix consultative. Leur rôle est uniquement limité à l'assistance à la prise de décision des membres qui ont voix délibérative.

§ 4. Les décisions du Conseil des élections locales sont datées et signées par tous les membres présents. ».

Art. 267. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4146-17 rédigé comme suit :

« Art. L4146-17. § 1^{er}. Chaque membre du Conseil des élections locales siégeant avec voix consultative a droit à une indemnité mensuelle égale au traitement mensuel brut que percevrait un agent de la fonction publique régionale wallonne bénéficiant de l'échelle de traitements A4/1 et qui compte une ancienneté de rang de six ans. Chaque membre du Conseil des élections locales siégeant avec voix consultative perçoit cette indemnité pour un maximum de trois mois de prestations.

Lorsqu'un membre du Conseil des élections locales siégeant avec voix consultative est remplacé conformément à l'article L4146-16, § 1^{er}, alinéa 4, l'indemnité visée à l'alinéa 1^{er} est partagée entre eux, au prorata de leurs prestations respectives.

§ 2. Chaque membre du Conseil des élections locales siégeant avec voix consultative a droit à des indemnités pour ses frais de déplacement, selon les modalités définies à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission d'accès aux documents administratifs.

Chaque membre du Conseil des élections locales siégeant avec voix consultative a droit au remboursement de ses frais réels, selon les modalités définies par le Gouvernement en exécution de l'article L4135-6, 2°. ».

Art. 268. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4146-18 rédigé comme suit :

« Art. L4146-18. Les frais de fonctionnement du Conseil des élections locales sont à charge du budget général des dépenses de la Région wallonne. ».

Art. 269. Dans la même sous-section 3, il est inséré un article L4146-19 rédigé comme suit :

« Art. L4146-19. Les membres du Conseil des élections locales définissent les modalités de fonctionnement du Conseil des élections locales dans le règlement d'ordre intérieur, à l'exclusion de celles définies par le présent Code, notamment celles décrites aux articles L4146-11 à L4146-18. ».

Art. 270. Dans la quatrième partie, Livre 1^{er}, Titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Introduction des recours contre l'élection ».

Art. 271. Dans la sous-section 4, il est inséré un article L4146-20 rédigé comme suit :

« Art. L4146-20. § 1^{er}. Seuls les candidats peuvent introduire un recours contre l'élection, étant entendu que les candidats ne peuvent que contester l'élection à laquelle ils se sont présentés.

§ 2. Pour être recevables, outre la condition visée au paragraphe 1^{er}, les recours contre l'élection satisfont à l'ensemble des conditions suivantes :

1° ils sont introduits dans les huit jours du procès-verbal de recensement des résultats;

2° ils sont introduits auprès de l'administration régionale au moyen d'un formulaire dont le modèle et les modalités d'introduction sont établis par le Gouvernement;

3° ils contiennent un exposé des faits et moyens;

4° ils mentionnent l'identité et le domicile des requérants; 5° ils sont datés et signés.

Après l'expiration du délai fixé au point 1°, seuls des documents de nature à étayer l'exposé des faits et moyens déjà transmis peuvent encore être déposés.

§ 3. Les données personnelles visées au paragraphe 2 ont pour finalité de permettre l'identification des personnes qui introduisent des recours contre l'élection, de déterminer la recevabilité de ceux-ci, de permettre la tenue de l'instruction administrative de ceux-ci par l'administration régionale, et de permettre au Conseil des élections locales de statuer sur ceux-ci.

Ces données personnelles ne sont pas conservées au-delà du moment où l'élection est validée ou annulée.

§ 4. Dès que l'administration régionale reçoit un recours, elle en notifie immédiatement une copie au Conseil des élections locales, ainsi qu'à la commune ou la province concernée. ».

Art. 272. Dans la même sous-section 4, il est inséré un article L4146-21 rédigé comme suit :

« Art. L4146-21. Dans les huit jours du procès-verbal de recensement des résultats, les candidats sont admis à consulter le dossier de l'élection à laquelle ils se sont présentés. Ils se rendent pour cela au siège de l'administration régionale ou au lieu indiqué par cette dernière et publié sur le site internet officiel régional des élections locales.

Tout candidat est accompagné par un agent de l'administration régionale au moment où il consulte le dossier de l'élection, à l'exclusion des agents en charge de l'instruction administrative visée à l'article L4146-23/1. ».

Art. 273. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 5 intitulée « Publication des recours contre l'élection et introduction de mémoires en réponse ».

Art. 274. Dans la sous-section 5, il est inséré un article L4146-22 rédigé comme suit :

« Art. L4146-22. § 1^{er}. À l'expiration du délai de huit jours visé à l'article L4146-20, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, la commune fait publier aux valves communales et sur son site internet, pendant huit jours, tout recours introduit contre l'élection communale.

La commune publie en principe dans leur intégralité les recours introduits contre l'élection communale. Toutefois, elle s'abstient de publier les éléments qui s'avèreraient manifestement contraires au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE, et qui ne présentent manifestement aucune utilité au regard de la finalité décrite à l'alinéa 3.

La finalité de la publication visée aux alinéas 1^{er} et 2 est de permettre à toute personne intéressée d'introduire un mémoire en réponse.

§ 2. Les mémoires en réponse visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, sont recevables aux conditions décrites à l'article L4146-20, § 2, étant entendu que :

1° pour l'application de la phrase introductive, il y a lieu de lire « Pour être recevables, les mémoires en réponse satisfont à l'ensemble des conditions suivantes » au lieu de « Pour être recevables, outre la condition visée au paragraphe 1^{er}, les recours contre l'élection satisfont à l'ensemble des conditions suivantes »;

2° pour l'application du 1°, il y a lieu de lire « ils sont introduits pendant le délai de huit jours durant lequel le recours est publié par la commune » au lieu de « ils sont introduits dans les huit jours du procès-verbal de recensement des résultats »;

3° pour l'application du 4°, il y a lieu de lire « ils mentionnent l'identité des tiers intervenants » au lieu de « ils mentionnent l'identité et le domicile des requérants ».

§ 3. Dès que l'administration régionale reçoit un mémoire en réponse, elle en notifie immédiatement une copie au Conseil des élections locales, au requérant et à la commune concernée.

§ 4. Les mémoires en réponse visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, ne sont pas publiés. ».

Art. 275. Dans la même sous-section 5, il est inséré un article L4146-23 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23. L'article L4146-22 est applicable lorsqu'un recours est introduit contre l'élection provinciale, étant entendu qu'il y a dans ce cas lieu de lire « province » au lieu de « commune », et « provinciale » au lieu de « communale ».

Art. 276. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 6 intitulée « Instruction administrative par l'administration régionale ».

Art. 277. Dans la sous-section 6, il est inséré un article L4146-23/1 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/1. Conformément à l'article L4146-6, § 1^{er}, alinéa 4, l'administration régionale mène l'instruction administrative lorsqu'un recours est introduit contre l'élection. L'administration régionale accomplit cette mission en totale indépendance par rapport au Conseil des élections locales. ».

Art. 278. Dans la même sous-section 6, il est inséré un article L4146-23/2 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/2. À compter de l'expiration du délai de huit jours visé à l'article L4146-22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'administration régionale dispose d'un délai de dix-huit jours pour mener et clôturer l'instruction administrative du recours. ».

Art. 279. Dans la même sous-section 6, il est inséré un article L4146-23/3 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/3. § 1^{er}. Pour mener l'instruction administrative du recours introduit contre l'élection, l'administration régionale peut accomplir les actes d'instruction suivants :

1° utiliser l'ensemble des documents électoraux qu'elle reçoit conformément aux articles L4143-28, § 3, alinéa 1^{er}, L4144-13, § 3, alinéa 1^{er}, L414512, § 3, alinéa 1^{er}, L4145-13 et L4145-16/10, § 3, alinéa 1^{er};

2° correspondre avec les autorités et administrations et se faire communiquer tous documents et renseignements utiles à l'instruction;

3° recompter les bulletins de vote se rapportant à un ou plusieurs bureaux de dépouillement;

4° convoquer et auditionner les requérants, les éventuels tiers intervenants et toutes autres personnes dont l'audition apparaît nécessaire à l'instruction.

Pour les actes d'instruction visés à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, l'administration régionale les propose préalablement au Conseil des élections locales au moyen d'un rapport d'instruction intermédiaire et ne les accomplit qu'après approbation par ce dernier. Cette approbation intervient dans les vingt-quatre heures qui suivent la réception du rapport et est accompagnée de la désignation du membre avec voix délibérative qui représente le Conseil des élections locales lors de l'exécution de ces mesures d'instruction. L'administration régionale établit un procès-verbal lorsqu'elle accomplit ces actes d'instruction, qui est signé par le membre du Conseil des élections locales présent.

Lorsqu'il est procédé à un recomptage des bulletins de vote conformément aux alinéas 1^{er}, 3°, et 2, la commune ou la province concernée fait préalablement livrer à l'administration régionale les bulletins de l'élection. L'administration régionale convoque les témoins ayant officié dans le ou les bureaux de dépouillement concernés.

§ 2. L'instruction administrative a lieu par écrit. Elle est contradictoire.

Les agents-instructeurs sont tenus au secret de l'instruction.

§ 3. À l'issue de l'instruction administrative, l'administration régionale rédige un rapport d'instruction et une proposition de décision, qu'elle notifie au Conseil des élections locales. Elle notifie son rapport d'instruction aux requérants ainsi qu'aux éventuels tiers intervenants.

L'administration régionale procède aux notifications visées à l'alinéa 1^{er} au plus tard le dernier jour du délai de dix-huit jours visé à l'article L414623/2.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque le recours introduit est manifestement irrecevable ou non fondé, l'administration régionale procède aux notifications visées à l'alinéa 1^{er} au plus tard le troisième jour du délai de dix-huit jours visé à l'article L4146-23/2.

§ 4. Les propositions de décisions émanant de l'administration régionale en vertu du paragraphe 3 ne lient pas le Conseil des élections locales. ».

Art. 280. Dans la même sous-section 6, il est inséré un article L4146-23/4 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/4. Lorsqu'au moins deux recours sont introduits contre la même élection, l'administration régionale procède d'office à la jonction des affaires dans le cadre de son instruction administrative. ».

Art. 281. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 7 intitulée « Procédure devant le Conseil des élections locales lorsqu'un recours est introduit contre l'élection ».

Art. 282. Dans la sous-section 7, il est inséré un article L4146-23/5 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/5. § 1^{er}. Le Conseil des élections locales statue en tant que juridiction administrative sur les recours introduits. Il valide les élections ou, le cas échéant, les annule. Il ne peut annuler une élection que lorsqu'un recours a été introduit contre celle-ci et que l'administration régionale a mis en évidence, dans le cadre de son instruction administrative, des irrégularités susceptibles d'influencer la répartition des sièges entre les listes.

Lorsqu'il valide l'élection, le Conseil des élections locales peut modifier l'ordre dans lequel les conseillers et les suppléants ont été déclarés élus.

§ 2. Le Conseil des élections locales accomplit ses missions visées au paragraphe 1^{er} dans un délai de neuf jours à partir de l'expiration du délai de dix-huit jours visé à l'article L4146-23/2. Toutefois, en ce qui concerne les recours qui sont manifestement irrecevables ou non fondés, le Conseil des élections locales statue sur ceux-ci lors de la séance qu'il tient le premier lundi du mois de novembre, conformément à l'article L4146-15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°. ».

Art. 283. Dans la même sous-section 7, il est inséré un article L4146-23/6 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/6. Lorsqu'au moins deux recours sont introduits contre la même élection, le Conseil des élections locales procède d'office à la jonction des affaires.

Lorsqu'au moins deux recours sont introduits contre la même élection et que tous ne sont pas manifestement irrecevables ou non fondés, le Conseil des élections locales statue dans un premier temps sur les recours manifestement irrecevables ou non fondés lors de l'audience qu'il tient le premier lundi du mois de novembre conformément à l'article L4146-15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°. Il valide ou annule l'élection concernée dans un second temps lors de l'audience qu'il tient le dernier lundi du mois de novembre conformément à l'article L4146-15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, ou, le cas échéant, lors d'une des audiences qu'il tient aux dates visées à l'article L4146-15, § 1^{er}, alinéa 3. ».

Art. 284. Dans la même sous-section 7, il est inséré un article L4146-23/7 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/7. § 1^{er}. Le Conseil des élections locales prononce ses décisions en audience publique. Ses décisions sont motivées. Elles reprennent la motivation relative à l'examen des éventuels conflits d'intérêt de ses membres.

Lorsque le Conseil des élections locales statue sur les recours introduits contre les élections, ses décisions sont chaque fois précédées d'un exposé de l'affaire par l'un de ses membres ayant voix délibérative.

§ 2. Les audiences publiques ont lieu aux dates visées à l'article L4146-15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° ou 3°, ou, le cas échéant, aux dates visées à l'article L414615, § 1^{er}, alinéa 3.

Préalablement à l'audience publique, le Conseil des élections locales fait communiquer la date de celle-ci au requérant et aux éventuels tiers intervenants. L'administration régionale publie la date de celle-ci sur le site internet officiel régional des élections locales. En outre, la commune ou la province, selon qu'il s'agit de l'élection communale ou provinciale, publie la date de l'audience sur son site internet. Ces publications ont pour finalité de permettre à toutes personnes intéressées d'assister à l'audience.

Lorsque le Conseil des élections locales choisit de tenir ses audiences en ayant recours à l'utilisation de moyens de visioconférence conformément à l'article L4146-15, § 4, les requérants, les tiers intervenants et toutes personnes qui souhaitent assister aux audiences peuvent les suivre à distance depuis le lieu de leur choix, ou directement depuis le siège du Conseil des élections locales. ».

Art. 285. Dans la même sous-section 7, il est inséré un article L4146-23/8 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/8. § 1^{er}. Le Conseil des élections locales fait notifier par l'administration régionale chacune de ses décisions dans les trois jours, par lettre recommandée avec accusé de réception, et en tout cas au plus tard le quarante-quatrième jour après le jour des élections.

Le Conseil des élections locales fait notifier ses décisions au conseil communal ou au conseil provincial, selon l'élection dont il est question. Il fait également notifier ses décisions aux requérants et aux éventuels tiers intervenants.

Lorsque le Conseil des élections locales rejette le recours introduit et valide l'élection après avoir modifié l'ordre dans lequel les conseillers et les suppléants ont été déclarés élus, il fait notifier sa décision aux personnes visées à l'alinéa 2 ainsi qu'aux conseillers et suppléants concernés.

Lorsque le Conseil des élections locales annule l'élection, il fait notifier sa décision aux personnes visées à l'alinéa 2 et fait envoyer une copie certifiée conforme de celle-ci au premier président du Conseil d'État. En outre, il lui fait envoyer l'intégralité du dossier administratif.

§ 2. Les destinataires des notifications visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 2 à 4, peuvent introduire un recours devant le Conseil d'État conformément à l'article L4146-23/12. ».

Art. 286. Dans la même sous-section 7, il est inséré un article L4146-23/9 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/9. Les décisions du Conseil des élections locales sont publiées par extraits au *Moniteur belge*. ».

Art. 287. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 8 intitulée « Procédure devant le Conseil des élections locales lorsqu'aucun recours n'est introduit contre l'élection ».

Art. 288. Dans la sous-section 8, il est inséré un article L4146-23/10 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/10. Lorsqu'aucun recours n'est introduit contre l'élection, le Conseil des élections locales, en tant que juridiction administrative, peut vérifier l'exactitude de la répartition des sièges entre les listes et l'ordre dans lequel les conseillers et les suppléants ont été déclarés élus. Il valide les élections, le cas échéant en modifiant d'office la répartition des sièges et l'ordre des élus. ».

Art. 289. Dans la même sous-section 8, il est inséré un article L4146-23/11 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/11. § 1^{er}. Les articles L4146-23/5, § 2, première phrase, L4146-23/7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéas 1^{er}, 2, deuxième à quatrième phrases, et 3, L4146-23/8, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2, première phrase, 3, et § 2, et L4146-23/9 sont applicables lorsqu'aucun recours n'est introduit contre l'élection, y compris lorsque le Conseil des élections locales valide l'élection après avoir éventuellement modifié l'ordre dans lequel les conseillers et suppléants ont été déclarés élus.

§ 2. Pour l'application de l'article L4146-23/7, § 2, alinéa 1^{er}, il y a lieu de lire « L'audience publique a lieu à la date visée à l'article L4146-15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, ou, le cas échéant, aux dates visées à l'article L4146-15, § 1^{er}, alinéa 3. » au lieu de « Les audiences publiques ont lieu aux dates visées à l'article L4146-15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o ou 3^o, ou, le cas échéant, aux dates visées à l'article L4146-15, § 1^{er}, alinéa 3. ».

Pour l'application de l'article L4146-23/7, § 2, alinéa 3, il y a lieu de lire « Lorsque le Conseil des élections locales choisit de tenir ses audiences en ayant recours à l'utilisation de moyens de visioconférence conformément à l'article L4146-15, § 4, toutes personnes qui souhaitent assister aux audiences peuvent les suivre à distance depuis le lieu de leur choix, ou directement depuis le siège du Conseil des élections locales. » au lieu de « Lorsque le Conseil des élections locales choisit de tenir ses audiences en ayant recours à l'utilisation de moyens de visioconférence conformément à l'article L4146-15, § 4, les requérants, les tiers intervenants et toutes personnes qui souhaitent assister aux audiences peuvent les suivre à distance depuis le lieu de leur choix, ou directement depuis le siège du Conseil des élections locales. ».

Pour l'application de l'article L4146-23/8, § 1^{er}, alinéa 3, il y a lieu de lire « Lorsque le Conseil des élections locales valide l'élection après avoir modifié l'ordre dans lequel les conseillers et les suppléants ont été déclarés élus, il fait notifier sa décision au conseil communal ou au conseil provincial, selon l'élection dont il est question, ainsi qu'aux conseillers et suppléants concernés. » au lieu de « Lorsque le Conseil des élections locales rejette le recours introduit et valide l'élection après avoir modifié l'ordre dans lequel les conseillers et les suppléants ont été déclarés élus, il fait notifier sa décision aux personnes visées à l'alinéa 2 ainsi qu'aux conseillers et suppléants concernés. ».

Pour l'application de l'article L4146-23/8, § 2, il y a lieu de lire « Le conseil communal ou le conseil provincial, selon l'élection dont il est question, ainsi que, le cas échéant, les conseillers et suppléants concernés, peuvent introduire un recours devant le Conseil d'État conformément à l'article L4146-23/12. » au lieu de « Les destinataires des notifications visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 2 à 4, peuvent introduire un recours devant le Conseil d'État conformément à l'article L4146-23/12. ».

Art. 290. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 9 intitulée « Recours contre les décisions du Conseil des élections locales ».

Art. 291. Dans la sous-section 9, il est inséré un article L4146-23/12 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/12. Un recours au Conseil d'État est ouvert dans les huit jours de la notification aux personnes à qui la décision du Conseil des élections locales est notifiée. Le Conseil d'État statue sur le recours dans un délai de soixante jours. Le recours au Conseil d'État n'est pas suspensif, sauf s'il est dirigé contre une décision du Conseil des élections locales qui porte annulation des élections ou modification de la répartition des sièges. Lorsque le Gouvernement nomme le bourgmestre de la commune de Comines-Warneton avant que le Conseil d'État se soit prononcé, cette nomination a effet à compter de la notification de l'arrêt du Conseil d'État qui n'annule pas les élections ou ne modifie pas la répartition des sièges.

L'arrêt rendu par le Conseil d'État est immédiatement notifié par les soins de l'administration régionale au conseil communal ou au conseil provincial, selon l'élection dont il est question. ».

Art. 292. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre VI, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 10 intitulée « Organisation d'une nouvelle élection après annulation ».

Art. 293. Dans la sous-section 10, il est inséré un article L4146-23/13 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/13. En cas d'annulation de l'élection communale, le collège communal dresse le registre des électeurs de la commune à la date de la notification au conseil communal de la décision intervenue. Il convoque les électeurs pour procéder à de nouvelles élections dans les cinquante jours de cette notification.

Dans ce cas, le Gouvernement établit un calendrier précis reprenant les opérations électorales jusqu'au jour de l'élection inclus, la date d'installation des conseillers communaux, la date de dépôt d'un projet de pacte de majorité et les dates de toutes les étapes postérieures à l'installation des conseillers communaux. Les dates des opérations électorales sont établies sur la base de l'organisation des élections ordinaires visées à l'article L4124-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. 294. Dans la même sous-section 10, il est inséré un article L4146-23/14 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/14. § 1^{er}. En cas d'annulation de l'élection provinciale, les collèges communaux des communes du ressort de la province dressent chacun le registre des électeurs à la date de la notification au conseil provincial de la décision intervenue. Les collèges communaux des communes du ressort de la province convoquent les électeurs pour procéder à de nouvelles élections dans les cinquante jours de cette notification. Le Gouvernement établit un calendrier précis reprenant les opérations électorales jusqu'au jour de l'élection inclus, ainsi que la date d'installation des conseillers provinciaux et les dates de toutes les étapes postérieures à celles-ci. Les dates des opérations électorales sont établies sur la base de l'organisation des élections ordinaires visées à l'article L4124-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 2. Par exception au paragraphe 1^{er}, lorsque les élections dans plusieurs districts d'un même arrondissement sont liées par le groupement visé à l'article L4142-34 et que les causes d'annulation de l'élection dans l'un des districts ne rendent pas douteuses l'exactitude et la sincérité des résultats actés dans les autres districts, le Conseil des élections locales peut valider les élections de ceux-ci en ce qui concerne uniquement les sièges attribués en première répartition par application de l'article L4145-16/1, et réserver sa décision pour les mandats conférés en seconde répartition jusqu'au moment de la validation des nouvelles élections ordonnées dans le district où les opérations électorales ont été annulées.

Le groupement antérieur conserve ses effets dans le cadre de l'élection nouvelle pour les listes dont la composition est restée identique. Les listes ne sont pas renouvelées. Il n'en est pas admis de nouvelles.

Le bureau central d'arrondissement, lors de la nouvelle élection, est remis en possession des anciens procès-verbaux visés à l'article L4145-16/2, § 3, à l'effet de pouvoir procéder aux opérations indiquées aux articles L4145-16/3 à 16/10, tant en ce qui concerne le district où les élections sont recommencées que pour les districts où il reste des sièges complémentaires à attribuer. ».

Art. 295. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, Titre IV, chapitre VI, du même Code, il est inséré une section 2/1 intitulée « Destruction des documents électoraux ».

Art. 296. Dans la section 2/1, il est inséré un article L4146-23/15 rédigé comme suit :

« Art. L4146-23/15. § 1^{er}. Les documents électoraux suivants sont détruits dès que l'élection est validée ou annulée, selon les modalités fixées par le Gouvernement :

- 1° les bulletins de vote, valables ou non valables, y compris les bulletins repris et inutilisés;
- 2° les tableaux de composition des bureaux électoraux.

§ 2. Les documents électoraux suivants sont détruits à l'expiration du délai de prescription fixé par l'article L4161-1, et en tout cas au plus tard cinq ans après le jour visé à l'article L4124-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, selon les modalités fixées par le Gouvernement :

- 1° les registres spéciaux des réclamations visés à l'article L4122-18, § 1^{er}, alinéa 1^{er};
- 2° les registres de scrutin;
- 3° les registres des électeurs;
- 4° les procurations et leurs pièces justificatives;
- 5° les actes de présentation et d'acceptation des candidats;
- 6° les lettres d'information des témoins;
- 7° les registres spéciaux des procurations visés à l'article L4132-1, § 5.

La durée de conservation fixée à l'alinéa 1^{er} a pour finalité de permettre la tenue d'informations ou d'instructions judiciaires. Elle a aussi pour finalité de permettre la recherche scientifique ou historique.

Lorsque les documents électoraux visés à l'alinéa 1^{er} sont sollicités à des fins de recherche scientifique ou historique, seules les données relatives aux candidats sont communiquées. Les données personnelles sont dans ce cas anonymisées avant d'être communiquées. ».

Art. 297. Dans l'article L4146-24, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les mots « 30 mai » sont remplacés par les mots « 31 décembre ».

Art. 298. L'article L4146-25, § 6, du même Code, remplacé par le décret du 21 juin 2012, est abrogé.

Art. 299. Dans l'article L4146-25, § 7, alinéa 1^{er}, 3°, du même Code, les mots « et par toute entreprise visée à l'article I.1, alinéa 1^{er}, 1°, première et deuxième phrases, du Code de droit économique » sont insérés entre les mots « par ces personnes » et les mots « tous documents et renseignements relatifs ».

Art. 300. Dans l'article L4151-3 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'article est renuméroté « L4152-1 »;
- 2° les mots « l'article L4145-6, § 1^{er} » sont chaque fois remplacés par les mots « l'article L4145-5, § 1^{er} ».

Art. 301. Dans l'article L4151-4 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'article est renuméroté « L4153-1 »;
- 2° au paragraphe 1^{er}, les mots « L4146-4 à L4146-17 » et les mots « visés à l'article L4151-3 » sont remplacés, respectivement, par les mots « L41464 à L4146-23/13 » et les mots « visés à l'article L4152-1 ».

Art. 302. Dans la quatrième partie, Livre I^{er}, du même Code, il est inséré un Titre VI intitulé « Dispositions pénales ».

Art. 303. Dans le Titre VI, il est inséré un chapitre I^{er} intitulé « Dispositions générales ».

Art. 304. Dans le chapitre I^{er}, il est inséré un article L4161-1 rédigé comme suit :

« Art. L4161-1. La poursuite des crimes et délits prévus par la présente partie du Code et l'action civile sont prescrites après cinq ans révolus à partir du jour où les crimes et délits ont été commis. ».

Art. 305. Dans le même chapitre I^{er}, il est inséré un article L4161-2 rédigé comme suit :

« Art. L4161-2. En cas de concours de plusieurs délits, les peines sont cumulées, sans qu'elles puissent néanmoins excéder le double du maximum de la peine la plus forte. ».

Art. 306. Dans le même chapitre I^{er}, il est inséré un article L4161-3 rédigé comme suit :

« Art. L4161-3. S'il existe des circonstances atténuantes, les tribunaux peuvent remplacer la peine de réclusion par une peine d'emprisonnement de trois mois au moins et réduire l'emprisonnement en-dessous de huit jours et l'amende en-dessous de 26 euros.

Ils peuvent prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'elles ne puissent être au-dessus des peines de police. ».

Art. 307. Dans le même chapitre I^{er}, il est inséré un article L4161-4 rédigé comme suit :

« Art. L4161-4. Le fonctionnaire qui reçoit une réclamation ne peut pas antidater le récépissé qu'il remet au réclamant, sous peine d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. ».

Art. 308. Dans le Titre VI, il est inséré un chapitre II intitulé « Sanctions se rapportant au registre électoral ».

Art. 309. Dans le chapitre II, il est inséré un article L4162-1 rédigé comme suit :

« Art. L4162-1. Au sens du présent chapitre, un registre électoral désigne aussi bien le registre des électeurs qu'un registre de scrutin. ».

Art. 310. Dans le même chapitre II, il est inséré un article L4162-2 rédigé comme suit :

« Art. L4162-2. § 1^{er}. Est punie d'une amende de 26 à 200 euros et d'un emprisonnement de huit à quinze jours, toute personne chargée, à un titre quelconque, de la préparation ou de la confection des registres électoraux qui, dans le but de faire rayer un électeur, soit :

1° fait sciemment usage, dans ce travail, de pièces ou documents soit falsifiés par altération, suppression ou addition, soit fabriqués;

2° reproduit volontairement sur les registres électoraux, de manière inexacte, par altération, addition ou omission, les données fournies par les pièces ou documents qui peuvent être utilisés pour la confection des registres.

Si ce délit est commis dans le but de procurer à une personne la qualité d'électeur, l'emprisonnement est de huit jours à un mois et l'amende de 50 à 500 euros.

§ 2. La prescription de cinq ans établie par l'article L4161-1 commence à courir, en ce qui concerne les infractions prévues au présent article, à partir du jour où les registres électoraux et les pièces y relatives sont envoyés à l'administration régionale conformément à l'article L4143-28, § 3, alinéa 1^{er}. ».

Art. 311. Dans le même chapitre II, il est inséré un article L4162-3 rédigé comme suit :

« Art. L4162-3. Tout membre d'un collège communal, tout conseiller communal qui, dans l'exercice de la juridiction électorale, sur son rapport, fait indûment soit rejeter une demande d'inscription sur les registres, soit ordonner l'inscription ou la radiation d'un électeur, en invoquant ou en utilisant, à cet effet, des pièces ou documents qu'il savait être falsifiés par altération, suppression ou addition, soit fabriqués, soit fictifs, est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Toutefois, la poursuite a uniquement lieu dans le cas où le recours en inscription ou en radiation de l'électeur fait l'objet d'une décision devenue définitive et motivée sur des faits impliquant la fraude.

La prescription établie par l'article L4161-1 commence à courir à partir de la décision visée à l'alinéa 2. ».

Art. 312. Dans le même chapitre II, il est inséré un article L4162-4 rédigé comme suit :

« Art. L4162-4. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui en qualité d'auteur, de coauteur ou de complice, en violation de l'article L4122-7 ou de l'article L4122-8, délivre des exemplaires ou copies du registre des électeurs à des personnes non habilitées à les recevoir, communique ces exemplaires à des tiers après les avoir régulièrement reçus, fait usage des données du registre des électeurs à des fins autres qu'électorales.

§ 2. Les peines encourues par les complices des infractions visées au paragraphe 1^{er} n'excèdent pas les deux tiers de celles qui leur seraient appliquées s'ils étaient l'auteur de ces infractions. ».

Art. 313. Dans le même chapitre II, il est inséré un article L4162-5 rédigé comme suit :

« Art. L4162-5. Quiconque, pour se faire inscrire sur un registre électoral, fait sciemment de fausses déclarations ou produit des actes qu'il sait être simulés, est puni d'une amende de 26 à 200 euros.

Est puni de la même peine celui qui pratique sciemment les mêmes manoeuvres dans le but de faire inscrire une personne sur ces registres ou de l'en faire rayer.

Toutefois, la poursuite a uniquement lieu dans le cas où la demande d'inscription ou de radiation est rejetée par une décision devenue définitive et motivée sur des faits impliquant la fraude.

Les décisions de cette nature, rendues soit par les collèges communaux, soit par les Cours d'appel, ainsi que les pièces et les renseignements y relatifs, sont transmis par le gouverneur au Procureur du Roi qui peut aussi les réclamer d'office.

La poursuite est prescrite après trois mois révolus à partir de la décision. ».

Art. 314. Dans le Titre VI, il est inséré un chapitre III intitulé « Sanctions se rapportant aux bureaux électoraux ».

Art. 315. Dans le chapitre III, il est inséré un article L4163-1 rédigé comme suit :

« Art. L4163-1. Toute personne, qui se soustrait à la désignation prévue à l'article L4125-5, §§ 1^{er} et 2, sans motif valable ou qui, par sa faute, son imprudence ou sa négligence, compromet de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, est punie d'une amende de 50 à 200 euros. ».

Art. 316. Dans le même chapitre III, il est inséré un article L4163-2 rédigé comme suit :

« Art. L4163-2. Est puni d'une amende de 50 à 200 euros :

1° toute personne qui se soustrait à la désignation de président ou assesseur de bureau de vote ou de dépouillement sans motif valable;

2° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui ne fait pas connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé;

3° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui, après avoir accepté ces fonctions, s'abstient sans cause légitime de les remplir. ».

Art. 317. Dans le même chapitre III, il est inséré un article L4163-3 rédigé comme suit :

« Art. L4163-3. Toute personne qui, par sa faute, son imprudence ou sa négligence, compromet de quelque manière que ce soit la mission qui lui est confiée, est punie d'une amende de 50 à 200 euros. ».

Art. 318. Dans le Titre VI, il est inséré un chapitre IV intitulé « Sanctions se rapportant à l'affichage électoral et à la fin de la campagne électorale ».

Art. 319. Dans le chapitre IV, il est inséré un article L4164-1 rédigé comme suit :

« Art. L4164-1. Les infractions aux dispositions de l'article L4112-10, alinéa 2, et de l'article L4130-2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 1 000 euros. ».

Art. 320. Dans le Titre VI, il est inséré un chapitre V intitulé « Sanctions se rapportant aux dépenses électorales ».

Art. 321. Dans le chapitre V, il est inséré un article L4165-1 rédigé comme suit :

« Art. L4165-1. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article L4131-5, est passible de poursuites soit à l'initiative du Procureur du Roi, soit sur plainte de toute personne justifiant d'un intérêt, et est puni en conséquence d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement :

1° quiconque omet de déclarer ses dépenses électorales ou l'origine de ses fonds dans le délai fixé à l'article L4131-4;

2° quiconque fait sciemment des dépenses ou prend des engagements en matière de propagande électorale dépassant les montants maximaux prévus à l'article L4131-9, §§ 2 et 5;

3° quiconque contrevient aux dispositions de l'article L4130-4 pendant les trois mois qui précèdent les élections;

4° le candidat en tête de liste qui fait sciemment des dépenses ou prend des engagements en matière de propagande électorale dépassant les montants maximaux fixés à l'article L4131-9, §§ 1^{er} et 5;

5° le candidat placé en tête d'une liste ne disposant pas d'un numéro régional et d'un sigle protégé et qui engage des dépenses en vue de mener une campagne électorale au niveau national.

Les dénonciations anonymes ne sont pas prises en considération par le Procureur du Roi.

§ 2. Le délai pour l'exercice du droit d'initiative du Procureur du Roi et l'introduction des plaintes en ce qui concerne les infractions visées au paragraphe 1^{er} expire le cent vingtième jour suivant les élections. Le Procureur du Roi transmet à la Commission régionale de contrôle une copie des plaintes à l'égard des candidats. Le Procureur du Roi en transmet également copie aux personnes visées par la plainte. Les communications s'effectuent dans les huit jours du dépôt des plaintes.

Le Procureur du Roi avise la Commission régionale de contrôle dans le même délai de sa décision d'engager des poursuites relatives aux faits visés au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Toute personne ayant déposé une plainte ou intenté une action qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire est établie est punie d'une amende de 50 à 500 euros.

§ 4. Dans le cadre des poursuites prévues au paragraphe 1^{er}, le Procureur du Roi peut demander, à un candidat déterminé, toute information concernant l'origine des fonds ayant servi au financement de sa campagne de propagande électorale. ».

Art. 322. Dans le même chapitre V, il est inséré un article L4165-2 rédigé comme suit :

« Art. L4165-2. Toute personne ayant introduit une réclamation fondée sur l'article L4131-5 qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire a été établie est punie d'une amende de 50 à 500 euros. ».

Art. 323. Dans le même chapitre V, il est inséré un article L4165-3 rédigé comme suit :

« Art. L4165-3. Celui qui, en violation de l'article L4131-7, fait un don à un parti politique, à l'une de ses composantes, quelle que soit sa forme juridique, à une liste, à un candidat ou à un mandataire politique, ou celui qui, en qualité de candidat ou de mandataire politique, accepte un don, est puni d'une amende de 26 à 1 000 euros. Celui qui, sans être candidat ou mandataire politique, accepte un tel don au nom et pour compte d'un parti politique, d'une liste, d'un candidat ou d'un mandataire politique, est puni de la même peine.

Le Livre Premier du Code pénal, sans exception du Chapitre VII et de l'article 85, est applicable à ces infractions.

Si le tribunal l'ordonne, le jugement peut être publié intégralement ou par extrait dans les journaux et hebdomadaires qu'il a désignés. ».

Art. 324. Dans le titre VI, il est inséré un chapitre VI intitulé « Sanctions se rapportant aux témoins ».

Art. 325. Dans le chapitre VI, il est inséré un article L4166-1 rédigé comme suit :

« Art. L4166-1. Dans le cas visé à l'article L4134-5, alinéa 4, l'ordre d'expulsion et ses motifs sont consignés au procès-verbal et les délinquants sont punis d'une amende de 50 à 500 euros. ».

Art. 326. Dans le titre VI, il est inséré un chapitre VII intitulé « Sanctions se rapportant aux candidatures ».

Art. 327. Dans le chapitre VII, il est inséré un article L4167-1 rédigé comme suit :

« Art. L4167-1. Le candidat acceptant qui contrevient aux interdictions énoncées à l'article L4142-6, alinéas 1^{er} et 2, est passible d'un emprisonnement de huit à quinze jours ou d'une amende de 26 à 200 euros. ».

Art. 328. Dans le même chapitre VII, il est inséré un article L4167-2 rédigé comme suit :

« Art. L4167-2. Sont punis comme coupables de faux en écriture privée, ceux qui apposent la signature d'autrui ou de personnes supposées sur les actes de présentation de candidats, d'acceptation de candidatures ou de désignation de témoins. ».

Art. 329. Dans le même chapitre VII, il est inséré un article L4167-3 rédigé comme suit :

« Art. L4167-3. Un candidat figure sur une seule liste.

Nul ne peut à la fois signer un acte demandant la protection d'un sigle et être candidat sur une liste utilisant un autre sigle protégé.

Le candidat qui contrevient aux interdictions visées aux alinéas 1^{er} et 2, est passible d'un emprisonnement de huit à quinze jours ou d'une amende de 26 à 200 euros. Son nom est rayé de toutes les listes où il figure. ».

Art. 330. Dans le même chapitre VII, il est inséré un article L4167-4 rédigé comme suit :

« Art. L4167-4. L'électeur ou le conseiller qui contrevient à l'interdiction énoncée à l'article L4142-4, § 4, est passible d'une peine d'emprisonnement de 8 à 15 jours et d'une amende de 50 à 200 euros. ».

Art. 331. Dans le Titre VI, il est inséré un chapitre VIII intitulé « Sanctions se rapportant au vote, au dépouillement et aux diverses opérations électorales ».

Art. 332. Dans le chapitre VIII, il est inséré un article L4168-1 rédigé comme suit :

« Art. L4168-1. Quiconque n'étant ni membre du bureau, ni témoin, ni électeur de la section, porteur de procuration ou accompagnant de celui-ci, ni expert désigné conformément à l'article L4141-2, ni fournisseur d'une assistance technique, entre dans les locaux électoraux pendant les opérations électorales, est expulsé par ordre du président ou de son délégué. S'il résiste ou s'il entre à nouveau, il est puni d'une amende de 50 à 500 euros. ».

Art. 333. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-2 rédigé comme suit :

« Art. L4168-2. Dans le cas visé à l'article L4143-15, l'ordre d'expulsion est consigné au procès-verbal et les délinquants sont punis d'une amende de 50 à 500 euros. ».

Art. 334. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-3 rédigé comme suit :

« Art. L4168-3. § 1^{er}. Les électeurs qui se trouvent dans l'impossibilité de prendre part au scrutin peuvent faire connaître leurs motifs d'abstention au Procureur du Roi, avec les justifications nécessaires.

§ 2. Sont présumées se trouver dans l'impossibilité de prendre part au scrutin les personnes qui sont le jour des élections privées de leur liberté en vertu d'une décision judiciaire ou administrative. ».

Art. 335. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-4 rédigé comme suit :

« Art. L4168-4. Dans le cas visé à l'article L4168-3, § 1^{er}, il n'y a pas lieu à poursuite si le Procureur du Roi admet le fondement de ces excuses. ».

Art. 336. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-5 rédigé comme suit :

« Art. L4168-5. Dans les huit jours de la proclamation des élus, le procureur du Roi dresse le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Ces électeurs sont appelés par simple avertissement devant le tribunal de police et celui-ci statue sans appel, le ministère public entendu. ».

Art. 337. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-6 rédigé comme suit :

« Art. L4168-6. § 1^{er}. Une première absence non justifiée d'un électeur est punie, suivant les circonstances, d'une réprimande ou d'une amende de 5 à 10 euros.

En cas de récidive, l'amende est de 10 à 25 euros.

Il n'est pas prononcé de peine d'emprisonnement subsidiaire.

§ 2. Sans préjudice des dispositions pénales précitées, si l'abstention non justifiée se produit au moins quatre fois dans un délai de quinze années, l'électeur est rayé des registres électoraux pour dix ans, et pendant ce laps de temps, il ne peut recevoir aucune nomination, ni promotion, ni distinction, d'une autorité publique.

§ 3. Pour l'application du présent article, l'absence à une élection succédant à une absence à une élection de nature différente, et réciproquement, ne constitue pas une récidive.

§ 4. Le sursis à l'exécution des peines ne peut pas être ordonné.

§ 5. La condamnation prononcée par défaut est sujette à opposition dans les six mois de la notification du jugement. L'opposition peut se faire par simple déclaration, sans frais, à la maison communale. ».

Art. 338. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-7 rédigé comme suit :

« Art. L4168-7. § 1^{er}. Est considéré comme une atteinte au droit de vote le fait, pour déterminer un électeur à s'abstenir de voter ou pour influencer son vote, d'user à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces, de lui faire craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune.

§ 2. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque se rend coupable d'une telle atteinte. ».

Art. 339. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-8 rédigé comme suit :

« Art. L4168-8. Toute personne qui cause du désordre le jour de l'élection, soit en acceptant, portant ou arborant un signe de ralliement, soit de toute autre manière, est punie d'une amende de 50 à 500 euros. ».

Art. 340. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-9 rédigé comme suit :

« Art. L4168-9. Le témoin ou le président, l'assesseur ou le secrétaire d'un bureau électoral qui révèle le secret du vote est puni d'une amende de 500 à 3 000 euros. ».

Art. 341. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-10 rédigé comme suit :

« Art. L4168-10. § 1^{er}. Relèvent de la corruption électorale les actes et faits suivants exécutés, directement ou indirectement, sous la condition d'obtenir soit un suffrage, soit l'abstention de voter, soit la procuration prévue à l'article L4132-1, § 1^{er}, ou en subordonnant les avantages décrits au résultat de l'élection :

1° donner, offrir ou promettre, même sous forme de pari, soit de l'argent, des valeurs ou avantages quelconques, soit des secours;

2° faire l'offre ou la promesse d'emplois publics ou privés;

3° donner, offrir ou promettre aux électeurs, sous prétexte d'indemnité de voyage ou de séjour, une somme d'argent ou des valeurs quelconques;

4° donner, offrir ou promettre à l'électeur, à l'occasion d'une élection, des comestibles ou des boissons.

§ 2. Quiconque est coupable de corruption électorale est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement.

Sont punis des mêmes peines ceux qui acceptent les dons, les offres ou les promesses.

Sont punis des mêmes peines ceux qui fournissent des fonds pour commettre les délits visés au paragraphe 1^{er}, sachant la destination qu'ils devaient recevoir, ou qui donnent mandat de faire, en leur nom, les offres, promesses ou menaces.

Le fonctionnaire public qui se rend coupable des délits visés au paragraphe 1^{er} encourt le maximum de la peine. L'emprisonnement et l'amende peuvent être doublés. ».

Art. 342. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-11 rédigé comme suit :

« Art. L4168-11. § 1^{er}. Tout membre ou employé d'un organisme public ou subventionné à objet social qui, soit directement, soit indirectement, offre, promet ou donne des secours permanents, temporaires ou extraordinaires à un ou plusieurs indigents, sous la condition d'obtenir un suffrage ou l'abstention de voter, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros.

§ 2. Il en est de même desdits membres ou employés qui refusent ou suspendent tout octroi de ces secours par le motif que l'indigent n'aurait pas consenti à laisser influencer son vote ou à s'abstenir de voter.

§ 3. Quiconque réclame des secours ou une augmentation de secours, sous la menace de voter dans un sens déterminé, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois. ».

Art. 343. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-12 rédigé comme suit :

« Art. L4168-12. § 1^{er}. Relèvent de la fraude électorale les actes et faits suivants commis lors du vote ou du dépouillement du scrutin par un membre d'un bureau électoral :

1° altérer frauduleusement, soustraire ou ajouter des bulletins de vote;

2° inscrire sciemment au procès-verbal un nombre de bulletins ou de votes inférieur ou supérieur au nombre réel de ceux qu'il est chargé de compter.

§ 2. Quiconque commet un des délits visés au paragraphe 1^{er} est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 2 000 euros.

§ 3. Le témoin qui se rend coupable des faits énoncés au paragraphe 1^{er} est passible de la même peine.

§ 4. Toute autre personne coupable des faits énoncés au paragraphe 1^{er} est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 26 à 1 000 euros.

§ 5. Les faits sont immédiatement mentionnés au procès-verbal. ».

Art. 344. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-13 rédigé comme suit :

« Art. L4168-13. La contrefaçon des bulletins électoraux est punie comme faux en écriture publique. ».

Art. 345. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-14 rédigé comme suit :

« Art. L4168-14. § 1^{er}. Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter ou se présenter pour voter sous le nom d'un autre électeur, hormis les cas prévus à l'article L4132-1, § 1^{er};

2° distraire ou retenir un ou plusieurs bulletins de vote.

§ 2. Toute personne coupable de ces délits est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 26 à 1 000 euros. ».

Art. 346. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-15 rédigé comme suit :

« Art. L4168-15. § 1^{er}. Relèvent également de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° donner procuration en application de l'article L4132-1, § 1^{er}, en l'absence des conditions requises à cet effet;

2° ayant donné procuration, laisser voter son porteur de procuration malgré l'absence, au moment du vote, des conditions prévues à l'article L4132-1, § 1^{er};

3° voter sciemment au nom de son mandant alors que celui-ci était décédé, ou alors qu'il était possible au mandant d'exercer lui-même son droit de vote;

4° accepter ou donner plusieurs mandats en application de l'article L4132-1, § 1^{er}.

§ 2. Toute personne coupable de ces délits est punie d'une amende de 26 à 1 000 euros. ».

Art. 347. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-16 rédigé comme suit :

« Art. L4168-16. § 1^{er}. Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter dans un local de vote en violation des articles L4122-1, § 2, et L4124-1, § 5, alinéa 2;

2° voter successivement, le même jour, dans deux ou plusieurs locaux de vote de la même commune ou dans des communes différentes, fût-il inscrit sur les registres électoraux de ces différents communes ou locaux.

§ 2. Toute personne coupable de ces délits est punie d'un emprisonnement de huit à quinze jours ou d'une amende de 26 à 200 euros. ».

Art. 348. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-17 rédigé comme suit :

« Art. L4168-17. Ceux qui, par attroupement, violences ou menaces, empêchent un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits politiques, sont punis d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de 26 à 1 000 euros. ».

Art. 349. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-18 rédigé comme suit :

« Art. L4168-18. Quiconque engage, réunit ou aposte des individus, même non armés, de manière à intimider les électeurs ou à troubler l'ordre, est puni d'un emprisonnement de quinze jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 euros.

Ceux qui font sciemment partie de bandes ou groupes ainsi organisés sont punis d'un emprisonnement de huit à quinze jours et d'une amende de 26 à 200 euros. ».

Art. 350. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-19 rédigé comme suit :

« Art. L4168-19. Toute irruption dans un bâtiment électoral, consommée ou tentée avec violence, en vue d'entraver les opérations électorales, est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 200 à 2 000 euros.

Si les coupables sont porteurs d'armes, ils sont condamnés à un emprisonnement d'un à trois ans et à une amende de 500 à 3 000 euros. ».

Art. 351. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-20 rédigé comme suit :

« Art. L4168-20. Les membres d'une section électorale qui, pendant le scrutin, se rendent coupables d'outrages ou de violences, soit envers le bureau, soit envers l'un de ses membres, soit envers l'un des témoins, ou qui, par voies de fait ou menaces, retardent ou empêchent les opérations électorales, sont punis d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de 100 à 1 000 euros.

Si les coupables sont porteurs d'armes, ils sont condamnés à un emprisonnement de trois mois à deux ans. ».

Art. 352. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-21 rédigé comme suit :

« Art. L4168-21. Si, à l'occasion des faits décrits aux articles L4168-18 à L4168-20, le scrutin a été violé, le maximum des peines visées à ces articles est prononcé et elles peuvent être doublées.

Si les coupables sont porteurs d'armes, ils sont condamnés à la réclusion de cinq à dix ans et à une amende de 3 000 à 5 000 euros.

Si ces faits sont commis par des bandes ou des groupes organisés comme l'énonce L4168-18, ceux qui engagent, réunissent ou apostent les individus qui en font partie sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 1 000 euros. ».

Art. 353. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-22 rédigé comme suit :

« Art. L4168-22. Sont punis comme auteurs ceux qui provoquent directement à commettre les faits prévus par les articles L4168-18 à L4168-20, soit par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, soit par des discours tenus ou des cris proférés dans des réunions ou des lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés ou non, et vendus ou distribués.

Si les provocations ne sont suivies d'aucun effet, leurs auteurs sont punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 50 à 500 euros. ».

Art. 354. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-23 rédigé comme suit :

« Art. L4168-23. Toute personne ayant introduit un recours au sens des articles L4146-6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et L4146-20, qui s'avère non fondé et pour lequel l'intention de nuire est établie, est punie d'une amende de 50 à 500 euros. ».

Art. 355. Dans le même chapitre VIII, il est inséré un article L4168-24 rédigé comme suit :

« Art. L4168-24. Dans le cas visé à l'article L4141-2, § 4, toute violation du secret est sanctionnée conformément à l'article 458 du Code pénal. ».

Art. 356. Dans le même Code, l'annexe 3, remplacée par le décret du 25 janvier 2018, les mots « Arrondissements administratifs de Tournai et de Mouscron » sont remplacés par les mots « Arrondissement administratif de Tournai-Mouscron ».

Art. 357. La loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 août 2006, est abrogée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 1^{er} juin 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2022-2023.*

Documents du Parlement wallon, 1270 (2022-2023) N^os 1 à 1^{ter} à 11.

Compte rendu intégral, séance plénière du 31 mai 2023.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/44743]

1. JUNI 2023 — Dekret zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzwahlen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel L2212-6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, abgeändert durch die Dekrete vom 13. Oktober 2011 und vom 25. Januar 2018, wird Absatz 4 gestrichen.

Art. 2 - In Artikel L2212-13 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 16. Mai 2013 und dessen gegenwärtiger Text den Paragraf 1 bilden wird, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "am zweiten Freitag nach dem Wahltag um 14 Uhr" durch die Wortfolge "am ersten Freitag des Monats Dezember nach den Wahlen" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "erwähnte Freitag" durch die Wortfolge "erwähnte erste Freitag" ersetzt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge "der Prüfung der Mandate und nach" gestrichen; 4° der Artikel wird um die Paragrafen 2 und 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 2. Der Gewählte, der am Tag seiner Einsetzung die Wählbarkeitsbedingungen nicht erfüllt, kann nicht zur Eidesleistung aufgefordert werden.

Das Kollegium informiert den Rat und den Betroffenen. Dieser kann dem Kollegium innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen seine Verteidigungsgründe mitteilen. Der Rat nimmt das Fehlen der einen oder anderen Wählbarkeitsbedingung zur Kenntnis und leitet das Verfahren zur Ersetzung des betreffenden Mitglieds ein.

Gegen diesen Beschluss kann aufgrund von Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat Einspruch erhoben werden. Er wird innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht.

§ 3. Ist für das Ratsmitglied irgendeine der Wählbarkeitsbedingungen nicht mehr erfüllt, darf es sein Amt nicht weiter ausüben.

Das Kollegium informiert den Rat und den Betroffenen. Dieser kann dem Kollegium innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen seine Verteidigungsgründe mitteilen. Der Rat nimmt den Verlust der einen oder anderen Wählbarkeitsbedingung zur Kenntnis und stellt die Amtsaberkennung von Amts wegen fest. Er leitet das Verfahren zur Ersetzung des betreffenden Mitglieds ein.

Gegen diesen Beschluss kann aufgrund von Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat Einspruch erhoben werden. Er wird innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung auch ohne jeglicher Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiter aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus."

Art. 3 - In Artikel L2212-74 Paragraf 2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 26. April 2012, wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 4 - In Artikel L4111-1 Absatz 4 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 9. März 2017 wird das Wort "Wahlen" durch das Wort "Wahl" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel L4111-3 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "der durch den vorliegenden Kodex bestimmten Behörde zur Gültigkeitserklärung vorgelegt" durch die Wortfolge "von der durch den vorliegenden Kodex bestimmten Behörde für gültig erklärt" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel L4112-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 wird die Wortfolge "Als Wählerschaft gilt" durch die Wortfolge "Die Wählerschaft ist" ersetzt;

2° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "die in Artikel L4121-1, § 1 des Titels II des vorliegenden Kodex bestimmten Bedingungen" durch die Wortfolge "die in Artikel L4121-1 bestimmten Bedingungen" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel L4112-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 18. Juli 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Das Wählerregister führt alle Personen auf, die zur Wahl aufgerufen werden. Es enthält die Namen aller zugelassenen Wähler, die im Bevölkerungsregister oder gegebenenfalls im Fremdenregister der Gemeinde eingetragen sind, mit Ausnahme der Personen, die im Warteregister der Gemeinde eingetragen sind."

2° in Paragraf 4 wird die Wortfolge "für das ein spezifisches Abstimmungsregister, ein sogenanntes "Wahlregister"" durch die Wortfolge "für die ein besonderes Register, ein sogenanntes "Wahlregister"" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel L4112-3 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 9. März 2017, wird die Wortfolge "Personen, die für die Wahlen kandidieren, um gewählt zu werden, werden Kandidat genannt" durch die Wortfolge "Ein Kandidat ist eine Person, die für die Wahlen kandidiert, um gewählt zu werden" ersetzt".

Art. 9 - In Artikel L4112-4 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "on entend par parti politique" durch die Wortfolge "un parti politique est" ersetzt;

2° Paragraf 2 Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Eine einzige Liste ist eine Kandidatenliste im Sinne von Absatz 1, die keiner anderen Liste gegenüber steht."

Art. 10 - Artikel L4112-5 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4112-5 - Die Listen werden durch ein Kürzel gekennzeichnet, das auf den Stimmzetteln über den von ihm bestimmten Listen steht.

Das Kürzel besteht aus den Anfangsbuchstaben entweder aller Wörter oder eines Teils der Wörter, die die Bezeichnung der Kandidatenliste bilden. Es kann auch ein Akronym sein. Es besteht aus höchstens fünfundzwanzig Zeichen. Es kann aus Buchstaben, Zahlen oder Zeichen bestehen."

Art. 11 - Artikel L4112-6 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4112-6 - Die Mitgliedschaft ist der Vorgang, durch den eine Kandidatenliste erklärt, das Kürzel sowie die Ordnungsnummer, das bzw. die der politischen Partei bei der regionalen oder provinziellen Auslosung zugewiesen wurde, verwenden zu wollen."

Art. 12 - In Artikel L4112-8 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Als Wahlzentrum gilt" durch die Wortfolge "Ein Wahlzentrum ist " ersetzt;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge "Als Zählzentrum gilt" durch die Wortfolge "Ein Zählzentrum ist" ersetzt.

Art. 13 - Artikel L4112-10 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4112-10 - Die Wahlkampagne ist die Gesamtheit der politischen Tätigkeiten, insbesondere Treffen, Versammlungen, Reden, Verteilen von Flugblättern, Paraden sowie die Nutzung der Medien, um die Wählerschaft über die Politik und die Programme eines Kandidaten, einer Liste oder einer politischen Partei zu informieren, mit dem Ziel, Stimmen zu gewinnen.

Die Wahlkampagne endet am Tag vor dem Wahltag um zweiundzwanzig Uhr. Die Kandidaten, Listen und politischen Parteien können jedoch bis einschließlich zum Wahltag Mitteilungen über jedes Mittel der öffentlichen Kommunikation auf elektronischem Wege verbreiten oder verbreiten lassen."

Art. 14 - In Artikel L4112-11 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "und die Gesetzgebung in Sachen Wahlausgaben" gestrichen.

Art. 15 - Artikel L4112-12 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4112-12 - Wahlausgaben sind die in Artikel L4131-12 genannten Ausgaben."

Art. 16 - In Artikel L4112-13 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "Als "regionale Kontrollkommission" wird die regionale Kontrollkommission bezeichnet" durch die Wortfolge "Die regionale Kontrollkommission ist die Instanz" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel L4112-14 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 18. April 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "Als Wahloperator gilt" durch die Wortfolge "Ein Wahloperator ist" ersetzt; 2° in Paragraph 2 wird Ziffer 4 durch Folgendes ersetzt:

"4° Der Bürgermeister oder dessen Beauftragter;";

3° in demselben Paragraphen wird Ziffer 9 durch Folgendes ersetzt:

"9° Der Vorsitzende eines Wahlvorstands;";

4° in demselben Paragraphen wird unter Ziffer 11 die Wortfolge "Artikel L4211-6 § 1" durch die Wortfolge "Artikel L4141-2;" ersetzt;

5° derselbe Paragraph wird um eine Ziffer 13 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"13° Der Rat für Lokalwahlen.";

6° in Paragraph 3 Ziffer 1 wird in der französischen Fassung das Wort "mandataire" durch die Wortfolge "porteur de procuration" ersetzt.

Art. 18 - In Artikel L4112-16 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Wahlvorschläge oder die Kandidaturanmeldung sind das Verfahren, bei dem sich ein Kandidat oder eine Kandidatenliste zu einem bestimmten Zeitpunkt registrieren lässt, um an einer bestimmten Wahl teilzunehmen"; 2° Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Hinterleger ist die Person, die, ohne notwendigerweise die Eigenschaft eines Kandidaten zu haben, bevollmächtigt ist, die Vorschlagsurkunde im Namen eines Kandidaten oder einer Kandidatenliste einzureichen.".

Art. 19 - Artikel L4112-17 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4112-17 - Ein Wahldokument ist jedes offizielle Dokument, das im Rahmen von Lokalwahlen von Wählern, Kandidaten und Wahlhelfern verwendet wird.

Die Wahlaufforderung ist das Dokument, das der Wähler in den Tagen vor der Wahl erhält und das insbesondere den Tag und das Lokal, an bzw. in dem der Wähler wählen muss, sowie die Öffnungs- und Schließungszeiten der Wahlvorstände nennt.

Die Vollmacht ist das Dokument, durch das innerhalb der im vorliegenden Kodex festgelegten Grenzen der Wähler, der dies wünscht, der Vollmachtgeber, einen anderen Wähler, den Bevollmächtigten, ermächtigen kann, in seinem Namen und Auftrag zu wählen.".

Art. 20 - In Artikel L4112-18 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 4 wird die Wortfolge "wird als beschädigt betrachtet" durch die Wortfolge "ist beschädigt" ersetzt;

2° Paragraph 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 5. Strittige Stimmzettel sind die Stimmzettel, die von den Mitgliedern des Zählbürovorstands aus der Urne entfernt wurden und die von ihnen eine kollegiale Entscheidung erfordern, um diese Stimmzettel als gültig oder ungültig einzustufen.".

Art. 21 - In Artikel L4112-20 Paragraph 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "Als Sitze gelten" wird durch die Wörter "Sitze sind" ersetzt;

2° das Wort "bezeichneten" wird durch die Wortfolge "als gewählt erklärten" ersetzt.

Art. 22 - In Artikel L4112-21 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "Als inoffizielles Ergebnis gilt" durch die Wortfolge "Das inoffizielle Ergebnis ist" ersetzt;

2° der Artikel wird um den Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Das endgültige Ergebnis ist das Ergebnis der Wahl, wenn diese gemäß Kapitel VI des Titels IV des vorliegenden Buches für gültig erklärt wird.".

Art. 23 - Artikel L4112-22 Paragraph 2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Verbundene Listen sind zwei oder mehr Kandidatenlisten, die jeweils in getrennten Wahldistrikten innerhalb desselben Verwaltungsbezirks gemäß den in Artikel L4142-34 festgelegten Modalitäten antreten.".

Art. 24 - In Artikel L4112-23 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im einleitenden Satz wird die Wortfolge "Im Rahmen des Wahlverfahrens gilt als Gewalt, die" durch die Wortfolge "Im Rahmen des Wahlverfahrens ist Gewalt die" ersetzt;

2° in Ziffer 3 wird die Wortfolge "zum Wahl- oder Zählbüro oder zu einem Wahlvorstand" durch die Wortfolge "zu einem Wahlvorstand" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel L4112-24 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "Als Verstoß gegen das Wahlrecht gilt" durch die Wortfolge "Der Verstoß gegen das Wahlrecht ist" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel L4112-25 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Als aktive Wahlkorruption gilt" durch die Wortfolge "Aktive Wahlkorruption ist" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "Als passive Wahlkorruption gilt" durch die Wortfolge "Passive Wahlkorruption ist" ersetzt.

Art. 27 - In Artikel L4112-26 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der einleitende Satz wird durch Folgendes ersetzt:

"Wahlbetrug ist die Tatsache:";

2° in Ziffer 1 wird das Wort "Wahlregister" durch das Wort "Wahldokument" ersetzt.

Art. 28 - In Artikel L4112-27 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "Als Stimmenfang gilt" durch die Wortfolge "Der Stimmenfang ist" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel L4112-28 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "Als Verstoss gegen das Wahlgeheimnis gilt" durch die Wortfolge "Der Verstoß gegen das Wahlgeheimnis ist" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel L4121-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1, dessen gegenwärtiger Text einen einzigen Paragraphen bilden wird, werden die Wörter "31. Juli" jedes Mal durch die Wörter "1. August" ersetzt; 2° die Paragraphen 2, 3 und 4 werden gestrichen.

Art. 31 - In Artikel L4121-3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° wer eine geschützte Person ist, die gemäß Artikel 492/1 des Zivilgesetzbuches und in Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 5. Mai 2014 über die Internierung von Personen ausdrücklich als unfähig zur Ausübung ihrer politischen Rechte erklärt wurde.";

2° er wird durch einen Paragraphen 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 7. Der Zweck der Verarbeitung der in Paragraph 2 Absatz 2 genannten personenbezogenen Daten ist es, dem Gemeindegremium die Erstellung des Wählerregisters und dessen Aktualisierung zu ermöglichen."

Art. 32 - Im vierten Teil Buch I Titel II desselben Kodex wird der derzeitige Inhalt von Kapitel II mit dem Titel "Register der Wähler", das die Artikel L4122-1 bis L4122-35 umfasst, gemäß Artikel 33 bis 69 ersetzt.

Art. 33 - Im vierten Teil Buch I Titel II Kapitel II desselben Kodex wird ein Abschnitt 1 mit dem Titel "Aufstellung des Wählerregisters" eingefügt.

Art. 34 - In Abschnitt 1 wird ein Artikel L4122-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-1 - § 1. Am 1. August des Jahres, im Laufe dessen die ordentliche Erneuerung der Gemeinderäte stattfindet, erstellt das Gemeindegremium das an diesem Datum aktualisierte Wählerregister. Für diesen Vorgang beauftragt das Gemeindegremium den Föderalen Öffentlichen Dienst Inneres, ihm kostenlos die Daten der in Paragraph 2 genannten Personen zu übermitteln. Die vom Föderalen Öffentlichen Dienst Inneres übermittelten Daten werden vernichtet, sobald die Wahl für gültig erklärt oder annulliert wurde.

§ 2. Das Register enthält:

1° die Gesamtheit der Personen, die die in Artikel L4121-1 genannten Wahlberechtigungsbedingungen erfüllen;

2° die Personen, die zwischen dem 1. August und dem Wahltag einschließlich das achtzehnte Lebensjahr erreicht haben;

3° die Personen, die zwischen dem 1. August und dem Wahltag einschließlich nicht mehr von ihrem Wahlrecht ausgeschlossen sind.

§ 3. Das Wählerregister gibt den Namen, die Vornamen, das Geburtsdatum, das Geschlecht, den Hauptwohrtort und die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen an.

Für die Personen, die aufgrund von Artikel *1bis* oder von Artikel *1ter* des Gemeindegewahlgesetzes vom 4. August 1932 als Wähler zugelassen worden sind, wird im Wählerregister ihre Staatsangehörigkeit vermerkt. Außerdem sind die Felder, die sich auf diese Wähler beziehen, blau gefärbt.

§ 4. Die Zwecke des Wählerregisters sind folgende:

1° alle Personen, die den Status eines Wählers besitzen, auflisten und eindeutig identifizieren, um sie zu den Wahlen einzuberufen;

2° die in Artikel L4122-6 Paragraph 1 Absatz 1 genannten Verzeichnisse erstellen können und somit die Ernennung der Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählvorstände sowie die Ernennung des Vorsitzenden des Gemeindevorstands in dem in Artikel L4125-3 Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Fall ermöglichen;

3° die Ausstellung von Exemplaren des Wählerregisters an Parteien, Listen und Kandidaten ermöglichen, um ihnen die Durchführung von Wahlwerbung zu ermöglichen;

4° die Abstimmungsregister erstellen und es den Mitgliedern der Wahlvorstände ermöglichen, einerseits zu überprüfen, dass nur Wähler ihre Stimme abgeben, und andererseits, dass sie nur ein einziges Mal ihre Stimme abgeben;

5° doppelte Kandidaturen gemäß Artikel L4142-17 kontrollieren;

6° überprüfen, ob die Kandidatenlisten die Anforderungen des Artikels L4142-7 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 erfüllen;

7° überprüfen, dass von den nicht belgischen Wählern, die für die Gemeindegewahlen kandidieren, nur diejenigen kandidieren, die die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaates der Europäischen Union besitzen;

8° im Rahmen der administrativen Untersuchung verwendet werden können, wenn ein Einspruch gegen die Wahl eingelegt wird;

9° im Fall von gerichtlichen Ermittlungen oder Untersuchungen verwendet werden können."

Art. 35 - In denselben Abschnitt 1 wird ein Artikel L4122-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-2 - § 1. Das Wählerregister wird gemäß einer durchlaufenden Nummerierung pro Gemeinde und gegebenenfalls pro Gemeindesektion erstellt. Das Gemeindegremium lädt die im Bevölkerungsregister an derselben Anschrift eingetragenen Personen in dasselbe Wahlzentrum zur Wahl ein.

In Gemeinden, in denen Sektorenwahlen organisiert werden, wird das erwähnte Register durch die Gemeinde auf der Grundlage einer Aufteilung nach den Sektoren erstellt.

§ 2. Sobald das Register eingerichtet ist, veröffentlicht das Gemeindegremium eine Bekanntmachung sowohl auf den Anschlagbrettern der Gemeinden als auch auf seiner Internetseite. In der Bekanntmachung werden die Öffnungszeiten der Gemeindeverwaltung angegeben und das in den Artikeln L4122-10 bis L4122-12 vorgesehene Beschwerde- und Einspruchsverfahren wiedergegeben.

Sobald die Bekanntmachung veröffentlicht ist, darf jede Person überprüfen, ob sie selbst oder sonst irgendjemand auf dem Register steht, beziehungsweise richtig eingetragen ist. Jegliche Person, die der Meinung ist, dass sie unberechtigtweise eingetragen, ausgelassen oder aus der Wählerliste gestrichen worden ist oder für die die vorgeschriebenen Angaben in der Liste falsch angegeben sind, kann bis zum zwölften Tag vor dem Wahltag Beschwerde beim Gemeindegremium gemäß den Modalitäten der Artikel L4122-10 und folgende einlegen.

Art. 36 - In denselben Abschnitt 1 wird ein Artikel L4122-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-3 - Das Gemeindegremium kann einem Leistungserbringer die Herstellung der Wählerregister und der Abstimmungsregister anvertrauen.

Das Drucken und die Verbreitung des Wählerregisters und der Abstimmungsregister erfolgen unter der Überwachung des Gemeindegremiums. Dieses bleibt uneingeschränkt verantwortlich für die Genauigkeit und die richtige Verbreitung dieser Register."

Art. 37 - Im vierten Teil Buch I Titel II Kapitel II desselben Kodex wird ein Abschnitt 2 mit dem Titel "Kontrolle und Aktualisierung des Wählerregisters" eingefügt.

Art. 38 - In Abschnitt 2 wird ein Unterabschnitt 1 mit dem Titel "Kontrolle des Wählerregisters" eingefügt.

Art. 39 - In Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4122-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-4 - § 1. Sobald das Wählerregister erstellt ist, übermittelt die Gemeinde eine Version ihres Registers an die Regierung und den Provinzgouverneur.

§ 2. Nach Erhalt der Gesamtheit der Register kontrolliert die Regierung die Register, um zu überprüfen, ob Wähler aus irgendeinem Grund in mehreren Registern enthalten sind.

Wenn ein Wähler in mehreren Registern aufgeführt ist, setzt sich die Regierung mit den betroffenen Gemeinden in Verbindung. Diese stimmen sich ab und nehmen unverzüglich die notwendigen Berichtigungen vor.

Wenn das Gemeindegremium einen Wähler aus seinem Register streicht, benachrichtigt es den betroffenen Wähler darüber und informiert ihn über den in den Artikeln L4122-10 und folgende vorgesehenen Einspruch.

Die betroffenen Gemeinden übermitteln die berichtigte Version ihres Registers an die Regierung und den Provinzgouverneur.

§ 3. Nachdem der Gouverneur alle Register der Gemeinden seines Zuständigkeitsbereichs erhalten hat, validiert er jedes Register mittels seiner elektronischen Unterschrift.

Der Gouverneur oder der von ihm bestimmte Beamte übermittelt der betreffenden Gemeinde sowie der Regierung unverzüglich ein bestätigtes Exemplar des Registers.

§ 4. Die Zwecke der in den Paragraphen 1 bis 3 genannten Vorgänge sind die Kontrolle und die Validierung des Wählerregisters.

Die Vorgänge zur Überprüfung des Wählerregisters dienen dazu, die Richtigkeit der Eintragungen im Wählerregister zu überprüfen und letztlich sicherzustellen, dass ein und derselbe Wähler nicht mehr als einmal wählen kann.

Die Vorgänge zur Bestätigung des Wählerregisters dienen dazu, die Richtigkeit der Eintragungen im Wählerregister vor der Durchführung der in Artikel L4123-1 genannten Sektionsvorgänge zu bescheinigen. ».

Art. 40 - In Abschnitt 2 wird ein Unterabschnitt 2 mit dem Titel "Aktualisierung des Wählerregisters" eingefügt.

Art. 41 - In den Unterabschnitt 2 wird ein Artikel L4122-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-5 - § 1. Aus dem Wählerregister werden gestrichen:

1° die Wähler, die zwischen dem Datum, an dem das Wählerregister beschlossen wird, und dem Wahltag Gegenstand einer Streichung aus dem Bevölkerungsregister sind;

2° die Wähler, die in demselben Zeitraum die belgische Staatsangehörigkeit verlieren, aber weiterhin im Bevölkerungsregister einer wallonischen Gemeinde eingetragen sind;

3° die Wähler, die innerhalb desselben Zeitraums Gegenstand einer Verurteilung oder einer Entscheidung sind, die entweder den Ausschluss vom Wahlrecht oder die Aussetzung dieses Rechts zur Folge hat;

4° die Personen, die in demselben Zeitraum aufgrund eines Entscheids des Appellationshofs oder eines Beschlusses des Gemeindegremiums nicht mehr als Wähler aufgenommen werden.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Personen können wieder in das Wählerregister eingetragen werden, indem sie einen Einspruch gemäß Artikel L4122-10 und folgende einlegen oder indem sie dem Gemeindegremium ein beweiskräftiges Dokument vorlegen, das ihre sofortige Wiedereintragung in das Register ermöglicht.

§ 2. Dem Wählerregister werden hinzugefügt:

1° die Personen, die aufgrund eines Entscheids des Appellationshofs oder eines Beschlusses des Gemeindegremiums als Gemeinderats-, Provinz- oder Sektorwähler wieder aufgenommen werden, und zwar bis zum Tag vor der Wahl;

2° die Personen, die spätestens am Tag der Wahl die belgische Staatsangehörigkeit erwerben und die die in Artikel L4121-1 Ziffer 2, 3 und 4 genannten Wahlbedingungen erfüllen."

Art. 42 - Im vierten Teil Buch I Titel II Kapitel II desselben Kodex, ersetzt durch Artikel 32, wird ein Abschnitt 3 mit dem Titel "Verwendung des Wählerregisters" eingefügt.

Art. 43 - In den Abschnitt 3 wird ein Artikel L4122-6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-6. § 1. Das Gemeindekollegium erstellt anhand des Wählerregisters zwei Verzeichnisse:

- 1° das erste enthält die Wähler, die als Vorsitzender eines Wahl- oder Zählbüros eingesetzt werden können;
- 2° das zweite enthält die Wähler, die als Beisitzer oder Ersatzbeisitzer eines Wahl- oder Zählbüros ernannt werden können.

Wenn das Gemeindekollegium beschließt, die Funktion des Beisitzers in den Wahl- und Zählbüros ehrenamtlich zu besetzen, erstellt es außerdem eine Liste der Wähler, die sich freiwillig für diese Aufgabe gemeldet haben.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 genannte Aufstellung enthält mindestens fünfzehn Namen pro Büro. Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Aufstellung enthält mindestens zwanzig Namen pro Büro.

Die öffentlichen Behörden, die Bedienstete beschäftigen, die ein Diplom besitzen, das den Zugang zu einer Stelle des Niveaus A oder B im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht, teilen den Gemeindeverwaltungen, in denen die Bediensteten ihren Hauptwohnsitz haben, den Namen, die Vornamen, die Anschrift des Hauptwohnsitzes, die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen und das Niveau des Diploms ihrer Bediensteten mit. Der Zweck dieser Mitteilung ist es, dem Gemeindekollegium zu ermöglichen, die in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnte Aufstellung zum Zwecke der gemäß Artikel L4125-5 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 1 und 2, Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 vorzunehmenden Bestimmung sowie, was nur die Bediensteten der Stufe A betrifft, gemäß Artikel L4125-3 Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 4 zu erstellen.

Die öffentlichen Behörden, die Bedienstete beschäftigen, die ein Diplom besitzen, das Zugang zu einer Stelle des Niveaus C oder D im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht, teilen den Gemeindeverwaltungen, in denen die Bediensteten ihren Hauptwohnsitz haben, den Namen, die Vornamen, die Anschrift des Hauptwohnsitzes, die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen und das Niveau des Diploms ihrer Bediensteten mit. Der Zweck dieser Mitteilung ist es, dem Gemeindekollegium zu ermöglichen, die in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Aufstellung zum Zwecke der gemäß Artikel L4125-5 Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 3 und 4 vorzunehmenden Bestimmungen zu erstellen.

Die in den Absätzen 4 und 5 genannten öffentlichen Behörden sind die Wallonische Region, die Föderalbehörde, die Französische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Provinzen, die Gemeinden, die öffentlichen Sozialhilfezentren, die Interkommunalen, die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die unter das Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses fallen oder nicht.

§ 2. Die in Paragraf 1 Absatz 1 genannten Verzeichnisse sowie gegebenenfalls die in Paragraf 1 Absatz 2 genannte Liste werden dem Vorsitzenden des Gemeindevorstands bis spätestens zum 10. September übermittelt. Der Vorsitzende des Gemeindevorstands leitet sie gemäß Artikel L4125-5 Paragraf 4 an den Vorsitzenden des Kantonsvorstands weiter.

§ 3. Die Regierung legt das Muster des Antrags fest, wodurch der Wähler für das Amt eines Beisitzers in einem Wahl- oder Zählbüro kandidieren kann. Die Verwendung dieses Formulars ist obligatorisch und schließt jedes andere Formular aus. Es wird kostenlos bei der Gemeindeverwaltung ausgehändigt."

Art. 44 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L4122-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-7 - § 1. Ab der Bestätigung des Wählerregisters durch den Provinzgouverneur gemäß Artikel L4122-4 und bis zu sieben Tage nach diesem Datum kann jede politische Partei, die über eine regionale oder provinzielle laufende Nummer verfügt, einen Antrag an die Regierung oder ihren Beauftragten richten, um über ein Exemplar des Wählerregisters zu verfügen.

Zum Zeitpunkt des Antrags verpflichtet die politische Partei sich zu Folgendem:

- 1° bei den Gemeinde- oder Provinzwahlen zu kandidieren;
- 2° eine laufende Nummer nach der regionalen oder provinziellen Auslosung zu erhalten;
- 3° die demokratischen Grundsätze, die in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeder anderen Form von Völkermord festgelegt sind, sowie die von der Verfassung garantierten Rechte und Freiheiten zu achten;
- 4° die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG, einzuhalten;
- 5° das Gesetz vom 30. Juli 2018 über den Schutz natürlicher Personen hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten einzuhalten.

Der Zweck der Ausstellung von Exemplaren des Wählerregisters besteht darin, den Kandidaten die Durchführung von Wahlwerbung zu ermöglichen.

§ 2. Die Regierung legt das Muster des Antrags fest.

§ 3. Die Ausstellung erfolgt auf einem Träger, dessen Format von der Regierung festgelegt wird.

Sie erfolgt ab dem Zeitpunkt der Bestätigung des Registers durch den Provinzgouverneur gemäß Artikel L4122-4 und bis zu sieben Tage nach diesem Zeitpunkt.

§ 4. Die politische Partei verteilt die erhaltenen Exemplare an die an sie angeschlossenen Listen. Wenn die angeschlossene Liste keine Kandidaten stellt, dürfen diese das Register nicht mehr verwenden, auch nicht zu Wahlzwecken, unter Androhung der in Artikel L4162-4 vorgesehenen strafrechtlichen Sanktionen.

Ein Exemplar, das an eine angeschlossene Liste ausgegeben wird, kommt allen Kandidaten der Liste zugute. Wenn einer von ihnen später von der Kandidatenliste gestrichen wird, darf er das Register nicht mehr verwenden, auch nicht zu Wahlzwecken, unter Androhung der in Artikel L4162-4 vorgesehenen strafrechtlichen Sanktionen.

Die Kandidaten dürfen die erhaltenen Exemplare nicht an Dritte weitergeben.

Die gemäß dem vorliegenden Artikel ausgestellten Exemplare dürfen nur zu Wahlzwecken und nur während des Zeitraums zwischen dem Datum der Ausstellung des Registers und dem Datum der Wahl verwendet werden, unter Androhung der in Artikel L4162-4 vorgesehenen strafrechtlichen Sanktionen.

§ 5. Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare des Registers enthalten keinen Verweis auf die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen."

Art. 45 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L4122-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-8 - § 1. Ab der Bestätigung des Wählerregisters durch den Provinzgouverneur gemäß Artikel L4122-4 kann der Hinterleger einer Kandidatenliste, der nicht über eine regionale oder provinzielle laufende Nummer verfügt, im Namen der Kandidatenliste, die er vertritt, einen Antrag an das Gemeindekollegium stellen, um über ein Exemplar des Wählerregisters zu verfügen.

Zum Zeitpunkt des Antrags verpflichtet sich der Hinterleger dazu, dass die Kandidaten:

1° bei den Gemeinde- oder Provinzwahlen kandidieren;

2° die demokratischen Grundsätze einhalten, die in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten beachten;

3° die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG, einhalten;

4° das Gesetz vom 30. Juli 2018 über den Schutz natürlicher Personen hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten einhalten.

Das Ziel der Ausstellung von Exemplaren des Wählerregisters ist es, den Kandidaten die Durchführung von Wahlwerbung zu ermöglichen.

§ 2. Die Regierung legt das Muster des Antrags fest.

§ 3. Die Ausstellung erfolgt auf einem Träger, dessen Format durch die Regierung festgelegt wird.

§ 4. Das Gemeindekollegium stellt dem Hinterleger das Exemplar des Registers aus.

Bei der Aushändigung vergewissert sich das Gemeindekollegium, dass der Hinterleger die Eigenschaft des Hinterlegers besitzt.

§ 5. Das vom Gemeindekollegium an den Hinterleger ausgehändigte Exemplar kommt allen Kandidaten der Liste zugute.

Wenn die Liste keine Kandidaten für die Gemeinde- oder Provinzwahlen stellt, dürfen die Kandidaten keinen Gebrauch mehr von dem Register machen, auch nicht zu Wahlzwecken, unter Androhung der in Artikel L4162-4 vorgesehenen strafrechtlichen Sanktionen.

Wenn einer der Kandidaten der Liste nachträglich aus der Liste gestrichen wird, darf er nicht mehr vom Wählerregister Gebrauch machen, auch nicht zu Wahlzwecken, unter Androhung der in Artikel L4162-4 vorgesehenen strafrechtlichen Sanktionen.

Die Kandidaten dürfen die erhaltenen Exemplare nicht an Dritte weitergeben.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgehändigten Exemplare dürfen nur zu Wahlzwecken und nur während des Zeitraums zwischen dem Datum der Aushändigung des Registers und dem Datum der Wahl ausgehändigt werden, unter Androhung der in Artikel L4162-4 vorgesehenen strafrechtlichen Sanktionen.

§ 6. Das Gemeindekollegium darf unter Androhung der in Artikel L4162-4 vorgesehenen strafrechtlichen Sanktionen keine Exemplare des Wählerregisters an andere Personen als diejenigen, die es beantragt haben, ausstellen.

§ 7. Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare des Registers führen nicht die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen an."

Art. 46 - In denselben Abschnitt 3 wird ein Artikel L4122-9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-9 - Ab der Bestätigung des Wählerregisters durch den Provinzgouverneur gemäß Artikel L4122-4 kann die Gemeindeverwaltung dem unterzeichnenden Wähler, dem aufgestellten Kandidaten oder dem Hinterleger auf ausdrücklichen und begründeten Antrag das in Artikel L41424 Paragraph 6 Absatz 1 Ziffer 10 genannte Zertifikat ausstellen."

Art. 47 - Im vierten Teil Buch I Titel II Kapitel II desselben Kodex, ersetzt durch Artikel 32, wird ein Abschnitt 4 mit dem Titel "Einspruch gegen das Wählerregister" eingefügt.

Art. 48 - In Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-10 - Ab dem Datum, an dem das Wählerregister abgeschlossen ist, kann jede Person, die der Auffassung ist, dass sie unberechtigterweise im Wählerregister eingetragen, aus letzterem ausgelassen oder gestrichen wurde oder für die die in Artikel L4122-1 Paragraph 3 vorgeschriebenen Angaben unrichtig in diesem Register angegeben sind, bis zum zwölften Tag vor dem Wahltag Beschwerde beim Gemeindekollegium einlegen. ».

Art. 49 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-11 - Ab dem Datum, an dem das Wählerregister abgeschlossen ist, kann jede die Wahlberechtigungsbedingungen erfüllende Person im Wahlkreis, in dem die Gemeinde gelegen ist, in der sie in dem Wählerregister eingetragen ist, bis zum zwölften Tag vor dem Wahltag gegen Eintragungen, Streichungen oder Auslassungen von Namen auf diesem Register oder gegen jegliche Unrichtigkeit in den in Artikel L4122-1 Paragraph 3 vorgeschriebenen Angaben Beschwerde beim Gemeindekollegium einlegen. ».

Art. 50 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-12 - Die in Artikel L4122-10 oder L4122-11 genannte Beschwerde wird per Antrag eingereicht. Die Beschwerde und alle Belege, die der Antragsteller verwenden möchte, werden gegen Empfangsbescheinigung beim Gemeindesekretariat eingereicht oder per Einschreibesendung an das Gemeindekollegium gerichtet.

Der Beamte, der die Beschwerde entgegennimmt, trägt sie am Empfangstag in ein Sonderregister ein und stellt eine Empfangsbescheinigung über die Beschwerde aus. Er legt für jede Beschwerde eine Akte an, er nummeriert und paraphiert die hinterlegten Belege und er trägt sie mit ihrer laufenden Nummer in das jeder Akte beigefügte Inhaltsverzeichnis ein."

Art. 51 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-13 - Wenn der Betreffende erklärt, er sei zu schreiben außerstande, kann die Beschwerde mündlich erfolgen. Die Beschwerde wird vom Generaldirektor oder dessen Beauftragten erhalten.

Der Beamte, der die Beschwerde entgegennimmt, verfasst auf der Stelle darüber ein Protokoll, in dem er feststellt, dass der Betreffende ihm erklärt hat, er sei zu schreiben außerstande.

In diesem Protokoll sind die von dem Betreffenden geltend gemachten Beschwerdegründe aufzuführen. Der Beamte datiert und unterzeichnet dieses Protokoll, und nach Vorlesung händigt er dem Betroffenen eine Kopie davon aus.

Danach erledigt der Beamte die im Artikel L412212 Absatz 2 vorgesehenen Formalitäten."

Art. 52 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-14 - Die Gemeindeverwaltung fügt der Akte kostenfrei folgende Unterlagen bei:

1° eine Abschrift oder einen Auszug der sämtlichen in ihrem Besitz befindlichen amtlichen Unterlagen, auf die der Antragsteller sich beruft, um eine Abänderung des Wählerregisters zu begründen;

2° alle in ihrem Besitz befindlichen amtlichen Unterlagen, die zur Bekräftigung der vom Betreffenden geltend gemachten Beschwerdegründe dienen können, die in dem in Artikel L412213 vorgesehenen Protokoll aufgenommen sind."

Art. 53 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-15 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-15 - Im Beschwerdenverzeichnis werden Ort, Tag und Uhrzeit der Sitzung angegeben, während deren die Sache behandelt wird.

Dieses Verzeichnis wird mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung im Gemeindesekretariat ausgehängt, wo jeder es einsehen und kopieren kann.

Die Gemeindeverwaltung notifiziert unverzüglich und mit allen Mitteln dem Antragsteller und gegebenenfalls jeder betroffenen Partei das Datum, an dem die Beschwerde untersucht wird.

In dieser Notifizierung wird ausdrücklich und wortwörtlich angegeben, dass gegen den zu treffenden Beschluss ausschließlich während der Sitzung Berufung eingelegt werden kann, gemäß Artikel L4122-18 Paragraph 1 Absatz 2 und 4. ».

Art. 54 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-16 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-16 - Während der in Artikel L4122-15 vorgesehenen Frist werden die Akte der Beschwerden und der in Artikel L4122-17 Absatz 2 erwähnte Bericht zur Verfügung der Parteien, ihrer Rechtsanwälte oder ihrer Bevollmächtigten gestellt.

Art. 55 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-17 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-17 - Das Gemeindegremium entscheidet innerhalb einer Frist von vier Tagen ab dem Datum des Einreichens der Beschwerde oder des in Artikel L4122-12 und L4122-13 erwähnten Protokolls und auf jeden Fall vor dem siebten Tag vor dem Wahltag über jede Beschwerde.

Es entscheidet in öffentlicher Sitzung auf der Grundlage des Berichts eines Mitgliedes des Kollegiums und nach Anhörung der Parteien, ihrer Rechtsanwälte oder Bevollmächtigten, falls sie erscheinen."

Art. 56 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-18 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-18 - § 1. Ein mit Gründen versehener Beschluss mit Angabe des Namens des Berichterstatters und der anwesenden Mitglieder wird getrennt für jeden einzelnen Fall gefasst. Er wird in ein Sonderregister eingetragen.

Der Vorsitzende des Kollegiums fordert die Parteien, ihre Rechtsanwälte oder Bevollmächtigten auf, in dem im Artikel L4122-17 erwähnten Register eine Berufungserklärung zu unterzeichnen, falls sie dies wünschen.

Es wird davon ausgegangen, dass nicht erschienene Parteien den vom Kollegium gefassten Beschluss annehmen.

In Ermangelung einer von den anwesenden oder vertretenen Parteien unterzeichneten Berufungserklärung ist der Beschluss des Kollegiums endgültig. Der endgültige Charakter des Beschlusses wird in dem in Absatz 1 erwähnten Sonderregister vermerkt, und ein Beschluss zur Abänderung des Wählerregisters wird sofort ausgeführt.

Der Beschluss des Kollegiums wird im Gemeindesekretariat hinterlegt, wo jeder ihn kostenlos einsehen kann.

Die Berufung gegen einen Beschluss des Kollegiums schiebt jede Abänderung des Wählerregisters auf.

§ 2. Das in Paragraph 1 Absatz 1 erwähnte Sonderregister der Beschwerden hat den Zweck, im Rahmen der administrativen Untersuchung der gegen die Wahl eingereichten Beschwerden gemäß Artikel L4146-6 Paragraph 1 Absatz 4 und Artikel L4146-23/1 verwendet werden zu können.

Die im Sonderregister der Beschwerden verzeichneten personenbezogenen Daten sind der Name, die Vornamen, die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen, das Alter, die Anschrift des Hauptwohnsitzes und die Staatsangehörigkeit der Beschwerdeführer. Diese Daten werden bis zum Ablauf der in Artikel L4161-1 festgelegten Verjährungsfrist aufbewahrt."

Art. 57 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-19 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-19 - Der Bürgermeister übersendet unverzüglich dem Appellationshof mit allen Mitteln eine Ausfertigung der Beschlüsse des Kollegiums, gegen die Berufung eingelegt worden ist, und alle Unterlagen, die die Streitfälle betreffen.

Die Parteien werden innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der Akte und auf jeden Fall vor dem Tag vor dem Wahltag aufgefordert, vor Gericht zu erscheinen. Sie können der für die Untersuchung der Sache bestimmten Kammer ihre Schlussanträge schriftlich zu übermitteln."

Art. 58 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-20 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-20 - Wenn der Gerichtshof eine Zeugenvernehmung anordnet, kann er einen Friedensrichter damit beauftragen."

Art. 59 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-21 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-21 - Erfolgt die Zeugenvernehmung vor dem Gerichtshof, informiert der Greffier die Parteien mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus über den festgelegten Tag und die zum Nachweis anstehenden Begebenheiten."

Art. 60 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-22 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-22 - Die Zeugen können freiwillig erscheinen, ohne ihren Anspruch auf Zeugengebühr zu verlieren. Sie erscheinen auf einfache Vorladung. Sie leisten den Eid wie bei Korrektionalverfahren.

Falls sie nicht erscheinen oder falsch aussagen, werden sie wie bei Korrektionalverfahren verfolgt und bestraft.

Nicht erscheinenden Zeugen angedrohte Strafen werden jedoch vom Gerichtshof oder vom Magistrat, der die Zeugenvernehmung durchführt, ohne Antrag der Staatsanwaltschaft angewandt."

Art. 61 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-23 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-23 - Bei Zeugenvernehmungen in Wahlangelegenheiten darf kein Zeuge in Anwendung des Artikels 937 des Gerichtsgesetzbuches zur Abgabe einer Erklärung aufgefordert werden.

Verwandte oder Verschwägte einer der Parteien bis zum dritten Grad einschließlich dürfen nicht als Zeuge vernommen werden."

Art. 62 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-24 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-24 - Die Verhandlungen vor dem Gerichtshof sind öffentlich."

Art. 63 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-25 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-25 - Bei der öffentlichen Sitzung erteilt der Kammerpräsident den Parteien, die sich von einem Rechtsanwalt beistehen und vertreten lassen können, das Wort.

Nach Anhörung der Stellungnahme des Generalprokurators entscheidet der Gerichtshof unverzüglich durch einen Entscheid, der nach den gesetzlich festgelegten Modalitäten veröffentlicht wird. Dieser Entscheid wird bei der Kanzlei des Gerichtshofs hinterlegt, wo die Parteien ihn kostenlos einsehen können.

Der Tenor des Entscheids wird unverzüglich und mit allen Mitteln dem Gemeindegremium, das den Beschluss, gegen den Berufung eingelegt worden ist, getroffen hat, und den anderen Parteien von der Staatsanwaltschaft notifiziert.

Die sofortige Ausführung des Entscheids, der eine Änderung des Wählerregisters zur Folge hat, ist gegeben."

Art. 64 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-26 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-26 - Der Gerichtshof entscheidet sowohl in Abwesenheit als in Anwesenheit der Parteien über die Berufung. Alle Entscheide des Gerichtshofes gelten als kontradiktorisch gefasste Entscheide und gegen sie kann kein Rechtsmittel eingelegt werden."

Art. 65 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-27 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-27 - Die von mehreren Antragstellern eingereichte Beschwerde enthält eine einzige Bestimmung des Wohnsitzes. Andernfalls wird davon ausgegangen, dass die Antragsteller ihren Wohnsitz bei dem ersten Antragsteller bestimmt haben."

Art. 66 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-28 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-28 - Die Zeugengebühr wird wie in Strafsachen geregelt."

Art. 67 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-29 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-29 - Die Parteien strecken die Kosten vor.

Bei der Veranschlagung der Kosten werden nicht nur die eigentlichen Verfahrenskosten, sondern auch die Kosten für die Unterlagen, die die Parteien im Wahlstreitfall zur Begründung ihrer Forderungen beibringen mussten, berücksichtigt."

Art. 68 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-30 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-30 - Die Kosten gehen zulasten der unterlegenen Partei. Wenn jede der Parteien in einigen Punkten unterliegt, können die Kosten kompensiert werden.

Wenn die Forderungen der Parteien jedoch nicht offensichtlich unbegründet sind, kann der Gerichtshof die Kosten ganz oder teilweise der Staatskasse auferlegen."

Art. 69 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4122-31 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4122-31 - Die Greffiere der Appellationshöfe übermitteln den Gemeindeverwaltungen eine Abschrift der Entscheide."

Art. 70 - Artikel L4123-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4123-1 - § 1. Die Wähler der Gemeinde werden gegebenenfalls in Sektoren und dann in Wahlsektionen eingeteilt, von denen keine mehr als achthundert und keine weniger als hundertfünfzig Wähler umfassen darf.

§ 2. Spätestens am 10. September und im Einvernehmen mit dem Gemeindegremium teilt der Provinzgouverneur oder der von ihm bestimmte Beamte die Wähler pro Wahlkanton geografisch in Sektionen auf und bestimmt die Reihenfolge der Sektionen in jedem Kanton, wobei er mit dem Hauptort beginnt.

Im Einvernehmen mit diesem Kollegium weist er jeder Sektion ein getrenntes Wahllokal zu. Macht die Anzahl Sektionen es erforderlich, kann er deren mehrere in den Räumen eines gleichen Wahlzentrums einberufen.

Kommt es hinsichtlich der Aufteilung der Wähler in Sektionen und der Bestimmung der Wahllokale zu keiner Übereinstimmung zwischen dem Kollegium und dem Provinzgouverneur oder dem von ihm bestimmten Beamten, entscheidet die Regierung.

§ 3. Die Wahlzentren und -lokale werden unter Beachtung der Mindestnormen für die Zugänglichkeit der hilfsbedürftigen Wähler nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten ausgewählt."

Art. 71 - Artikel L4123-2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird der Satz "Dieses Register wird am Wahltag benutzt, um die Anwesenheitskontrolle der Wähler durch Ankreuzen auf der Liste, die in einem bestimmten Wahllokal an der Wahl teilgenommen haben, vorzunehmen." durch den Satz "Der Zweck der Abstimmungsregister besteht darin, dass die Mitglieder der Wahlvorstände einerseits überprüfen können, dass nur Wähler ihre Stimme abgeben, und andererseits, dass sie nur ein einziges Mal wählen." ersetzt;

2° Paragraph 1 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Das Abstimmungsregister gibt den Namen, die Vornamen, das Geburtsdatum, das Geschlecht, den Hauptwohnort, die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen und die Nummer, unter der der Wähler im Wählerregister eingetragen ist, an.

Für die Personen, die aufgrund von Artikel *1bis* oder von Artikel *1ter* des Gemeindewahlgesetzes vom 4. August 1932 als Wähler zugelassen worden sind, wird im Abstimmungsregister ihre Staatsangehörigkeit vermerkt. Außerdem sind die Felder, die sich auf diese Wähler beziehen, blau gefärbt.";

3° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Spätestens am 10. September übermittelt das Gemeindekollegium dem Gouverneur ein Exemplar der gesamten Abstimmungsregister der Gemeinde, der jedes Register mittels seiner elektronischen Signatur bestätigt.";

4° in Paragraph 3 wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 72 - In Artikel L4124-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. Juni 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° ein Paragraph *1ter* mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Paragraphen *1bis* und 2 eingefügt:

"§ *1ter*. Im Falle einer Neuwahl, die in den in den Artikeln L4146-23/13 und L4146-23/14 genannten Fällen abzuhalten ist, erstellt die Regierung einen genauen Zeitplan, der die Wahlvorgänge bis einschließlich zum Wahltag, das Datum der Einsetzung der Ratsmitglieder, das Datum der Vorlage eines Entwurfs für ein Mehrheitsabkommen und die Daten aller anderen Schritte nach der Einsetzung der Ratsmitglieder aufführt.";

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "Artikel L4122-9 und L4122-10" durch die Wortfolge "Artikel L4122-10 und folgende" ersetzt;

3° Paragraph 3 Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Eine Wahlaufforderungsbekanntmachung wird mindestens zwanzig Tage vor der Wahl durch Anschlag an den Anschlagbrettern der Gemeinde sowie auf der Internetseite der Gemeinde veröffentlicht. Auf dem Plakat werden die in Paragraph 6 erwähnten Angaben angeführt und die Wähler daran erinnert, dass diejenigen, die keine Wahlaufforderung erhalten haben, diese bis zum Mittag des Wahltags bei der Gemeindeverwaltung abholen können.";

4° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

§ 4. Das Gemeindekollegium übermittelt jedem Wähler mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl eine Wahlaufforderung an seinen aktuellen Wohnort.

Konnte die Wahlaufforderung einem Wähler nicht übermittelt werden, wird sie bei der Gemeindeverwaltung hinterlegt, wo der Wähler sie bis zum Mittag des Wahltags abholen kann.

Diese Möglichkeit wird in der in Paragraph 2 genannten Bekanntmachung erwähnt.";

5° in Paragraph 5, dessen gegenwärtiger Text Absatz 1 dieses Paragraphen bilden wird, wird die Wortfolge "Artikel L4122-4" durch die Wortfolge "Artikel L4122-1" ersetzt;

6° derselbe Paragraph 5 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Stimmabgabe erfolgt in der Gemeinde, in der der Wähler in dem Wählerregister eingetragen ist.

Gemäß Absatz 1 und Artikel L4143-20 Paragraph 2 Absatz 3 besteht der Zweck der Wahlaufforderung darin, alle im Wählerverzeichnis eingetragenen Personen zur Wahl aufzurufen und es den Mitgliedern des Wahlbüros am Tag der Wahl zu ermöglichen, die Wähler eindeutig zu identifizieren.";

7° Paragraph 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 6. In den Wahlaufforderungen, die dem durch die Regierung festgelegten Muster entsprechen, wird angegeben, an welchem Tag und in welchem Raum der Wähler zu wählen hat, wieviel Sitze zu vergeben sind und wann die Wahlbüros öffnen und schließen.

Sie enthalten den Namen, die Vornamen, das Geschlecht, den Hauptwohnort des Wählers, die Nummer, unter der er im Wählerregister eingetragen ist, sowie die Dokumente, über die er am Wahltag verfügen muss.

Sie tragen die Bezeichnung der Wahl, zu der der Wähler einberufen ist.

Auf der Rückseite der Wahlaufforderungen sind folgende Angaben zu finden:

1° Anweisungen an die Wähler, wie man seine Stimme persönlich abgibt;

2° Anweisungen an die Wähler, wie man seine Stimme per Vollmacht abgibt.".

Art. 73 - In Artikel L4124-2 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "unter Beachtung der in Artikel L4122-8 1° und 2° vorgesehenen Modalitäten" gestrichen.

Art. 74 - In Artikel L4125-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 18. April 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern" durch die Wortfolge "aus vier Beisitzern und vier Ersatzbeisitzern" ersetzt;

2° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Kreisvorstände, Kantonsvorstände, Zählvorstände und Wahlvorstände führen getrennte Tätigkeiten aus.

Die Kreisvorstände legen die Kandidatenliste fest und bearbeiten die diesbezüglichen Streitigkeiten, stellen die Stimmzettel auf und lassen diese drucken. Am Wahltag nehmen sie die Totalisierung der Ergebnisse, die Sitzverteilung und die Bestimmung der Gewählten für ihren Kreis vor.

Die Kantonsvorstände sammeln die Zählergebnisse des Kantons.

Die Wahlvorstände sorgen für den guten Verlauf der Wahl.

Die Zählvorstände zählen die Stimmen der Wahlvorstände, die ihnen erteilt werden, aus und übermitteln nach der Wahl entweder dem Gemeindevorstand oder dem Kantonsvorstand diese Ergebnisse.“;

3° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 4. Die Kandidaten und Kandidatenlisten können Zeugen bestimmen, um die Verrichtungen des Vorstands nach den in Artikel L4134-1 genannten Modalitäten zu kontrollieren.“;

4° in Paragraph 5 wird der Satz “Diese Formulare werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht” gestrichen;

5° in Paragraph 6 wird Absatz 2 gestrichen;

6° dieser Artikel wird durch einen Paragraphen 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

§ 7. Auf Antrag des Vorsitzenden des Kreisvorstandes stellt das Gemeindegremium ihm das Personal und Material zur Verfügung, die für die Erfüllung seiner Aufgabe erforderlich sind. Das Gemeindegremium legt die Entschädigung fest, die die Gemeinde zugunsten der Personen zahlt, die als Kodierer bestimmt werden.“.

Art. 75 - In Artikel L4125-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Der Vorsitzende des Gerichts erster Instanz führt von Amts wegen den Vorsitz des Distriktvorstands am Bezirkshauptort, der auch der Hauptort des Gerichtsbezirks ist. In den anderen Fällen führt der Friedensrichter oder sein Stellvertreter den Vorsitz des Distriktvorstandes.

Der Vorsitzende des Distriktvorstandes bestimmt die Beisitzer und Ersatzbeisitzer seines Vorstandes frei unter den Wählern des Distrikts und bildet seinen Vorstand am in Artikel L4142-11 Paragraph 1 vorgesehenen Datum. Er übermittelt der Regierung unmittelbar ihre Identität und ihre Kontaktangaben.

Der Vorsitzende des Distriktvorstandes bestimmt seinen Sekretär unter den provinziellen Wählern der Wallonie frei.

Der Distriktvorstand tagt an einer durch seinen Vorsitzenden bestimmten Stelle, die dieser bekanntgibt. Der Vorsitzende des Distriktvorstandes teilt der Regierung unverzüglich die Anschrift des Sitzes des Distriktvorstandes mit.

“Der Präsident des Gerichts erster Instanz übermittelt der Regierung spätestens am 31. März die Identität und die Kontaktangaben der bestimmten Vorsitzenden.“;

2° dieser Artikel wird durch einen Paragraphen 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 8. Der Zweck der in Paragraph 2 Absatz 2 zweiter Satz genannten Mitteilung ist es, die Mitglieder des Distriktvorstandes im Hinblick auf Anhörungen kontaktieren zu können, die im Rahmen der administrativen Untersuchung der gegen die Wahl erhobenen Einsprüche gemäß Artikel L41466 Paragraph 1 Absatz 4 und Artikel L4146-23/1 durchgeführt werden.

Die in Paragraph 2 Absatz 5 genannte Mitteilung hat neben dem in Absatz 1 beschriebenen Zweck den Zweck, dem Beauftragten der Regierung zu ermöglichen, seine Aufgabe der ständigen Begleitung der Vorsitzenden der Wahlvorstände zu erfüllen.

Die personenbezogenen Daten, die der Regierung im Rahmen der in Paragraph 2 Absatz 2 zweiter Satz und Absatz 5 genannten Mitteilungen übermittelt werden, sind Namen, Vornamen, Telefonnummern und E-Mail-Adressen.“.

Art. 76 - In Artikel L4125-3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Um den Vorsitz des Gemeindevorstandes zu führen, bezeichnet der in Artikel L4125-2 Paragraph 2 Absatz 2 genannte Vorsitzende des Distriktvorstandes in der nachstehend festgelegten Reihenfolge:

1° Richter oder stellvertretende Richter des Gerichtes erster Instanz, des Arbeits- und des Unternehmensgerichtes nach dem Dienstalter; 2° Friedensrichter oder deren Stellvertreter nach dem Dienstalter;

3° Richter des Polizeigerichtes oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

4° alle Wähler, die ein Diplom besitzen, das den Zugang zu einer Stelle des Niveaus A im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht.

Außer den Richtern, die bezeichnet werden können, um den Vorsitz des Gemeindevorstandes ihres Sitzes unabhängig von der Gemeinde, wo sie Wähler sind, zu führen, sind die im vorliegenden Paragraphen genannten Personen die Wähler der Gemeinde, in der sie das Amt eines Vorsitzenden des Gemeindevorstandes ausüben.

Muss der Vorsitzende des Gemeindevorstandes in einer anderen Gemeinde wählen, so bestimmt er einen Stellvertreter, um ihn am Wahltag während der für die Erfüllung seiner Pflicht als Wähler notwendigen Zeit zu vertreten. Der Vorsitzende des Distriktvorstandes übermittelt der Regierung bis spätestens zum 31. März die Identität und die Kontaktangaben der bestimmten Vorsitzenden.

Die Behörden, die die in Absatz 1 Ziffer 1 bis 3 genannten Personen beschäftigen, teilen dem Vorsitzenden des in Artikel L4125-5 Paragraph 2 Absatz 2 genannten Distriktvorstandes die Namen, Vornamen, Anschriften des Hauptwohnsitzes und die Identifizierungsnummern im Nationalregister der natürlichen Personen mit. Der Zweck dieser Mitteilung ist es, dem Vorsitzenden des Distriktvorstandes zu ermöglichen, die Vorsitzenden der Gemeindevorstände unter Einhaltung der in Absatz 1 festgelegten Rangfolge zu bestimmen.

Um die in Absatz 1 Ziffer 4 genannten Personen zu bestimmen, stützt sich der Vorsitzende des Distriktvorstandes auf das in Artikel L4122-6 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 genannte Verzeichnis, insofern es die Identität von Wählern aufführt, die ein Diplom besitzen, das den Zugang zu einer Stelle des Niveaus A im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht.

2° in Paragraph 3 Absatz 1 wird die Wortfolge “die Mitglieder seines Vorstandes” durch die Wortfolge “die Beisitzer, die Ersatzbeisitzer und den Vorstandssekretär frei” ersetzt;

3° Paragraph 3 Absatz 3 wird durch folgenden Satz ergänzt:

“Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes teilt der Regierung unverzüglich die Anschrift des Sitzes des Gemeindevorstandes mit.“;

4° dieser Artikel wird durch einen Paragrafen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Der Zweck der in Paragraf 3 Absatz 1 zweiter Satz genannten Mitteilung ist es, die Mitglieder des Gemeindevorstands im Hinblick auf Anhörungen kontaktieren zu können, die im Rahmen der administrativen Untersuchung der gegen die Wahl erhobenen Einsprüche gemäß Artikel L4146-6 Paragraf 1 Absatz 4 und Artikel L4146-23/1 durchgeführt werden.

Die in Paragraf 2 Absatz 4 genannte Mitteilung hat neben dem in Absatz 1 beschriebenen Zweck den Zweck, dem Beauftragten der Regierung zu ermöglichen, seine Aufgabe der ständigen Begleitung der Vorsitzenden der Wahlvorstände zu erfüllen.

Die personenbezogenen Daten, die der Regierung im Rahmen der in Paragraf 3 Absatz 1 zweiter Satz und Paragraf 2 Absatz 4 genannten Mitteilungen übermittelt werden, sind Namen, Vornamen, Telefonnummern und E-Mail-Adressen."

Art. 77 - In Artikel L4125-5 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Spätestens am 15. September bestimmt der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahlvorstände und der Zählbürovorstände der Gemeinde unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der im Folgenden bestimmten Reihenfolge:

1° alle Wähler, die ein Diplom besitzen, das den Zugang zu einer Stelle des Niveaus A im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht;

2° alle Wähler, die ein Diplom besitzen, das den Zugang zu einer Stelle des Niveaus B im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands übermittelt der Regierung unmittelbar die Identität und die Kontaktangaben der bestimmten Personen."

2° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Bis zum selben Datum bestimmt der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahlvorstände und der Zählbürovorstände der Gemeinde unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der im Folgenden bestimmten Reihenfolge:

1° alle Wähler, die ein Diplom besitzen, das den Zugang zu einer Stelle des Niveaus A im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht;

2° alle Wähler, die ein Diplom besitzen, das den Zugang zu einer Stelle des Niveaus B im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht;

3° alle Wähler, die ein Diplom besitzen, das den Zugang zu einer Stelle des Niveaus C im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht;

4° alle Wähler, die ein Diplom besitzen, das den Zugang zu einer Stelle des Niveaus D im wallonischen regionalen öffentlichen Dienst ermöglicht.

Für die in Absatz 1 genannten Bestimmungen kann der Vorsitzende des Gemeindevorstands gegebenenfalls auf die Freiwilligen zurückgreifen, die auf der in Artikel L4122-6 Paragraf § 1 Absatz 2 genannten Liste aufgeführt sind.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands übermittelt der Regierung unmittelbar die Identität und die Kontaktangaben der bestimmten Personen."

3° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bestimmt, die in dem in Artikel L4122-6 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 1 vorgesehenen Verzeichnis aufgeführt sind.

Die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bestimmt, die in dem in Artikel L4122-6 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 vorgesehenen Verzeichnis aufgeführt sind, oder gegebenenfalls unter den Wählern, die auf der in Artikel L4122-6 Paragraf 1 Absatz 2 genannten Liste aufgeführt sind."

4° in Paragraf 4 wird der Satz "Er übermittelt der Regierung unmittelbar ihre Identität und ihre Kontaktangaben." gestrichen;

5° in Paragraf 5 Absatz 1 erster Satz wird das Wort "Einschreibebrief" durch das Wort "Einschreibesendung" ersetzt;

6° in Paragraf 5 Absatz 1 letzter Satz wird in der französischen Fassung das Wort "communal" zwischen die Wortfolge "présidents des bureaux de dépouillement" und die Wortfolge "de la sélection des bureaux de vote" eingefügt;

7° in Paragraf 5 Absatz 2 wird der Satz "Nach den in Artikel L4125-3 § 2 und in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten ersetzt er in kürzester Frist diejenigen, die ihm binnen drei Tagen nach Erhalt der Mitteilung ihrer Bezeichnung einen triftigen Verhinderungsgrund mitgeteilt haben." durch den Satz "Der Vorsitzende des Gemeindevorstands ersetzt in kürzester Zeit diejenigen, die ihn innerhalb von fünf Tagen nach Erhalt der Bekanntmachung über ihre Bestimmung über einen legitimen Grund für ihre Verhinderung informiert haben, gemäß den in Paragraf 1 oder Paragraf 2 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten, je nach Fall" ersetzt;

8° Paragraf 6 wird gestrichen;

9° Paragraf 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 7. Der Vorsitzende des Gemeindevorstands füllt die Tabelle mit der Zusammensetzung des Gemeindevorstands, der Wahlbürovorstände und der Zählbürovorstände der Gemeinde aus. Er behält ein Exemplar und übermittelt ein weiteres an den Vorsitzenden des Kantonsvorstands, der die Tabelle mit der Zusammensetzung der Zählbürovorstände der Provinz vervollständigt.

Der Zweck der in Absatz 1 genannten Formalitäten ist es, dem Vorsitzenden des Kantonsvorstands und dem Vorsitzenden des Gemeindevorstands zu ermöglichen, die allgemeine Aufgabe der Überwachung der Wahlvorgänge gemäß Artikel L4112-7 zu erfüllen.

Die in der Tabelle aufgeführten personenbezogenen Daten sind die Namen, Vornamen und Telefonnummern der Vorsitzenden der Vorstände. Diese Daten werden bis zur Bestätigung oder Annullierung der Wahl aufbewahrt.

Die Tabelle mit der Zusammensetzung der Wahlvorstände wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.“;

10° Paragraph 8 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 8. Der Zweck der in Paragraph 2 Absatz 3 genannten Mitteilung ist es, die Mitglieder des Wahlbüros und des Zählbürovorstands der Gemeinde im Hinblick auf Anhörungen zu kontaktieren, die im Rahmen der administrativen Untersuchung der gegen die Wahl eingelegten Einsprüche gemäß den Artikeln L4146-6 Paragraph 1 Absatz 4 und Artikel L4146-23/1 durchgeführt werden.

Die in Paragraph 1 Absatz 2 genannte Mitteilung hat neben dem in Absatz 1 beschriebenen Zweck auch den Zweck, dass der Regierungsbeauftragte seine Aufgabe der ständigen Begleitung der Vorsitzenden der Wahlvorstände erfüllen kann.

Die personenbezogenen Daten, die der Regierung im Rahmen der in Paragraph 1 Absatz 2 und Paragraph 2 Absatz 3 genannten Mitteilungen übermittelt werden, sind die Namen, Vornamen, Telefonnummern und E-Mail-Adressen.“.

Art. 78 - Im vierten Teil Buch I Titel II Kapitel V desselben Kodex, Abschnitt 3, mit dem Titel “Kantonsvorstände” werden die Artikel L4125-7 und L4125-8 durch Folgendes ersetzt:

“Art. L4125-7 - § 1. Der Kantonsvorstand ist im Hauptort des Kantons eingerichtet und besteht aus einem Vorsitzenden, vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern, die vom Vorsitzenden unter den Wählern der Hauptgemeinde des Kantons gewählt werden, und einem gemäß den Bestimmungen des Artikels L4125-15 Absatz 2 ernannten Sekretär.

§ 2. Sein Vorsitz wird durch die folgende Person geführt:

1° der Präsident des Gerichtes erster Instanz oder sein Stellvertreter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort des Gerichtsbezirks ist;

2° der Friedensrichter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort eines Gerichtskantons ist;

3° in allen anderen Fällen der Friedensrichter des Gerichtskantons, in dem sich der Hauptort des Wahlkantons befindet, oder sein Stellvertreter.

Wenn der Vorsitz des Kantonsvorstands nicht durch einen Magistraten gewährleistet werden kann, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktvorstands den Vorsitzenden dieses Vorstands unter den Wählern des Sektors unter Beachtung der in Artikel L4125-3 Paragraph 2 vorgesehenen Reihenfolge.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands übermittelt der Regierung bis spätestens zum 31. März die Identität und die Kontaktangaben der bestimmten Vorsitzenden.

Art. L4125-8 - § 1. Für den 15. September bestimmt der Vorsitzende des Kantonvorstands die Vorsitzenden der Zählbürovorstände der Provinz unter den jüngsten Wählern des Hauptstandorts des Distrikts, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-5 Paragraph 1 Absatz 1 festgelegten Reihenfolge.

Bis zum selben Datum bestimmt der Vorsitzende des Kantonvorstands die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Zählbürovorstände der Provinz unter den jüngsten Wählern des Hauptstandorts des Distrikts, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-5 Paragraph 2 Absatz 1 festgelegten Reihenfolge.

Für die in Absatz 2 genannten Bestimmungen kann der Vorsitzende des Kantonvorstands gegebenenfalls auf die Freiwilligen zurückgreifen, die auf der in Artikel L4122-6 Paragraph 1 Absatz 2 genannten Liste aufgeführt sind.

Der Vorsitzende des Kantonvorstands übermittelt der Regierung unmittelbar die Identität und die Kontaktangaben der bestimmten Personen.

§ 2. Innerhalb von achtundvierzig Stunden teilt der Vorsitzende des Kantonvorstands den Betreffenden die Bestimmungen per Einschreibesendung mit und fordert sie auf, ihr Amt an den festgelegten Daten und Orten auszuüben. Bei dieser Gelegenheit informiert er die Vorsitzenden der Zählbürovorstände der Provinz über die Auswahl der Wahlbüros, deren Auszählung sie vornehmen.

Der Vorsitzende des Kantonvorstands ersetzt in kürzester Frist diejenigen, die ihm binnen fünf Tagen nach Erhalt der Benachrichtigung über ihre Bestimmung einen triftigen Verhinderungsgrund mitteilen.

Er übermittelt der Regierung unmittelbar ihre Identität und ihre Kontaktangaben.

§ 3. Der Zweck der in Paragraph 2 Absatz 3 genannten Mitteilung ist es, die Mitglieder der Zählbürovorstände der Provinz im Hinblick auf Anhörungen zu kontaktieren, die im Rahmen der administrativen Untersuchung der gegen die Wahl eingelegten Einsprüche gemäß Artikel L4146-23/1 durchgeführt werden.

Die in Paragraph 1 Absatz 4 und in Paragraph 2 Absatz 3 genannte Mitteilung hat neben dem in Absatz 1 beschriebenen Zweck auch den Zweck, dass der Regierungsbeauftragte seine Aufgabe der ständigen Begleitung der Vorsitzenden der Wahlvorstände erfüllen kann.

Die personenbezogenen Daten, die der Regierung im Rahmen dieser Mitteilungen übermittelt werden, sind die Namen, Vornamen, Telefonnummern und E-Mail-Adressen.“.

Art. 79 - Artikel L4125-10 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird der Satz “Sofort nach der Bezeichnung der Vorsitzenden der Wahlvorstände übermittelt die Regierung oder ihr Bevollmächtigter ihnen die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird.” durch den Satz “Die Regierung oder ihr Beauftragter stellt den Vorsitzenden der Wahlbüros die für die Ausführung ihrer Aufgaben notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente zur Verfügung, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind und deren Liste von der Regierung festgelegt wird.” ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird die Wortfolge “, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird” gestrichen.}

Art. 80 - Artikel L4125-11 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L4125-11 - Der Vorsitzende des Wahlbüros bestimmt unter den Wählern der Gemeinde seinen Sekretär frei.“.

Art. 81 - Artikel L4125-13 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter “im Einverständnis” durch die Wörter “im Einvernehmen” ersetzt;

2° in Paragraph 2 erster Satz werden die Wörter “im Einverständnis” durch die Wörter “im Einvernehmen” ersetzt.

Art. 82 - Artikel L4125-14 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird der Satz "Sofort nach der Bezeichnung der Vorsitzenden der Zählvorstände übermittelt die Regierung oder ihr Bevollmächtigter ihnen die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird." durch den Satz "Die Regierung oder ihr Beauftragter stellt den Vorsitzenden der Zählbürovorstände die für die Ausführung ihrer Aufgaben notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente zur Verfügung, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind und deren Liste von der Regierung festgelegt wird." ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird die Wortfolge ", deren Liste durch die Regierung festgelegt wird" gestrichen.

Art. 83 - Artikel L4125-15 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4125-15 - Der Vorsitzende des Zählbürovorstands der Gemeinde bestimmt unter den Wählern der Gemeinde seinen Sekretär frei.

Der Vorsitzende des Zählbürovorstands der Provinz bestimmt seinen Sekretär unter den Wählern des Distrikts frei."

Art. 84 - Im vierten Teil Buch I Titel II Kapitel V desselben Kodex wird Abschnitt 5 mit dem Titel "Strafmassnahmen im Zusammenhang mit den Wahlvorständen", der die Artikel L4125-16 und L4125-17 umfasst, gestrichen.

Art. 85 - Im vierten Teil, Buch I, Titel II desselben Kodex wird ein Kapitel VI mit dem Titel "Unvereinbarkeiten von Mitgliedern der Wahlvorstände" eingefügt.

Art. 86 - In Kapitel VI wird ein Artikel L4126-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4126-1 - § 1. Nur Gemeinderatswähler können das Amt des Vorsitzenden, Beisitzers, Ersatzbeisitzers oder Sekretärs des Gemeindevorstands oder eines Zählbürovorstands der Gemeinde ausüben.

Nur Provinzwähler können das Amt des Vorsitzenden, Beisitzers, Ersatzbeisitzers oder Sekretärs des Distriktvorstands, eines Kantonvorstands, eines Wahlbüros oder eines Zählbürovorstands der Provinz ausüben.

Im Sinne der Absätze 1 und 2 ist ein Gemeinderatswähler jede Person, die zur Stimmabgabe bei Gemeindewahlen zugelassen ist. Ein Provinzwähler ist jede Person, die zur Stimmabgabe bei Provinzwahlen zugelassen ist.

§ 2. Außer der in Artikel L4125-3 Paragraph 2 Absatz 2 vorgesehenen Ausnahme ist das Kriterium, das bei der Bestimmung eines Wählers für die Ämter des Vorsitzenden, Beisitzers, Ersatzbeisitzers oder Sekretärs eines anderen Wahlvorstands als des Distriktvorstands und des Kantonvorstands berücksichtigt wird, der Ort, an dem der Wähler im Bevölkerungsregister eingetragen ist."

Art. 87 - In dasselbe Kapitel VI wird ein Artikel L4126-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4126-2 - Kein Kandidat darf Vorsitzender, Beisitzer, Ersatzbeisitzer oder Sekretär eines Wahlvorstands sein."

Art. 88 - In dasselbe Kapitel VI wird ein Artikel L4126-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4126-3 - Kein Zeuge darf Vorsitzender, Beisitzer, Ersatzbeisitzer oder Sekretär eines Wahlvorstands sein."

Art. 89 - In dasselbe Kapitel VI wird ein Artikel L4126-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4126-4 - Kein Inhaber eines politischen Mandats darf Vorsitzender, Beisitzer, Ersatzbeisitzer oder Sekretär eines Wahlvorstands sein."

Art. 90 - In dasselbe Kapitel VI wird ein Artikel L4126-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4126-5 - Die Generaldirektoren der Gemeinde, die Finanzdirektoren der Gemeinde, die Generaldirektoren der Provinzen und die Finanzdirektoren der Provinzen dürfen keine Vorsitzenden, Beisitzer oder Ersatzbeisitzer eines Kreisvorstandes sein. Sie können jedoch als Sekretär eines solchen Vorstands tätig sein."

Art. 91 - In Artikel L4130-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "und Zettel zu Wahlzwecken" sowie die Wortfolge "sofern der Eigentümer seine vorherige und schriftliche Zustimmung ebenfalls gegeben hat," gestrichen;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "ab Beginn der Wahlperiode" zwischen die Wortfolge "stellt der Gemeinderat" und die Wortfolge "den Listen für das" eingefügt;

3° Paragraph 1 Absatz 2 wird durch folgenden Satz ergänzt:

"Der Gemeinderat legt die Mindestzahl der Plätze im Verhältnis zur Anzahl der konkurrierenden Kandidatenlisten bei der vorherigen Gesamterneuerung des Provinz- und Gemeinderats zuzüglich einer Einheit fest.;"

4° Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Am einundsechzigsten Tag vor der Wahl, wenn der Gemeinderat keine Kriterien festgelegt hat, um eine gerechte Verteilung der Plätze unter den verschiedenen Listen zu gewährleisten, erfolgt die Verteilung, indem vollständigen Listen gegenüber unvollständigen Listen Vorrang eingeräumt wird.;"

5° Paragraph 2 wird gestrichen.

Art. 92 - In Artikel L4130-3 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 9. März 2017, werden die Wörter "den Bürgermeister" durch die Wörter "die Bürgermeister" ersetzt.

Art. 93 - Artikel L4130-4 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 9. März 2017, dessen gegenwärtiger Text den Absatz 1 bilden wird, wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Im Sinne von Absatz 1 Ziffer 1 ist ein Gadget ein Gegenstand, der verkauft oder verteilt wird, um bei seinem normalen Gebrauch eine Wahlbotschaft zugunsten von Parteien, Listen oder Kandidaten erscheinen zu lassen, und sofern der Einheitswert dieses Gegenstands die darin enthaltene politische Botschaft überwiegt.

Im Sinne von Absatz 1 Ziffer 1, mit Ausnahme von Waren oder Dienstleistungen, die ausschließlich zum Zweck der Unterhaltung angeboten oder verteilt werden, ist ein Geschenk eine Ware oder eine Dienstleistung, die von einem Kandidaten, einer Kandidatenliste oder einer politischen Partei an einen Wähler oder eine Wählergruppe verschenkt, verkauft oder verteilt wird, mit der eindeutigen und bewussten Absicht, als Gegenleistung eine oder mehrere Stimmen zu erhalten.“.

Art. 94 - Im vierten Teil, Buch I Titel III desselben Kodex wird die Überschrift von Kapitel I/1 wie folgt ersetzt: "Kontrolle und Regelung der Wahlausgaben und des Ursprungs der Geldmittel".

Art. 95 - In Artikel L4131-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Juni 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 3 Ziffer 4 wird die Wortfolge "gegen Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte" durch die Wortfolge "gegen Artikel L4130-4" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 3 Ziffer 5 wird die Wortfolge "gegen Artikel 2 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte" durch die Wortfolge "gegen Artikel L4131-8" ersetzt;

3° Paragraph 1 Absatz 3 wird durch eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° die Verstöße gegen Artikel L4131-9 Paragraph 5."

Art. 96 - In Artikel L4131-3 Paragraph 2 Ziffer 2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2009, wird die Wortfolge "von Artikeln 2 und 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte" durch die Wortfolge "von Artikeln L4130-4, L4131-8 und L4131-9 Paragraph 5" ersetzt.

Art. 97 - In Artikel L4131-4 Paragraph 2 Absatz 3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "Artikel L4131-6" jedes Mal durch die Wortfolge "Artikel L4165-1" ersetzt.

Art. 98 - Artikel L4131-5 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "Artikel L4131-4 oder von Artikel 3 § 2 und Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und die Direktwahl der Sozialhilferäte" durch die Wortfolge "Artikel L4130-4, Artikel L4131-4 Paragraph 1, Artikel L4131-9 Paragraph 2, oder Artikel L4131-9 Paragraph 5" ersetzt;

2° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "Artikel L4131-4 oder von Artikel 3 § 1 und Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und die Direktwahl der Sozialhilferäte" durch die Wortfolge "von Artikel L4130-4, Artikel L4131-4 Paragraph 1, Artikel L4131-9 Paragraph 1, oder Artikel L4131-9 Paragraph 5" ersetzt.

Art. 99 - Artikel L4131-6 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird gestrichen.

Art. 100 - Artikel L4131-7 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4131-7 - § 1. Nur natürliche Personen, die ihren Hauptwohnsitz in Belgien haben, und natürliche Personen mit belgischer Staatsangehörigkeit, die außerhalb des Hoheitsgebiets des Königreichs niedergelassen sind, können Spenden an politische Parteien und ihre Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhaber eines politischen Mandats leisten.

Die Kandidaten und die Inhaber eines politischen Mandats dürfen jedoch Spenden der politischen Partei oder der Liste, in deren Namen sie kandidieren oder ein Mandat ausüben, erhalten. Komponenten dürfen ebenfalls Spenden ihrer politischen Partei und umgekehrt erhalten.

Unbeschadet der Absätze 1 und 2 sind Spenden von Unternehmen, juristischen Personen oder faktischen Vereinigungen sowie Spenden von natürlichen Personen, die in Wirklichkeit als Vermittler von Unternehmen, juristischen Personen oder faktischen Vereinigungen fungieren, untersagt.

§ 2. Die Identität der in Paragraph 1 Absatz 1 genannten natürlichen Personen, die Spenden von 125 Euro und mehr zugunsten von in Artikel L4131-1 genannten politischen Parteien gemacht haben, wird durch die Empfänger registriert und innerhalb von dreißig Tagen nach den Wahlen durch die politischen Parteien ausschließlich der regionalen Kontrollkommission mitgeteilt.

§ 3. Die Identität der in Paragraph 1 Absatz 1 genannten natürlichen Personen, die Spenden von 125 Euro oder mehr zugunsten von Kandidaten oder Listen gemacht haben, wird von den Empfängern registriert.

Das Verzeichnis wird den Wählern nicht zur Prüfung vorgelegt.

§ 4. Politische Parteien und ihre Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhaber politischer Mandate dürfen jährlich von derselben in Paragraph 1 Absatz 1 genannten natürlichen Person jeweils höchstens 500 Euro oder deren Gegenwert als Spende entgegennehmen. Der Spender darf jährlich Spenden von insgesamt höchstens 2000 Euro oder deren Gegenwert zugunsten von politischen Parteien und ihren Komponenten, Listen, Kandidaten und Inhabern politischer Mandate machen. Abgaben der Inhaber politischer Mandate zugunsten ihrer politischen Partei werden nicht als Spenden angesehen.

Unentgeltliche oder unter dem Marktpreis erbrachte Leistungen von in Paragraph 1 Absatz 1 genannten natürlichen Personen werden Spenden gleichgestellt, ebenso wie die Eröffnung von Kreditlinien ohne Rückzahlungsverpflichtung. Als Spenden von in Paragraph 1 Absatz 1 genannten natürlichen Personen gelten auch Leistungen, die von einer politischen Partei oder einem Kandidaten für einen Betrag in Rechnung gestellt werden, der offensichtlich über den Marktkosten liegt.

§ 5. Die in den Paragraphen 2 und 3 Absatz 1 genannten Formalitäten dienen dem Zweck, die Herkunft der Mittel zu kontrollieren, die Parteien, Listen und Kandidaten durch Spenden erhalten haben.

In dem in Paragraph 3 Absatz 1 genannten Fall bewahren die Empfänger die personenbezogenen Daten nicht über den Ablauf der in Artikel L4146-25 Paragraph 1 festgelegten Frist hinaus auf. Im Falle eines Einspruchs bewahrt die regionale Kontrollkommission die personenbezogenen Daten nicht über den Ablauf der in Artikel L4146-26 Paragraph 1 Absatz 1 festgelegten Frist hinaus auf.

In dem in Paragraph 2 genannten Fall bewahrt die regionale Kontrollkommission die personenbezogenen Daten nicht über den Ablauf der in Artikel L4131-3 Paragraph 1 Absatz 1 festgelegten Frist hinaus auf.

Art. 101 - Im vierten Teil, Buch I Titel III Kapitel I/1 desselben Kodex wird ein Abschnitt 4 mit dem Titel "Regelung der Wahlausgaben" eingefügt.

Art. 102 - In den Abschnitt 4 wird ein Artikel L4131-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4131-8 - Die gesamten Ausgaben und finanziellen Verpflichtungen in Bezug auf die Wahlwerbung, die auf regionaler Ebene von den in Artikel L4131-1 genannten politischen Parteien geführt wird, dürfen den Betrag von 372 000 Euro nicht überschreiten.

Für politische Parteien, die weniger als fünfzig Listen mit ihrer Regionalnummer und ihrem geschützten Kürzel vorstellen, wird der in Absatz 1 genannte Betrag auf 75 000 Euro herabgesetzt.

Die politischen Parteien können ihre Kampagne auf einen oder mehrere Kandidaten ausrichten."

Art. 103 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4131-9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4131-9 - § 1. Für die Gemeindewahlen, die Provinzwahlen, die Sektorwahlen und die Direktwahl der Räte für soziale Aktion darf der Gesamtbetrag der Ausgaben und finanziellen Verpflichtungen für die Wahlwerbung der Listen für jede Liste und pro Tranche die folgenden Beträge nicht überschreiten:

- 1° bis 1 000 im Wählerregister eingetragene Wähler: 2,70 Euro pro eingetragenen Wähler;
- 2° von 1 001 bis 5 000 im Wählerregister eingetragene Wähler: 1,10 Euro pro eingetragenen Wähler;
- 3° von 5 001 bis 10 000 im Wählerregister eingetragene Wähler: 0,80 Euro pro eingetragenen Wähler;
- 4° von 10 001 bis 20 000 im Wählerregister eingetragene Wähler: 1,00 Euro pro eingetragenen Wähler;
- 5° von 20 001 bis 40 000 im Wählerregister eingetragene Wähler: 1,10 Euro pro eingetragenen Wähler;
- 6° von 40 001 bis 80 000 im Wählerregister eingetragene Wähler: 1,20 Euro pro eingetragenen Wähler;
- 7° ab 80 001 im Wählerregister eingetragene Wähler: 0,14 Euro pro eingetragenen Wähler;

§ 2. Für die Gemeindewahlen, die Provinzwahlen, die Sektorwahlen und die Direktwahl der Räte für soziale Aktion sowie für die in Artikel L4146-23/13 oder in Artikel L4146-23/14 genannte Wahl, darf der Gesamtbetrag der Ausgaben und finanziellen Verpflichtungen für die Wahlwerbung bestimmter Kandidaten für jeden Kandidaten und pro Tranche die folgenden Beträge nicht überschreiten:

- 1° bis 50 000 im Wählerregister eingetragene Wähler: 0,080 Euro pro eingetragenen Wähler, mit einem Mindestbetrag von 1 250 Euro pro Kandidaten;
- 2° von 50 001 bis 100 000 im Wählerregister eingetragene Wähler: 0,030 Euro pro eingetragenen Wähler;
- 3° ab 100 001 im Wählerregister eingetragene Wähler: 0,015 Euro pro eingetragenen Wähler.

§ 3. Wenn sich ein Kandidat auf mehr als einer Liste vorstellt, werden die in Paragraph 2 festgelegten Beträge nicht addiert. Nur der höchste Betrag wird berücksichtigt.

Unbeschadet der Bestimmungen von Absatz 1 dürfen Kandidaten, die sich gleichzeitig auf einer Provinzialliste oder einer oder zwei anderen Listen vorstellen, zwei der in Paragraph 2 festgelegten Beträge, einschließlich desjenigen für die Provinzwahlen, gleichzeitig beziehen, unter der Voraussetzung, dass sie sich zu diesen letztgenannten Wahlen in einem Distrikt vorstellen, dem die Gemeinde, in der sie im Bevölkerungsregister eingetragen sind, nicht angehört.

§ 4. Für die Anwendung der Paragraphen 1 bis 3 ist die Anzahl der zu berücksichtigenden Wähler die Anzahl der Wähler, die im Wählerverzeichnis aufgeführt ist, sobald dieses erstellt wurde, gemäß Artikel L4122-1.

§ 5. Die gezielte Verbreitung von Mitteilungen im Internet und auf Social-Media-Plattformen gegen Entgelt ist auf fünfzig Prozent des Betrags der zulässigen Ausgaben für Parteien, Listen und Kandidaten in Ausführung der Paragraphen 1 und 2 begrenzt."

Art. 104 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4131-10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4131-10 - Die in den Artikeln L4131-8 und L4131-9 festgelegten Beträge werden nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten indiziert."

Art. 105 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4131-11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4131-11 - § 1. Für die in Artikel L4124-1 Paragraph 1 Absatz 1 genannten Wahlen teilt die Regierung spätestens am einhundertvierten Tag vor der Wahl die indikativen Höchstbeträge mit, die die Listen und Kandidaten ausgeben dürfen.

Diese indikativen Höchstbeträge werden gemäß den Bestimmungen von Artikel L4131-9 auf der Grundlage der Anzahl der Wähler am einhundertvierunddreißigsten Tag vor der Wahl berechnet.

§ 2. Spätestens am vierzigsten Tag vor der Wahl oder spätestens am Tag der Einberufung der Wähler im Rahmen einer in Artikel L4146-23/13, Artikel L4146-23/14 oder Artikel L4124-1 Paragraph 1*bis* genannten Wahl, teilt die Regierung die gemäß den Bestimmungen von Artikel L4131-9 berechneten offiziellen Höchstbeträge mit, die die Listen und Kandidaten ausgeben dürfen.

Art. 106 - In denselben Abschnitt 4 wird ein Artikel L4131-12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4131-12 - § 1. Als Ausgaben für Wahlwerbung gelten alle Ausgaben und finanziellen Verpflichtungen im Zusammenhang mit mündlichen, schriftlichen, akustischen und visuellen Mitteilungen, die dazu bestimmt sind, das Ergebnis einer politischen Partei, einer Liste und ihrer Kandidaten günstig oder ungünstig zu beeinflussen, und die während der in Artikel L41211 genannten Wahlperiode anlässlich der Gemeindewahlen, der Provinzwahlen, der Sektorwahlen oder der Direktwahl der Räte für soziale Aktion getätigt werden.

Die Mitteilungen, die die Parteien, Listen und Kandidaten über jedes elektronische Kommunikationsmittel an die Öffentlichkeit verbreiten, gelten als Ausgaben für Wahlwerbung.

§ 2. Als in Paragraph 1 genannte Ausgaben für Wahlwerbung werden ebenfalls die von Dritten zugunsten von politischen Parteien, von Listen oder von Kandidaten getätigten Ausgaben betrachtet, es sei dann, dass diese:

1° sofort nach Kenntnisnahme der seitens der betreffenden Dritten geführten Kampagne diese per Einschreibung auffordern, diese Kampagne zu beenden;

2° dem Vorsitzenden des Kreisvorstandes eine Abschrift dieses Briefes - mit oder ohne Einwilligung der Dritten, die Kampagne zu beenden, - übermitteln; der Vorsitzende fügt diese Unterlagen den von den betreffenden Parteien, Listen oder Kandidaten eingereichten Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben und über den Ursprung der Geldmittel hinzu.

§ 3. Gelten nicht als Ausgaben für Wahlwerbung:

1° die Erbringung von unbezahlten persönlichen Dienstleistungen sowie die Nutzung eines Privatfahrzeugs;

2° die Veröffentlichung von Leitartikeln in einer Tageszeitung oder Zeitschrift, sofern diese Veröffentlichung auf die gleiche Weise und nach den gleichen Regeln wie außerhalb der Wahlperiode erfolgt, ohne Bezahlung, Vergütung oder Versprechen einer Bezahlung oder Vergütung, sofern es sich nicht um eine Tageszeitung oder Zeitschrift handelt, die für oder im Hinblick auf die Wahlen gegründet wurde, und sofern die Verbreitung und Häufigkeit der Veröffentlichung die gleichen sind wie außerhalb der Wahlperiode;

3° die Ausstrahlung von Sendungen mit Stellungnahmen oder Kommentaren im Radio oder Fernsehen, sofern diese Sendungen auf die gleiche Weise und nach den gleichen Regeln wie außerhalb der Wahlperiode ausgestrahlt werden, ohne Bezahlung, Vergütung oder Versprechen einer Bezahlung oder Vergütung;

4° die Ausstrahlung einer Wahlsendung oder einer Reihe von Wahlsendungen im Radio und im Fernsehen, vorausgesetzt, dass Vertreter der politischen Parteien an diesen Sendungen teilnehmen können;

5° die Ausstrahlung von Wahlsendungen im Radio und im Fernsehen, sofern deren Anzahl und Dauer entsprechend der Anzahl der Vertreter der politischen Parteien im Wallonischen Parlament festgelegt werden;

6° Ausgaben für periodische Veranstaltungen, vorausgesetzt, dass:

sie nicht ausschließlich zu Wahlzwecken organisiert werden,

sie regelmäßig und wiederholt sind und die gleichen organisatorischen Merkmale aufweisen,

7° Ausgaben für zu Wahlzwecken organisierte, nichtperiodische Veranstaltungen, für die Eintritt zu zahlen ist, insofern die Ausgaben durch die Einnahmen, mit Ausnahme der Einnahmen aus Sponsoring, gedeckt werden und es sich nicht um Ausgaben für Werbung und Einladungen handelt, wobei in dem Fall, dass die Ausgaben nicht vollständig durch die Einnahmen gedeckt sind, die Differenz als Wahlausgabe verbucht wird;

8° Ausgaben für die gewöhnliche Parteiarbeit auf regionaler oder lokaler Ebene während der Wahlperiode, insbesondere für die Organisation von Parteikongressen und -versammlungen;

9° Ausgaben für die Schaffung von Internetanwendungen, vorausgesetzt, dass sie in derselben Weise und gemäß denselben Regeln wie außerhalb der Wahlperiode erfolgen;

10° die Kosten für den Internetanschluss und das Versenden von elektronischen Nachrichten, wenn die Sendung pro elektronischer Nachricht nicht gleichzeitig mehr als 150 Empfänger erreicht.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 6 Buchstabe b wird die Periodizität entweder auf der Grundlage eines Bezugszeitraums von zwei Jahren vor dem in Paragraph 1 genannten Zeitraum, in dem die betreffende Veranstaltung mindestens einmal pro Jahr stattgefunden haben muss, oder auf der Grundlage eines Bezugszeitraums von vier Jahren vor dem in Paragraph 1 genannten Zeitraum, in dem die betreffende Veranstaltung mindestens einmal innerhalb von zwei Jahren stattgefunden haben muss, beurteilt. Sind die Ausgaben für Werbung und Einladungen im Vergleich zur gewöhnlichen Abwicklung solcher Veranstaltungen offensichtlich außerordentlich hoch, werden sie ausnahmsweise als Wahlausgaben angerechnet.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 8 werden Ausgaben für Werbung und Einladungen ausnahmsweise als Wahlausgaben angerechnet, wenn sie im Vergleich zur gewöhnlichen Abwicklung solcher Veranstaltungen offensichtlich außerordentlich hoch sind.

§ 4. Die Ausgaben und finanziellen Verpflichtungen bezüglich Güter, Lieferungen und Dienstleistungen, die der Anwendung von Paragraph 1 unterstehen, werden zum marktüblichen Preis angerechnet.“.

Art. 107 - Artikel L4132-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L4132-1 - § 1. Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen:

1° Wähler, die wegen eigener Krankheit oder Behinderung oder wegen Krankheit oder Behinderung eines Verwandten oder Verschwägerten oder eines Zusammenwohnenden nicht fähig sind, sich in das Wahlzentrum zu begeben. Diese Unfähigkeit wird durch ein ärztliches Attest bescheinigt. In dem ärztlichen Attest wird weder die Krankheit noch die Behinderung des Wählers oder seines Verwandten, Verschwägerten oder Zusammenwohnenden erwähnt. Ärzte, die als Kandidat für die Wahl im Wahlkreis vorgeschlagen wurden, dürfen ein solches Attest nicht ausstellen. Im Falle einer Mehrfachkandidatur des Arztes gilt die strengste Regel;

2° Wähler, die aus beruflichen Gründen, aus Studiengründen oder wegen einer beruflichen Ausbildung:

im Ausland verbleiben müssen, desgleichen die Wähler, die ihrer Familie angehören und mit ihnen zusammenwohnen,

unmöglich im Wahlzentrum vorstellig werden können, obwohl sie sich am Wahltag im Königreich aufhalten.

Die in den Buchstaben a und b erwähnte Verhinderung wird durch eine Bescheinigung des Arbeitgebers, dem der Betreffende unterstellt ist, oder der Bildungs- oder Berufsbildungseinrichtung, die er besucht, bestätigt.

Wenn der Betroffene ein Freiberufler ist, wird die in den Buchstaben a und b erwähnte Verhinderung durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung abgegebene ehrenwörtliche Erklärung bestätigt, deren Muster von der Regierung festgelegt wird. Der Wähler reicht seine Erklärung spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister oder seinem Beauftragten ein;

3° Wähler, denen am Wahltag infolge einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen wird.

Diese Lage wird durch die Leitung der Anstalt, in der der Betreffende sich aufhält, bescheinigt;

4° Wähler, die sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an ihrem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sind, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Die Regierung legt die Liste der Belege fest, die der Wähler in diesem Fall vorlegen kann.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, wird die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch die Vorlage anderer Belege oder, in Ermangelung dessen, durch eine schriftliche Erklärung auf Ehrenwort oder durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters bescheinigt. Der Antrag wird spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister oder seinem Beauftragten des Wohnsitzes eingereicht.

Die Regierung legt das Muster der vom Bürgermeister oder seinem Beauftragten auszustellenden Bescheinigung sowie das Muster der in Absatz 3 genannten schriftlichen Erklärung auf Ehrenwort fest.

§ 2. Jeder Wähler darf über eine Vollmacht verfügen.

Kandidaten können nur dann die Bevollmächtigten ihres Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnnort an ihrem Wohnsitz festgelegt hat, sein, wenn sie selbst Wähler sind.

Ein Kandidat kann nur dann Bevollmächtigter eines Verwandten oder Verschwägerten, der nicht seinen Hauptwohnnort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, sein, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Falls Vollmachtgeber und Bevollmächtigter beide im Bevölkerungsregister derselben Gemeinde eingetragen sind, bescheinigt der Bürgermeister dieser Gemeinde oder sein Beauftragter das Verwandtschaftsverhältnis auf dem Vollmachtsformular.

Sind beide nicht in derselben Gemeinde eingetragen, bescheinigt der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, oder der Beauftragte des Bürgermeisters das Verwandtschaftsverhältnis auf Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde. Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigelegt.

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

§ 3. Die Vollmacht wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist. Die Verwendung dieses Formulars ist obligatorisch und schließt jedes andere Formular aus.

In der Vollmacht werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, Name, Vornamen, Geburtsdatum, Anschrift des Vollmachtgebers und des Bevollmächtigten sowie die Identifizierungsnummer des Vollmachtgebers im Nationalregister der natürlichen Personen.

Das Vollmachtsformular wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

§ 4. Wählen darf der Bevollmächtigte, der dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, wo der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und einen der in Paragraph 1 genannten Belege übergibt, und ihm seinen Personalausweis und seine Wahlaufforderung vorzeigt; darauf vermerkt der Vorsitzende: "Hat mittels Vollmacht gewählt".

§ 5. Die Gemeinde führt ein besonderes Vollmachtsregister. Mit Ausnahme der in den Absätzen 2 bis 5 festgelegten Modalitäten legt die Regierung die Modalitäten für die Führung und Verwaltung des Sonderregisters fest.

Der Zweck des Sonderregisters für Vollmachten besteht darin, die Handlungen und Identitäten der Wähler im Rahmen der Stimmabgabe mittels Vollmacht zu registrieren, um nach der Wahl im Falle eines Einspruchs gegen die Wahl eventuelle Unregelmäßigkeiten, die die Verteilung der Sitze unter den Listen beeinflusst haben könnten, feststellen zu können.

Bis das Sonderregister der Vollmachten gemäß Artikel L4143-28 Paragraph 3 Absatz 1 an die Gemeindeverwaltung übergeben wird, hat nur das Personal der Gemeindeverwaltung Zugang zum Sonderregister der Vollmachten und ist für dessen Führung und Verwaltung zuständig.

Das Personal der Gemeindeverwaltung trägt im Sonderregister der Vollmachten den Namen, die Vornamen, die Anschrift des Hauptwohnsitzes und den Grund des Antrags jedes Wählers ein, der sich bei der Gemeindeverwaltung für eine Handlung im Zusammenhang mit der Stimmabgabe mittels Vollmacht meldet, außer wenn der Gegenstand des Antrags lediglich darin besteht, das Vollmachtsformular zu erhalten.

Die im Sonderregister der Vollmachten enthaltenen personenbezogenen Daten werden aufbewahrt, bis das Sonderregister der Vollmachten gemäß Artikel L4146-23/15 Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 7 vernichtet wird."

Art. 108 - In Artikel L4133-1 Paragraph 2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 9. März 2017 wird die Wortfolge "bis am 10. September" durch die Wortfolge "bis zum 1. Oktober einschließlich" ersetzt.

Art. 109 - In Artikel L4133-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "spätestens am fünfzehnten Tag vor dem Wahltag eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen" durch die Wortfolge "am Wahltag eine entsprechende Erklärung beim Vorsitzenden des Wahlbüros einreichen" ersetzt;

2° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Der Begleiter legt dem Vorsitzenden des Wahlbüros seine Vorladung vor, auf der der Vorsitzende den Vermerk 'hat die Rolle der Begleitperson ausgeübt' anbringt."

Art. 110 - In Artikel L4134-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "Die Kandidaten können" durch die Wortfolge "Der Kandidat, der in der Reihenfolge der Aufstellung an erster Stelle steht, oder gegebenenfalls der von ihm bevollmächtigte Kandidat, kann" und das Wort "ihrer" wird durch das Wort "seiner" ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird Absatz 2 gestrichen;

3° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "In der in Artikel L4142-34 erwähnten Listengruppierungserklärung können die Kandidaten" durch die Wortfolge "Die Kandidaten, die in der Reihenfolge der Aufstellung an erster Stelle stehen, oder gegebenenfalls die von ihnen bevollmächtigten Kandidaten, können in der in Artikel L4142-4 Paragraph 6 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Annahmeerklärungen" ersetzt;

4° in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "Die Kandidaten, die, in den Distrikten, in denen andere Kandidaten eine derartige Erklärung gemacht haben, keine Listengruppierungserklärung unterzeichnet haben" durch die Wortfolge "Die Kandidaten der Listen, die in den Distrikten, in denen andere Kandidaten eine Gruppierung bilden, keine Gruppierung bilden" ersetzt;

5° in Paragraph 3 Absatz 2 werden die Wörter "bzw. Logo" gestrichen;

6° in Paragraph 4 Absatz 2 wird im ersten Satz die Wortfolge ", der in der Reihenfolge der Aufstellung an erster Stelle steht," zwischen die Wörter "Der Kandidat" und die Wörter "gibt das" eingefügt;

7° in Paragraph 4 Absatz 3 wird die Wortfolge "oder eines Auszuges aus dem Wählerregister" gestrichen;

8° dieser Artikel wird durch einen Paragrafen 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 8. Die Regierung legt das Muster des in den Paragrafen 1 und 2 vorgesehenen Mandats fest.“

Art. 111 - In Artikel L4134-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 2 wird der Satz "Sie sind jedoch verpflichtet, die in den Artikeln L4134-3 bis L4134-5 angeführten Regeln einzuhalten." durch den Satz "Sie sind verpflichtet, die in den Artikeln L4134-3 bis L4134-5 festgelegten Regeln einzuhalten." ersetzt;

2° in Paragraf 3 werden die Absätze 1 und 3 gestrichen;

3° in Paragraf 3 wird im alten Absatz 2 vor dem einzigen Absatz die Wortfolge "Zu diesem Zweck und wenn" durch das Wort "Wenn" ersetzt.

Art. 112 - In Artikel L4134-5 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird Absatz 5 gestrichen.

Art. 113 - Artikel L4135-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4135-1 - Die Mitglieder der Wahlvorstände haben Anspruch auf ein Anwesenheitsgeld, pro Sitzung des Wahlvorstands. Sie haben außerdem Anspruch auf Vergütungen und Vergünstigungen jeglicher Art und haben Anspruch auf Erstattung ihrer Fahrtkosten."

Art. 114 - Artikel L4135-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 9. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4135-2 - § 1. Die Wahlkosten, die sich aus den für die Wahlverrichtungen erforderlichen Arbeiten und Dienstleistungen ergeben, werden unter Beachtung der Vorschriften für die öffentlichen Aufträge getragen.

§ 2. Zu Lasten der Region gehen:

1° die Kosten für das von ihr bereitgestellte Wahlpapier;

2° die Kosten für den Erwerb des in Artikel L4141-1 genannten Wahlprogramms.

§ 3. Die folgenden Wahlkosten werden zur Hälfte von den Provinzen und zur Hälfte von den französischsprachigen Gemeinden getragen:

1° Anwesenheitsgelder, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände Anspruch erheben können;

2° Fahrtkostenentschädigungen, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände Anspruch erheben können;

3° Fahrtkosten, die von Wählern eingereicht werden, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind;

4° Versicherungsprämien zur Deckung von körperlichen Schäden, die durch Unfälle von Mitgliedern der Wahlvorstände in der Ausübung ihres Amtes entstehen;

5° die Wahlurnen und das Material für die Wahlbüros.

§ 4. Die folgenden Wahlkosten werden nur von den Provinzen getragen:

1° die Kosten für den Druck der Stimmzettel für die Provinzwahl;

2° die Kosten für die Benutzung der von der Regierung genehmigten und in Artikel L4144-8 Paragraf 2 genannten Software zur Unterstützung der Stimmentzählung in den Zählbürovorständen der Provinz;

3° die Bereitstellung von Material für die Zählbürovorstände der Provinz, die Kantonvorstände und die Distriktvorstände.

§ 5. Die folgenden Wahlkosten werden nur von den Gemeinden getragen:

1° die Kosten für den Druck der Stimmzettel für die Gemeindewahl;

2° die Kosten für die Benutzung der von der Regierung genehmigten und in Artikel L4144-8 Paragraf 2 genannten Software zur Unterstützung der Stimmentzählung in den Zählbürovorständen der Gemeinde;

3° die Bereitstellung von Material für die Zählbürovorstände der Gemeinde und die Gemeindevorstände.

§ 6. Alle sonstigen Wahlkosten werden zur Hälfte von den französischsprachigen Gemeinden und zur Hälfte von den Provinzen getragen."

Art. 115 - Artikel L4135-3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 1. Juni 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4135-3 - § 1. Die Provinz gibt den Gemeinden ihres Zuständigkeitsbereichs den Vorschuss der in Artikel L4135-2 Paragraf 3 genannten Wahlkosten und richtet anschließend die entsprechenden Rückforderungen an die Gemeinden.

§ 2. Die Zahlung der Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der Wahlvorstände wird von der Provinz nur auf der Grundlage der ordnungsgemäß durch die gesamten Mitglieder des Vorstandes unterzeichneten Anlage zum Protokoll vorgenommen."

Art. 116 - Artikel L4135-4 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4135-4 - Die Mitglieder der Wahlvorstände haben Anspruch auf Fahrtkostenentschädigungen, wenn sie in einer Gemeinde tagen, in der sie nicht in den Bevölkerungsregistern eingetragen sind, auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, die an die Adresse der betreffenden Provinzverwaltung geschickt wird."

Art. 117 - Im vierten Teil, Buch I Titel III desselben Kodex wird das Kapitel V durch einen Artikel L4135-5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Art. L4135-5 - Bei den Wählern, die Anspruch auf eine kostenlose Fahrt haben, handelt es sich um die folgenden:

1° Wähler, die nicht mehr in der Gemeinde wohnen, in der sie wählen;

2° Personen, die Gehalts- oder Lohnempfänger sind, und ihren Beruf im Ausland oder in einer anderen Gemeinde des Königreichs, als der, wo sie wählen müssen, ausüben;

3° die Mitglieder der Familie der unter Ziffer 2 erwähnten Personen, die mit ihnen zusammenwohnen;

4° die Studenten, die sich aufgrund ihres Studiums in einer anderen Gemeinde des Königreichs aufhalten als der, in der sie wählen;

5° die Personen, die sich in einer Pflegeanstalt oder Gesundheitseinrichtung befinden, die in einer anderen Gemeinde des Königreichs gelegen ist als der, in der sie wählen.“

Art. 118 - Im vierten Teil, Buch I Titel III desselben Kodex wird das Kapitel V durch einen Artikel L4135-6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Art. L4135-6 - Die Regierung bestimmt:

1° die Höhe des Anwesenheitsgeldes gemäß Artikel L4135-1 und L4135-2 Paragraf 3 Ziffer 1, das die Mitglieder der Wahlvorstände pro Sitzung des Vorstandes erhalten;

2° die Höhe der Entschädigungen und Vorteile gemäß Artikel L4135-1, auf die die Mitglieder der Wahlvorstände Anspruch erheben können;

3° die Bedingungen, die die Mitglieder der Wahlvorstände erfüllen müssen, um Anspruch auf ein Anwesenheitsgeld gemäß den Artikeln L4135-1 und L4135-2 Paragraf 3 Ziffer 1 zu haben;

4° die Bedingungen, die die Mitglieder der Wahlvorstände erfüllen müssen, um Anspruch auf Fahrtkostenschädigungen zu haben, sowie die Höhe dieser Entschädigungen, wenn die Mitglieder der Wahlvorstände in einer Gemeinde tagen, in der sie nicht in den Bevölkerungsregistern eingetragen sind, gemäß Artikel L4135-1, L4135-2 Paragraf 3 Ziffer 2 und Artikel L4135-4;

5° die Bedingungen, die die Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnen, in der sie als Wähler eingetragen sind, erfüllen müssen, um Anspruch auf die Erstattung ihrer Fahrtkosten zu haben, sowie die Höhe der Entschädigung, auf die sie Anspruch haben, gemäß Artikel L4135-2 Paragraf 3 Ziffer 3;

6° die Modalitäten, nach denen die Risiken von Körperschäden infolge von Unfällen, die den Mitgliedern der Wahlvorstände bei der Ausübung ihres Amtes zustoßen, gemäß Artikel L4135-2 Paragraf 3 Ziffer 4 gedeckt werden;

7° die Art und Weise, in der die Anwesenheitsgelder auf das Finanzkonto der Mitglieder der Wahlvorstände überwiesen werden, gemäß Artikel L4135-3 Paragraf 2;

8° das Muster der Forderungsanmeldung gemäß Artikel L4135-4;

9° die Modalitäten der Rückerstattung an Wähler, die Anspruch auf eine kostenlose Fahrt haben, gemäß Artikel L4135-5;

10° die Muster der Wahlurnen gemäß Artikel L4135-2 Paragraf 3 Ziffer 5;

11° die Muster der Stimmzettel, gemäß Artikel L4135-2 Paragraf 4 Ziffer 1 und Paragraf 5 Ziffer 1.“

Art. 119 - In Artikel L4141-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. Die Regierung stellt den Vorsitzenden der Wahlvorstände die von ihr entwickelten Wahlprogramme zur Verfügung, die sie zur Erfüllung ihrer Aufgaben benötigen.

Diese Wahlprogramme sind Gegenstand einer Zulassung nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten.“;

2° die Paragraphen 2 und 3 werden gestrichen.

Art. 120 - In Artikel L4141-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 2 Absatz 1 wird die Wortfolge “der in Artikel L4141-1, § 1 Absatz 1 erwähnten Software sowie jeder Software, die bei der Auszählung der Stimmen in Ausführung von Artikel L4144-8 § 2 zur Unterstützung verwendet wird.“ durch die Wortfolge “der in Artikel L4141-1 genannten Wahlprogramme.“ ersetzt;

2° in Paragraf 4 wird der Satz “Jede Verletzung der Geheimhaltungspflicht wird gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches bestraft“ gestrichen.

Art. 121 - Im vierten Teil Buch I Titel IV desselben Kodex wird das Kapitel I durch einen Artikel L4141-3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Art. L4141-3 - Abgesehen von der Stimmabgabe, die notwendigerweise auf einem Papierstimmzettel erfolgt, legt die Regierung fest, welche Wahlvorgänge digital und welche digital und automatisiert durchgeführt werden. Die Regierung legt die Modalitäten dieser Vorgänge fest.

Im Rahmen der in Absatz 1 genannten Vorgänge erfolgt die digitale Datenverarbeitung und die automatisierte Datenverarbeitung unter Einhaltung der Grundsätze der Vertraulichkeit, der Integrität und der Verfügbarkeit der Wahldaten.“

Art. 122 - In Artikel L4142-1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 18. April 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 2 werden die Wörter “Artikel L4121-1, § 1 “ durch die Wörter “Artikel L4121-1“ ersetzt;

2° dieser Artikel wird durch einen Paragrafen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 5. Unbeschadet von Paragraf 1 müssen die Wählbarkeitsbedingungen spätestens zum Zeitpunkt der vorläufigen Festlegung der Listen erfüllt sein.“

Art. 123 - In Artikel L4142-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “den Artikeln L1125-1 bis L1125-10 des vorliegenden Kodex“ durch die Wortfolge “dem ersten Teil Buch I Titel II Kapitel V des vorliegenden Kodex“ ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge “den Artikeln L2212-74 bis L2212-81 des vorliegenden Kodex“ durch die Wortfolge “dem zweiten Teil Buch II Titel I Kapitel II Abschnitt 7 des vorliegenden Kodex“ ersetzt.

Art. 124 - Artikel L4142-3 Absatz 5 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Vorsitzende des Kreisvorstandes nimmt die Eingabe der Kandidaturen vor, die nicht vorher eingegeben wurden."

Art. 125 - In Artikel L4142-4 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 4 wird der Satz "Der Wähler oder das Ratsmitglied, der bzw. das gegen dieses Verbot verstösst, setzt sich den in Artikel 202 des Wahlgesetzbuches vorgesehenen Strafen aus." gestrichen;

2° in Paragraph 5 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Im Vorschlag wird die Genehmigung, gemäß Artikel L4142-34 eine Gruppierung zu bilden, angegeben;"

3° in Paragraph 5 Absatz 3 werden die Wörter "oder Logo" gestrichen;

4° in Paragraph 6 Absatz 1 Ziffer 2 werden die Absätze 2 und 3 gestrichen;

5° in Paragraph 6 Absatz 1 wird die Ziffer 9 durch Folgendes ersetzt:

"9° Die eventuellen in Artikel L4142-34 Absatz 2 genannten Listengruppierungserklärungen;"

6° Paragraph 6 Absatz 1 Ziffer 10 wird durch Folgendes ersetzt:

"10° Die von den unterzeichnenden Wählern, den Anmeldern und den vorgeschlagenen Kandidaten vorgelegten Bescheinigungen, um nachzuweisen, dass sie in ihrer Gemeinde wahlberechtigt sind;"

7° in Paragraph 6 Absatz 3 wird die Wortfolge "in Absatz 1 7° und 9°" durch die Wortfolge "in Absatz 1 Ziffer 7" ersetzt;

8° Paragraph 6 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In der Annahmeakte nach Absatz 1 Ziffer 2 wird die Absicht der Gruppenbildung gemäß Artikel L4142-34 erwähnt. Sie enthält auch die Namen der Zeugen und stellvertretenden Zeugen der Liste gemäß Artikel L4134-1. Sie enthält außerdem einen Vermerk, mit dem die Kandidaten darauf verzichten, sich auf das Recht auf Vergessenwerden gemäß Artikel 17 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz Grundverordnung) zu berufen.

Bei den in Absatz 1 Ziffer 10 genannten Bescheinigungen handelt es sich um die in Artikel 1 Ziffer 9 des Ministeriellen Erlasses vom 21. April 2017 zur Festlegung der Muster der Bescheinigungen erwähnt in Artikel 3 § 1 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 5. Juni 2004 zur Festlegung der Regelung des Rechts auf Einsichtnahme und Berichtigung der elektronisch im Personalausweis gespeicherten Daten und der in den Bevölkerungsregistern oder im Nationalregister der natürlichen Personen aufgenommenen Informationen."

Art. 126 - In Artikel L4142-6 desselben Kodex wird Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, gestrichen.

Art. 127 - In Artikel L4142-9 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird die Wortfolge "und während zwei Stunden nach Ablauf dieser Frist" gestrichen; 2° Absatz 3 wird gestrichen.

Art. 128 - In Artikel L4142-10 Paragraph 3 dritter Satz desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird in der französischen Fassung das Wort "reçoit" durch das Wort "reçoivent" ersetzt.

Art. 129 - In Artikel L4142-12 Paragraph 3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden die Wörter "oder Logos" gestrichen.

Art. 130 - In Artikel L4142-15 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 wird in der französischen Fassung im zweiten Satz die Wortfolge "font l'objet d'un envoi" durch die Wortfolge "sont envoyés" ersetzt;

2° in Paragraph 5 wird in der französischen Fassung das Wort "seront" durch das Wort "sont" ersetzt.

Art. 131 - Artikel L4142-17 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, dessen gegenwärtiger Text den Absatz 1 bilden wird, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn die Bearbeitung von einem Subunternehmer durchgeführt wird, erfolgt sie unter der Kontrolle und der Verantwortlichkeit der Regierung oder ihres Beauftragten."

Art. 132 - Artikel L4142-18 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird aufgehoben.

Art. 133 - Artikel L4142-21 Paragraph 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Sie können innerhalb derselben Frist ein Berichtigungs- oder Ergänzungsschriftstück einreichen, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird."

Art. 134 - In Artikel L4142-22 Absatz 4 wird im ersten Satz desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 das Wort "Er" durch die Wörter "Der Kreisvorstand" ersetzt.

Art. 135 - In Artikel L4142-24 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 wird der Satz "Die Regierung kann beschliessen, dass die Übermittlung gemäss 2 von Artikel L4141-1 digital erfolgt." gestrichen.

Art. 136 - Artikel L4142-25 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4142-25 - In den in Artikel L4112-22 Paragraph 2 genannten Bezirken teilt jeder Vorsitzende des Distriktvorstands dem Vorsitzenden des Zentralwahlvorstands des Bezirks, falls zutreffend, unverzüglich die Listen mit, von denen alle Kandidaten in der Vorschlagsurkunde und in der Annahmeakte der Kandidatur ihre Absicht bekundet haben, unter dem Gesichtspunkt der Sitzverteilung auf der Ebene des Verwaltungsbezirks eine Gruppe zu bilden."

Art. 137 - In Artikel L4142-26 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 werden die Wörter "oder Logo" gestrichen;

2° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Das Listenkürzel besteht aus höchstens fünfundzwanzig Zeichen. Es kann Buchstaben, Zahlen oder Zeichen enthalten. Ein und dasselbe Listenkürzel kann entweder in einer einzigen Landessprache abgefasst oder in eine andere Landessprache übersetzt sein, oder es kann in einer Landessprache abgefasst sein mit der entsprechenden Übersetzung in eine andere Landessprache.

Die Regierung legt die Liste der Zeichen fest, die Teil des Listenkürzels sein können.";

3° in Paragraph 4 werden die Wörter "oder Logo" gestrichen;

Art. 138 - In Artikel L4142-27 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden die Wörter "oder Logos" jedes Mal gestrichen.

Art. 139 - In Artikel L4142-29 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "sigle ou logo" durch das Wort "sigle" ersetzt.

Art. 140 - In Artikel L4142-30 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 26. April 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 werden die Wörter "das Logo" gestrichen;

2° in Paragraph 4 Absatz 1 werden die Wörter "oder Logos" gestrichen;

3° in Paragraph 4 wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 141 - In Artikel L4142-31 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter "oder Logos" und "oder Logo" gestrichen;

2° in Paragraph 3 wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 142 - In Artikel L4142-32 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden die Wörter "oder Logo" gestrichen.

Art. 143 - In Artikel L4142-33 desselben Kodex wird Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, gestrichen.

Art. 144 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel II Abschnitt 4 desselben Kodex wird die Überschrift des Unterabschnitts 4 wie folgt ersetzt: "Listengruppierung".

Art. 145 - Artikel L4142-34 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4142-34 - Wenn in einem Verwaltungsbezirk, der mindestens zwei Distrikte umfasst, Listen, die dasselbe Kürzel und dieselbe gemeinsame laufende Nummer verwenden, gleichzeitig in verschiedenen Distrikten kandidieren, bilden sie automatisch eine Listengruppierung, sofern alle Kandidaten der betreffenden Listen in ihren Vorschlagsurkunden und in ihren Annahmekarten ihre Absicht bekundet haben, diese Gruppierung zu bilden.

Wenn in einem Verwaltungsbezirk, der mindestens zwei Distrikte umfasst, Listen, die dasselbe Kürzel verwenden und nicht über dieselbe gemeinsame laufende Nummer verfügen, gleichzeitig in verschiedenen Distrikten kandidieren, können sie eine Listengruppierung bilden, sofern alle Kandidaten der betreffenden Listen in ihren Vorschlagsurkunden und in ihren Annahmekarten ihre Absicht bekundet haben, diese Gruppierung zu bilden."

Art. 146 - Artikel L4142-35 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4142-35 - Wird eine der aufgenommenen Listen abgewiesen, so bleibt die Gruppierung für die anderen Listen der Gruppe gültig.

Wenn ein Kandidat für nichtwählbar erklärt worden ist, bleibt die Gruppierung für die anderen Kandidaten der Liste gültig."

Art. 147 - Artikel L4142-36 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4142-36 - § 1. Der Zentralwahlvorstand des Bezirks erstellt unverzüglich und in Gegenwart etwaiger Zeugen die Tabelle der Listen, die eine Gruppe bilden.

In dieser Tabelle teilt er jeder Listengruppe einen Buchstaben in der alphabetischen Reihenfolge zu. Zu diesem Zweck beachtet er die Reihenfolge der Anordnung der Listen auf dem Stimmzettel, so wie er diese für seinen Distrikt festgelegt hat.

§ 2. Der Vorsitzende des Zentralwahlvorstandes des Bezirks übermittelt den Vorsitzenden der Distriktvorstände eine Abschrift der Listen, die Kandidaten ihres Kreises umfassen.

Diese Vorsitzenden lassen die Listen sofort in sämtlichen Gemeinden des Distrikts aushängen."

Art. 148 - Artikel L4142-37 Paragraph 2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Die Kandidatenlisten werden sofort angeschlagen. Auf dem Plakat werden in der Form des wie durch die Regierung festgelegten Stimmzettels die Namen und Vornamen der Kandidaten in schwarzer Fettschrift wiedergegeben. Wiedergegeben werden auch die durch die Regierung festgelegten Anweisungen für die Wähler."

Art. 149 - In Artikel L4142-39 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 3 wird gestrichen.

2° im alten Absatz 4, der zu Absatz 3 wird, wird zwischen Ziffer 2 und 3 eine Ziffer 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2°/1 die Angabe der Anzahl der ungültigen Stimmzettel, wobei klar zwischen der Anzahl der ungültigen und der Anzahl der weißen Stimmzettel unterschieden wird;"

Art. 150 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel II desselben Kodex wird Abschnitt 7 mit der Überschrift "Strafmassnahmen im Zusammenhang mit den Kandidaturen" gestrichen.

Art. 151 - Artikel L4142-46 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 152 - Artikel L4142-47 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 153 - In Artikel L4143-3 Paragraf 3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "muss mindestens eine Wahlkabine für fünf Wahllokale" durch die Wortfolge "muss eine Wahlkabine pro Wahlbüro" ersetzt.

Art. 154 - In Artikel L4143-4 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Anweisungen für die Wähler werden im Warteraum ausgehängt.";

2° in Paragraf 2 wird die Wortfolge "für die Wähler im Warteraum ausgelegt; ein zweites Exemplar wird" gestrichen;

3° in Paragraf 4 wird die Wortfolge "muss unter Berücksichtigung der Zugänglichkeit der kleineren Personen und der Personen, die sich im Rollstuhl befinden, erfolgen" durch die Wortfolge "erfolgt unter Berücksichtigung der Zugänglichkeit der kleineren Personen und der Personen, die sich im Rollstuhl befinden" ersetzt.

Art. 155 - In Artikel L4143-5 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Vorstand wird um sieben Uhr gebildet.";

2° in Paragraf 2 Absatz 2 und 4 wird die Wortfolge "Artikel L4125-5 §§ 2 und 3" jedes Mal durch die Wortfolge "Artikel LL4125-5 Paragraf 2" ersetzt.

Art. 156 - Artikel L4143-8 Paragraf 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird in der französischen Fassung das Wort "mandataires" durch die Wortfolge "porteurs de procuration" ersetzt;

2° Absatz 3 wird gestrichen;

3° im alten Absatz 4, der zu Absatz 3 wird, wird die Wortfolge "in Absätzen 2 und 3" durch die Wortfolge "in Absatz 2" ersetzt.

Art. 157 - Artikel L4143-9 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird gestrichen.

Art. 158 - Artikel L4143-10 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 wird durch Folgendes ersetzt:

"Mit Ausnahme des Vorsitzenden dürfen die in Artikel L4143-8 genannten Personen während der Zeit, in der sie im Wahllokal zugelassen sind, nicht mit der Außenwelt kommunizieren."

Art. 159 - In Artikel L4143-12 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° zwischen Absatz 3 und den alten Absatz 4, der zu Absatz 5 wird, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Experten, die gemäß Artikel L4141-2 bestimmt werden, sind am Wahltag zum Zähllokal zugelassen, indem sie dem Vorsitzenden ihre von der Regierung ausgestellte Legitimationskarte vorlegen. Personen, die mit der Bereitstellung technischer Hilfe beauftragt sind, werden zum Zähllokal zugelassen, indem sie dem Vorsitzenden eine von dem von der Regierung akkreditierten Arbeitgeber ausgestellte Ausweiskarte vorlegen.";

2° im alten Absatz 4, der zu Absatz 5 wird, wird die Wortfolge "in Absätzen 2 und 3" durch die Wortfolge "in Absätzen 2, 3 und 4" ersetzt.

Art. 160 - In Artikel L4143-15 desselben Kodex wird Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, gestrichen.

Art. 161 - In Artikel L4143-20 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Regierung legt fest, wie die Abstimmungsregister auszufüllen sind, insbesondere welche Zeichen von den Mitgliedern des Wahlbüros zu verwenden sind.";

2° in Paragraf 4 Absatz 2 wird das Wort "Wahlregister" durch das Wort "Register" ersetzt;

3° in Paragraf 5 Absatz 1 wird die Wortfolge "Artikel L4122-16 und 24" durch die Wortfolge "Artikel L4122-17 und L4122-25" ersetzt;

4° in Paragraf 6 Absatz 2 wird in der französischen Fassung das Wort "mandataire" durch die Wortfolge "porteur de procuration" und das Wort "mandant" wird durch die Wortfolge "donneur de procuration" ersetzt;

5° Paragraf 6 Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die in Artikel L4132-1 Paragraf 1 erwähnten Vollmachten und Bescheinigungen werden dem Vollmachtsverzeichnis beigelegt.";

6° in Paragraf 7 wird die Wortfolge "händigt der begleitete Wähler dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes eine Abschrift seiner Erklärung aus." durch die Wortfolge "legt der Begleiter dem Vorsitzenden des Wahlbüros seine Vorladung vor, auf der der Vorsitzende den Vermerk 'hat die Rolle der Begleitperson ausgeübt' anbringt." ersetzt;

7° Paragraf 7, dessen gegenwärtiger Text den Absatz 1 bilden wird, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der Begleiter ist berechtigt, in demselben Wahlbüro zu wählen, in dem der Wähler, den er begleitet, aufgerufen ist, sofern sie in derselben Gemeinde wahlberechtigt sind. In diesem Fall wird der Name des Begleiters in dem in Artikel L4143-25 Paragraf 1 Ziffer 2 genannten Verzeichnis vermerkt.“

Art. 162 - In Artikel L4143-21 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 3 Absatz 2 und 3 werden die Wortfolge „vom Vorsitzenden des Wahlbürovorstandes“ und die Wortfolge „vom Vorsitzenden des Wahlbüros“ durch die Wortfolge „vom Vorsitzenden des Wahlbüros oder einem von ihm beauftragten Beisitzer“ ersetzt;

2° in Paragraf 3 Absatz 3 wird der Satz „Wenn ein ärztliches Attest zur Rechtfertigung seines Antrags vorgelegt wird, wird es dem Protokoll beigefügt.“ gestrichen.

Art. 163 - Artikel L4143-25 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. L4143-25 - § 1. Der Wahlvorstand erstellt zuerst die folgenden Verzeichnisse:

1° das in Artikel L4143-20 Paragraf 6 Absatz 3 genannte Verzeichnis, das die in Artikel L4132-1 Paragraf 1 genannten Vollmachten und Bescheinigungen enthält;

2° das Verzeichnis der Wähler, die nicht in den Abstimmungsregistern aufgeführt sind, aber zur Abstimmung zugelassen wurden;

3° das Verzeichnis der Wähler, die im Abstimmungsregister aufgeführt sind, aber nicht an der Abstimmung teilgenommen haben. Dem Verzeichnis werden die in Artikel L4143-20 Paragraf 4 und 5 genannten Belege sowie die Belege, die von den Abwesenden zu Begründungszwecken übermittelt wurden, beigefügt.

§ 2. Zur Erstellung des in Paragraf 1 Ziffer 3 genannten Verzeichnisses verwenden die Vorstandsmitglieder die dritte Kopie der Abstimmungsregister.

Der Vorsitzende vermerkt auf diesen Verzeichnissen die von den Vorstandsmitgliedern oder den Zeugen vorgetragenen Bemerkungen.

§ 3. Die Vorstandsmitglieder unterzeichnen die Verzeichnisse.

§ 4. Das in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer genannte Verzeichnis hat den Zweck, im Rahmen der administrativen Untersuchung der gegen die Wahl eingereichten Beschwerden gemäß Artikel L4146-6 Paragraf 1 Absatz 4 und Artikel L4146-23/1 verwendet werden zu können.

Die in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 und 3 genannten Verzeichnisse dienen dem Zweck, dem Prokurator des Königs die Strafverfolgung von Verstößen gegen die Artikel L4168-6 und L4168-16 zu ermöglichen.

Die personenbezogenen Daten auf den in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 1 bis 3 genannten Verzeichnissen sind der Name, der Vorname und die Anschrift des Hauptwohnortes.“

Art. 164 - Artikel L4143-26 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. L4143-26 - Die Vorstandsmitglieder und die Zeugen unterzeichnen die beiden Kopien der Abstimmungsregister, die zur Kennzeichnung der Namen der Wähler gedient haben.“

Art. 165 - Artikel L4143-27 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Vorstandsmitglieder und die Zeugen unterzeichnen das Protokoll.“

Art. 166 - Artikel L4143-28 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. L4143-28 - § 1. Der Vorstand steckt in getrennte Umschläge:

1° die zurückgenommenen Stimmzettel;

2° die unbenutzten Stimmzettel;

3° das Musterblatt;

4° das in Artikel L4143-25 Paragraf 1 Ziffer 1 genannte Verzeichnis;

5° die erste Kopie des Abstimmungsregisters gemäß Artikel L4143-26;

6° die zweite Kopie des Abstimmungsregisters gemäß Artikel L4143-26;

7° das Original des in Artikel L4143-27 genannten Protokolls;

8° das in Artikel L4143-25 Paragraf 1 Ziffer 2 genannte Verzeichnis;

9° das in Artikel L4143-25 Paragraf 1 Ziffer 3 genannte Verzeichnis;

10° eine erste Kopie des Protokolls;

11° eine zweite Kopie des Protokolls;

12° das Verzeichnis der Bankkontonummern der Vorstandsmitglieder für die Auszahlung der Anwesenheitsgelder;

13° das Verzeichnis der abwesenden Beisitzer.

§ 2. In deutlich sichtbarer Schrift wird auf den Umschlägen Folgendes angegeben:

1° Inhalt; 2° das Datum der Wahl;

3° der Name der Gemeinde;

4° der Name des Distrikts;

5° die Angabe: „Wahlbüro Nr.“ mit der Nummer des Wahlbüros.

Die Umschläge werden sofort versiegelt und dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes ausgehändigt, der sie der Gemeindeverwaltung übermittelt.

§ 3. Die Gemeindeverwaltung lässt der Regionalverwaltung unverzüglich die in Paragraph 1 Ziffer 3 bis 7 genannten Umschläge sowie das in Artikel L4132-1 Paragraph 5 erwähnte Sonderregister der Vollmachten zukommen.

Die Gemeindeverwaltung übermittelt der Provinzverwaltung den in Absatz 1 Ziffer 12 genannten Umschlag.

Die Gemeindeverwaltung übermittelt dem Prokurator die in Paragraph 1 Ziffer 8, 9 und 13 genannten Umschläge.

Die Gemeindeverwaltung bewahrt die in Paragraph 1 Ziffer 1 und 2 genannten Umschläge auf.

§ 4. Der Vorsitzende des Wahlbüros, der gegebenenfalls von den Zeugen begleitet wird, trägt die Urnen zum Zählbürovorstand. Er übergibt dem Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Gemeinde die kommunale Urne und die in Paragraph 1 Ziffer 10 genannte erste Kopie des Protokolls. Er übergibt dem Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Provinz die provinzielle Urne und die in Paragraph 1 Ziffer 11 genannte zweite Kopie des Protokolls.

Der Vorsitzende des Wahlbüros kann einen Beisitzer des Wahlbüros mit dieser Aufgabe beauftragen.

§ 5. Das Verzeichnis der Bankkontonummern der Vorstandsmitglieder für die Auszahlung der Anwesenheitsgelder hat den Zweck, den Vorstandsmitgliedern zu ermöglichen, die Zahlung der ihnen zustehenden Anwesenheitsgelder zu erhalten.

Die personenbezogenen Daten in diesem Verzeichnis sind die Namen, Vornamen und Bankkontonummern der Vorstandsmitglieder.

§ 6. Das Verzeichnis der abwesenden Beisitzer hat den Zweck, dem Prokurator des Königs die Strafverfolgung von Verstößen gegen die Artikel L4163-1 bis L4163-3 zu ermöglichen.

Die personenbezogenen Daten in diesem Verzeichnis sind die Namen, Vornamen, Adressen des Hauptwohnortes und die Gründe für die Abwesenheit der Wähler, die als Beisitzer bestimmt wurden.“.

Art. 167 - In Artikel L4144-2 Paragraph 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird die Wortfolge "muss um 14 Uhr nach den in Artikel L4143-5 festgelegten Modalitäten gebildet sein" durch die Wortfolge "wird um 14 Uhr nach den in Artikel L4143-5 festgelegten Modalitäten gebildet" ersetzt.

Art. 168 - In Artikel L4144-5 desselben Kodex wird Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, gestrichen.

Art. 169 - Artikel L4144-7 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4144-7 - § 1. Der Vorsitzende und die Vorstandsmitglieder mischen alle vom Vorstand auszuzählenden Stimmzettel, falten sie auseinander und ordnen sie nach folgenden Kategorien:

- 1° die im Sinne von Artikel L4112-18 Paragraph 2 gültigen Stimmzettel;
- 2° die im Sinne von Artikel L4112-18 Paragraph 5 zweifelhaften Stimmzettel;
- 3° die im Sinne von Artikel L4112-18 Paragraph 3 Absatz 1 ungültigen Stimmzettel.

§ 2. Die Kategorie der ungültigen Stimmzettel wird in zwei Unterkategorien unterteilt:

- 1° die im Sinne von Artikel L4112-18 Paragraph 3 Absatz 2 ungültigen Stimmzettel;
- 2° die im Sinne von Artikel L4112-18 Paragraph 3 Absatz 3 weißen Stimmzettel.“.

Art. 170 - In Artikel L4144-8 desselben Kodex werden die Paragraphen 2 und 3, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2017, durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Der Vorstand stellt dementsprechend Folgendes fest:

- 1° die Gesamtanzahl gültiger Stimmzettel;
- 2° die Gesamtanzahl ungültiger Stimmzettel, wobei zwischen der Anzahl der ungültigen und der Anzahl der weißen Stimmzettel unterschieden wird;
- 3° die Gesamtanzahl der Stimmen im Kopffeld für jede Liste;
- 4° die Gesamtanzahl der Stimmzettel mit Stimmabgabe lediglich für einen oder mehrere Kandidaten der Liste für jede Liste; 5° die Anzahl der erhaltenen Stimmabgaben für jeden Kandidaten.

All diese Zahlen werden in das Protokoll aufgenommen.

Für diese Vorgänge verwendet der Vorstand die von der Regierung gemäß Artikel L4141-1 Absatz 2 genehmigte Software zur Unterstützung der Stimmenaushaltung.

§ 3. Alle auf diese Weise eingeteilten Stimmzettel werden pro Kategorie verschlossen.“.

Art. 171 - In Artikel L4144-9 desselben Kodex wird Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, gestrichen.

Art. 172 - Artikel L4144-10 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4144-10 - Der Vorstand steckt in getrennte Umschläge:

- 1° das Verzeichnis der Bankkontonummern der Vorstandsmitglieder für die Auszahlung der Anwesenheitsgelder;
- 2° das Verzeichnis der abwesenden Beisitzer;
- 3° die Auszahlungstabelle;
- 4° das Protokoll;
- 5° die USB-Sticks, die aus der in Artikel L4144-8 Paragraph 2 Absatz 3 genannten Software zur Unterstützung der Stimmenaushaltung stammen.

In deutlich sichtbarer Schrift wird auf den Umschlägen sowie auf denjenigen, die in Artikel L4144-13 Paragraph 1 Absatz 1 genannt werden, Folgendes angegeben:

- 1° Inhalt; 2° das Datum der Wahl;
- 3° der Name der Gemeinde;
- 4° der Name des Distrikts;

5° die Angabe: "Ergebnis der Auszählung der Stimmzettel aus den Wahlbüros Nr. ...", gefolgt von der Nummer der Wahlbüros.

Die in Absatz 1 genannten Umschläge werden sofort versiegelt.

Die Zwecke der in Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Verzeichnisse und die personenbezogenen Daten auf denselben Verzeichnissen sind diejenigen, die in Artikel L4143-28 Paragraph 5 und 6 genannt werden."

Art. 173 - In Artikel L4144-11 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Vorsitzende des Zählbürovorstandes übergibt dem Vorsitzenden des Gemeindevorstandes oder des Kantonvorstandes je nach der Wahl, für die er zuständig ist, das Protokoll der Auszählung, die Auszählungstabelle und die USB-Sticks der Stimmenauszählung;"

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "begibt sich der Vorsitzende des Zählbürovorstandes der Gemeinde mit dem Protokoll der Auszählung und der Auszählungstabelle zu dem Vorsitzenden des Gemeindevorstandes und der Vorsitzende des Zählbürovorstandes der Provinz mit den vergleichbaren Unterlagen zu dem Vorsitzenden des Kantonvorstandes." durch die Wortfolge "übergibt der Vorsitzende des Zählbürovorstandes der Gemeinde dem Vorsitzenden des Gemeindevorstandes das Protokoll der Auszählung, die Auszählungstabelle und die USB-Sticks der Stimmenauszählung. Der Vorsitzende des Zählbürovorstandes der Provinz übergibt diese Dokumente dem Vorsitzenden des Kantonvorstandes." ersetzt;

3° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "paraphiert er sie" durch die Wortfolge "validiert er sie" ersetzt;

4° Paragraph 4 wird aufgehoben.

Art. 174 - In Artikel L4144-12 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006 wird in Absatz 2 die Wortfolge "bringt es diesem Vorsitzenden zurück, der es nach den Modalitäten des vorstehenden Artikels paraphiert" durch die Wortfolge "übergibt es dem beratenen Vorsitzenden zur Bestätigung gemäß den in Artikel L4144-11 genannten Modalitäten" ersetzt.

Art. 175 - Artikel L4144-13 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L4144-13 - § 1. Nach der Bestätigung der Auszählungstabelle und des Protokolls durch den Vorsitzenden, der gemäß Artikel L4144-11 oder Artikel L4144-12 konsultiert wurde, schließt der Zählbürovorstand die Vorgänge ab und legt Folgendes in separate Umschläge:

1° eine Kopie des Protokolls;

2° eine Kopie der Auszählungstabelle.

Die Umschläge werden sofort versiegelt.

Der Zählbürovorstand legt die Stimmzettel, die gemäß Artikel L4144-8 Paragraph 3 nach Kategorien geordnet sind, in die zu diesem Zweck vorgesehenen Säcke. Diese werden sofort versiegelt.

§ 2. Nach Abschluss der Vorgänge sammelt der Vorsitzende des Zählbürovorstandes die in Paragraph 1 genannten Umschläge, die in Artikel L4144-10 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Umschläge, die von den Vorsitzenden der Wahlbüros gemäß Artikel L4143-28 Paragraph 4 Absatz 1 erhaltenen Umschläge sowie die Säcke mit den Stimmzetteln ein.

Der Vorsitzende des Zählbürovorstandes überreicht alles der Gemeindeverwaltung.

§ 3. Die Gemeindeverwaltung lässt der Regionalverwaltung unverzüglich die in Artikel L4143-28 Paragraph 4 Absatz 1 genannten Umschläge sowie die zwei in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Umschläge zukommen.

Die Gemeindeverwaltung übergibt dem Prokurator den in Artikel L4144-10 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Umschlag.

Die Gemeindeverwaltung übergibt der Provinzverwaltung den in Artikel L4144-10 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Umschlag.

§ 4. Die Gemeindeverwaltung bewahrt die Säcke mit den Stimmzetteln für die Gemeindevahl an einem sicheren Ort auf und verwahrt sie. Sie fügt ihnen die beiden in Artikel L4143-28 Paragraph 1 Ziffer 1 und 2 genannten Umschläge bei.

Die Gemeindeverwaltung übergibt der Provinzverwaltung die Säcke mit den Stimmzetteln für die Provinzwahl. Die Provinzverwaltung bewahrt die Säcke an einem sicheren Ort auf und verwahrt sie.

Die Regierung kann besondere Modalitäten bezüglich der Aufbewahrung und Verwahrung der Stimmzettel durch die Gemeindeverwaltung und die Provinzverwaltung festlegen."

Art. 176 - In Artikel L4145-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird zwischen Ziffer 2 und 3 eine Ziffer 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2°/1 die Zahl ungültiger Stimmzettel, wobei die Anzahl der ungültigen und die Anzahl der weißen Stimmzettel hervorgehoben wird;"

2° Paragraph 2 wird gestrichen.

Art. 177 - In Artikel L4145-3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 2 und 3 werden durch Folgendes ersetzt:

§ 2. Wenn ein Kandidat vor dem Wahltag verstirbt, verfährt der Gemeinde- oder der Kantonvorstand, als ob dieser Kandidat nicht auf der Liste erscheinen würde, auf der er Kandidat war. Der verstorbene Kandidat kann nicht als gewählt verkündet werden. Die Anzahl auf ihn entfallene Vorzugsstimmen wird dagegen wohl berücksichtigt, um die Wahlziffer der Liste, auf der er Kandidat war, festzulegen.

Wenn ein Kandidat am Wahltag oder danach, aber vor der öffentlichen Verkündung der Wahlergebnisse verstirbt, verfährt der Gemeinde- oder Distriktvorstand, als ob der Betreffende noch leben würde. Wenn er gewählt worden ist, wird das erste Ersatzmitglied derselben Liste berufen, um an seiner Stelle zu tagen.

Das erste Ersatzmitglied derselben Liste muss ebenfalls anstelle des gewählten Kandidaten tagen, der nach der öffentlichen Verkündung der Wahlergebnisse verstirbt.

§ 3. Wenn sich nach der endgültigen Festlegung der Listen herausstellt, dass ein Kandidat nicht wählbar ist, verfährt der Gemeinde- oder Distriktvorstand gemäß Paragraph 2 Absatz 1.;

2° Paragraph 4 wird gestrichen.

Art. 178 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel V desselben Kodex wird die Überschrift des Abschnitts 2 durch Folgendes ersetzt: "Die Vorgänge der Stimmenauszählung".

Art. 179 - Artikel L4145-5 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 180 - Artikel L4145-6 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 181 - Artikel L4145-7 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 182 - Artikel L4145-8 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 183 - Artikel L4145-9 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 184 - Artikel L4145-10 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 185 - Artikel L4145-11 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 186 - Artikel L4145-14 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 187 - Artikel L4145-15 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 188 - Artikel L4145-16 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 189 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel V Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 1 mit der Überschrift "Stimmenauszählung durch den Gemeindevorstand" eingefügt.

Art. 190 - In den Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4145-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-5 - § 1. Der Gemeindevorstand teilt die Wahlziffer jeder Liste nacheinander durch 1, 2, 3, 4, 5 und so weiter und ordnet die Quotienten nach der Reihenfolge ihrer Größe, bis insgesamt so viel Quotienten erreicht werden, wie Mitglieder zu wählen sind.

§ 2. Der letzte auf die ganze Zahl begrenzte Quotient dient als Wahldivisor."

Art. 191 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4145-6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-6 - Die Sitze werden auf die verschiedenen Listen verteilt, indem jeder Liste so viele Sitze zuerkannt werden, wie ihre Wahlziffer Quotienten ergeben hat, die größer sind als der letzte brauchbare Quotient oder die diesem entsprechen."

Art. 192 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4145-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-7 - § 1. Der Gemeindevorstand setzt die Auskünfte über die Sitzverteilung auf die Listen in der Auszählungstabelle.

§ 2. Er vermerkt die Wahlziffern der zur Verteilung zugelassenen Listen nebeneinander auf einer waagerechten Linie und unter diesen Wahlziffern vermerkt er die auf die ganze Zahl begrenzten erworbenen Quotienten.

§ 3. Dann unterstreicht der Vorstand nacheinander die jeweils höchsten Quotienten bis er die Anzahl der zu verleihenden Mandate erreicht."

Art. 193 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4145-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-8 - § 1. Wenn der letzte nützliche Quotient, der für die Zuteilung des letzten Sitzes maßgeblich ist, in mehreren Listen gleichzeitig vorkommt, berücksichtigt der Vorstand die Dezimalzahlen, um diesen Sitz einer Liste zuzuteilen.

§ 2. Wenn der letzte brauchbare Quotient mehrerer Listen völlig identisch ist, teilt der Vorstand den letzten Sitz der Liste mit der höchsten Wahlziffer zu.

§ 3. Wenn es zu diesem Zeitpunkt nicht möglich ist, den letzten Sitz einer Liste zuzuteilen, erfolgt die Verteilung auf die Kandidaten gemäß Artikel L4145-9.

Art. 194 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4145-9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-9 - Die Verteilung auf die Kandidaten erfolgt unter Berücksichtigung der folgenden Regeln:

1° ist nur ein Mitglied zu wählen, so wird der Kandidat, der die meisten Stimmen erzielt hat, für gewählt erklärt. Bei Stimmgleichheit erhält der ältere Kandidat den Vorzug;

2° wenn die Anzahl Kandidaten einer Liste der Anzahl Sitze entspricht, die der Liste zukommen, sind diese Kandidaten alle gewählt;

3° wenn eine Liste mehr Sitze erhält, als sie Kandidaten zählt, werden die nicht zuerkannten Sitze denjenigen hinzugefügt, die den anderen Listen zukommen. Die Verteilung dieser Sitze auf diese Listen geschieht durch Fortsetzung des in Artikel L4145-8 beschriebenen Verfahrens. Jeder neue Quotient bestimmt zugunsten der Liste, der er angehört, die Zuteilung eines Sitzes;

4° wenn am Zeitpunkt der Verteilung auf diese Listen bei dem letzten Sitz gemäß Artikel L4145-8 Paragraph 3 die Gleichheit nicht aufgehoben werden konnte, wird er demjenigen der betroffenen Kandidaten zugeteilt, der die meisten namentlichen Stimmen erhalten hat, oder, subsidiär, dem ältesten Kandidaten;

5° ist die Anzahl Kandidaten einer Liste größer als die Anzahl der Sitze, die dieser Liste zukommen, werden die Sitze den Kandidaten in absteigender Reihenfolge der Anzahl erhaltener Stimmen zuerkannt. Bei gleicher Stimmenanzahl ist die Vorschlagsreihenfolge maßgebend."

Art. 195 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4145-10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-10 - § 1. Aus jeder Liste, von der ein oder mehrere Kandidaten gemäß Artikel L4145-9 gewählt werden, werden die nicht gewählten Kandidaten mit den meisten Stimmen oder bei Stimmgleichheit in der Reihenfolge der Eintragung auf dem Stimmzettel zum ersten, zweiten, dritten Ersatzmitglied und so weiter erklärt.

§ 2. Sind keine Ersatzmitglieder vorhanden, werden ein oder mehrere im Rat freigewordene Sitze neu besetzt. Die Wahl erfolgt gemäß den in Artikel L4145-5 ff genannten Regeln. Das neue Ratsmitglied übt das Mandat desjenigen, den es ersetzt, bis zum Ende seiner Amtszeit aus.“.

Art. 196 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4145-11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-11 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes verkündet öffentlich das Ergebnis der allgemeinen Stimmenauszählung und die Namen der zu Gemeinde- und Sektorenratsmitgliedern oder zu Ersatzmitgliedern gewählten Kandidaten.“.

Art. 197 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4145-12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-12 - § 1. Der Gemeindevorstand erstellt sofort nach der Verkündung ein Protokoll dieser Vorgänge. Es wird von den gesamten Vorstandsmitgliedern und den Zeugen unterzeichnet.

§ 2. Der Gemeindevorstand schließt die Vorgänge des Vorstandes ab und legt folgende Dokumente in separate Umschläge:

- 1° das Verzeichnis der abwesenden Beisitzer;
- 2° das Verzeichnis der Bankkontonummern der Vorstandsmitglieder für die Auszahlung der Anwesenheitsgelder;
- 3° das Protokoll der Stimmenauszählung;
- 4° Auszüge aus dem Protokoll der Stimmenauszählung;
- 5° die Auszählungstabelle;
- 6° die Wahlvorschläge und die Annahmeakten der Kandidaten;
- 7° das Protokoll über die Einreichung der Bewerbungen;
- 8° das Protokoll des Abschlusses der Listen;
- 9° die Informationsschreiben der Zeugen.

In sichtbarer Schrift wird auf den Umschlägen Folgendes angegeben:

- 1° Inhalt; 2° das Datum der Wahl;
- 3° der Name der Gemeinde;
- 4° der Name des Distrikts;
- 5° die Angaben “Gemeindewahlen” und “Gemeindevorstand”.

Die Umschläge werden sofort versiegelt.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes fügt diesen Umschlägen die drei Umschläge bei, die er vom Vorsitzenden des Zählbürovorstandes der Gemeinde gemäß Artikel L4144-11 oder Artikel L4144-12 erhalten hat.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes überreicht alles der Gemeindeverwaltung.

§ 3. Die Gemeindeverwaltung lässt der Regionalverwaltung alle Umschläge, die sie vom Vorsitzenden des Gemeindevorstandes erhalten hat, unverzüglich zukommen, mit Ausnahme der in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 1, 2 und 4 genannten Umschläge.

Die Gemeindeverwaltung übermittelt dem Prokurator den in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Umschlag.

Die Gemeindeverwaltung übergibt der Provinzverwaltung den in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Umschlag.

Der Generaldirektor der Gemeinde übermittelt den Gewählten die in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Auszüge aus dem Protokoll der Stimmenauszählung.

§ 4. Die Zwecke der in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Verzeichnisse und die personenbezogenen Daten auf denselben Verzeichnissen sind diejenigen, die in Artikel L4143-28 Paragraph 5 und 6 genannt werden.“.

Art. 198 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel V Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 2 mit der Überschrift “Stimmenauszählung durch den Distriktvorstand, in dem von der in Artikel L4142-34 vorgesehenen Möglichkeit der Gruppierung kein Gebrauch gemacht wurde“ eingefügt.

Art. 199 - In den Unterabschnitt 2 wird ein Artikel L4145-13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-13 - Die Artikel L4145-5 Paragraph 2, L4145-14 Paragraph 1, L4145-15 Paragraph 1, L4145-16, L4145-16/1, L4145-16/2 Paragraph 2 und 4 und Artikel L4145-16/7 bis L4145-16/10 gelten analog für die Auszählung durch den Distriktvorstand, in dem von der in Artikel L4142-34 vorgesehenen Möglichkeit der Gruppierung kein Gebrauch gemacht wurde.“.

Art. 200 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel V Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 3 mit der Überschrift “Stimmenauszählung durch den Distriktvorstand, in dem von der in Artikel L4142-34 vorgesehenen Möglichkeit der Gruppierung Gebrauch gemacht wurde“ eingefügt.

Art. 201 - In den Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4145-14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-14 - § 1. Der Distriktvorstand teilt die Wahlziffer jeder Liste nacheinander durch 1, 2, 3, 4, 5 und so weiter und ordnet die Quotienten nach der Reihenfolge ihrer Größe, bis insgesamt so viel Quotienten erreicht werden, wie Mitglieder zu wählen sind.

§ 2. Der Distriktvorstand errechnet den Wahldivisor, indem er die Gesamtanzahl gültiger Stimmabgaben durch die Anzahl der im Distrikt zu vergebenden Sitze teilt. Der errechnete Wahldivisor wird auf ganze Zahlen beschränkt.“.

Art. 202 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4145-15 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-15 - § 1. Die Sitze werden auf die verschiedenen Listen verteilt, indem jeder Liste so viele Sitze zuerkannt werden, wie ihre Wahlziffer Quotienten ergeben hat, die größer sind als der letzte brauchbare Quotient oder die diesem entsprechen.

§ 2. Der Distriktvorstand teilt die Wahlziffer jeder Liste durch den Wahldivisor. Das Ergebnis wird als Wahlfraktion bezeichnet. Die auf die ganze Zahl begrenzte Wahlfraktion entspricht der Anzahl durch jede Liste erworbener Sitze.“.

Art. 203 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4145-16 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-16 - § 1. Der Distriktvorstand setzt die Auskünfte über die Sitzverteilung auf die Listen in der Auszählungstabelle.

§ 2. Er vermerkt die Wahlziffern der zur Verteilung zugelassenen Listen nebeneinander auf einer waagerechten Linie und unter diesen Wahlziffern vermerkt er die auf die ganze Zahl begrenzten erworbenen Quotienten.

§ 3. Dann unterstreicht der Vorstand nacheinander die jeweils höchsten Quotienten bis er die Anzahl der zu verleihenden Mandate erreicht."

Art. 204 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4145-16/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-16/1 - § 1. Wenn der letzte nützliche Quotient, der für die Zuteilung des letzten Sitzes maßgeblich ist, in mehreren Listen gleichzeitig vorkommt, berücksichtigt der Vorstand die Dezimalzahlen, um diesen Sitz einer Liste zuzuteilen.

§ 2. Wenn der letzte brauchbare Quotient mehrerer Listen völlig identisch ist, teilt der Vorstand den letzten Sitz der Liste mit der höchsten Wahlziffer zu.

§ 3. Wenn es zu diesem Zeitpunkt nicht möglich ist, den letzten Sitz einer Liste zuzuteilen, erfolgt die Verteilung unter den Kandidaten gemäß Artikel L414516/7."

Art. 205 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4145-16/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-16/2 - § 1. Der Distriktvorstand vermerkt außerdem für jede der Listen gegenüber der Anzahl Sitze, die ihr aufgrund von Artikel L4145-15 Paragraf 2 zugeteilt worden sind, den Überschuss der nicht vertretenen Stimmen.

Dieser Überschuss entspricht der Wahlziffer der Liste, von der das Ergebnis der Wahlfraktion durch den Wahldivisor abgezogen wird.

§ 2. Der Vorstand erstellt das Protokoll dieser Verrichtungen. Das Protokoll wird von allen Vorstandsmitgliedern und den Zeugen unterzeichnet.

§ 3. Der Distriktvorstand übermittelt auf dem schnellsten Weg dem Zentralwahlvorstand des Bezirks ein Exemplar des Protokolls.

§ 4. Der Distriktvorstand, der nicht dazu veranlasst wird, Vorgänge als Zentralwahlvorstand des Bezirks durchzuführen, schließt die Vorgänge gemäß Artikel L4145-16/10 Paragraf 2 und 3 ab."

Art. 206 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel V Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 4 mit der Überschrift "Stimmenauszählung im Fall einer Listenverbindung" eingefügt.

Art. 207 - In den Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4145-16/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-16/3 - § 1. Im Fall einer Listenverbindung tritt der Zentralwahlvorstand des Bezirks wenn nötig am Tag nach der Wahl um 13 Uhr mittags zusammen, um die zusätzliche Verteilung der Sitze, die Bestimmung der Distrikte, in denen die verschiedenen Listen diese Sitze erhalten und die Bezeichnung der gewählten Kandidaten vorzunehmen.

§ 2. Der Vorstand setzt Folgendes auf die durch die Regierung festgelegte Listenverbindungstabelle für jede Gruppe und jede in Artikel L4145-16/4 Paragraf 2 Absatz 2 genannte nicht gruppierte Liste:

1° den Namen der Distrikte des Bezirks;

2° die Wahlziffer jeder Liste, die in einem der Distrikte zu der zusätzlichen Verteilung zugelassen ist;

3° die Anzahl der Sitze, die in jedem Distrikt des Bezirks in Anwendung von Artikel L4145-15 Paragraf 2 durch die Gruppen und die nicht gruppierten Listen schon erworben sind;

4° die Überschüsse von nicht vertretenen Stimmen, die in den oben genannten Protokollen der Distrikte eingetragen sind;

5° die Anzahl der zusätzlichen Sitze, die in jedem Distrikt zu verteilen sind.

§ 3. Sobald er die Auszählungstabelle des ersten Distriktvorstandes erhalten hat, ergänzt er die Listenverbindungstabelle.

§ 4. Wenn infolge eines verspäteten Empfangs eines oder mehrerer Protokolle der Distriktvorstände die Arbeit ruhen muss, kann die Sitzung vorübergehend unterbrochen werden. Sie wird noch am selben oder notfalls am darauffolgenden Tag zu der für den Eingang der fehlenden Unterlagen vorgesehenen Uhrzeit wieder aufgenommen."

Art. 208 - In denselben Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4145-16/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-16/4 - § 1. Sofort nachdem er im Besitz der Protokolle der gesamten Distrikte des Bezirks und der ordnungsgemäß ergänzten Tabellen ist, stellt der Vorstand die Wahlziffer jeder Gruppe fest, indem er die Wahlziffern der ihr angehörenden Listen zusammenzählt. Die übrigen Listen behalten ihre Wahlziffern.

§ 2. Um zur zusätzlichen Verteilung zugelassen zu werden, müssen die Listengruppen in einem Distrikt eine Stimmenanzahl erhalten haben, die mindestens sechsendsechzig Prozent des aufgrund von Artikel L4145-14 Paragraf 2 festgelegten Wahldivisors entspricht.

Die Listen, die nur in einem einzigen Distrikt des Bezirks kandidieren und die die in Absatz 1 genannte Anzahl erreichen, nehmen ebenfalls an der Sitzverteilung teil. Es handelt sich um nicht gruppierte Listen.

§ 3. Die Wahlziffer des Bezirks ist die Ziffer, die von jeder Listengruppe des Bezirks erzielt wurde, in dem die in jedem Distrikt, in dem die Listen dieser Gruppe kandidiert haben, erzielten Wahlziffern zusammengezählt wurden."

Art. 209 - In denselben Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4145-16/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4145-16/5 - § 1. Der Vorstand teilt die Wahlziffern des Bezirks nacheinander nach den folgenden Regeln:

1° für jede Listengruppe wird die Wahlziffer des Bezirks ein erstes Mal durch die um eins erhöhte Anzahl der schon erworbenen Sitze geteilt;

2° bleibt es noch zusätzliche Sitze zu verteilen, wird der in Ziffer 1 genannte Divisor für jede Listengruppe wieder benutzt und um eine Einheit erhöht, und die Wahlziffer des Bezirks wird durch dieses Ergebnis geteilt, um so den Wahlquotienten des Bezirks zu erhalten;

3° dieser Vorgang wird so oft vorgenommen, wie es noch zu besetzende zusätzliche Sitze gibt.

§ 2. Der Vorstand ordnet die Quotienten ihrer Größe nach bis zu einer Anzahl Quotienten, die der Anzahl zu verteilender zusätzlicher Sitze entspricht. Jeder brauchbare Quotient ergibt für die entsprechende Gruppe oder Liste die Zuteilung eines zusätzlichen Sitzes.“

Art. 210 - In denselben Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4145-16/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-16/6 - § 1. Der Vorstand bestimmt anschließend die Distrikte, in denen die nicht gruppierten Listen, die zur Verteilung zugelassen sind, und die Listen, die eine Gruppe bilden, die den ihnen zukommenden Sitz oder die ihnen zukommenden zusätzlichen Sitze erhalten.

Die nicht gruppierten Listen erhalten ihren zusätzlichen Sitz vor allen anderen Listen in dem Distrikt, in dem sie kandidiert haben, und zwar indem mit denjenigen begonnen wird, denen die höchsten brauchbaren Quotienten gehören.

§ 2. Jede Listengruppe erhält die zusätzlichen Sitze, die ihr in den Distrikten erteilt werden, in denen sie den höchsten Überschuss der Stimmen erhalten hat.

Jeder so erhaltener zusätzlicher Sitz wird jeder Liste der Gruppe in der Rangordnung des Wahlquotienten dieser Listen, die gemäß Artikel L4145-16/5 Paragraph 2 erhalten wird, erteilt.

§ 3. Wenn die gesamten Listen einer Gruppe einen Sitz erhalten haben und wenn dieser Gruppe noch Sitze zuteilen sind, wird die Verteilung auf die in Paragraph 2 angegebene Weise fortgesetzt.

§ 4. Wenn die gesamten Sitze eines Distrikts schon zugeteilt sind, wird für die Erteilung des zusätzlichen Sitzes der Distrikt berücksichtigt, in dem noch zuzuteilende Sitze bleiben und in dem die betroffene Gruppe den unmittelbar niedrigen Überschuss erhalten hat.

§ 5. Wenn alle einer Gruppe zugeteilten zusätzlichen Sitze besetzt sind, werden die noch nicht erteilten Sitze, die dieser Gruppe hätten zukommen können, unter den anderen Listen eines selben Distrikts in der Reihenfolge ihres Wahlquotienten des Bezirks aufgeteilt.“

Art. 211 - In denselben Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4145-16/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-16/7 - Sobald die Verteilung auf die Listen abgeschlossen ist, nimmt der Zentralwahlvorstand des Bezirks, der als Kreisvorstand fungiert, die Verteilung auf die Kandidaten unter Berücksichtigung der folgenden Regeln vor:

1° ist nur ein Mitglied zu wählen, so wird der Kandidat, der die meisten Stimmen erzielt hat, für gewählt erklärt. Bei Stimmgleichheit erhält der ältere Kandidat den Vorzug;

2° wenn die Anzahl Kandidaten einer Liste der Anzahl Sitze entspricht, die der Liste zukommen, werden diese Kandidaten alle gewählt;

3° wenn eine Liste mehr Sitze erhält, als sie Kandidaten zählt, werden die nicht zuerkannten Sitze denjenigen hinzugefügt, die den anderen Listen zukommen. Die Verteilung dieser Sitze auf diese Listen geschieht durch Fortsetzung des in Artikel L4145-16/1 beschriebenen Verfahrens. Jeder neue Quotient bestimmt zugunsten der Liste, der er angehört, die Zuteilung eines Sitzes;

4° wenn am Zeitpunkt der Verteilung auf diese Listen bei dem letzten Sitz gemäß Artikel L4145-16/1 Paragraph 3 die Gleichheit nicht aufgehoben werden konnte, wird er demjenigen der betroffenen Kandidaten zugeteilt, der die meisten namentlichen Stimmen erhalten hat, oder, subsidiär, dem ältesten Kandidaten;

5° ist die Anzahl Kandidaten einer Liste größer als die Anzahl der Sitze, die dieser Liste zukommen, werden die Sitze den Kandidaten in absteigender Reihenfolge der Anzahl erhaltener Stimmen zuerkannt. Bei gleicher Stimmenanzahl ist die Vorschlagsreihenfolge maßgebend.“

Art. 212 - In denselben Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4145-16/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-16/8 - § 1. Aus jeder Liste, von der ein oder mehrere Kandidaten gemäß Artikel L4145-16/7 gewählt werden, werden die nicht gewählten Kandidaten mit den meisten Stimmen oder bei Stimmgleichheit in der Reihenfolge der Eintragung auf dem Stimmzettel zum ersten, zweiten, dritten Ersatzmitglied und so weiter erklärt.

§ 2. Sind keine Ersatzmitglieder vorhanden, werden ein oder mehrere im Rat freigewordene Sitze neu besetzt. Die Wahl erfolgt gemäß den in Artikel L4145-14 ff genannten Regeln. Das neue Ratsmitglied übt das Mandat desjenigen, den es ersetzt, bis zum Ende seiner Amtszeit aus.“

Art. 213 - In denselben Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4145-16/9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-16/9 - Der Vorsitzende des Vorstandes verkündet öffentlich das Ergebnis der allgemeinen Stimmenauszählung und die Namen der zu Provinz- und Sektorenratsmitgliedern oder zu Ersatzmitgliedern gewählten Kandidaten.“

Art. 214 - In denselben Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4145-16/10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4145-16/10 - § 1. Der Vorstand erstellt sofort nach der Verkündung ein Protokoll dieser Vorgänge. Es wird von den gesamten Vorstandsmitgliedern und den Zeugen unterzeichnet.

§ 2. Der Vorstand schließt die Vorgänge ab und legt folgende Dokumente in separate Umschläge:

1° das Verzeichnis der abwesenden Beisitzer;

2° das Verzeichnis der Bankkontonummern der Vorstandsmitglieder für die Auszahlung der Anwesenheitsgelder;

3° das Protokoll der Stimmenauszählung, gegebenenfalls einschließlich des Listenverbindungsprotokolls;

4° Auszüge aus dem Protokoll der Stimmenauszählung;

5° die Auszahlungstabelle, gegebenenfalls mit der Listenverbindungstabelle;

6° die Wahlvorschläge und die Annahmeakten der Kandidaten;

7° das Protokoll über die Einreichung der Bewerbungen;

8° das Protokoll des Abschlusses der Listen;

9° die Informationsschreiben der Zeugen.

In sichtbarer Schrift wird auf den Umschlägen Folgendes angegeben:

1° der Inhalt;

2° das Datum der Wahl;

3° der Name der Gemeinde;

4° der Name des Distrikts;

5° die Angaben "Provinzwahlen" und "Distriktvorstand".

Die Umschläge werden sofort versiegelt.

Der Vorsitzende des Vorstands fügt diesen Umschlägen die zwei Umschläge bei, die er vom Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Provinz gemäß Artikel L4144-11 oder Artikel L4144-12 erhalten hat.

Der Vorsitzende des Vorstands überreicht alles der Gemeindeverwaltung.

§ 3. Die Gemeindeverwaltung lässt der Regionalverwaltung alle Umschläge, die sie vom Vorsitzenden des Vorstands erhalten hat, unverzüglich zukommen, mit Ausnahme der in Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 1, 2 und 4 genannten Umschläge.

Die Gemeindeverwaltung übermittelt dem Prokurator den in Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Umschlag.

Die Gemeindeverwaltung übergibt der Provinzverwaltung die in Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 2 und 4 genannten Umschläge.

Der Generaldirektor der Provinz übermittelt den Gewählten die in Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Auszüge aus dem Protokoll der Stimmenauszählung.

§ 4. Die Zwecke der in Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Verzeichnisse und die personenbezogenen Daten auf denselben Verzeichnissen sind diejenigen, die in Artikel L4143-28 Paragraf 5 und 6 genannt werden."

Art. 215 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel V desselben Kodex wird Abschnitt 3 mit der Überschrift "Stimmenauszählung im Fall einer Listenverbindung" gestrichen.

Art. 216 - Artikel L4145-17 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 217 - Artikel L4145-18 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 218 - Artikel L4145-19 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 219 - Artikel L4145-20 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 220 - Artikel L4145-21 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 221 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel V desselben Kodex wird Abschnitt 4 mit der Überschrift "Strafmaßnahmen in Zusammenhang mit der Wahl, der Auszählung und verschiedener Wahlverrichtungen" gestrichen.

Art. 222 - Artikel L4145-22 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 223 - Artikel L4145-23 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 224 - Artikel L4145-24 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 225 - Artikel L4145-25 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 226 - Artikel L4145-26 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 227 - Artikel L4145-27 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 228 - Artikel L4145-28 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 229 - Artikel L4145-29 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 230 - Artikel L4145-30 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 231 - Artikel L4145-31 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 232 - Artikel L4145-32 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 233 - Artikel L4145-33 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 234 - Artikel L4145-34 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 235 - Artikel L4145-35 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 236 - Artikel L4145-36 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 237 - Artikel L4145-37 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 238 - Artikel L4145-38 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 239 - Artikel L4145-39 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 240 - Artikel L4145-40 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 241 - Artikel L4145-41 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 242 - Artikel L4145-42 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 243 - Artikel L4145-43 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 244 - Artikel L4145-44 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 245 - Artikel L4145-45 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 246 - Artikel L4145-46 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 247 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI desselben Kodex wird Abschnitt 1 mit der Überschrift "Schließung der Wahlverrichtungen" gestrichen.

Art. 248 - Artikel L4146-1 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 249 - Artikel L4146-2 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 250 - Artikel L4146-3 desselben Kodex wird gestrichen.

Art. 251 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 1 mit der Überschrift "Allgemeine Bestimmungen" eingefügt.

Art. 252 - In den Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4146-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-4 - Die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts gelten gemeinsam für die Gültigkeit der Gemeinde- und Provinzwahlen, es sei denn, es wird ausdrücklich festgelegt, dass sie nur für die Gemeinde- oder nur für die Provinzwahlen gelten."

Art. 253 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4146-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-5. § 1. Die gewählten Gemeinderatsmitglieder treten ihr Amt am Datum und nach den Modalitäten, die in Artikel L1122-3 Absatz 3 festgelegt sind, an.

Die gewählten Provinzratsmitglieder treten ihr Amt am Datum und nach den Modalitäten, die in Artikel L2212-13 festgelegt sind, an.

§ 2. Das Ratsmitglied, das seines Mandates enthoben wird, wird durch das erste Ersatzmitglied der Liste, auf der es gewählt worden war, ersetzt."

Art. 254 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4146-6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-6. § 1. Es wird ein Rat für Lokalwahlen eingerichtet. Er ist dafür zuständig, über Einsprüche gegen die Gemeinde- und Provinzwahlen zu befinden und diese für gültig zu erklären.

Der Rat für Lokalwahlen setzt sich aus den wallonischen Gouverneuren und drei ordentlichen Sachverständigen mit beratender Stimme zusammen. Außerdem gehören ihm drei stellvertretende Sachverständige an.

Der Rat für Lokalwahlen befindet als Verwaltungsgericht.

Alle Akten werden von der Regionalverwaltung bearbeitet.

§ 2. Der Rat für Lokalwahlen prüft vor jedem Beschluss die möglichen Interessenkonflikte seiner Mitglieder. Alle Beschlüsse des Rats für Lokalwahlen enthalten die Begründung für eine solche Prüfung."

Art. 255 - In denselben Unterabschnitt 1 wird ein Artikel L4146-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-7 - Unbeschadet der Bestimmungen des Abschnitts 3 des vorliegenden Kapitels über die Einschränkung und die Kontrolle der Wahlausgaben für die Gemeinde- und Provinzwahlen wird das Wahlergebnis, wie es durch den Kreisvorstand verkündet worden ist, fünfundvierzig Tage nach dem Wahltag endgültig."

Art. 256 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 2 mit der Überschrift "Bestimmung von Sachverständigen beim Rat für Lokalwahlen" eingefügt.

Art. 257 - In den Unterabschnitt 2 wird ein Artikel L4146-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-8 - § 1. Die in Artikel L4146-6 Paragraph 1 Absatz 2 genannten Sachverständigen werden unter folgenden Bedingungen bestimmt:

1° Inhaber der in Artikel L4121-1 des Kodex genannten Wahlberechtigungsbedingungen sein;

2° einen Bachelor- oder Masterabschluss in Rechtswissenschaft besitzen;

3° eine mindestens zehnjährige Berufserfahrung im Bereich des Verwaltungsrechts oder des Verfassungsrechts vorweisen können;

4° eine vertiefte Kenntnis der Gesetzgebung besitzen, die auf die Organisation der Gemeinde- und Provinzwahlen in der Wallonie anwendbar ist;

5° kein politisches Mandat innehaben.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 und 5 genannten Bedingungen werden durch die Ausstellung einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung erfüllt.

§ 2. Die in Paragraph 1 Absatz 1 genannten Bedingungen sind zum Zeitpunkt der in Artikel L4146-9 Paragraph 2 Absatz 2 oder Artikel L4146-10 genannten Bestimmung erfüllt."

Art. 258 - In denselben Unterabschnitt 2 wird ein Artikel L4146-9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-9 - § 1. Am ersten Werktag des Monats Oktober des Jahres, das dem Jahr der ordentlichen Wahlen vorausgeht, lässt die Regierung oder ihr Beauftragter im *Belgischen Staatsblatt* eine Aufforderung zur Einreichung von Bewerbungen veröffentlichen. Diese Aufforderung hat den Zweck, jeder interessierten Person die Möglichkeit zu geben, sich auf das Amt des Sachverständigen gemäß Artikel L4146-6 Paragraph 1 Absatz 2 zu bewerben.

Die Frist für die Einreichung von Bewerbungen beträgt zwei Monate ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Die interessierten Personen reichen ihre Bewerbung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Regierung oder ihrem Beauftragten ein.

Die Bewerbungen sind nur zulässig, wenn sie ein Motivationsschreiben, eine Kopie des Diploms und die in Artikel L4146-8 Paragraph 1 Absatz 3 genannte schriftliche ehrenwörtliche Erklärung enthalten. Aus dem Motivations-schreiben geht hinreichend hervor, dass der Kandidat die in Artikel L4146-8 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 und 4 genannten Bedingungen erfüllt.

§ 2. Die Regierung oder ihr Beauftragter prüft die Zulässigkeit der eingegangenen Bewerbungen und ordnet die zulässigen Bewerbungen auf der Grundlage von zwei Kriterien zu: Motivation und berufliche Eignung.

Nach Abschluss der vergleichenden Auswahl bestimmt die Regierung die ersten drei Kandidaten, die günstig als ordentliche Sachverständige für den Rat für Lokalwahlen eingestuft sind. Die Regierung bestimmt die Kandidaten, die günstig auf den Plätzen vier, fünf und sechs eingestuft sind, als stellvertretende Sachverständige für den Rat für Lokalwahlen.

Wenn alle ordentlichen und stellvertretenden Sachverständigen bestimmt sind, lässt die Regierung oder ihr Beauftragter spätestens am Vortag des Tages der ordentlichen Wahlen im *Belgischen Staatsblatt* eine Mitteilung veröffentlichen, in der die Zusammensetzung des Rates für Lokalwahlen angegeben wird.

Abweichend von Absatz 2 kann die Regierung, wenn die drei ersten günstig eingestuften Kandidaten alle demselben Geschlecht angehören, einen der Kandidaten auf dem vierten, fünften oder sechsten Platz, der einem anderen Geschlecht angehört, als ordentlichen Sachverständigen bestimmen.

§ 3. Der Zweck der Übermittlung der in Paragraph 1 Absatz 4 genannten personenbezogenen Daten besteht darin, die Bestimmung der in Artikel L4146-6 Paragraph 1 Absatz 2 genannten Sachverständigen zu ermöglichen. Diese personenbezogenen Daten werden nicht aufbewahrt und unverzüglich vernichtet, sobald die Bestimmungen gemäß Paragraph 2 Absatz 2 erfolgt sind.“.

Art. 259 - In denselben Unterabschnitt 2 wird ein Artikel L4146-10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-10 - § 1. Abweichend von Artikel L4146-9 Paragraph 2 Absatz 2 bestimmt die Regierung, wenn am Ende der vergleichenden Auswahl mindestens eine freie Stelle für einen Sachverständigen verbleibt, diejenigen als Sachverständige, die günstig eingestuft sind, gemäß den im selben Absatz festgelegten Modalitäten. Die Regierung oder ihr Beauftragter besetzt die freien Stellen, indem sie am ersten Werktag des Monats Mai des Jahres der ordentlichen Wahlen einen neuen Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht lässt.

In diesem Fall gelten die in Artikel L4146-9 genannten Modalitäten bezüglich der Einreichung der Bewerbungen, der Überprüfung ihrer Zulässigkeit, der Erstellung ihrer Einstufung, der Möglichkeit für die Regierung, von der erstellten Einstufung abzuweichen, um sicherzustellen, dass es nicht mehr als zwei ordentliche Sachverständige desselben Geschlechts gibt, der Bestimmung der Sachverständigen für den Rat für Lokalwahlen, der Veröffentlichung einer Mitteilung im *Belgischen Staatsblatt*, in der die Zusammensetzung des Rates für Lokalwahlen angegeben wird, und des Schutzes der personenbezogenen Daten.

§ 2. Wenn am Ende der in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Auswahl mindestens eine freie Stelle als Sachverständiger verbleibt, besetzt die Regierung die freien Stellen, indem sie jede Person frei bestimmt, die die in Artikel L4146-8 Paragraph 1 Ziffer 1, 2 und 5 genannten Bedingungen erfüllt, vorbehaltlich der Annahme durch die betroffenen Personen.“.

Art. 260 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 3 mit der Überschrift “Arbeitsweise des Rates für Lokalwahlen” eingefügt.

Art. 261 - In den Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4146-11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-11 - Der Rat für Lokalwahlen setzt sich gemäß Artikel L4146-6 Paragraph 1 Absatz 2 aus fünf wallonischen Gouverneuren, drei ordentlichen Sachverständigen und drei stellvertretenden Sachverständigen zusammen.

Die fünf wallonischen Gouverneure gehören dem Rat für Lokalwahlen mit beschließender Stimme an. Die Sachverständigen gehören dem Rat für Lokalwahlen mit beratender Stimme an.“.

Art. 262 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4146-12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-12 - Der Sitz des Rates für Kommunalwahlen befindet sich an folgender Adresse: Avenue Gouverneur Bovesse 100, 5100 Namur.“.

Art. 263 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4146-13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-13 - Der Vorsitz des Rates für Lokalwahlen wird von dem ältesten stimmberechtigten Mitglied geführt. Im Falle der Abwesenheit oder Verhinderung dieses Mitglieds wird der Vorsitz von dem ältesten anwesenden Gouverneur übernommen; im Rat für Lokalwahlen wird er gemäß Artikel L4146-16 Paragraph 1 Absatz 3 von einem Bezirkskommissar vertreten.“.

Art. 264 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4146-14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-14 - Der Rat für Lokalwahlen wird spätestens am Vorabend des Tages der ordentlichen Wahlen gebildet. An diesem Tag verabschieden die anwesenden Mitglieder einstimmig die Geschäftsordnung und die Sachverständigen leisten den Eid gemäß Artikel 2 des Dekrets vom 20. Juli 1831 über den Eid auf die Inkraftsetzung der konstitutionellen Monarchie, und zwar unter der Aufsicht des Vorsitzenden.

Der Auftrag des Rates für Lokalwahlen endet, wenn die Gemeinde- und Provinzwahlen für gültig erklärt wurden und nicht mehr angefochten werden können.“.

Art. 265 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4146-15 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-15 - § 1. Der Rat für Lokalwahlen tritt zu folgenden Terminen zusammen:

1° spätestens am Tag vor den ordentlichen Wahlen, um die in Artikel L4146-14 Absatz 1 genannten Formalitäten zu erledigen;

2° am ersten Montag des Monats November, der auf die ordentlichen Wahlen folgt, um über offensichtlich unzulässige oder unbegründete Beschwerden zu befinden;

3° am letzten Montag des Monats November, der auf die ordentlichen Wahlen folgt, um über Beschwerden zu befinden, die nicht unter die Beschwerden von Absatz 1 Ziffer 2 fallen, und um die Wahlen für gültig zu erklären.

Wenn kein Einspruch eingelegt wird, hält der Rat für Lokalwahlen nur eine einzige Sitzung am ersten Montag des Monats November nach den ordentlichen Wahlen ab.

Wenn die Anzahl der Einsprüche es erfordert, kann der Rat für Lokalwahlen zwei weitere Sitzungen zu den von ihm in seiner Geschäftsordnung festgelegten Daten abhalten, wobei die letzte dieser Sitzungen jedoch nicht später als am vierzigsten Tag nach den ordentlichen Wahlen stattfinden darf.

§ 2. Wenn eine Wahl annulliert wird und eine neue Wahl stattfindet, hält der Rat für Lokalwahlen eine einzige Sitzung ab, um die Wahl für gültig zu erklären, unabhängig davon, ob ein Einspruch gegen die Wahl eingereicht wurde oder nicht.

§ 3. Mit Ausnahme der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Sitzung sind die Sitzungen des Rates für Lokalwahlen öffentlich.

§ 4. Die Sitzungen des Rates für Lokalwahlen finden entweder als Präsenzsitzungen oder als Fernsitzungen mithilfe technischer Mittel für Videokonferenzen statt.“.

Art. 266 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4146-16 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-16 - § 1. Der Rat für Lokalwahlen ist nur dann beschlussfähig, wenn die Mehrheit der stimmberechtigten Mitglieder anwesend ist. Er bleibt beschlussfähig, wenn ein einziger oder mehrere der Sachverständigen mit beratender Stimme nicht anwesend sind.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der Mitglieder mit beschließender Stimme gefasst. Bei Gleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Im Falle der Abwesenheit oder Verhinderung eines Mitglieds des Rates für Lokalwahlen mit beschließender Stimme wird dieses durch einen Bezirkskommissar vertreten.

Im Falle der Abwesenheit oder Verhinderung eines Mitglieds des Rates für Lokalwahlen mit beratender Stimme wird dieses durch einen Stellvertreter vertreten.

§ 2. Es ist den Mitgliedern des Rates für Lokalwahlen verboten, bei der Beratung oder Beschlussfassung über Sachen anwesend zu sein, an denen sie vor oder nach ihrer Eidesleistung, sei es persönlich, sei es als Beauftragte, ein direktes Interesse haben oder an denen ihre Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad ein persönliches und direktes Interesse haben.

§ 3. Die drei in Artikel L4146-6 Paragraph 1 Absatz 2 genannten Sachverständigen nehmen mit beratender Stimme teil. Ihre Rolle ist ausschließlich auf die Unterstützung der Entscheidungsfindung der Mitglieder mit beschließender Stimme beschränkt.

§ 4. Die Beschlüsse des Rates für Lokalwahlen werden datiert und von allen anwesenden Mitgliedern unterzeichnet."

Art. 267 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4146-17 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-17 - § 1. Jedes beratende Mitglied des Rates für Lokalwahlen hat Anspruch auf eine monatliche Entschädigung in Höhe des Bruttomonatsgehalts, das ein Bediensteter des wallonischen regionalen öffentlichen Dienstes erhalten würde, der unter die Gehaltstabelle A4/1 fällt und ein Dienstalter von sechs Jahren aufweist. Jedes beratende Mitglied des Rates für Lokalwahlen erhält diese Entschädigung für höchstens drei Monatsleistungen.

Wenn ein beratendes Mitglied des Rates für Lokalwahlen gemäß Artikel L4146-16 Paragraph 1 Absatz 4 ersetzt wird, wird die in Absatz 1 genannte Entschädigung im Verhältnis zu ihren jeweiligen Leistungen unter ihnen aufgeteilt.

§ 2. Jedes beratende Mitglied des Rates für Lokalwahlen hat Anspruch auf eine Entschädigung für seine Fahrtkosten gemäß den Modalitäten, die in Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 zur Festsetzung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Ausschusses für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen festgelegt sind.

Jedes beratende Mitglied des Rates für Lokalwahlen hat Anspruch auf die Erstattung seiner tatsächlichen Kosten gemäß den von der Regierung in Ausführung von Artikel L4135-6 Ziffer 2 festgelegten Modalitäten."

Art. 268 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4146-18 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-18 - Die Betriebskosten des Rates für Lokalwahlen gehen zu Lasten des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region."

Art. 269 - In denselben Unterabschnitt 3 wird ein Artikel L4146-19 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-19 - Die Mitglieder des Rates für Lokalwahlen legen die Modalitäten der Arbeitsweise des Rates für Lokalwahlen in der Geschäftsordnung fest, mit Ausnahme der im vorliegenden Kodex festgelegten Modalitäten, insbesondere der in den Artikeln L4146-11 bis L4146-18 beschriebenen Modalitäten."

Art. 270 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 4 mit der Überschrift "Einlegung von Einsprüchen gegen die Wahl" eingefügt.

Art. 271 - In den Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4146-20 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-20 - § 1. Nur Kandidaten können einen Einspruch gegen die Wahl einlegen, wobei zu beachten ist, dass die Kandidaten nur die Wahl anfechten können, für die sie kandidiert haben.

§ 2. Um zulässig zu sein, müssen Einsprüche gegen die Wahl zusätzlich zu der in Paragraph 1 genannten Bedingung alle folgenden Bedingungen erfüllen:

1° sie werden innerhalb von acht Tagen nach dem Protokoll der Stimmenauszählung eingereicht;

2° sie werden bei der Regionalverwaltung mittels eines Formulars eingereicht, dessen Muster und Modalitäten der Einreichung von der Regierung festgelegt werden;

3° sie enthalten eine Darstellung der Sachverhalte und Beschwerdegründe;

4° sie geben die Identität und den Wohnsitz der Antragsteller an;

5° sie sind datiert und unterschrieben.

Nach Ablauf der in Ziffer 1 festgelegten Frist können nur noch Dokumente eingereicht werden, die die bereits übermittelte Darstellung des Sachverhalts und der Beschwerdegründe unterstützen.

§ 3. Die in Paragraph 2 genannten personenbezogenen Daten haben den Zweck, die Identifizierung der Personen zu ermöglichen, die Einsprüche gegen die Wahl einreichen, die Zulässigkeit dieser Einsprüche zu bestimmen, die Durchführung der administrativen Untersuchung dieser Einsprüche durch die Regionalverwaltung zu ermöglichen und es dem Rat für Lokalwahlen zu ermöglichen, über diese Einsprüche zu befinden.

Diese personenbezogenen Daten werden nicht über den Zeitpunkt hinaus aufbewahrt, an dem die Wahl für gültig erklärt oder annulliert wird.

§ 4. Sobald die Regionalverwaltung einen Einspruch erhält, teilt sie dem Rat für Lokalwahlen sowie der betroffenen Gemeinde oder Provinz unverzüglich eine Kopie davon mit."

Art. 272 - In denselben Unterabschnitt 4 wird ein Artikel L4146-21 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-21 - Innerhalb von acht Tagen nach dem Protokoll der Stimmenauszählung wird den Kandidaten Einsicht in die Akten der Wahl gewährt, für die sie kandidiert haben. Dazu begeben sie sich zum Sitz der Regionalverwaltung oder zu dem von der Regionalverwaltung angegebenen und auf der regionalen offiziellen Website für Lokalwahlen veröffentlichten Ort.

Jeder Kandidat wird bei der Einsichtnahme in die Wahlakte von einem Bediensteten der Regionalverwaltung begleitet, mit Ausnahme der Bediensteten, die mit der in Artikel L4146-23/1 genannten administrativen Untersuchung betraut sind.“

Art. 273 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 5 mit der Überschrift "Veröffentlichung von Einsprüchen gegen die Wahl und Einlegung von Antwortschriftsätzen" eingefügt.

Art. 274 - In den Unterabschnitt 5 wird ein Artikel L4146-22 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-22 - § 1. Nach Ablauf der in Artikel L4146-20 Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Frist von acht Tagen lässt die Gemeinde jeden Einspruch, der gegen die Gemeindewahl eingelegt wurde, acht Tage lang an ihren Anschlagbrettern und auf ihrer Internetseite veröffentlichen.

Die Gemeinde veröffentlicht grundsätzlich die gegen die Gemeindewahlen eingelegten Einsprüche in vollem Umfang. Sie verzichtet jedoch auf die Veröffentlichung von Informationen, die offensichtlich gegen die Verordnung 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG verstoßen würden und die für den in Absatz 3 beschriebenen Zweck offensichtlich nicht von Nutzen sind.

Der Zweck der in den Absätzen 1 und 2 genannten Veröffentlichung besteht darin, jeder interessierten Person die Möglichkeit zu geben, einen Antwortschriftsatz einzureichen.

§ 2. Der in Paragraph 1 Absatz 3 genannte Antwortschriftsatz ist unter den in Artikel L4146-20 Paragraph 2 beschriebenen Bedingungen zulässig, wobei:

1° für die Anwendung des einleitenden Satzes "Um zulässig zu sein, müssen die Antwortschriftsätze alle folgenden Bedingungen erfüllen" statt "Um zulässig zu sein, müssen Einsprüche gegen die Wahl zusätzlich zu der in Paragraph 1 genannten Bedingung alle folgenden Bedingungen erfüllen" zu lesen ist;

2° für die Anwendung der Ziffer 1 "sie werden während der achttägigen Frist eingereicht, in der der Einspruch von der Gemeinde veröffentlicht wird" statt "sie werden innerhalb von acht Tagen nach dem Protokoll der Stimmauszählung eingereicht" zu lesen ist;

3° für die Anwendung von Ziffer "sie geben die Identität von Drittparteien an" statt "sie geben die Identität und den Wohnsitz der Antragsteller an" zu lesen ist.

§ 3. Sobald die Regionalverwaltung einen Antwortschriftsatz erhält, teilt sie dem Rat für Lokalwahlen, dem Antragsteller und der Gemeinde unverzüglich eine Kopie davon mit.

§ 4. Die in Paragraph 1 Absatz 3 genannten Antwortschriftsätze werden nicht veröffentlicht.“

Art. 275 - In denselben Unterabschnitt 5 wird ein Artikel L4146-23 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23 - Artikel L4146-22 ist anwendbar, wenn ein Einspruch gegen die Provinzwahl eingereicht wird, wobei in diesem Fall "Provinz" statt "Gemeinde" zu lesen ist.

Art. 276 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 6 mit der Überschrift "Administrative Untersuchung durch die Regionalverwaltung" eingefügt.

Art. 277 - In den Unterabschnitt 6 wird ein Artikel L4146-23/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/1 - Gemäß Artikel L4146-6 Paragraph 1 Absatz 4 führt die Regionalverwaltung die administrative Untersuchung durch, wenn ein Einspruch gegen die Wahl eingelegt wird. Die Regionalverwaltung erfüllt diese Aufgabe in völliger Unabhängigkeit vom Rat für Lokalwahlen.“

Art. 278 - In denselben Unterabschnitt 6 wird ein Artikel L4146-23/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/2 - Ab dem Ablauf der in Artikel L4146-22 Paragraph 1 Absatz 1 genannten Frist von acht Tagen verfügt die Regionalverwaltung über eine Frist von achtzehn Tagen, um die administrative Untersuchung des Einspruchs vorzunehmen und abzuschließen.“

Art. 279 - In denselben Unterabschnitt 6 wird ein Artikel L4146-23/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/3 - § 1. Um die administrative Untersuchung des Einspruchs gegen die Wahl vorzunehmen kann die Regionalverwaltung folgende Untersuchungshandlungen vollziehen:

1° die Gesamtheit der Wahlunterlagen verwenden, die sie gemäß den Artikeln L4143-28 Paragraph 3 Absatz 1, Artikel L4144-13 Paragraph 3 Absatz 1, Artikel L414512 Paragraph 3 Absatz 1, Artikel L4145-13 und Artikel L4145-16/10 Paragraph 3 Absatz 1 erhält;

2° mit den Behörden und Verwaltungen korrespondieren und sich alle Dokumente und Informationen übermitteln lassen, die für die Untersuchung nützlich sind;

3° die Stimmzettel nachzählen, die sich auf ein oder mehrere Zählbürovorstände beziehen;

4° Antragsteller, eventuelle Drittparteien und alle anderen Personen, deren Anhörung für die Untersuchung notwendig erscheint, vorladen und vernehmen.

Für die in Absatz 1 Ziffer 3 und 4 genannten Untersuchungshandlungen schlägt die Regionalverwaltung diese vorab dem Rat für Lokalwahlen mittels eines Zwischenuntersuchungsberichts vor und führt sie erst nach dessen Genehmigung durch. Diese Genehmigung erfolgt innerhalb von vierundzwanzig Stunden nach Erhalt des Berichts und wird von der Bestimmung des stimmberechtigten Mitglieds begleitet, das den Rat für Lokalwahlen bei der Durchführung dieser Untersuchungsmaßnahmen vertritt. Die Regionalverwaltung erstellt ein Protokoll, wenn sie diese Untersuchungshandlungen durchführt, das von dem anwesenden Mitglied des Rates für Lokalwahlen unterzeichnet wird.

Wenn eine Neuauszählung der Stimmzettel gemäß Absatz 1 Ziffer 3 und Absatz 2 vorgenommen wird, lässt die betroffene Gemeinde oder Provinz die Stimmzettel der Wahl vorher an die Regionalverwaltung liefern. Die Regionalverwaltung lädt die Zeugen vor, die in dem betreffenden Zählbürovorstand oder den betreffenden Zählbürovorständen tätig waren.

§ 2. Die administrative Untersuchung findet schriftlich statt. Sie ist kontradiktorisch.

Die Untersuchungsbediensteten sind an das Untersuchungsgeheimnis gebunden.

§ 3. Nach Abschluss der administrativen Untersuchung verfasst die Regionalverwaltung einen Untersuchungsbericht und einen Beschlussvorschlag, die sie dem Rat für Lokalwahlen mitteilt. Sie teilt ihren Untersuchungsbericht den Antragstellern und den eventuellen Drittparteien mit.

Die Regionalverwaltung nimmt die in Absatz 1 genannten Mitteilungen spätestens am letzten Tag der in Artikel L414623/2 genannten Frist von achtzehn Tagen vor.

Abweichend von Absatz 2 nimmt die Regionalverwaltung die in Absatz 1 genannten Mitteilungen spätestens am dritten Tag der in Artikel L4146-23/2 genannten Frist von achtzehn Tagen vor, wenn der eingelegte Einspruch offensichtlich unzulässig oder unbegründet ist.

§ 4. Die Beschlussvorschläge der Regionalverwaltung gemäß Paragraf 3 sind für den Rat für Lokalwahlen nicht bindend.“.

Art. 280 - In denselben Unterabschnitt 6 wird ein Artikel L4146-23/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-23/4 - Wenn mindestens zwei Einsprüche gegen dieselbe Wahl eingelegt werden, verbindet die Regionalverwaltung die Fälle automatisch im Rahmen ihrer administrativen Untersuchung.“.

Art. 281 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 7 mit der Überschrift “Verfahren vor dem Rat für Lokalwahlen, wenn eine Beschwerde gegen die Wahl eingelegt wird“ eingefügt.

Art. 282 - In den Unterabschnitt 7 wird ein Artikel L4146-23/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-23/5 - § 1. Der Rat für Lokalwahlen befindet als Verwaltungsgericht über die eingelegten Einsprüche. Er erklärt die Wahlen für gültig oder annulliert sie gegebenenfalls. Er kann eine Wahl nur dann annullieren, wenn ein Einspruch gegen die Wahl eingelegt wurde und die Regionalverwaltung im Rahmen ihrer administrativen Untersuchung Unregelmäßigkeiten aufgedeckt hat, die die Verteilung der Sitze auf die Listen beeinflussen können.

Wenn der Rat für Lokalwahlen die Wahl für gültig erklärt, kann er die Reihenfolge ändern, in der die Ratsmitglieder und Stellvertreter als gewählt erklärt wurden.

§ 2. Der Rat für Lokalwahlen erfüllt seine in Paragraf 1 genannten Aufgaben innerhalb von neun Tagen ab dem Ablauf der in Artikel L4146-23/2 genannten Frist von achtzehn Tagen. Über Einsprüche, die offensichtlich unzulässig oder unbegründet sind, entscheidet der Rat für Lokalwahlen jedoch in seiner Sitzung am ersten Montag des Monats November gemäß Artikel L4146-15 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2.“.

Art. 283 - In denselben Unterabschnitt 7 wird ein Artikel L4146-23/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-23/6 - Wenn mindestens zwei Einsprüche gegen dieselbe Wahl eingelegt werden, verbindet der Rat für Lokalwahlen die Fälle automatisch.

Wenn mindestens zwei Einsprüche gegen dieselbe Wahl eingereicht werden und nicht alle offensichtlich unzulässig oder unbegründet sind, befindet der Rat für Lokalwahlen in einem ersten Schritt über die offensichtlich unzulässigen oder unbegründeten Einsprüche bei der Anhörung, die er am ersten Montag des Monats November gemäß Artikel L4146-15 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 abhält. Er erklärt die betreffende Wahl in einem zweiten Schritt bei der Anhörung, die er am letzten Montag des Monats November gemäß Artikel L4146-15 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 3 abhält, oder gegebenenfalls bei einer der Anhörungen, die er zu den in Artikel L4146-15 Paragraf 1 Absatz 3 genannten Daten abhält, für gültig oder annulliert sie.“.

Art. 284 - In denselben Unterabschnitt 7 wird ein Artikel L4146-23/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-23/7 - § 1. Der Rat für Lokalwahlen verkündet seine Beschlüsse in öffentlicher Sitzung. Seine Beschlüsse werden mit Gründen versehen. Sie übernehmen die Begründung bezüglich der Prüfung möglicher Interessenkonflikte ihrer Mitglieder.

Wenn der Rat für Lokalwahlen über Einsprüche gegen die Wahlen befindet, geht seinen Beschlüssen jedes Mal eine Darstellung des Falls durch eines seiner Mitglieder mit beschließender Stimme voraus.

§ 2. Die öffentlichen Sitzungen finden an den in Artikel L4146-15 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 oder 3 genannten Daten oder gegebenenfalls an den in Artikel L414615 Paragraf 1 Absatz 3 genannten Daten statt.

Vor der öffentlichen Sitzung lässt der Rat für Lokalwahlen dem Antragsteller und den eventuellen Drittparteien das Datum der öffentlichen Sitzung mitteilen. Die Regionalverwaltung veröffentlicht das Datum der Sitzung auf der regionalen offiziellen Internetseite der Lokalwahlen. Außerdem veröffentlicht die Gemeinde oder die Provinz, je nachdem, ob es sich um die Gemeinde- oder die Provinzwahl handelt, das Datum der Sitzung auf ihrer Internetseite. Diese Veröffentlichungen haben den Zweck, allen interessierten Personen die Teilnahme an der Sitzung zu ermöglichen.

Wenn der Rat für Lokalwahlen beschließt, seine Sitzungen durch den Einsatz von Videokonferenzmitteln gemäß Artikel L4146-15 Paragraf 4 abzuhalten, können die Antragsteller, die Drittparteien und alle Personen, die an den Sitzungen teilnehmen möchten, diese aus der Ferne von einem Ort ihrer Wahl oder direkt vom Sitz des Rates für Lokalwahlen aus verfolgen.“.

Art. 285 - In denselben Unterabschnitt 7 wird ein Artikel L4146-23/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L4146-23/8 - § 1. Der Rat für Lokalwahlen lässt die Regionalverwaltung jeden seiner Beschlüsse innerhalb von drei Tagen per Einschreiben mit Empfangsbescheinigung mitteilen, auf jeden Fall aber spätestens am vierundvierzigsten Tag nach dem Wahltag.

Der Rat für Lokalwahlen lässt je nachdem, um welche Wahl es sich handelt, seine Beschlüsse dem Gemeinderat oder dem Provinzrat zukommen. Er lässt seine Beschlüsse ebenfalls den Antragstellern und den eventuellen Drittparteien mitteilen.

Wenn der Rat für Lokalwahlen den eingelegten Einspruch ablehnt und die Wahl für gültig erklärt, nachdem er die Reihenfolge, in der die Ratsmitglieder und Stellvertreter für gewählt erklärt wurden, geändert hat, lässt er seinen Beschluss den in Absatz 2 genannten Personen sowie den betroffenen Ratsmitgliedern und Stellvertretern mitteilen.

Wenn der Rat für Lokalwahlen die Wahl annulliert, teilt er seinen Beschluss den in Absatz 2 genannten Personen mit und lässt eine beglaubigte Kopie des Beschlusses an den Ersten Präsidenten des Staatsrats schicken. Darüber hinaus lässt er ihm die gesamte Verwaltungsakte zusenden.

§ 2. Die Empfänger der in Paragraf 1 Absatz 2 bis 4 genannten Mitteilungen können gemäß Artikel L4146-23/12 eine Klage beim Staatsrat einreichen.“.

Art. 286 - In denselben Unterabschnitt 7 wird ein Artikel L4146-23/9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/9 - Die Beschlüsse des Rates für Lokalwahlen werden auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht."

Art. 287 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 8 mit der Überschrift "Verfahren vor dem Rat für Lokalwahlen, wenn keine Beschwerde gegen die Wahl eingelegt wird" eingefügt.

Art. 288 - In den Unterabschnitt 8 wird ein Artikel L4146-23/10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/10 - Wenn kein Einspruch gegen die Wahl eingelegt wird, kann der Rat für Lokalwahlen als Verwaltungsgericht die Richtigkeit der Sitzverteilung auf die Listen und die Reihenfolge, in der die Ratsmitglieder und Stellvertreter als gewählt erklärt wurden, überprüfen. Er erklärt die Wahl für gültig, indem er gegebenenfalls die Sitzverteilung und die Reihenfolge der Gewählten von Amts wegen ändert."

Art. 289 - In denselben Unterabschnitt 8 wird ein Artikel L4146-23/11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/11 - § 1. Die Artikel L4146-23/5 Paragraph 2 Satz 1, Artikel L4146-23/7 Paragraph 1 Absatz 1, Paragraph 2 Absatz 1, 2, Sätze 2 bis 4 und Absatz 3, Artikel L4146-23/8 Paragraph 1 Absatz 1, 2 Satz 1, Absatz 3 und Paragraph 2 und Artikel L4146-23/9 sind anwendbar, wenn kein Einspruch gegen die Wahl eingelegt wurde, auch wenn der Rat für Lokalwahlen die Wahl für gültig erklärt, nachdem er eventuell die Reihenfolge geändert hat, in der die Ratsmitglieder und Stellvertreter als gewählt erklärt wurden.

§ 2. Für die Anwendung von Artikel L4146-23/7 Paragraph 2 Absatz 1 ist "Die öffentliche Sitzung findet an dem in Artikel L4146-15 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 genannten Datum oder gegebenenfalls an den in Artikel L4146-15 Paragraph 1 Absatz 3 genannten Daten statt" statt "Die öffentlichen Sitzungen finden an den in Artikel L4146-15 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 oder 3 genannten Daten oder gegebenenfalls an den in Artikel L4146-15 Paragraph 1 Absatz 3 genannten Daten statt" zu lesen.

Für die Anwendung von Artikel L4146-23/7 Paragraph 2 Absatz 3 ist "Wenn der Rat für Lokalwahlen beschließt, seine Sitzungen durch den Einsatz von Videokonferenzmitteln gemäß Artikel L4146-15 Paragraph 4 abzuhalten, können alle Personen, die an den Sitzungen teilnehmen möchten, diese aus der Ferne von einem Ort ihrer Wahl oder direkt vom Sitz des Rates für Lokalwahlen aus verfolgen." statt "Wenn der Rat für Lokalwahlen beschließt, seine Sitzungen durch den Einsatz von Videokonferenzmitteln gemäß Artikel L4146-15 Paragraph 4 abzuhalten, können die Antragsteller, die Drittparteien und alle Personen, die an den Sitzungen teilnehmen möchten, diese aus der Ferne von einem Ort ihrer Wahl oder direkt vom Sitz des Rates für Lokalwahlen aus verfolgen." zu lesen.

Für die Anwendung von Artikel L4146-23/8 Paragraph 1 Absatz 3 ist "Wenn der Rat für Lokalwahlen die Wahl für gültig erklärt, nachdem er die Reihenfolge geändert hat, in der die Ratsmitglieder und Stellvertreter für gewählt erklärt wurden, lässt er seinen Beschluss dem Gemeinderat oder dem Provinzrat, je nachdem, um welche Wahl es sich handelt, sowie den betroffenen Ratsmitgliedern und Stellvertretern mitteilen." statt "Wenn der Rat für Lokalwahlen den eingelegten Einspruch ablehnt und die Wahl für gültig erklärt, nachdem er die Reihenfolge, in der die Ratsmitglieder und Stellvertreter für gewählt erklärt wurden, geändert hat, lässt er seinen Beschluss den in Absatz 2 genannten Personen sowie den betroffenen Ratsmitgliedern und Stellvertretern mitteilen." zu lesen.

Für die Anwendung von Artikel L4146-23/8 Paragraph 2 ist "Der Gemeinderat oder der Provinzrat, je nach der Wahl, um die es geht, sowie gegebenenfalls die betroffenen Ratsmitglieder und Stellvertreter können gemäß Artikel L4146-23/12 eine Klage beim Staatsrat einreichen." statt "Die Empfänger der in Paragraph 1 Absatz 2 bis 4 genannten Mitteilungen können gemäß Artikel L4146-23/12 eine Klage beim Staatsrat einreichen." zu lesen.

Art. 290 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 9 mit der Überschrift "Einspruch gegen die Beschlüsse des Rates für Lokalwahlen" eingefügt.

Art. 291 - In den Unterabschnitt 9 wird ein Artikel L4146-23/12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/12 - Personen, denen der Beschluss des Rates für Lokalwahlen zugestellt wird, können innerhalb von acht Tagen ab der Zustellung Einspruch beim Staatsrat erheben. Der Staatsrat befindet innerhalb einer Frist von sechzig Tagen über den Einspruch. Der Einspruch vor dem Staatsrat setzt den Beschluss nicht aus, es sei denn, er ist gegen einen Beschluss des Rates für Lokalwahlen zur Ungültigkeitserklärung der Wahlen oder zur Änderung der Sitzverteilung gerichtet. Wenn die Regierung den Bürgermeister der Gemeinde Comines-Warneton ernennt, bevor der Staatsrat seine Entscheidung verkündet, wird diese Ernennung ab der Zustellung des Entscheids des Staatsrates wirksam, der die Wahlen nicht für ungültig erklärt oder die Sitzverteilung nicht ändert.

Die Entscheidung des Staatsrats wird je nachdem, um welche Wahl es sich handelt, dem Gemeinderat oder dem Provinzrat unverzüglich von der Regionalverwaltung mitgeteilt."

Art. 292 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI Abschnitt 2 desselben Kodex wird ein Unterabschnitt 10 mit der Überschrift "Organisation einer Neuwahl nach Annullierung" eingefügt.

Art. 293 - In den Unterabschnitt 10 wird ein Artikel L4146-23/13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/13 - Wird eine Gemeindevahl für ungültig erklärt, erstellt das Gemeindekollegium das Register der Gemeinderatswähler am Tag der Notifizierung des getroffenen Beschlusses an den Rat. Es beruft die Wähler ein, um innerhalb von fünfzig Tagen nach dieser Mitteilung erneut zu wählen.

In diesem Falle erstellt die Regierung einen genauen Zeitplan, der die Wahlvorgänge bis einschließlich zum Wahltag, das Datum der Einsetzung der Gemeinderatsmitglieder, das Datum der Vorlage eines Entwurfs für ein Mehrheitsabkommen und die Daten aller Schritte nach der Einsetzung der Gemeinderatsmitglieder aufführt. Die Daten der Wahlvorgänge werden auf der Grundlage der Organisation der in Artikel L4124-1 Paragraph 1 Absatz 1 genannten ordentlichen Wahlen festgelegt."

Art. 294 - In denselben Unterabschnitt 10 wird ein Artikel L4146-23/14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/14 - § 1. Wird eine Provinzwahl für ungültig erklärt, stellen die Gemeindekollegien der Gemeinden im Zuständigkeitsbereich der Provinz jeweils das Wählerregister am Datum der Zustellung des gefassten Beschlusses an den Provinzrat. Die Gemeindekollegien der Gemeinden im Zuständigkeitsbereich der Provinz berufen die Wähler ein, um innerhalb von fünfzig Tagen ab dieser Zustellung neu zu wählen. Die Regierung erstellt einen genauen Zeitplan, der die Wahlvorgänge bis einschließlich zum Wahltag sowie das Datum der Einsetzung der Provinzratsmitglieder und die Daten aller Schritte nach der Einsetzung der Provinzratsmitglieder aufführt. Die Daten der Wahlvorgänge werden auf der Grundlage der Organisation der in Artikel L4124-1 Paragraph 1 Absatz 1 genannten ordentlichen Wahlen festgelegt.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 kann der Rat für Lokalwahlen, wenn bei den Wahlen in mehreren Distrikten desselben Bezirks die in Artikel L4142-34 genannte Listengruppierung vorgenommen wurde und die Gründe für die Ungültigkeitserklärung der Wahl in einem der Distrikte die Richtigkeit und Echtheit der in den anderen Distrikten verzeichneten Ergebnisse nicht zweifelhaft erscheinen lassen, die Wahlen in diesen Distrikten für gültig erklären, was die bei der ersten Verteilung in Anwendung von Artikel L4145-16/1 zugeteilten Sitze angeht, und für die bei der zweiten Verteilung zugeteilten Sitze seine Entscheidung aufschieben bis zum Zeitpunkt der Bestätigung der neuen Wahlen, die in dem Distrikt, in dem die Wahlverrichtungen für ungültig erklärt worden sind, abgehalten werden müssen.

Die vorherige Gruppierung bleibt bei der neuen Wahl für die Listen wirksam, deren Zusammenstellung identisch geblieben ist. Die Listen werden nicht erneuert. Neue Listen werden nicht zugelassen.

Bei der neuen Wahl wird der Zentralwahlvorstand des Bezirks wieder in den Besitz der früheren, in Artikel L4145-16/2 Paragraph 3 genannten Protokolle gestellt, um die in Artikeln L4145-16/3 bis 16/10 angegebenen Verrichtungen vornehmen zu können, und zwar sowohl für den Distrikt, in dem neue Wahlen abgehalten werden, als auch für die Distrikte, in denen noch Zusatzsitze zuzuteilen sind.“

Art. 295 - Im vierten Teil Buch I Titel IV Kapitel VI desselben Kodex wird ein Abschnitt 2/1 mit dem Titel "Vernichtung der Wahlunterlagen" eingefügt.

Art. 296 - In den Abschnitt 2/1 wird ein Artikel L4146-23/15 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4146-23/15 - § 1. Folgende Wahlunterlagen werden nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten vernichtet, sobald die Wahl für gültig oder ungültig erklärt worden ist:

- 1° gültige und ungültige Stimmzettel, einschließlich zurückgenommener und unbenutzter Stimmzettel;
- 2° die Tabellen der Zusammensetzung der Wahlvorstände.

§ 2. Folgende Wahlunterlagen werden nach Ablauf der in Artikel L4161-1 festgelegten Verjährungsfrist, auf jeden Fall aber spätestens fünf Jahre nach dem in Artikel L4124-1 Paragraph 1 Absatz 1 genannten Tag, gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten vernichtet:

- 1° die in Artikel L4122-18 Paragraph 1 Absatz 1 genannten Sonderregister der Beschwerden;
- 2° die Abstimmungsregister;
- 3° die Wählerregister;
- 4° die Vollmachten und ihre Belege;
- 5° die Wahlvorschläge und die Annahmeakten der Kandidaten;
- 6° die Informationsschreiben der Zeugen;
- 7° die in Artikel L4132-1 Paragraph 5 genannten Sonderregister der Vollmachten.

Die in Absatz 1 festgelegte Aufbewahrungsdauer dient dem Zweck, die Durchführung von gerichtlichen Ermittlungen oder Untersuchungen zu ermöglichen. Sie dient auch dem Zweck der wissenschaftlichen oder historischen Forschung.

Wenn die in Absatz 1 genannten Wahlunterlagen zum Zweck der wissenschaftlichen oder historischen Forschung angefordert werden, werden nur die Daten der Kandidaten übermittelt. Personenbezogene Daten werden in diesem Fall vor der Weitergabe anonymisiert.“

Art. 297 - In Artikel L4146-24 Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden die Wörter "30. Mai" durch die Wörter "31. Dezember" ersetzt.

Art. 298 - Artikel L4146-25 Paragraph 6 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, wird gestrichen.

Art. 299 - In Artikel L4146-25 Paragraph 7 Absatz 1 Ziffer 3 desselben Kodex wird die Wortfolge "und von jedem in Artikel I.1 Absatz 1 Ziffer 1 erster und zweiter Satz des Wirtschaftsgesetzbuches genannten Unternehmen" zwischen die Wortfolge "sich von diesen Personen" und die Wortfolge "alle Schriftstücke und Angaben zu" eingefügt.

Art. 300 - In Artikel L4151-3 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° der Artikel wird zum Artikel "L4152-1" umbenannt;
- 2° die Wortfolge "Artikel L4145-6 § 1" wird jedes Mal durch die Wortfolge "Artikel L4145-5 Paragraph 1" ersetzt.

Art. 301 - In Artikel L4151-4 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 1. Juni 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° der Artikel wird zum Artikel "L4153-1" umbenannt;
- 2° in Paragraph 1 werden die Wortfolge "L4146-4 bis L4146-17" und die Wortfolge "in L4141-3 erwähnte" jeweils durch die Wortfolge "L41464 bis L4146-23/13" und die Wortfolge "in Artikel L4152-1 erwähnte" ersetzt.

Art. 302 - Im vierten Teil Buch I desselben Kodex wird ein Titel VI mit der Überschrift "Strafbestimmungen" eingefügt.

Art. 303 - In Titel VI wird ein Kapitel I mit der Überschrift "Allgemeine Bestimmungen" eingefügt.

Art. 304 - In Kapitel I wird ein Artikel L4161-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4161-1 - Die Verfolgung von Verbrechen und Vergehen, die im vorliegenden Teil des Kodex vorgesehen sind, und die Zivilklage verjähren nach Ablauf von fünf Jahren ab dem Tag, an dem die Verbrechen und Vergehen begangen wurden.“

Art. 305 - In dasselbe Kapitel I wird ein Artikel L4161-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4161-2 - Treffen mehrere Vergehen zusammen, so werden die jeweiligen Strafen zusammengerechnet, ohne dass sie jedoch das Doppelte der angedrohten Höchststrafe überschreiten dürfen.“

Art. 306 - In dasselbe Kapitel I wird ein Artikel L4161-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4161-3 - Wenn mildernde Umstände vorliegen, kann das Gericht die Zuchthausstrafe durch eine Gefängnisstrafe von mindestens drei Monaten ersetzen und die Gefängnisstrafe auf weniger als acht Tage und die Geldstrafe auf weniger als 26 Euro herabsetzen.

Es kann die eine oder die andere dieser Strafen getrennt verhängen, ohne dass diese höher als das Strafmaß von Polizeistrafen sein dürfen."

Art. 307 - In dasselbe Kapitel I wird ein Artikel L4161-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4161-4 - Der Beamte, der eine Beschwerde erhält, darf die Empfangsbescheinigung, die er dem Beschwerdeführer aushändigt, unter Gefahr einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu zwei Jahren nicht zurückdatieren."

Art. 308 - In Titel VI wird ein Kapitel II mit der Überschrift "Strafmaßnahmen in Zusammenhang mit dem Wahlregister" eingefügt.

Art. 309 - In Kapitel II wird ein Artikel L4162-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4162-1 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels bezeichnet ein Wahlregister sowohl das Wählerregister als auch ein Abstimmungsregister."

Art. 310 - In dasselbe Kapitel II wird ein Artikel L4162-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4162-2 - § 1. Mit einer Geldstrafe von 26 bis zu 200 Euro und mit einer Gefängnisstrafe von acht bis zu fünfzehn Tagen wird belegt, wer in irgendeiner Eigenschaft mit der Vorbereitung oder Aufstellung der Wahlregister beauftragt ist und, um die Streichung eines Wählers herbeizuführen:

1° bei dieser Arbeit wissentlich Unterlagen oder Urkunden, die durch Änderungen, Auslassungen oder Zusätze gefälscht oder fälschlich erstellt worden sind, benutzt;

2° Angaben aus den Unterlagen oder Urkunden, die für die Erstellung der Register verwendet werden können, vorsätzlich durch Änderungen, Zusätze oder Auslassungen falsch auf den Wahlregistern wiedergibt.

Wenn dieses Vergehen begangen wird, um einer Person das Wahlrecht zu verschaffen, beläuft sich die Gefängnisstrafe auf eine Dauer von acht Tagen bis zu einem Monat und die Geldstrafe auf eine Summe von 50 bis 500 Euro.

§ 2. Die in Artikel L4161-1 festgelegte Verjährungsfrist von fünf Jahren läuft für die im vorliegenden Artikel vorgesehenen Verstöße ab dem Tag, an dem die Wahlregister und die diesbezüglichen Unterlagen der Regionalverwaltung gemäß Artikel L4143-28 Paragraph 3 Absatz 1 übermittelt werden."

Art. 311 - In dasselbe Kapitel II wird ein Artikel L4162-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4162-3 - Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu zwei Jahren werden Mitglieder eines Gemeindegremiums oder eines Gemeinderats belegt, die bei der Ausübung der Wahlgerichtsbarkeit auf ihren Bericht hin unrechtmäßig die Abweisung eines Antrags auf Eintragung in die Register oder die Anordnung zur Eintragung bzw. Streichung eines Wählers veranlassen, indem sie zu diesem Zweck Unterlagen oder Urkunden herangezogen oder verwendet haben, von denen sie wussten, dass sie durch Änderungen, Auslassungen oder Zusätze gefälscht bzw. fälschlich erstellt oder erfunden worden sind.

Eine Verfolgung wird erst mitgeteilt, wenn der Antrag des Wählers auf Eintragung oder Streichung zu einem endgültig gewordenen Beschluss führt, der auf betrügerische Tatbestände gegründet ist.

Die in Artikel L4161-1 festgelegte Verjährungsfrist läuft ab dem in Absatz 2 genannten Beschluss ab."

Art. 312 - In dasselbe Kapitel II wird ein Artikel L4162-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4162-4 - § 1. Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von 50 bis zu 500 Euro oder mit nur einer dieser Strafen wird belegt, wer als Täter, Mittäter oder Komplize entgegen Artikel L4122-7 oder Artikel L4122-8 Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters Personen aushändigt, die sie zu erhalten nicht ermächtigt sind, diese Exemplare Drittpersonen mitteilt, nachdem er sie ordnungsgemäß erhalten hat, die Angaben aus dem Wählerregister zu Zwecken gebraucht, die keine Wahlzwecke sind.

§ 2. Strafen, die gegen Komplizen der im Paragraph 1 genannten Verstöße verhängt werden, betragen nicht mehr als zwei Drittel des Strafmaßes, das auf sie anwendbar gewesen wäre, wenn sie selbst die Straftaten begangen hätten."

Art. 313 - In dasselbe Kapitel II wird ein Artikel L4162-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4162-5 - Wer wissentlich falsche Erklärungen abgibt oder Scheinurkunden vorlegt, um sich in ein Wählerregister eintragen zu lassen, wird mit einer Geldstrafe von 26 bis zu 200 Euro belegt.

Mit der gleichen Strafe wird belegt, wer wissentlich dieselben Mittel anwendet, um eine Person in dieses Register eintragen oder aus diesem Register streichen zu lassen.

Eine Verfolgung wird jedoch erst eingeleitet, wenn der Antrag auf Eintragung oder Streichung durch einen endgültig gewordenen Beschluss, der auf betrügerische Tatbestände gegründet ist, abgewiesen wird.

Die in solchen Angelegenheiten entweder von den Gemeindegemeinschaften oder von den Appellationshöfen gefassten Beschlüsse und die diesbezüglichen Unterlagen und Auskünfte übermittelt der Gouverneur der Staatsanwaltschaft, die sie auch von Amts wegen anfordern kann.

Die Verfolgung verjährt nach Ablauf von drei Monaten ab dem Datum des Beschlusses."

Art. 314 - In Titel VI wird ein Kapitel III mit der Überschrift "Strafmaßnahmen in Zusammenhang mit den Wahlvorständen" eingefügt.

Art. 315 - In Kapitel III wird ein Artikel L4163-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4163-1 - Wer sich der in Artikel L4125-5 Paragraph 1 und 2 vorgesehenen Bestimmung ohne triftige Gründe entzieht oder durch sein Verschulden, seine Unvorsichtigkeit oder seine Nachlässigkeit die ihm anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt."

Art. 316 - In dasselbe Kapitel III wird ein Artikel L4163-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4163-2 - Wird mit einer Geldstrafe von 50 Euro bis 200 Euro bestraft:

1° jede Person, die sich der Bestimmung als Vorsitzender oder als Beisitzer des Wahl- oder Zählbürovorstands ohne triftige Gründe entzieht;

2° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der seine Verhinderungsgründe nicht innerhalb der festgelegten Frist angibt;

3° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der, nachdem er dieses Amt angenommen hat, es ohne triftigen Grund unterlässt."

Art. 317 - In dasselbe Kapitel III wird ein Artikel L4163-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4163-3 - Jede Person, die durch ihr Verschulden, ihre Unvorsichtigkeit oder ihre Nachlässigkeit die ihr anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt."

Art. 318 - In Titel VI wird ein Kapitel IV mit der Überschrift "Strafmaßnahmen in Zusammenhang mit der Wahlplakatierung und dem Ende des Wahlkampfes" eingefügt.

Art. 319 - In Kapitel IV wird ein Artikel L4164-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4164-1 - Verstöße gegen die Bestimmungen von Artikel L4112-10 Absatz 2 und von Artikel L4130-2 Paragraph 1 Absatz 1 werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 26 bis 1000 Euro geahndet."

Art. 320 - In Titel VI wird ein Kapitel V mit der Überschrift "Strafmaßnahmen in Zusammenhang mit den Wahlausgaben" eingefügt.

Art. 321 - In Kapitel V wird ein Artikel L4165-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4165-1 - § 1. Unbeschadet der Anwendung von Artikel L4131-5 wird entweder auf Initiative des Prokurators des Königs oder infolge einer Anzeige jeder Person, die ein Interesse nachweisen kann, verfolgt und infolgedessen mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis einem Monat und einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro oder mit nur einer dieser Strafe belegt:

1° wer es versäumt, seine Wahlausgaben oder die Herkunft der Mittel innerhalb des in Artikel L4131-4 erwähnten Zeitraums anzugeben;

2° wer in Sachen Wahlwerbung wissentlich Ausgaben tätigt oder Verpflichtungen eingeht, die die in Artikel L4131-9 Paragraph 2 und 5 vorgesehenen Höchstbeträge überschreiten;

3° wer in den drei Monaten vor den Wahlen gegen die Bestimmungen von Artikel L4130-4 verstößt;

4° der Spitzenkandidat einer Liste, der in Sachen Wahlwerbung wissentlich Ausgaben tätigt oder Verpflichtungen eingeht, die die in Artikel L4131-9 Paragraph 1 und 5 festgelegten Höchstbeträge überschreiten;

5° der Spitzenkandidat einer Liste, der nicht über eine regionale Nummer und ein geschütztes Listenkürzel verfügt und der Ausgaben tätigt, um eine Wahlkampagne auf nationaler Ebene zu führen.

Die anonymen Anschuldigungen werden nicht durch den Prokurator des Königs berücksichtigt.

§ 2. Die Frist für die Ausübung des Initiativrechts des Prokurators des Königs und die Einreichung der Beschwerden bezüglich der in Paragraph 1 genannten Verstöße läuft am hundertzwanzigsten Tag nach den Wahlen ab. Der Prokurator des Königs übermittelt der regionalen Kontrollkommission eine Abschrift der Beschwerden gegenüber den Kandidaten. Der Prokurator des Königs übermittelt den Personen, die Gegenstand der Beschwerde sind, ebenfalls eine Abschrift. Die Mitteilungen erfolgen innerhalb von acht Tagen nach der Einreichung der Beschwerden.

Innerhalb derselben Frist unterrichtet der Prokurator des Königs die regionale Kontrollkommission über seine Entscheidung bezüglich der in Paragraph 1 genannten Sachbestände, ein Strafverfahren einzuleiten.

§ 3. Wer eine Beschwerde oder eine Klage einreicht, die sich als unbegründet erweist und für die erwiesen ist, dass sie in der Absicht zu schaden erfolgte, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt.

§ 4. Im Rahmen der in Paragraph 1 eingeleiteten Strafverfahren kann der Prokurator des Königs einen bestimmten Kandidaten ersuchen, jegliche Information über den Ursprung der Geldmittel, die zu der Finanzierung seiner Wahlwerbungskampagne gedient haben, zu übermitteln."

Art. 322 - In dasselbe Kapitel V wird ein Artikel L4165-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4165-2 - Wer eine auf Artikel L4131-5 gründende Beschwerde einreicht, die sich als unbegründet erweist und für die erwiesen ist, dass sie in der Absicht zu schaden erfolgte, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt."

Art. 323 - In dasselbe Kapitel V wird ein Artikel L4165-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4165-3 - Wer unter Verstoß gegen Artikel L4131-7 einer politischen Partei, einer ihrer Komponenten, unabhängig von ihrer Rechtsform, einer Liste, einem Kandidaten oder einem Inhaber eines politischen Mandats eine Zuwendung zukommen lässt oder wer als Kandidat oder Inhaber eines politischen Mandats eine Zuwendung annimmt, wird mit einer Geldstrafe von 26 bis 1000 Euro belegt.

Wer, ohne Kandidat oder Inhaber eines politischen Mandats zu sein, eine solche Zuwendung im Namen und auf Rechnung einer politischen Partei, einer Liste, eines Kandidaten oder eines Inhabers eines politischen Mandats annimmt, wird mit der gleichen Strafe belegt.

Das Buch I des Strafgesetzbuches, ohne Ausnahme von Kapitel VII und Artikel 85, ist auf diese Verstöße anwendbar.

Wenn das Gericht es anordnet, kann das Urteil vollständig oder auszugsweise in den von ihm bezeichneten Tageszeitungen und Wochenzeitschriften veröffentlicht werden."

Art. 324 - In Titel VI wird ein Kapitel VI mit der Überschrift "Strafmaßnahmen in Zusammenhang mit den Zeugen" eingefügt.

Art. 325 - In Kapitel VI wird ein Artikel L4166-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4166-1 - In dem in Artikel L4134-5 Absatz 4 genannten Fall werden die Ausweisungsanordnung sowie ihre Gründe im Protokoll vermerkt, und die Schuldigen werden mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt."

Art. 326 - In Titel VI wird ein Kapitel VII mit der Überschrift "Strafmaßnahmen in Zusammenhang mit den Bewerbungen" eingefügt.

Art. 327 - In Kapitel VII wird ein Artikel L4167-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4167-1 - Der annehmende Kandidat, der gegen die in Artikel L4142-6 Absatz 1 und 2 genannten Verbote verstößt, setzt sich einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis fünfzehn Tagen oder einer Geldstrafe von 26 bis 200 Euro aus."

Art. 328 - In dasselbe Kapitel VII wird ein Artikel L4167-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4167-2 - Die Personen, die die Unterschrift von anderen Personen oder von angenommenen Personen auf den Vorschlagsurkunden der Kandidaten, auf der Akte zur Annahme der Kandidaturen oder der Akte zur Bezeichnung von Zeugen setzen, werden der Urkundenfälschung für schuldig befunden und bestraft."

Art. 329 - In dasselbe Kapitel VII wird ein Artikel L4167-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4167-3 - Ein Kandidat steht nur auf einer einzigen Liste.

Niemand darf gleichzeitig eine Urkunde zur Beantragung des Schutzes eines Listenkürzels unterzeichnen und Kandidat auf einer Liste sein, die ein anderes Listenkürzel verwendet.

Der Kandidat, der gegen die in Absatz 1 und Absatz 2 genannten Verbote verstößt, setzt sich einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis fünfzehn Tagen oder einer Geldstrafe von 26 bis 200 Euro aus. Sein Name wird aus allen Listen gestrichen, auf denen er vorkommt."

Art. 330 - In dasselbe Kapitel VII wird ein Artikel L4167-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4167-4 - Der Wähler oder das Ratsmitglied, der bzw. das gegen das in Artikel L4142-4 Paragraph 4 genannte Verbot verstößt, setzt sich einer Gefängnisstrafe von 8 Tagen bis 15 Tagen oder einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro aus."

Art. 331 - In Titel VI wird ein Kapitel VIII mit der Überschrift "Strafmaßnahmen in Zusammenhang mit der Stimmabgabe, der Stimmenauszählung und den verschiedenen Wahlvorgängen" eingefügt.

Art. 332 - In Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-1 - Wer die Wahllokale während der Wahlverrichtungen betritt, ohne Mitglied des Wahlbürovorstandes, Zeuge, Sektionswähler, Bevollmächtigter oder dessen Begleiter oder ohne gemäß Artikel L4141-2 bezeichneter Sachverständiger oder Erbringer eines technischen Beistands zu sein, ist auf Anordnung des Vorsitzenden oder seines Bevollmächtigten auszuweisen. Widersetzt sich die besagte Person oder tritt erneut ein, wird sie mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro bestraft."

Art. 333 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-2 - In dem in Artikel L4143-15 genannten Fall wird die Ausweisungsanordnung im Protokoll vermerkt und die Schuldigen werden mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt."

Art. 334 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-3. § 1. Wähler, denen es unmöglich ist, an der Wahl teilzunehmen, können dem Prokurator des Königs die Gründe ihres Fernbleibens mit den erforderlichen Rechtfertigungen zur Kenntnis bringen.

§ 2. Es wird davon ausgegangen, dass Personen, denen am Wahltag aufgrund eines Gerichts- oder Verwaltungsbeschlusses die Freiheit entzogen wird, unmöglich an der Wahl teilnehmen können."

Art. 335 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-4 - In dem in Artikel L4168-3 Paragraph 1 genannten Fall wird keine Verfolgung eingeleitet, wenn der Prokurator des Königs die Entschuldigungsgründe annimmt."

Art. 336 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-5 - Innerhalb von acht Tagen nach Verkündung der Gewählten stellt der Prokurator des Königs die Liste der Wähler auf, die nicht an der Wahl teilgenommen haben und deren Entschuldigungen nicht angenommen wurden.

Diese Wähler werden mittels einfacher Benachrichtigung vor das Polizeigericht geladen, das nach Anhörung der Staatsanwaltschaft ohne Berufungsmöglichkeit entscheidet."

Art. 337 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-6 - § 1. Eine erstmalige ungerechtfertigte Abwesenheit eines Wählers wird den Umständen entsprechend mit einem Verweis oder mit einer Geldstrafe von 5 bis zu 10 Euro geahndet.

Bei Rückfall beläuft sich die Geldstrafe auf 10 bis zu 25 Euro.

Es wird keine Ersatzgefängnisstrafe ausgesprochen.

§ 2. Wenn unbeschadet der vorerwähnten Strafbestimmungen ein Wähler mindestens viermal innerhalb fünfzehn Jahren ohne Rechtfertigung der Wahl fernbleibt, wird er für zehn Jahre aus den Wahlregistern gestrichen und darf während dieser Zeit von einer öffentlichen Behörde weder ernannt noch befördert oder ausgezeichnet werden.

§ 3. Nimmt jemand nicht an einer Wahl teil, nachdem er vorher einer andersartigen Wahl fernblieb, und umgekehrt, so stellt dies keinen Rückfall dar.

§ 4. Hinsichtlich der Vollstreckung der Strafen darf kein Aufschub gewährt werden.

§ 5. Gegen eine Verurteilung durch Versäumnisurteil kann innerhalb von sechs Monaten nach Notifizierung des Urteils Einspruch erhoben werden. Dieser Einspruch kann kostenlos durch einfache Erklärung im Gemeindehaus erfolgen."

Art. 338 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-7 - § 1. Als Verstoß gegen das Wahlrecht wird der Versuch gewertet, einen Wähler zu veranlassen, sich der Stimme zu enthalten oder seine Stimme zu beeinflussen, und zwar durch den Gebrauch von Handgreiflichkeiten, Gewalttätigkeiten oder Drohungen oder dadurch, dass er aufgrund bestimmten Äußerungen fürchten muss, seinen Arbeitsplatz zu verlieren oder seine Person, seine Familie oder sein Vermögen in Gefahr zu bringen.

§ 2. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro oder mit nur einer dieser Strafe wird belegt.”.

Art. 339 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L4168-8 - Jede Person, die am Wahltag Unruhe stiftet, entweder durch Annahme, Tragen oder Zurschaustellen eines Erkennungszeichens oder auf sonstige Art und Weise, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt.”.

Art. 340 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L4168-9 - Ein Zeuge oder der Vorsitzende, Beisitzer oder Sekretär eines Wahlvorstands, der das Wahlgeheimnis enthüllt, wird mit einer Geldstrafe von 500 bis 3000 Euro belegt.”.

Art. 341 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L4168-10 - § 1. Die folgenden Handlungen oder Taten, die direkt oder indirekt durch einen Wähler ausgeführt werden, sei es um eine Stimme, eine Stimmenthaltung oder die in Artikel L4132-1 Paragraph 1 vorgesehene Vollmacht zu erhalten oder um die beschriebenen Vorteile vom Wahlergebnis abhängig zu machen, werden als Wahlkorruption betrachtet:

1° entweder Geld, oder irgendwelche Werte oder Vorteile, oder Unterstützungen, ebenfalls in Form einer Wette, zu geben, anzubieten oder zu versprechen;

2° öffentliche oder private Arbeitsplätze anzubieten oder zu versprechen;

3° den Wählern, unter Vorwand einer Entschädigung für Fahrt- oder Aufenthaltskosten eine Geldsumme oder irgendwelche Werte zu geben, anzubieten oder zu versprechen;

4° bei einer Wahl Nahrungsmittel oder Getränke zu geben, anzubieten oder zu versprechen.

§ 2. Wer der Wahlkorruption schuldig ist, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro oder mit nur einer dieser Strafe belegt.

Diejenigen, die Geschenke, Angebote oder Versprechen angenommen haben, werden mit denselben Strafen belegt.

Mit denselben Strafen werden diejenigen bestraft, die Geldmittel zur Begehung der in Paragraph 1 genannten Straftaten bereitstellen, obwohl sie wissen, wofür sie bestimmt sind, oder die den Auftrag erteilen, in ihrem Namen Angebote, Versprechen oder Drohungen zu machen.

Der öffentliche Beamte, der sich der in Paragraph 1 genannten Vergehen schuldig gemacht hat, verwirkt die Höchststrafe. Die Gefängnisstrafe und die Geldstrafe können verdoppelt werden.”.

Art. 342 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L4168-11 - § 1. Jedes Mitglied oder jeder Angestellte einer öffentlichen oder subventionierten Einrichtung mit sozialem Zweck, das bzw. der entweder direkt oder indirekt einem oder mehreren hilfsbedürftigen Personen beständige, zeitweilige oder außergewöhnliche Unterstützungen anbietet, verspricht oder gibt, um eine Stimme oder eine Stimmenthaltung zu erhalten, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt.

§ 2. Das gilt ebenfalls für die besagten Mitglieder oder Angestellten, die die Gewährung dieser Unterstützungen verweigern oder unterbrechen, weil die hilfsbedürftige Person nicht zugestimmt hat, ihre Stimme beeinflussen zu lassen oder ihre Stimme zu enthalten.

§ 3. Wer eine Unterstützung oder eine verstärkte Unterstützung fordert und dabei droht, seine Stimme in einem bestimmten Sinne abzugeben, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Monaten belegt.”.

Art. 343 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L4168-12 - § 1. Die folgenden Handlungen und Taten, die bei der Wahl oder bei der Auszählung der Stimmen durch ein Mitglied des Wahlvorstandes begangen werden, werden als Wahlbetrug betrachtet:

1° Stimmzettel betrügerisch zu fälschen, zu entwenden oder anzusetzen;

2° im Protokoll eine Anzahl Stimmzettel oder Stimmen, die unter oder über der wirklichen Anzahl Stimmzettel oder Stimmen liegt, die er zählen muss, einzuschreiben.

§ 2. Wer eine der in Paragraph 1 genannten Vergehen begeht, wird mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu zwei Jahren und einer Geldstrafe von 50 bis 2000 Euro belegt.

§ 3. Der Zeuge, der sich der in Paragraph 1 angegebenen Tatsachen schuldig macht, setzt sich derselben Strafe aus.

§ 4. Wer sich den in Paragraph 1 genannten Vergehen schuldig gemacht hat, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von 26 bis 1000 Euro belegt.

§ 5. Die Tatsachen werden sofort im Protokoll vermerkt.”.

Art. 344 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L4168-13 - Die Fälschung der Stimmzettel wird wie die Fälschung öffentlicher Urkunden bestraft.”.

Art. 345 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L4168-14 - § 1. Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet:

1° unter dem Namen eines anderen Wählers wählen oder zur Stimmabgabe vorstellig werden, außer bei den in Artikel L4132-1 Paragraph 1 vorgesehenen Fällen;

2° einen oder mehrere Stimmzettel beiseiteschaffen oder einbehalten.

§ 2. Wer sich dieser Vergehen schuldig gemacht hat, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von 26 bis 1000 Euro belegt.”.

Art. 346 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-15 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-15 - § 1. Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden ebenfalls als Stimmenfang betrachtet:

1° eine Vollmacht in Anwendung von Artikel L4132-1 Paragraf 1 erteilen, ohne die dazu erforderlichen Bedingungen zu erfüllen;

2° nach Erteilung der Vollmacht seinen Bevollmächtigten wählen lassen, obwohl die in Artikel L 4132-1 Paragraf 1 vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllt sind;

3° wissentlich im Namen seines Vollmachtgebers wählen, obwohl letzterer verstorben war oder imstande war, selbst sein Wahlrecht auszuüben;

4° mehrere Vollmachten in Anwendung von Artikel L41321 Paragraf 1 annehmen oder erteilen.

§ 2. Wer dieses Vergehens schuldig ist, wird mit einer Geldstrafe von 26 bis zu 1 000 Euro belegt."

Art. 347 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-16 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-16 - § 1. Die folgenden, von einem Wähler ausgehenden Handlungen, werden als Stimmenfang betrachtet:

1° in einem Wahllokal entgegen den Vorschriften von Artikeln L4122-1 Paragraf 2 und Artikel L4124-1 Paragraf 5 Absatz 2 wählen;

2° am selben Tag aufeinanderfolgend in zwei oder mehreren Wahllokalen derselben Gemeinde oder unterschiedlicher Gemeinden wählen, auch wenn man in den Wahlregistern dieser verschiedenen Gemeinden oder Lokalen eingetragen ist.

§ 2. Wer sich dieser Vergehen schuldig gemacht hat, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht bis zu fünfzehn Tagen und mit einer Geldstrafe von 26 bis 200 Euro belegt."

Art. 348 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-17 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-17 - Wer einen oder mehrere Bürger durch Zusammenrottung, Gewalttätigkeiten oder Drohungen an der Ausübung ihrer politischen Rechte hindert, wird mit einer Gefängnisstrafe von fünfzehn Tagen bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von 26 bis zu 1 000 Euro belegt."

Art. 349 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-18 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-18 - Wer Personen, auch unbewaffnete, anwirbt, versammelt oder aufstellt, um die Wähler einzuschüchtern oder die Ordnung zu stören, wird mit einer Gefängnisstrafe von fünfzehn Tagen bis zu einem Monat und mit einer Geldstrafe von 26 bis zu 500 Euro belegt.

Wer wissentlich Mitglied derart organisierter Banden oder Gruppen ist, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen und mit einer Geldstrafe von 26 bis 200 Euro belegt."

Art. 350 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-19 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-19 - Jedes mit Gewalt verübte oder versuchte Eindringen in ein Wahlgebäude mit der Absicht, die Wahlverrichtungen zu behindern, wird mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu zwei Jahren und mit einer Geldstrafe von 200 bis 2 000 Euro belegt.

Tragen die Schuldigen dabei Waffen, werden sie mit einer Gefängnisstrafe von einem bis zu drei Jahren und einer Geldstrafe von 500 bis 3 000 Euro belegt."

Art. 351 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-20 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-20 - Die Mitglieder einer Wahlsektion, die sich während der Wahl durch Beschimpfungen oder Gewalttätigkeiten entweder gegen den Wahlbürovorstand, oder gegen eines seiner Mitglieder oder gegen einen der Zeugen schuldig machen oder die durch Tätlichkeiten oder Drohungen die Wahlverrichtungen verzögern oder verhindern, werden mit einer Gefängnisstrafe von fünfzehn Tagen bis einem Jahr und mit einer Geldstrafe von 100 bis zu 1 000 Euro belegt.

Tragen die Schuldigen dabei Waffen, werden sie mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu zwei Jahren belegt."

Art. 352 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-21 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" Art. L4168-21 - Falls, bei den in Artikeln L4168-18 à L4168-20 beschriebenen Handlungen die Wahl verletzt wurde, wird das Höchstmaß der in diesen Artikeln genannten Strafen verhängt und diese Strafen können verdoppelt werden.

Tragen die Schuldigen dabei Waffen, werden sie mit einer Zuchthausstrafe von fünf bis zu zehn Jahren und einer Geldstrafe von 3 000 bis 5 000 Euro belegt.

Werden diese Taten von organisierten Banden oder Gruppen, wie sie in Artikel L4168-18 erwähnt sind, verübt, werden die Personen, die die Beteiligten anwerben, versammeln oder aufstellen, mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von 100 bis zu 1 000 Euro belegt."

Art. 353 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-22 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" Art. L4168-22 - Als Täter wird bestraft, wer durch Geschenke, Versprechungen, Drohungen, Missbrauch der Amtsgewalt oder Machtbefugnis, strafbare Arglist oder Machenschaften, durch Reden oder Geschrei in öffentlichen Versammlungen oder an öffentlichen Orten oder durch Plakate beziehungsweise gedruckte oder nicht gedruckte, verkaufte oder verteilte Schriften zur Begehung der in den Artikeln L4168-18 bis L4168-20 angegebenen Taten unmittelbar anstiftet.

Haben die Anstiftungen keine Folgen, werden die Täter mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu sechs Monaten und mit einer Geldstrafe von 50 bis zu 500 Euro belegt."

Art. 354 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-23 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L4168-23 - Wer eine Beschwerde im Sinne von Artikel L4146-6 Paragraf 1 Absatz 1 und Artikel L4146-20 einreicht, die sich als unbegründet erweist und für die erwiesen ist, dass sie in der Absicht zu schaden erfolgte, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt."

Art. 355 - In dasselbe Kapitel VIII wird ein Artikel L4168-24 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“ Art. L4168-24 - In dem in Artikel L4141-2 Paragraf 4 genannten Fall wird jede Verletzung der Geheimhaltungspflicht gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches bestraft.”.

Art. 356 - Im selben Kodex wird in Anhang 3, ersetzt durch das Dekret vom 25. Januar 2018, die Wortfolge “Verwaltungsbezirke Tournai und Mouscron” durch die Wortfolge “Verwaltungsbezirk Tournai-Mouscron” ersetzt.

Art. 357 - Das Gesetz vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Distriktratswahlen und für die Direktwahl der Sozialhilferäte, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. August 2006, wird gestrichen.

Wir verkünden vorliegendes Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. Juni 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Note

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1270 (2022-2023) Nrn. 1 bis 1^{ter} bis 11

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 31. Mai 2023

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44743]

1 JUNI 2023. — **Decreet tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie met betrekking tot de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel L2212-6 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, gewijzigd bij de decreten van 13 oktober 2011 en 25 januari 2018, wordt lid 4 opgeheven.

Art. 2. In artikel L2212-13 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het Decreet van 16 mei 2013, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “op de tweede vrijdag die volgt op de dag van de verkiezingen om 14 uur.” vervangen door de woorden “op de eerste vrijdag van de maand december die volgt op de verkiezingen.”;

2° in lid 2 wordt het woord “tweede” vervangen door het woord “eerste”;

3° in lid 3 worden de woorden “het onderzoek van de geloofsbriefen en” opgeheven; 4° aan het artikel worden de paragrafen 2 en 3 toegevoegd, luidende als volgt:

“ § 2. De verkozenen die, de dag van diens installatie, de verkiesbaarheidsvoorwaarden niet vervult, kan niet beëdigd worden.

Het college geeft de raad en betrokkene daar kennis van. Betrokkene kan binnen een termijn van vijftien dagen zijn verweermiddelen aan het college meedelen. De raad neemt akte van het verlies van de ene of de andere verkiesbaarheidsvereisten en gaat tot de vervanging van het betrokken lid over.

Er kan op grond van artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een beroep tegen die beslissing worden ingediend. Het wordt ingesteld binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

Een raadslid dat niet meer voldoet aan één van de verkiesbaarheidsvereisten, mag zijn functies niet langer uitoefenen.

Het college geeft de raad en betrokkene daar kennis van. Betrokkene kan binnen een termijn van vijftien dagen zijn verweermiddelen aan het college meedelen. De raad neemt akte van het verlies van de ene of de andere verkiesbaarheidsvereisten en stelt het verval van rechtswege vast. Hij gaat tot de vervanging van het betrokken lid over.

Er kan op grond van artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een beroep tegen die beslissing worden ingediend. Het wordt ingesteld binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

Indien betrokkene, zelfs zonder enige kennisgeving, zijn functies blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald bij artikel 262 van het Strafwetboek.”.

Art. 3. In artikel L2212-74, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012, wordt lid 2 opgeheven.

Art. 4. In artikel L4111-1, lid 4, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 maart 2017, wordt in de Franstalige versie het woord “votes” vervangen door het woord “vote”.

Art. 5. In artikel L4111-3, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “De verkiezingen moeten geldig verklaard worden” vervangen door de woorden “De verkiezingen worden geldig verklaard”.

Art. 6. Artikel L4112-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “Onder electoraat wordt verstaan” vervangen door de woorden “Het electoraat is”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “de in artikel L4121-1, § 1, van Titel II van dit Wetboek bedoelde voorwaarden” vervangen door de woorden “de in artikel L4121-1 bedoelde voorwaarden”.

Art. 7. In artikel L4112-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. Het register van de kiezers omvat alle personen die tot de stemming worden toegelaten. Het vermeldt de namen van alle toegelaten kiezers die zijn ingeschreven in het bevolkingsregister of, indien van toepassing, het vreemdelingenregister van de gemeente, met uitzondering van personen die zijn ingeschreven in het wachtregister van de gemeente.”;

2° In lid 4 worden de woorden “waarvoor een bijzonder kiesregister” vervangen door de woorden “waarvoor een bijzonder register”.

Art. 8. In artikel L4112-3 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 9 maart 2017, worden de woorden “Tot kandidaat wordt genoemd” vervangen door de woorden “Een kandidaat is”.

Art. 9. In artikel L4112-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden in de Franstalige versie de woorden “on entend par parti politique” vervangen door de woorden “un parti politique est”;

2° paragraaf 2, tweede lid, wordt vervangen door wat volgt :

“Een enige lijst is een lijst van kandidaten omschreven in lid 1 waar geen enkele andere lijst tegenover staat.”.

Art. 10. Artikel L4112-5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

Art. L4112-5. De lijsten worden geïdentificeerd met een letterwoord vermeld op de stembiljetten boven de lijsten die ze aanduiden.

Het letterwoord wordt gevormd met de beginletters ofwel van alle woorden, ofwel van een gedeelte van de woorden die de benaming van de kandidatenlijst vormen. Ze kan een acroniem zijn. Het bestaat uit niet meer dan vijftientwintig lettertekens. Het mag letters, cijfers of tekens bevatten.

Art. 11. Artikel L4112-6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

Art. L4112-6. De lijstenvereniging is de verrichting waarbij een kandidatenlijst verklaart gebruik te willen maken van de afkorting en het volgnummer dat is toegewezen aan de politieke partij in de regionale of provinciale loting.”.

Art. 12. Artikel L4112-8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° In het eerste lid, worden de woorden “Onder stemcentrum wordt verstaan” vervangen door de woorden “Een stemcentrum is”;

2° In het derde lid, worden de woorden “Onder stemopnemingscentrum wordt verstaan” vervangen door de woorden “Een stemopnemingscentrum is”.

Art. 13. Artikel L4112-10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

Art. L4112-10. De verkiezingscampagne is het geheel van de politieke activiteiten met inbegrip meer bepaald van de ontmoetingen, de massabijeenkomsten, de toespraken, het verspreiden van folders, de defilés alsmede het gebruik van de media om de kiezers op de hoogte te brengen van de beleidsopties en de programma’s van een kandidaat, een lijst of een politieke partij om stemmen te halen.

De verkiezingscampagne eindigt om 22.00 uur op de vooravond van de verkiezingsdag. Kandidaten, lijsten en politieke partijen mogen echter tot en met de verkiezingsdag via elk communicatiemiddel berichten uitzenden of laten uitzenden naar het publiek via elektronische middelen.”.

Art. 14. In artikel L4112-11 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorddelen “de wetgeving inzake verkiezingsuitgaven” opgeheven

Art. 15. Artikel L4112-12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

Art. L4112-12. De verkiezingsuitgaven zijn de uitgaven bedoeld in artikel L4131-12.”.

Art. 16. In artikel L4112-13, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden "Onder "gewestelijke controlecommissie" wordt de gewestelijke controlecommissie verstaan" vervangen door de woorden "De gewestelijke controlecommissie is het orgaan".

Art. 17. In artikel L4112-14 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1 worden de woorden "Onder kiesoperator wordt verstaan" vervangen door "Een kiesoperator is";
2° in paragraaf 2 wordt punt 4° vervangen door wat volgt:

"4° de burgemeester of zijn afgevaardigde;"

3° in dezelfde paragraaf wordt punt 9° vervangen als volgt:

"9° de voorzitter van een kiesbureau;"

4° in punt 11° van dezelfde paragraaf worden de woorden "artikel L4211-6, § 1" vervangen door de woorden "artikel L4141-2;"

4° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een punt 13° luidend als volgt:

"13° de Raad voor de lokale verkiezingen;"

6° in paragraaf 3, 1°, wordt het woord "gevolmachtigde" vervangen door het woord "volmachtouder".

Art. 18. Artikel L4112-16 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"De voordracht van de kandidaten, of indiening van kandidaturen is de procedure waarbij een kandidaat of een lijst van kandidaten zich laat registreren op een bepaalde datum om deel te nemen aan een bepaalde verkiezing."; 2° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"De indiener is de persoon die, zonder noodzakelijkerwijs kandidaat te zijn, gemachtigd is om de akte van voordracht in te dienen namens een kandidaat of een kandidatenlijst."

Art. 19. Artikel L4112-17 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. L4112-17. Een verkiezingsdocument is elk officieel document dat bij lokale verkiezingen wordt gebruikt door kiezers, kandidaten en kiesoperatoren.

De oproeping is het document dat de kiezer ontvangt in de dagen voorafgaand aan de verkiezing, en dat met name de dag en de lokalen vermeldt waar de kiezer moet stemmen, evenals de openings- en sluitingstijden van de stembureaus.

De volmacht is het document waarbij de kiezer die het wenst, de lastgever, binnen de bij dit wetboek bepaalde grenzen een andere kiezer, volmachtouder genoemd, kan machtigen om in zijn naam en opdracht te stemmen.

Art. 20. Artikel L4112-18 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° In paragraaf 4 worden de woorden "Een biljet wordt als beschadigd beschouwd" vervangen door de woorden "Een biljet is beschadigd";

2° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

"§ 5. De betwiste stembiljetten zijn de biljetten die door de leden van het stemopnemingsbureau uit de stembus worden gehaald en waarvoor een collegiale beslissing van hun kant nodig is om deze stembiljetten als geldig of ongeldig te classificeren."

Art. 21. Artikel L4112-20, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° de woorden "Onder zetels verstaat men" worden vervangen door de woorden "De zetels zijn";

2° het woord "aangewezen" wordt vervangen door de woorden "verkozen verklaard".

Art. 22. Artikel L4112-21 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° in paragraaf 1, worden de woorden "Als officieus resultaat wordt beschouwd" vervangen door de woorden "Het officieus resultaat is";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

"3 Het eindresultaat is het resultaat van de verkiezing wanneer deze geldig is verklaard overeenkomstig hoofdstuk VI van titel IV van dit Boek."

Art. 23. Artikel L4112-22, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Aanverwante lijsten zijn twee of meer lijsten van kandidaten die zich kandidaat stellen in afzonderlijke kiesdistricten binnen eenzelfde administratief arrondissement overeenkomstig de in artikel L4142-34 vastgelegde procedures."

Art. 24. Artikel L4112-23 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° in de inleidende zin worden de woorden "In het kader van de kiesprocedure worden als geweld beschouwd" vervangen door de woorden "In het kader van de kiesprocedure is geweld";

2° in punt 3° worden de woorden "tot de stembureaus of de stemopnemingsbureaus of tot een kiesbureau" vervangen door de woorden "tot een kiesbureau";

Art. 25. In artikel L4112-24 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Decreet van 1 juni 2006, worden de woorden "Onder "inbreuk op het stemrecht" wordt verstaan" vervangen door de woorden "Inbreuk op het stemrecht is".

Art. 26. Artikel L4112-25 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° in het eerste lid worden de woorden "Onder actieve kiesomkoping wordt verstaan" vervangen door de woorden "Actieve kiesomkoping is";

2° in het eerste lid worden de woorden "Onder passieve kiesomkoping wordt verstaan" vervangen door de woorden "Passieve kiesomkoping is".

Art. 27. Artikel L4112-26 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° de inleidende zin wordt vervangen door wat volgt:

"Verkiezingsfraude is:";

2° in 1° worden de woorden "een kiesregister" vervangen door "een verkiezingsdocument".

Art. 28. In artikel L4112-27 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Decreet van 1 juni 2006, worden de woorden "Onder verzameling van de stemmen wordt verstaan" vervangen door de woorden "Verzameling van de stemmen is".

Art. 29. In artikel L4112-28 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden "Als inbreuk op het stemrecht wordt beschouwd" vervangen door de woorden "Inbreuk op het stemgeheim is".

Art. 30. Artikel L4121-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° in paragraaf 1, waarvan de huidige tekst één paragraaf zal vormen, worden de woorden "31 juli" telkens vervangen door de woorden "1 augustus"; 2° de paragrafen 2, 3 en 4 worden opgeheven.

Art. 31. In artikel L4121-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en laatst gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° de beschermde personen die krachtens artikel 492/1 van het Burgerlijk Wetboek uitdrukkelijk en overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering onbekwaam verklaard zijn om hun politieke rechten uit te oefenen.";

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

"7. De verwerking van de in paragraaf 2, lid 2, bedoelde persoonsgegevens heeft tot doel het gemeentecollege in staat te stellen het kiezersregister op te stellen en ervoor te zorgen dat dit wordt bijgewerkt.

Art. 32. In het vierde deel, Boek I, Titel II, van hetzelfde Wetboek wordt de huidige inhoud van hoofdstuk II, getiteld "Register van de kiezers" en bestaande uit de artikelen L4122-1 tot en met L4122-35, vervangen overeenkomstig de artikelen 33 tot en met 69.

Art. 33. In het vierde deel, Boek I, Titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde wetboek wordt een afdeling 1, met als opschrift "Opmaking van het register van de kiezers" ingevoegd.

Art. 34. In afdeling 1 wordt een artikel L4122-1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L4122-1. § 1. Op 1 augustus van het jaar waarin de gewone vernieuwing van de gemeenteraden plaatsheeft, maakt het gemeentecollege een voorlopig register op, dat op die datum up-to-date is. Daartoe geeft het gemeentecollege de opdracht aan de FOD Binnenlandse Zaken om hem gratis de gegevens te bezorgen van de personen bedoeld in paragraaf 2. De door de FOD Binnenlandse Zaken verstrekte gegevens worden vernietigd zodra de verkiezing geldig is verklaard of geannuleerd.

§ 2 Het register bevat :

1° alle personen die voldoen aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden bepaald in artikel L4121-1;

2° de personen die tussen 1 augustus en de dag van de verkiezingen de leeftijd van achttien jaar bereiken;

3° de personen die tussen 1 augustus en de verkiezingsdag inbegrepen niet meer geschorst zijn van hun kiesrecht.

§ 3. Het register van de kiezers vermeldt de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht, de hoofdverblijfplaats en het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

§ 3. Voor de krachtens artikel *1bis* of artikel *1ter* van de gemeentekieswet van 4 augustus 1932 toelaatbare kiezers wordt hun nationaliteit vermeld in het kiezersregister. Bovendien zijn de vakjes voor deze kiezers blauw.

§ 4. Het doel van het register van de kiezer is als volgt:

1° alle personen die kiesgerechtigd zijn op te sommen en met zekerheid te identificeren teneinde hen op te roepen tot de stemming;

2° de overzichten bedoeld in artikel L4122-6, § 1, eerste lid, te kunnen opmaken en aldus de benoeming van de voorzitters, de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de stem- en stemopnemingsbureaus mogelijk te maken, alsook de benoeming van de voorzitter van het gemeentelijk bureau in het geval bedoeld in artikel L4125-3, § 2, eerste lid, 4°;

3° toestaan dat afschriften van het register van de kiezers worden verstrekt aan partijen, lijsten en kandidaten, en hen zo in staat stellen verkiezingsactiviteiten uit te voeren;

4° het register van de stemmers opstellen en de leden van de stembureaus in staat stellen na te gaan of alleen de kiezers stemmen en of ze slechts één keer stemmen;

5° controleren op dubbele kandidaturen, overeenkomstig artikel L4142-17;

6° nagaan of de kandidatenlijsten voldoen aan de voorschriften van artikel L4142-7, § 1, eerste lid, 2°;

7° na te gaan of van de niet-Belgische kiezers die zich kandidaat stellen voor de gemeenteraadsverkiezingen, enkel diegenen zich kandidaat stellen die de nationaliteit bezitten van een lidstaat van de Europese Unie;

8° kunnen worden gebruikt als onderdeel van het administratief onderzoek wanneer beroep wordt aangetekend tegen de verkiezing;

9° kan worden gebruikt in geval van een gerechtelijk onderzoek of een gerechtelijk onderzoek".

Art. 35. In dezelfde afdeling 1, wordt een artikel L4122-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-2. § 1. Het register van de kiezers wordt per gemeente of, in voorkomend geval, per gemeentefdeling, opgemaakt volgens een doorlopende nummering. Het gemeentecollege roept de personen die in het bevolkingsregister ingeschreven zijn op hetzelfde adres, in hetzelfde stemcentrum op.

In de gemeenten waarin sectorverkiezingen worden georganiseerd, wordt het register door de gemeente opgemaakt op grond van een verdeling naar gelang van de sectoren.

§ 2. Zodra het register is opgesteld, publiceert het gemeentecollege een kennisgeving op het prikbord en op haar website. De kennisgeving vermeldt de openingstijden van de gemeente en zet de klachten- en beroepsprocedure uiteen zoals beschreven in artikelen L4122-10 tot L4122-12.

Zodra de kennisgeving is gepubliceerd, kan elke persoon nagaan of ze zelf of iedere ander persoon in het register ingeschreven is of correct vermeld wordt. Elke persoon die ten onrechte ingeschreven, weggelaten of van de kiezerslijst geschrapt is, of voor wie in dit register de voorgeschreven vermeldingen onjuist zijn, kan tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bezwaar indienen bij het gemeentecollege, in overeenstemming met de procedures die worden beschreven in de artikelen L4122-10 en volgende.”.

Art. 36. In dezelfde afdeling 1, wordt een artikel L4122-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-3. Het gemeentecollege kan een verstrekkingsplichtige ermee belasten het kiesregister en de stemregisters op te maken.

Het drukken en de verspreiding van het register van de kiezers en van de registers van de stemmers vinden plaats onder het toezicht van het gemeentecollege. Laatstgenoemde blijft volledig aansprakelijk voor de juistheid en de correcte verdeling van die registers.”.

Art. 37. In het vierde deel, Boek I, Titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde wetboek wordt een afdeling 2, met als opschrift “Controle en bijwerking van het register van de kiezers” ingevoegd.

Art. 38. In afdeling 2 wordt een onderafdeling 1 “Controle van het register van de kiezer” ingevoegd.

Art. 39. In dezelfde onderafdeling 1, wordt een artikel L4122-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-4. § 1. Zodra het register van de kiezer is opgesteld, stuurt de gemeente een versie van haar register naar de Regering en de provinciegouverneur.

§ 2. Zodra alle registers zijn ontvangen, controleert de Regering de registers om na te gaan of er geen kiezers zijn die, om welke reden dan ook, in meer dan een van de registers zijn opgenomen.

Als een kiezer in meerdere registers is opgenomen, neemt de Regering contact op met de betrokken gemeenten. Ze overleggen met elkaar en voeren onmiddellijk de nodige correcties door.

Wanneer het gemeentecollege een kiezer uit het register schrapt, stelt het de betreffende kiezer in kennis van de schrapping en informeert het hem of haar over de beroepsmogelijkheid zoals bepaald in de artikelen L4122-10 en volgende.

De betrokken gemeenten sturen de gecorrigeerde versie van hun register naar de Regering en de provinciegouverneur.

§ 3. Zodra de Gouverneur alle registers van de gemeenten van zijn ambtsgebied heeft ontvangen, valideert hij elk register door middel van zijn elektronische handtekening.

De Gouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar stuurt onmiddellijk een gevalideerd exemplaar van het register naar de betrokken gemeente en naar de Regering.

§ 4. De in de paragrafen 1 tot en met 3 bedoelde handelingen hebben tot doel het register van de kiezer te controleren en te valideren.

Het doel van het controleren van het register van de kiezers is ervoor te zorgen dat de vermeldingen in het register van de kiezers juist zijn en dat dezelfde kiezer niet meer dan één keer kan stemmen.

De validering van het register van de kiezers heeft tot doel de juistheid van de inschrijvingen in het register van de kiezers te bevestigen voordat de in artikel L4123-1 bedoelde splitsingen worden verricht.”.

Art. 40. In afdeling 2 wordt een onderafdeling 2 “Bijwerking van het register van de kiezers” ingevoegd.

Art. 41. In onderafdeling 2, wordt een artikel L4122-5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-5. § 1. Uit het register van de kiezer worden geschrapt:

1° de kiezers die, tussen de datum van sluiting van het register van de kiezers en de verkiezingsdag, uit het bevolkingsregister worden geschrapt;

2° de kiezers die gedurende dezelfde periode de Belgische nationaliteit verliezen terwijl ze in de bevolkingsregisters van een Waalse gemeente ingeschreven blijven;

3° de kiezers die tijdens dezelfde periode het voorwerp uitmaken van een veroordeling of een beslissing die hun uitsluiting van het kiesrecht of de schorsing van dat recht tot gevolg heeft;

4° personen die tijdens dezelfde periode niet meer als kiezer worden opgenomen ingevolge een arrest van het Hof van Beroep of een beslissing van het gemeentecollege.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde personen kunnen opnieuw in het register van de kiezers worden ingeschreven door een bezwaarschrift in te dienen overeenkomstig de artikelen L4122-10 en volgende of door aan het gemeentecollege een document voor te leggen waaruit blijkt dat zij onmiddellijk opnieuw in het register zijn ingeschreven.

§ 2. Aan het register van de kiezers worden toegevoegd:

1° de personen die ten gevolge van een arrest van het hof van beroep of een beslissing van het college van burgemeester en schepenen opnieuw als gemeente-, provincie- of sectorkiezer worden opgenomen, tot de dag voor de verkiezing;

2° personen die ten laatste op de dag van de verkiezing de Belgische nationaliteit verwerven en voldoen aan de verkiezingsvoorwaarden bedoeld in artikel L4121-1, 2°, 3° en 4°.”.

Art. 42. In het vierde deel, Boek I, Titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde wetboek, vervangen door artikel 32, wordt een afdeling 3, met als opschrift “Gebruik van het register van de kiezers” ingevoegd.

Art. 43. In afdeling 3 wordt een artikel L4122-6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-6. § 1. Het gemeentecollege stelt op grond van het register van de kiezers twee overzichten op:

1° in het eerste worden de kiezers opgenomen die de functie van voorzitter van een stem- of stemopnemingsbureau zouden kunnen bekleden;

2° in het tweede worden de kiezers opgenomen die aangewezen zouden kunnen worden als bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een stem- of stemopnemingsbureau.

Als het gemeentecollege van de gemeente ervoor kiest om vrijwillig op te treden als bijzitter in de stem- of stemopnemingsbureaus, stelt het ook een lijst op van de kiezers die zich hiervoor vrijwillig hebben aangemeld.

Het in het eerste lid, 1, bedoelde overzicht omvat minstens vijftien namen per bureau. Het in het eerste lid, 2°, bedoelde overzicht omvat minstens twintig namen per bureau.

Overheidsinstanties die personeel tewerkstellen met een diploma dat toegang geeft tot een functie van niveau A of B in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten, delen de naam, de voornamen, het adres van de hoofdverblijfplaats, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen en het niveau van het diploma van hun personeel mee aan de gemeentebesturen waar ze hun hoofdverblijfplaats hebben. Deze mededeling heeft tot doel het gemeentecollege in staat te stellen het in het eerste lid, 1°, bedoelde overzicht op te stellen met het oog op de benoemingen die moeten worden verricht krachtens artikel L4125-5, § 1, eerste lid, 1° en 2°, § 2, eerste lid, 1° en 2°, alsook, uitsluitend voor het personeel op niveau A, krachtens artikel L4125-3, § 2, eerste lid, 4°.

Overheidsinstanties die personeel tewerkstellen met een diploma dat toegang geeft tot een functie van niveau C of D in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten, delen de naam, de voornamen, het adres van de hoofdverblijfplaats, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen en het niveau van het diploma van hun personeel mee aan de gemeentebesturen waar ze hun hoofdverblijfplaats hebben. Deze mededeling heeft tot doel het gemeentecollege in staat te stellen het in het eerste lid, 2°, bedoelde overzicht op te stellen met het oog op de benoemingen die moeten worden verricht krachtens artikel L4125-5, § 2, eerste lid, 3° en 4°.

De in de leden 4 en 5 bedoelde overheidsinstanties zijn het Waals Gewest, de Federale Overheid, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de provincies, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunales, de instellingen van openbaar nut al dan niet bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut

§ 2 De in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde overzichten en, in voorkomend geval, de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde lijst worden uiterlijk op 10 september toegezonden aan de voorzitter van het gemeentelijk bureau. De voorzitter van het gemeentelijk bureau geeft ze door aan de voorzitter van het kantonbureau, overeenkomstig artikel L4125-5, § 4.

§ 3 De Regering stelt het model vast van het kandidaatstellingsformulier waarmee kiezers zich kandidaat kunnen stellen voor de functie van bijzitter in een stem- of stemopnemingsbureau. Het gebruik van dit formulier is verplicht, met uitsluiting van elk ander. Het wordt gratis uitgereikt door het gemeentebestuur.”.

Art. 44. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L4122-7 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-7. § 1. Vanaf de validering van het register van de kiezers door de provinciegouverneur overeenkomstig artikel L4122-4 en tot zeven dagen na deze datum, kan elke politieke partij met een regionaal of provinciaal registratienummer een verzoek indienen bij de Regering of haar afgevaardigde om een afschrift van het register van de kiezers.

Bij de aanvraag verbindt de politieke partij zich ertoe :

1° zich verkiesbaar te stellen bij lokale of provinciale verkiezingen;

2° een volgnummer te krijgen na de regionale of provinciale loting;

3° de democratische beginselen na te leven verwoord meer bepaald door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook, alsmede de rechten en vrijheden gewaarborgd door de Grondwet.”.

4° te voldoen aan Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

5° te voldoen aan de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

Het doel van het verstrekken van afschriften van het register van de kiezers is om kandidaten in staat te stellen verkiezingsactiviteiten uit te voeren.

§ 2 De Regering bepaalt het model van de aanvraag.

§ 3 Uitgifte vindt plaats op een drager waarvan het formaat wordt bepaald door de Regering.

Het wordt van kracht vanaf de validatie van het register door de provinciegouverneur in overeenstemming met artikel L4122-4 en tot zeven dagen na deze datum.

§ 4. De politieke partij verspreidt de ontvangen exemplaren onder de bij haar aangesloten lijsten. Als er geen kandidaten op de aangesloten lijst staan, mogen deze het register niet meer gebruiken, zelfs niet voor verkiezingsdoeleinden, op straffe van de strafrechtelijke sancties waarin artikel L4162-4 voorziet.

Een exemplaar dat aan een aangesloten lijst wordt afgegeven, komt alle kandidaten op de lijst ten goede. Als een van hen vervolgens van de kandidatenlijst wordt geschrapt, mag hij het register niet meer gebruiken, zelfs niet voor verkiezingsdoeleinden, op straffe van de strafrechtelijke sancties die zijn bepaald in artikel L4162-4.

Kandidaten mogen ontvangen exemplaren niet aan derden doorgeven.

De exemplaren die worden verstrekt met toepassing van dit artikel, mogen enkel voor verkiezingsdoeleinden gebruikt worden, en uitsluitend tijdens de periode die tussen de datum van afgifte van het register en de datum van de verkiezing valt, op straffe van de in artikel L4162-4 van dit Wetboek vastgestelde strafsancities.

§ 5. De exemplaren van het register van de kiezers afgegeven overeenkomstig dit artikel vermelden niet hun identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Art. 45. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L4122-8 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-8. § 1. Zodra het register van de kiezers is gevalideerd door de provinciegouverneur in overeenstemming met artikel L4122-4, kan de indiener van een kandidatenlijst die geen gewestelijk of provinciaal registratienummer heeft, namens de kandidatenlijst die hij vertegenwoordigt, een verzoek indienen bij het gemeentecollege om een kopie van het register van de kiezers te verkrijgen.

Bij de aanvraag verbindt de indiener zich ertoe dat de kandidaten:

1° zich verkiesbaar stellen bij lokale of provinciale verkiezingen;

2° de democratische beginselen naleven verwoord meer bepaald door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook, alsmede de rechten en vrijheden gewaarborgd door de Grondwet; 3° voldoen aan Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

4° voldoen aan de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

Het doel van het verstrekken van afschriften van het register van de kiezers is om kandidaten in staat te stellen verkiezingsactiviteiten uit te voeren.

§ 2 De Regering bepaalt het model van de aanvraag.

§ 3 Uitgifte vindt plaats op een drager waarvan het formaat wordt bepaald door de Regering.

§ 4 Het gemeentecollege bezorgt het exemplaar van het register aan de indiener.

Op het moment van uitgifte controleert het gemeentecollege of de indiener inderdaad een indiener is.

§ 5 Het exemplaar dat door het gemeentecollege aan de indiener wordt gegeven, komt ten goede aan alle kandidaten op de lijst.

Als de lijst geen kandidaten voor de gemeentelijke of provinciale verkiezingen voorstelt, mogen de kandidaten het register niet meer gebruiken, zelfs niet voor verkiezingsdoeleinden, op straffe van de strafrechtelijke sancties waarin artikel L4162-4 voorziet.

Als een van de kandidaten op de lijst vervolgens van de lijst wordt geschrapt, mag hij van het register van de kiezers niet meer gebruik maken, zelfs niet voor verkiezingsdoeleinden, op straffe van de strafrechtelijke sancties waarin artikel L4162-4 voorziet.

Kandidaten mogen ontvangen exemplaren niet aan derden doorgeven.

De exemplaren die worden verstrekt met toepassing van dit artikel, mogen enkel voor verkiezingsdoeleinden gebruikt worden, en uitsluitend tijdens de periode die tussen de datum van afgifte van het register en de datum van de verkiezing valt, op straffe van de in artikel L4162-4 van dit Wetboek vastgestelde strafsancities.

§ 6 Het gemeentecollege mag geen exemplaren van het register van de kiezer afgeven aan andere personen dan diegenen die erom gevraagd hebben, op straffe van de strafsancities bepaald in artikel L4162-4.

§ 7. De exemplaren van het register van de kiezers afgegeven overeenkomstig dit artikel vermelden niet hun identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen.”

Art. 46. In dezelfde afdeling 3, wordt een artikel L4122-9 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-9. Zodra het register van de kiezers door de provinciegouverneur is gevalideerd overeenkomstig artikel L4122-4, kan het gemeentebestuur aan de ondertekenende kiezer, de voorgedragen kandidaat of de neerlegger, op uitdrukkelijk en gemotiveerd verzoek, het attest bezorgen bedoeld in artikel L41424, § 6, eerste lid, 10°.”

Art. 47. In het vierde deel, Boek I, Titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde wetboek, vervangen door artikel 32, wordt een afdeling 4, met als opschrift “Beroepen tegen het register van de kiezers” ingevoegd.

Art. 48. In afdeling 4 wordt een artikel L4122-10 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-10. Vanaf de datum waarop het register van de kiezers vastgesteld moet zijn, kan ieder die ten onrechte ingeschreven, weggelaten of van het register van de kiezers geschrapt is, of voor wie in dat register de vermeldingen voorgeschreven in artikel L4122-1, § 3, onjuist zijn, tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bezwaar indienen bij het gemeentecollege.”

Art. 49. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-11 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-11. Vanaf de datum waarop het register van de kiezers vastgesteld is, kan ieder die de kiesbevoegdheidsvoorwaarden vervult, in de kieskring waarin de gemeente ligt waar hij in het register van de kiezers is ingeschreven, tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bij het gemeentecollege bezwaar indienen tegen de inschrijving, schrapping of weglating van namen van dat register of tegen enige onjuistheid in de vermeldingen voorgeschreven in artikel L4122-1, § 3.”

Art. 50. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-12 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-12. Het bezwaar bedoeld in artikel L4122-10 of L4122-11 wordt ingediend bij verzoekschrift. Het bezwaar, samen met de bewijsstukken waarvan de verzoeker gebruik wenst te maken, worden tegen ontvangstbewijs neergelegd op de gemeentesecretarie of onder een ter post aangetekende brief gericht aan het gemeentecollege.

De ambtenaar die de aanvraag ontvangt, schrijft deze op de datum van indiening in een speciaal register in en geeft een ontvangstbewijs af. Hij legt voor elke aanvraag een dossier aan, markeert en parafeert de overgelegde documenten en neemt ze met hun volgnummer op in de inventaris die bij elk dossier is gevoegd.”

Art. 51. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-13 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-13. Wanneer de verzoeker verklaart niet in staat te zijn te schrijven, kan het bezwaar mondeling worden ingebracht. Het wordt ontvangen door de directeur-generaal of zijn afgevaardigde.

De ambtenaar die het ontvangt, maakt daarvan dadelijk proces-verbaal op, waarin hij vaststelt dat de betrokkene hem verklaart niet in staat te zijn te schrijven.

Het proces-verbaal neemt de door betrokkene ingeroepen middelen over. De ambtenaar dagtekent en ondertekent het proces-verbaal en overhandigt een afschrift aan de betrokkene na het hem te hebben voorgelezen.

De ambtenaar handelt vervolgens zoals in artikel 4122-12, tweede lid, is voorgeschreven.”.

Art. 52. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-14 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-14. Het gemeentebestuur stuurt de volgende documenten gratis mee:

1° een afschrift of uittreksel toe van alle in zijn bezit zijnde officiële stukken die de verzoeker aanvoert om een wijziging van het register van de kiezers te verantwoorden.

2° alle in zijn bezit zijnde officiële stukken die de door de betrokkene ingeroepen middelen welke opgenomen zijn in het overeenkomstig artikel 21 opgestelde proces-verbaal, kracht kunnen bijzetten.”.

Art. 53. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-15 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-15. De rol van de bezwaren vermeldt de plaats, de dag en het uur van de vergadering tijdens welke de zaak zal worden behandeld.

Deze rol wordt ten minste vierentwintig uur vóór de vergadering aangeplakt op de gemeentesecretarie, waar iedereen er inzage en afschrift van kan nemen.

Het gemeentebestuur geeft onverwijld en met alle middelen kennis aan de verzoeker alsook, in voorkomend geval, aan elke betrokken partij, van de datum waarop het bezwaar onderzocht zal worden.

Deze kennisgeving vermeldt uitdrukkelijk en woordelijk dat, zoals bepaald in artikel L4122-18, § 1, lid 2 en lid 4, het beroep tegen de te nemen beslissing uitsluitend ter zitting kan worden ingediend.”.

Art. 54. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-16 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-16. Gedurende de termijn bepaald in artikel L4122-15 worden het dossier van de bezwaren en het in artikel L4122-17, lid 2, bedoelde verslag op de secretarie ter beschikking gehouden van de partijen, hun advocaten of hun gemachtigden.”.

Art. 55. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-17 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-17. Het gemeentecollege doet over elk bezwaar uitspraak binnen een termijn van vier dagen te rekenen vanaf het indienen van het verzoekschrift of van het in de artikelen L4122-12 en L4122-13 vermeld proces-verbaal, en in elk geval voor de zevende dag voor die van de verkiezing.

Het doet uitspraak in openbare vergadering op verslag van een lid van het college en na de partijen, hun advocaten of gemachtigden te hebben gehoord, indien zij verschijnen.”.

Art. 56. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-18 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-18. § 1. Voor iedere zaak wordt, onder vermelding van de naam van de verslaggever en van de aanwezige leden, een afzonderlijke en met redenen omklede beslissing genomen. Het wordt geregistreerd in een speciaal register.

De voorzitter van het college verzoekt de partijen, hun advocaten of gemachtigden, als zij dat wensen, in het in artikel L4122-17 vermelde register een verklaring van beroep te ondertekenen.

De partijen die niet verschijnen, worden geacht de beslissing van het college te aanvaarden.

Wanneer de aanwezige of vertegenwoordigde partijen geen verklaring van beroep ondertekenen, is de beslissing van het college definitief. Van het definitieve karakter van de beslissing wordt melding gemaakt in het bijzonder register vermeld in lid 1, en de beslissing tot wijziging van het register van de kiezers wordt onverwijld ten uitvoer gelegd.

De beslissing van het college wordt neergelegd op de gemeentesecretarie, waar eenieder er kosteloos inzage van kan nemen.

Het beroep tegen de beslissing van het college heeft schorsende kracht ten aanzien van elke verandering in het register van de kiezers.

§ 2 Het in het eerste paragraaf, eerste lid, bedoelde speciale bezwarenregister is bestemd voor het administratief onderzoek van bezwaren die tegen de verkiezing zijn ingediend, overeenkomstig de artikelen L4146-6, § 1, vierde alinea, en L4146-23/1.

De persoonsgegevens die in het speciale register van bezwaren zijn opgenomen, zijn de naam, de voornamen, het identificatienummer in het Rijksregister van natuurlijke personen, de leeftijd, het hoofdverblijfadres en de nationaliteit van de bezwaarindieners. Deze gegevens worden bewaard tot de verjaringstermijn van artikel L4161-1 is verstreken.

Art. 57. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-19 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-19. De burgemeester zendt onverwijld aan het hof van beroep, met alle middelen, een expeditie van de beslissingen van het college waartegen beroep is ingesteld alsook alle documenten die de gedingen betreffen.

De partijen worden verzocht voor het hof te verschijnen binnen vijf dagen na ontvangst van het dossier en in elk geval vóór de dag die de verkiezing voorafgaat. Zij kunnen hun schriftelijke opmerkingen richten aan de kamer die is aangesteld om de zaak te onderzoeken.

Art. 58. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-20 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-20. Indien het hof een getuigenverhoor beveelt, kan het dit aan een vrederechter opdragen.”.

Art. 59. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-21 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-21. Indien het getuigenverhoor plaats heeft voor het hof, geeft de griffier aan de partijen ten minste vierentwintig uur van tevoren kennis van de vastgestelde dag en de te bewijzen feiten.”.

Art. 60. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-22 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-22. De getuigen mogen vrijwillig verschijnen, zonder dat zij hun recht op getuigengeld verliezen. Ze worden opgeroepen om te verschijnen. Ze leggen een eed af zoals in een strafzaak.

In geval van niet-verschijning of van valse getuigenis worden zij vervolgd en gestraft zoals in correctionele zaken.

De straffen bepaald tegen niet-verschijnende getuigen worden evenwel zonder vordering van het openbaar ministerie toegepast door het hof of door de magistratuur die het getuigenverhoor afneemt.”.

Art. 61. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-23 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-23. In getuigenverhoren betreffende kiesrechtzaken kan een getuige niet worden ondervraagd met toepassing van artikel 937 van het Gerechtelijk Wetboek.

Bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad van één der partijen mogen evenwel niet als getuige worden gehoord.”.

Art. 62. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-24 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-24. De debatten voor het hof zijn openbaar.”.

Art. 63. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-25 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-25. Bij de openbare terechtzitting geeft de voorzitter van de kamer het woord aan de partijen, die zich mogen laten vertegenwoordigen en bijstaan door een advocaat.

Na het advies van de procureur-generaal gehoord te hebben, doet het hof staande de vergadering uitspraak door middel van een arrest dat op de bij de wet bepaalde wijze openbaar wordt gemaakt. Dit arrest wordt ter griffie van het hof neergelegd, waar de partijen er kosteloos inzage van kunnen nemen.

Het beschikkend gedeelte van het arrest wordt door toedoen van het openbaar ministerie met alle middelen onverwijld ter kennis gebracht van het gemeentecollege dat de beslissing waartegen beroep is ingesteld heeft genomen en van de andere partijen.

Het arrest wordt onverwijld ten uitvoer gelegd, die een wijziging van het register van de kiezers inhoudt.”.

Art. 64. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-26 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-26. Het Hof doet uitspraak over het beroep wordt zowel in afwezigheid als in aanwezigheid van de partijen. Alle arresten van het hof worden geacht op tegenspraak te zijn gewezen en ze zijn niet vatbaar voor beroep.”.

Art. 65. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-27 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-27. In het door meer dan één verzoeker ingediende verzoekschrift wordt één enkele woonplaats gekozen. Bij gebreke daarvan worden de verzoekers geacht bij de eerste verzoeker woonplaats te hebben gekozen.”.

Art. 66. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-28 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-28. Het getuigengeld wordt geregeld zoals in strafzaken.”.

Art. 67. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-29 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-29. De partijen schieten de kosten voor.

Niet alleen de eigenlijke procedurekosten worden begroot, maar ook de kosten van de stukken die de partijen tot staving van hun eisen hebben moeten overleggen in het geding.”.

Art. 68. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-30 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-30. De kosten zijn ten laste van de verliezende partij. Worden de partijen elk op enige punten in het ongelijk gesteld, dan kunnen de kosten worden gecompenseerd.

Indien de eisen van de partijen niet klaarblijkelijk ongegrond zijn, kan het hof bevelen dat de kosten geheel of gedeeltelijk ten laste van de staat zullen komen.”.

Art. 69. In dezelfde afdeling 4, wordt een artikel L4122-31 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4122-31. De griffiers van de Hoven van beroep zenden aan de gemeentebesturen afschrift van de arresten.”.

Art. 70. Artikel L4123-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4123-1. § 1. De kiezers van de gemeente worden, indien nodig, ingedeeld in sectoren en vervolgens in stemafdelingen waarvan geen enkele meer dan achthonderd of minder dan honderdvijftig kiezers mag tellen.

§ 2. Uiterlijk 10 september deelt de provinciegouverneur, of de door hem aangewezen ambtenaar, met instemming van het gemeentecollege, de kiezers per kieskanton, volgens een geografische verdeelmethode, in stemafdelingen in en bepaalt de volgorde van de stemafdelingen van elk kanton, te beginnen met de hoofdplaats.

Met instemming van het gemeentecollege wijst hij voor elke stemafdeling een afzonderlijk stemlokaal aan. Hij kan, als dat vereist wordt wegens het aantal stemafdelingen, meerdere ervan bijeenroepen in zalen die deel uitmaken van éénzelfde stemcentrum.

Zijn het college en de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar het niet eens over de indeling van de kiezers in stemafdelingen of over de keus van de stemlokalen, dan beslist de regering.

§ 3. De stemcentra en -lokalen worden uitgekozen met inachtneming van de minimumnormen voor de toegankelijkheid ervan, volgens de door de Regering vastgestelde regels.”.

Art. 71. Artikel L4123-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de zin “Die registers worden de dag van de verkiezingen gebruikt om de namen aan te tekenen van de kiezers die in een welbepaald stemlokaal deelgenomen hebben aan de stemming.” vervangen door de zin “De registers van de stemmers hebben tot doel de bureauleden in staat te stellen na te gaan of alleen de kiezers hun stem uitbrengen en of zij slechts één keer hun stem uitbrengen.”;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

Het register van de stemmers vermeldt de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht, de hoofdverblijfplaats, het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen en het nummer waaronder de kiezer in het register van de kiezers is ingeschreven.

Voor de krachtens artikel 1bis of artikel 1ter van de gemeentekieswet van 4 augustus 1932 toelaatbare kiezers wordt hun nationaliteit vermeld in het register van de stemmers. Bovendien zijn de vakjes voor deze kiezers blauw.”;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. Uiterlijk op 10 september stuurt het gemeentecollege een exemplaar van alle stemregisters van de gemeente naar de gouverneur, die elk register valideert door middel van zijn elektronische handtekening;

2° paragraaf 3, lid 2, wordt opgeheven.

Art. 72. In artikel L4112-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en laatst gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen de paragrafen *1bis* en 2 wordt een paragraaf *1ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *1ter*. In geval van een nieuwe verkiezing die moet worden georganiseerd in de gevallen bedoeld in de artikelen L4146-23/13 en L4146-23/14, stelt de Regering een nauwkeurig tijdschema op met de verkiezingsverrichtingen tot en met de dag van de verkiezing, de datum waarop de raadsleden worden geïnstalleerd, de datum waarop een ontwerp van meerderheidspact wordt ingediend en de data van alle andere fasen na de installatie van de raadsleden.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “de artikelen L4122-9 en L4122-10” vervangen door de woorden “de artikelen L4122-10 en volgende”;

3° paragraaf 3, eerste lid, wordt vervangen door wat volgt :

“Een bericht van oproeping wordt ten minste twintig dagen vóór de stemming in de gemeente ter openbare kennis gebracht door middel van een affiche op het gemeentelijk prikbord, evenals op de website van de gemeente. Het aanplakbiljet behelst de vermeldingen voorgeschreven in paragraaf 6, en wijst erop dat de kiezer die zijn oproepingsbrief niet heeft ontvangen, hem bij het gemeentebestuur kan afhalen tot op de dag van de stemming, 's middags.”.

4° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. Uiterlijk de vijftiende dag vóór de verkiezingen zendt het gemeentecollege een oproepingsbrief naar elke kiezer op zijn huidige verblijfplaats.

Indien de oproepingsbrief niet aan de kiezer overhandigd is kunnen worden, wordt hij op het gemeentebestuur neergelegd, waar de kiezer hem zal kunnen afhalen tot op de dag van de stemming, 's middags.

Van die mogelijkheid wordt gewag gemaakt in het bericht bepaald in § 2.”;

5° in paragraaf 5, waarvan de huidige tekst het eerste lid van deze paragraaf zal vormen, worden de woorden “artikel L4122-4” vervangen door de woorden “artikel L4122-1”;

6° dezelfde paragraaf 5 wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

“De stemming vindt plaats in de gemeente waar de kiezer in het register van de kiezers is ingeschreven.

Overeenkomstig het eerste lid en artikel L4143-20, § 2, derde lid, heeft de oproeping tot doel alle in het register van de kiezers ingeschreven personen tot de stemming op te roepen en de leden van het stembureau op de dag van de stemming in staat te stellen de kiezers met zekerheid te identificeren”;

7° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt:

“§ 6. In de oproepingsbrieven, overeenstemmend met het door de Regering vastgestelde model, worden de dag en het lokaal waar de kiezer moet stemmen, het aantal toe te wijzen zetels en de openings- en sluitingsuren van de stembureaus vermeld.

Zij geven de naam, de voornamen, het geslacht, de hoofdverblijfplaats van de kiezer, het nummer waaronder hij in het register van de kiezers is opgenomen op, alsmede de documenten die hij op de verkiezingsdag in zijn bezit moet hebben.

Zij maken gewag van de verkiezing waarvoor de kiezer opgeroepen wordt.

De volgende informatie staat op de achterkant van de oproepingsbrief:

1° instructies aan de kiezers over hoe in persoon te stemmen;

2° instructies aan de kiezers over hoe te stemmen bij volmacht”.

Art. 73. n artikel L4124-2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “met inachtneming van de nadere regels bepaald in artikel L4122-8, 1° en 2°” opgeheven.

Art. 74. In artikel L4125-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “bijzitters en plaatsvervangende bijzitters” vervangen door de woorden “vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. Kieskringbureaus, kantonbureaus, stembureaus en stemopnemingsbureaus voeren afzonderlijke operaties uit.

De kieskringbureaus stellen de lijsten van kandidaten vast en behandelen de daarmee verband houdende betwistingen, stellen de stembiljetten op en laten ze drukken. De dag van de verkiezingen zijn ze belast met de uitslagtotalisatie, de zetelverdeling en de aanwijzing van de gekozenen voor hun kieskring.

De kantonbureaus centraliseren de uitslagen van de stemopneming op het niveau van het kanton.

De stembureaus zorgen ervoor dat de stemming soepel verloopt.

De stemopnemingsbureaus verwerken de stemopneming voor de stembiljetten van de hen toegewezen stembureaus en zenden die uitslagen, naar gelang van de verkiezing, door naar ofwel het gemeentelijk bureau ofwel het kantonbureau.”;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. De kandidaten en de lijsten van kandidaten kunnen getuigen aanwijzen om de verrichtingen van de bureaus te overzien volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4134-1.”.

4° in paragraaf 5, wordt de zin “Die formulieren worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt” opgeheven;

5° paragraaf 6, lid 2, wordt opgeheven;

6° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidend als volgt:

“§ 7. Op aanvraag van de voorzitter van het kieskringbureau stelt het gemeentecollege hem het personeel en het materieel ter beschikking dat hij nodig heeft voor het volbrengen van zijn opdracht. Het college stelt de vergoeding vast die de gemeente betaalt aan de personen die zijn aangesteld als encoder.”.

Art. 75. In artikel L4125-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“ § 2. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg is van rechtswege voorzitter van het districtbureau in de districthoofdplaats die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement. In de andere gevallen wordt het voorgezeten door de vrederechter of diens plaatsvervanger.

De voorzitter van het districtbureau is vrij om de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van zijn bureau aan te wijzen aan onder kiezers van het district en stelt zijn bureau samen op de datum bepaald in artikel L4142-11, § 1. Hij deelt onmiddellijk hun identiteit en hun contactgegevens aan de Regering mede.

De voorzitter van het districtbureau is vrij om zijn secretaris aan te wijzen onder de provincieraadskiezers van Wallonië.

Het districtbureau zetelt op de plaats aangewezen door diens voorzitter, die dat bekendmaakt. De voorzitter van het districts bureau deelt de Regering onmiddellijk het adres van de zetel van het districts bureau mee.

De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg deelt uiterlijk op 31 maart de identiteit en de contactgegevens van de aangewezen voorzitters aan de Regering mee”..

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 8, luidend als volgt:

“§ 8. De in paragraaf 2, tweede lid, tweede zin, bedoelde mededeling heeft tot doel contact te kunnen opnemen met de leden van het districtbureau met het oog op hoorzittingen die moeten worden gehouden in het kader van het administratief onderzoek van de beroepen die zijn ingesteld tegen de verkiezing, overeenkomstig de artikelen L41466, § 1, vierde lid, en L4146-23/1.

Het doel van de in paragraaf 2, vijfde lid, bedoelde mededeling is, naast hetgeen in lid 1 is beschreven, de afgevaardigde van de Regering in staat te stellen zijn taak van permanente ondersteuning van de voorzitters van de stembureaus te vervullen.

De persoonsgegevens die in het kader van de in paragraaf 2, tweede lid, tweede zin, en vijfde lid, bedoelde mededelingen aan de Regering worden verstrekt, zijn achternamen, voornamen, telefoonnummers en e-mailadressen.”.

Art. 76. In artikel L4125-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

§ 2. Om het gemeentelijk bureau voor te zitten, wijst de voorzitter van het districtbureau bedoeld in artikel L4125-2, § 2, tweede lid, in de hierna opgegeven volgorde aan:

1° de rechters of plaatsvervangende rechters, naar dienstouderdom, in de rechtbank van eerste aanleg, in de arbeidsrechtbank en in de ondernemingsrechtbank; 2° de vrederechters of plaatsvervangende vrederechters naar dienstouderdom;

3° de rechters in de politierechtbanken of hun plaatsvervangers naar dienstouderdom;

4° elke kiezer die houder is van een diploma dat toegang geeft tot een functie op niveau A in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten.

Behalve de rechters, die aangewezen kunnen worden om het gemeentelijk bureau van hun zetel voor te zitten, los van de gemeente waar ze kiezers zijn, zijn de personen bedoeld in deze paragraaf kiezers van de gemeente waar ze het ambt van voorzitter van het gemeentelijk bureau uitoefenen.

Indien de voorzitter van het gemeentelijk bureau ertoe gehouden is zich naar een andere gemeente te begeven om te stemmen, wijst hij een plaatsvervanger aan om hem de dag van de stemming te vervangen tijdens de duur die noodzakelijk is om zijn kiesplicht na te komen. De voorzitter van het districtbureau deelt uiterlijk op 31 maart de identiteit en de contactgegevens van de aangewezen voorzitters aan de Regering mee.

De diensten die de in het eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde personen tewerkstellen, delen de namen, voornamen, adressen van de hoofdverblijfplaats en identificatienummers uit het Rijksregister van de natuurlijke personen mee aan de voorzitter van het districtbureau bedoeld in artikel L4125-5, § 2, tweede lid. Deze mededeling heeft tot doel de voorzitter van het districtbureau in staat te stellen de voorzitters van de gemeentelijke bureaus aan te duiden volgens de in lid 1 bepaalde rangorde.

Voor de aanwijzing van de personen bedoeld in lid 1, 4°, baseert de voorzitter van het districtbureau zich op de lijst bedoeld in artikel L4122-6, § 1, eerste lid, 1°, voor zover deze de identiteit vermeldt van de kiezers die houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot een betrekking van niveau A in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “de leden van zijn bureau” vervangen door de woorden “vrij de bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretaris van het bureau”;

3° paragraaf 3, derde lid, wordt aangevuld met de volgende zin, luidend als volgt:

“De voorzitter van het gemeentelijke bureau deelt de Regering onmiddellijk het adres van de zetel van het gemeentelijke bureau mee.”;

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. De in paragraaf 3, eerste lid, tweede zin, bedoelde mededeling heeft tot doel contact te kunnen opnemen met de leden van het gemeentelijke bureau met het oog op hoorzittingen die moeten worden gehouden in het kader van het administratief onderzoek van de beroepen die zijn ingesteld tegen de verkiezing, overeenkomstig de artikelen L4146, § 1, vierde lid, en L4146-23/1.

Het doel van de in paragraaf 2, vierde lid, bedoelde mededeling is, naast hetgeen in lid 1 is beschreven, de afgevaardigde van de Regering in staat te stellen zijn taak van permanente ondersteuning van de voorzitters van de stembureaus te vervullen.

De persoonsgegevens die in het kader van de in paragraaf 3, eerste lid, tweede zin, en paragraaf 2, vierde lid, bedoelde mededelingen aan de Regering worden verstrekt, zijn achternamen, voornamen, telefoonnummers en e-mailadressen.”.

Art. 77. In artikel L4125-5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

« § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde die hierna wordt bepaald:

1° elke kiezer die houder is van een diploma dat toegang geeft tot een functie op niveau A in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten.

2° elke kiezer die houder is van een diploma dat toegang geeft tot een functie op niveau B in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten.

De voorzitter van het gemeentelijk bureau deelt de Regering onmiddellijk de identiteit en de contactgegevens van de aangewezen personen mee.”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“ § 2. Voor dezelfde datum wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde die hierna wordt bepaald:

1° elke kiezer die houder is van een diploma dat toegang geeft tot een functie op niveau A in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten.

2° elke kiezer die houder is van een diploma dat toegang geeft tot een functie op niveau B in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten.

3° elke kiezer die houder is van een diploma dat toegang geeft tot een functie op niveau C in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten.

4° elke kiezer die houder is van een diploma dat toegang geeft tot een functie op niveau D in de Waalse gewestelijke overheidsdiensten.

Voor de aanwijzingen bedoeld in het eerste lid, kan de voorzitter van het gemeentelijk bureau, indien nodig, een beroep doen op vrijwilligers die voorkomen op de lijst bedoeld in artikel L4122-6, § 1, tweede lid.

De voorzitter van het gemeentelijk bureau deelt de Regering onmiddellijk de identiteit en de contactgegevens van de aangewezen personen mee.”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. De voorzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op het overzicht bepaald in artikel L4122-6, § 1, eerste lid, 1°.

De bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-6, § 1, eerste lid, 2°, of, in voorkomend geval, onder de kiezers die voorkomen op de lijst bedoeld in artikel L4122-6, § 1, tweede lid.”;

4° in paragraaf 4, wordt de zin “Hij deelt onmiddellijk hun identiteit en hun contactgegevens aan de Regering mede.” opgeheven;

5° in paragraaf 5, eerste lid, eerste zin, worden de woorden “aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “aangetekende zending”;

6° in paragraaf 5, eerste lid, laatste zin, wordt het woord “gemeentelijke” ingevoegd tussen de woorden “de voorzitters van de” en het woord “stemopnemingsbureaus”;

7° in paragraaf 5, tweede lid, wordt de zin “Hij vervangt onverwijld hen die hem drie dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhindering hebben doen kennen, volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4125-3, § 2 en in paragraaf 1 van dit artikel.” vervangen door de zin “De voorzitter van het gemeentelijk bureau vervangt onverwijld hen die hem drie dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhindering hebben doen kennen, volgens de nadere regels bedoeld in paragraaf 1 of paragraaf 2 van dit artikel, naargelang het geval.”;

8° paragraaf 6 wordt opgeheven.

9° paragraaf 7 wordt vervangen als volgt:

“ § 7. De voorzitter van het gemeentelijk bureau vult de tabel in met de samenstelling van het gemeentelijk bureau, de stembureaus en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus. Hij bewaart één exemplaar en stuurt een ander naar de voorzitter van het kantonbureau, die de tabel aanvult met de samenstelling van de provinciale stemopnemingsbureaus.

De in lid 1 bedoelde formaliteiten hebben tot doel de voorzitter van het kantonbureau en de voorzitter van het gemeentelijk bureau in staat te stellen de in artikel L4112-7 bedoelde algemene taak van toezicht op de verkiezingsverrichtingen te vervullen.

De persoonsgegevens in de tabel zijn de namen, voornamen en telefoonnummers van de voorzitters van de stembureaus. Deze gegevens worden bewaard totdat de verkiezing is gevalideerd of geannuleerd.

De tabel van de samenstelling van de stembureaus wordt opgesteld overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.”; 10° paragraaf 8 wordt vervangen als volgt:

“ § 8. De in paragraaf 2, eerste lid, tweede zin, bedoelde mededeling heeft tot doel contact te kunnen opnemen met de leden van het stembureau, het stemopnemingsbureau met het oog op hoorzittingen die moeten worden gehouden in het kader van het administratief onderzoek van de beroepen die zijn ingesteld tegen de verkiezing, overeenkomstig de artikelen L4146, § 1, vierde lid, en L4146-23/1.

Het doel van de in paragraaf 1^{er}, tweede lid, bedoelde mededeling is, naast hetgeen in lid 1 is beschreven, de afgevaardigde van de Regering in staat te stellen zijn taak van permanente ondersteuning van de voorzitters van de stembureaus te vervullen.

De persoonsgegevens die in het kader van de in paragraaf 1, tweede lid, en in paragraaf 2, derde lid, bedoelde mededelingen aan de Regering worden verstrekt, zijn achternamen, voornamen, telefoonnummers en e-mailadressen.”.

Art. 78. In het vierde deel, boek I, titel II, hoofdstuk V van hetzelfde Wetboek, afdeling 3, getiteld "De kantonbureaus", worden de artikelen L4125-7 en L4125-8 vervangen door de volgende :

"Art. L4125-7. § 1. Het kantonbureau is gevestigd in de hoofdplaats van het kanton en bestaat uit een voorzitter, vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters gekozen door diens voorzitter uit de kiezers van de gemeente die hoofdplaats van het kanton is en uit een secretaris benoemd overeenkomstig de bepalingen van artikel L4125-15, tweede lid.

§ 2. Het wordt voorgezeten door :

1° door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of zijn plaatsvervanger indien de hoofdplaats van het kieskanton tevens hoofdplaats is van een gerechtelijk arrondissement;

2° door de vrederechter indien de hoofdplaats van het kieskanton tevens hoofdplaats is van een gerechtelijk kanton;

3° door de vrederechter of diens plaatsvervanger van het gerechtelijk kanton waarin de hoofdplaats van het kieskanton gelegen is in alle andere gevallen.

In het geval waarin het voorzitterschap van het kantonbureau niet waargenomen kan worden door een magistraat, wijst de voorzitter van het districtbureau de voorzitter van dat bureau aan onder de kiezers van de sector met inachtneming van de volgorde bepaald in artikel L4125-3, § 2.

De voorzitter van het districtbureau deelt uiterlijk op 31 maart de identiteit en de contactgegevens van de aangewezen voorzitters aan de Regering mee.

Art. L4125-8. § 1. Voor 15 september benoemt de voorzitter van het kantonbureau de voorzitters van de provinciale stemopnemingsbureaus uit de jongste kiesgerechtigden van de districtshoofdplaats gemeente, die op de dag van de verkiezing ten minste achttien jaar oud zijn, volgens de volgorde bepaald in artikel L4125-5, § 1, eerste lid.

Voor dezelfde datum wijst de voorzitter van het kantonbureau de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de provinciale stemopnemingsbureaus aan uit de jongste kiesgerechtigden van de districtshoofdplaats gemeente, die op de dag van de verkiezing ten minste achttien jaar oud zijn, volgens de volgorde bepaald in artikel L4125-5, § 2, eerste lid.

Voor de aanwijzingen bedoeld in het eerste lid, kan de voorzitter van het kantonbureau, indien nodig, een beroep doen op vrijwilligers die voorkomen op de lijst bedoeld in artikel L4122-6, § 1, tweede lid.

De voorzitter van het kantonbureau deelt de Regering onmiddellijk de identiteit en de contactgegevens van de aangewezen personen mee.

§ 2. Binnen de achtenveertig uur brengt de voorzitter van het kantonbureau de aanwijzingen ter kennis van belanghebbenden, bij aangetekende zending, en verzoekt ze hun ambt te komen vervullen op vastgestelde dag en uur. Bij die gelegenheid licht hij eveneens de voorzitters van het provinciale stemopnemingsbureaus in over de keuze van de stembureaus waarvan ze in de stemopneming zullen moeten voorzien.

De voorzitter van het kantonbureau voorziet ten spoedigste in de vervanging van degenen die hem binnen vijf dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhindering hebben doen kennen.

Hij deelt onmiddellijk hun identiteit en hun contactgegevens aan de Regering mede.

§ 3. De in paragraaf 2, derde lid, bedoelde mededeling heeft tot doel contact te kunnen opnemen met de leden van de provinciale stemopnemingsbureaus met het oog op hoorzittingen die moeten worden gehouden in het kader van het administratief onderzoek van de beroepen die zijn ingesteld tegen de verkiezing, overeenkomstig artikel L4146-23/1.

Het doel van de in paragraaf 1, vierde lid, en in paragraaf 2, derde lid, bedoelde mededeling is, naast hetgeen in lid 1 is beschreven, de afgevaardigde van de Regering in staat te stellen zijn taak van permanente ondersteuning van de voorzitters van de stembureaus te vervullen.

De persoonsgegevens die in het kader van deze mededelingen aan de Regering worden verstrekt, zijn achternamen, voornamen, telefoonnummers en e-mailadressen."

Art. 79. Artikel L4125-10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "Zodra ze aangewezen zijn, zendt de Regering, of zijn afgevaardigde, enerzijds de instructies voor de uitvoering van hun taken en anderzijds de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, aan de stembureauvoorzitters door" vervangen door de woorden "De Regering of haar afgevaardigde verschaft de voorzitters van de stembureaus de instructies die zij nodig hebben om hun taken uit te voeren, alsmede de formulieren en documenten die zij nodig hebben om hun taken te vervullen, de lijst van deze formulieren en documenten wordt door de Regering vastgesteld";

2° in paragraaf 1, worden de woorden "de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld" vervangen door de woorden "de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten."

Art. 80. Artikel L4125-11 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. L4125-11. De voorzitter van het stembureau is vrij om zijn secretaris aan te wijzen onder de gemeenteraadskiezers."

Art. 81. Artikel L4125-13 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° in paragraaf 1 worden in de Franstalige versie de woorden "d'accord" vervangen door de woorden "en accord";

2° in paragraaf 2, eerste zin, worden in de Franse versie de woorden "d'accord" vervangen door de woorden "en accord".

Art. 82. Artikel L4125-14 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “Zodra ze aangewezen zijn, zendt de Regering, of zijn afgevaardigde, enerzijds de instructies voor de uitvoering van hun taken en anderzijds de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, aan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus door” vervangen door de woorden “De Regering of haar afgevaardigde verschaft de voorzitters van de stemopnemingsbureaus de instructies die zij nodig hebben om hun taken uit te voeren, alsmede de formulieren en documenten die zij nodig hebben om hun taken te vervullen, de lijst van deze formulieren en documenten wordt door de Regering vastgesteld”;

2° in paragraaf 1, worden de woorden “de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld” vervangen door de woorden “de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten.”.

Art. 83. Artikel L4125-15 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4125-15. De voorzitter van het gemeentelijk stemopnemingsbureau is vrij om zijn secretaris aan te wijzen onder de gemeenteraadskiezers.”.

De voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau is vrij om zijn secretaris aan te wijzen onder de kiezers van het district.”.

Art. 84. In het vierde deel, Boek I, Titel II, hoofdstuk V, van hetzelfde Wetboek wordt afdeling 5, getiteld “Sancties met betrekking tot de kiesbureaus” en bestaande uit de artikelen L4125-16 en L4125-17, opgeheven.

Art. 85. Een hoofdstuk VI met als opschrift “Onverenigbaarheid van de leden van kiesbureaus” wordt ingevoegd in deel vier, Boek I, Titel II van hetzelfde Wetboek.

Art. 86. In Hoofdstuk VI wordt een artikel L4126-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4126-1. § 1. Alleen gemeentelijke kiezers mogen optreden als voorzitter, bijzitter, plaatsvervangend bijzitter of secretaris van het gemeentelijk bureau of van een gemeentelijk stemopnemingsbureau.

Alleen provinciale kiezers mogen optreden als voorzitter, bijzitter, plaatsvervangend bijzitter of secretaris van een districts-bureau, een kantonbureau, een stembureau of een provinciaal stemopnemingsbureau.

In de zin van de leden 1 en 2 is een gemeentelijke kiezer elke persoon die stemgerechtigd is voor gemeentelijke verkiezingen. Een provinciale kiezer is een persoon die stemgerechtigd is voor provinciale verkiezingen.

§ 2 Behoudens de uitzondering bepaald in artikel L4125-3, § 2, tweede lid, is het criterium dat in aanmerking moet worden genomen voor de aanwijzing van een kiezer tot voorzitter, bijzitter, plaatsvervangend bijzitter of secretaris van een ander stembureau dan het districts-bureau en het kantonbureau, de plaats waar de kiezer in het bevolkingsregister is ingeschreven.”.

Art. 87. In hetzelfde hoofdstuk VI wordt een artikel L4126-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4126-2. Geen enkele kandidaat mag voorzitter, bijzitter, plaatsvervangend bijzitter of secretaris van een kiesbureau zijn.”.

Art. 88. In hetzelfde hoofdstuk VI wordt een artikel L4126-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4126-3. Geen enkele getuige mag voorzitter, bijzitter, plaatsvervangend bijzitter of secretaris van een kiesbureau zijn.”.

Art. 89. In hetzelfde hoofdstuk VI wordt een artikel L4126-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4126-4. Geen enkele houder van een politiek mandaat mag voorzitter, bijzitter, plaatsvervangend bijzitter of secretaris van een kiesbureau zijn.”.

Art. 90. In hetzelfde hoofdstuk VI wordt een artikel L4126-5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4126-5. Gemeentelijke directeuren-generaal, gemeentelijke financieel directeuren, provinciale directeuren-generaal en provinciale financieel directeuren mogen geen voorzitter, bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een kieskringbureau zijn. Zij kunnen secretaris zijn van een dergelijk bureau.”.

Art. 91. Artikel L4130-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “en plakbriefjes” en de woorden “voor zover de eigenaar insgelijks zijn akkoordbevinding vooraf en schriftelijk heeft betuigd” opgeheven;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “zodra de verkiezingsperiode begint,” ingevoegd tussen de woorden “Daartoe,” en de woorden “stelt de gemeenteraad”;

3° paragraaf 1, tweede lid, wordt aangevuld met de volgende zin, luidend als volgt:

“De gemeenteraad stelt het minimumaantal plaatsen vast in verhouding tot het aantal kandidatenlijsten bij de vorige volledige vernieuwing van de provincieraad en de gemeenteraad, plus één.”;

4° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Op de eenenzestigste dag voor de verkiezingen, als de gemeenteraad geen criteria heeft vastgesteld om een eerlijke verdeling van plaatsen tussen de verschillende lijsten te garanderen, wordt de verdeling gemaakt door voorrang te geven aan volledige lijsten boven onvolledige lijsten.”;

5° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 92. In artikel L4130-3, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 maart 2017, worden de woorden “de burgemeester” vervangen door de woorden “de burgemeesters”.

Art. 93. Artikel L4130-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 maart 2017, waarvan de huidige tekst lid 1 zal vormen, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Een gadget in de zin van paragraaf 1, 1°, is een voorwerp dat wordt verkocht of verspreid met de bedoeling om bij normaal gebruik een verkiezingsboodschap ten gunste van partijen, lijsten of kandidaten weer te geven, en voor zover de utilitaire waarde van dit voorwerp zwaarder weegt dan de politieke boodschap die het bevat.

In de zin van het eerste lid, 1°, met uitzondering van goederen of diensten die uitsluitend voor sociale doeleinden worden aangeboden of verdeeld, is een cadeau een goed of dienst dat door een kandidaat, een kandidatenlijst of een politieke partij aan een kiezer of een groep kiezers wordt aangeboden, verkocht of verdeeld met de duidelijke en bewuste bedoeling om in ruil daarvoor een of meer stemmen te verkrijgen.”

Art. 94. In het vierde deel, Boek I, Titel III, van voornoemd Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk I/1 vervangen door: “Controle en reglementering van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen”.

Art. 95. In artikel L4131-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, derde lid, 4°, worden de woorden “van artikel 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn” vervangen door de woorden “van artikel L4130-4”;

2° in paragraaf 1, derde lid, 5°, worden de woorden “van artikel 2 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn” vervangen door de woorden “van artikel L4131-8”;

3° paragraaf 1, derde lid, wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

“ 6° de overtredingen van artikel L4131-9, § 5.”.

Art. 96. In artikel L4131-3, § 2, 2°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “van de artikelen 2 en 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn.” vervangen door de woorden “de artikelen L4130-4, L4131-8 en L4131-9, § 5”.

Art. 97. In artikel L4131-4, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “in artikel L4131-6” telkens vervangen door de woorden “in artikel L4165-1”.

Art. 98. Artikel L4131-5 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 21 juni 2012, wordt vervangen als volgt:

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “van artikel L4131-4 of de artikelen 3, § 2, en 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn” vervangen door de woorden “van artikel L4130-4, artikel L4131-4, § 1, artikel L4131-9, § 2, of artikel L4131-9, § 5,”;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “van artikel L4131-4 of de artikelen 3, § 1, en 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn” vervangen door de woorden “van artikel L4130-4, artikel L4131-4, § 1, artikel L4131-9, § 1, of artikel L4131-9, § 5,”;

Art. 99. Artikel L4131-6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 100. Artikel L4131-7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4131-7. § 1. Alleen natuurlijke personen die hun hoofdverblijfplaats in België hebben en natuurlijke personen met de Belgische nationaliteit die buiten het grondgebied van het Koninkrijk gevestigd zijn, mogen giften doen aan politieke partijen en hun onderdelen, lijsten, kandidaten en politieke vertegenwoordigers.

Kandidaten en politieke mandatarissen mogen wel giften ontvangen van de politieke partij of lijst namens welke zij zich verkiesbaar stellen of hun mandaat uitoefenen. Op dezelfde manier kunnen onderdelen giften ontvangen van hun politieke partij en vice versa.

Onverminderd de leden 1 en 2, zijn giften van vennootschappen, rechtspersonen of feitelijke verenigingen, alsmede giften van natuurlijke personen die in werkelijkheid optreden als tussenpersoon voor vennootschappen, rechtspersonen of feitelijke verenigingen, verboden.

§ 2. De identiteit van de natuurlijke personen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, die giften van 125 euro en meer doen aan de partijen bedoeld in artikel L4121-1, wordt door de begunstigden jaarlijks geregistreerd en binnen de dertig dagen na de verkiezingen door de politieke partijen enkel aan de gewestelijke Controlegeschiedenis medegedeeld.

§ 3. De identiteit van de natuurlijke personen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, die giften van 125 euro en meer hebben gedaan aan lijsten en aan kandidaten wordt door de begunstigden geregistreerd.

De staat wordt niet ter inzage van de kiezers gelegd.

§ 4. Politieke partijen en hun onderdelen, lijsten, kandidaten en politieke vertegenwoordigers mogen elk jaarlijks van dezelfde natuurlijke persoon als bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, een bedrag van ten hoogste 500 euro of het equivalent daarvan als gift ontvangen. Schenkers mogen jaarlijks een totaalbedrag van maximaal € 2.000 of het equivalent van dit bedrag besteden aan giften aan politieke partijen en hun onderdelen, lijsten, kandidaten en politieke vertegenwoordigers. Betalingen door politieke vertegenwoordigers aan hun politieke partij worden niet beschouwd als giften.

Diensten die gratis of tegen een lagere prijs dan de marktprijs worden verleend door de in lid 1, eerste lid, bedoelde natuurlijke personen, worden als giften beschouwd, evenals de opening van kredietlijnen zonder terugbetalingsverplichting. Prestaties die door een politieke partij of een gegadigde worden gefactureerd voor een bedrag dat de kosten van de opdracht duidelijk overschrijdt, worden eveneens beschouwd als giften door de in lid 1, eerste alinea, bedoelde natuurlijke personen.

§ 5. De in de paragrafen 2 en 3, eerste lid, bedoelde formaliteiten hebben tot doel de herkomst te controleren van middelen die partijen, lijsten en kandidaten via giften ontvangen.

In het in paragraaf 3, eerste lid, bedoelde geval bewaren de begunstigden de persoonsgegevens niet langer dan de in artikel L4146-25, § 1, vastgestelde termijn. In geval van beroep bewaart de gewestelijke Controlegeschiedenis de persoonsgegevens niet langer dan de in artikel L4146-26, § 1, lid 1, vastgestelde termijn.

In het in paragraaf 2 bedoelde geval bewaart de gewestelijke Controlecommissie de persoonsgegevens niet langer dan de in artikel L4131-3, § 1, lid 1, vastgestelde termijn.”.

Art. 101. In Deel IV, Boek I, Titel III, hoofdstuk I/1, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 4 ingevoegd met als opschrift “Reglementering van de verkiezingsuitgaven”.

Art. 102. In afdeling 4 wordt een artikel L4131-8 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4131-8. Het totaal van de financiële uitgaven en verbintenissen voor kiespropaganda, gevoerd op gewestelijk niveau door de in artikel L4131-1 bedoelde politieke partijen mag het bedrag van 327 000 euro niet te boven gaan.

Voor de politieke partijen die niet minstens vijftig lijsten voordragen met hun gewestelijk volgnummer en hun beschermd letterwoord, wordt het in het eerste lid bedoelde bedrag beperkt tot 75 000 euro.

De politieke partijen mogen hun campagne toespitsen op één of meerdere kandidaten.”.

Art. 103. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel L4131-9 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4131-9. § 1. Voor de gemeenteraads-, provincieraads-, of sectorraadsverkiezingen en de rechtstreekse verkiezing van de raden voor sociale actie mogen de totale uitgaven en financiële verbintenissen in verband met de verkiezingspropaganda van de lijsten voor elk van de lijsten en per schijf de volgende bedragen niet overschrijden:

- 1° tot 1000 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 2,70 euro per opgenomen kiezer ;
- 2° van 1 001 tot 5 000 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 1,10 euro per opgenomen kiezer ;
- 3° van 5 001 tot 10 000 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 0,80 euro per opgenomen kiezer ;
- 4° van 10 001 tot 20 000 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 1,00 euro per opgenomen kiezer ;
- 5° van 20 001 tot 40 000 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 1,10 euro per opgenomen kiezer ;
- 6° van 40 001 tot 80 000 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 1,20 euro per opgenomen kiezer ;
- 7° vanaf 80 001 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 0,14 euro per opgenomen kiezer.

§ 2. Voor de gemeenteraads-, provincieraads-, of sectorraadsverkiezingen en de rechtstreekse verkiezing van de raden voor sociale actie alsmede voor de verkiezing bedoeld in artikel L4146-23/13 of in artikel L4146-23/14 mogen de totale uitgaven en financiële verbintenissen in verband met de verkiezingspropaganda van de lijsten voor elk van de lijsten en per schijf de volgende bedragen niet overschrijden:

1° tot 50 000 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 0,080 euro per opgenomen kiezer, met een minimum van 1 250 euro per kandidaat;

2° van 50 001 tot 100 000 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 0,030 euro per opgenomen kiezer ;

3° vanaf 100 001 kiezers, opgenomen in het register van de kiezers : 0,015 euro per opgenomen kiezer.

§ 3. Als een kandidaat op meer dan één lijst staat, worden de in § 2 vermelde bedragen niet bij elkaar opgeteld. Alleen het hoogste bedrag wordt in aanmerking genomen.

Onverminderd de bepalingen van het eerste lid kunnen de kandidaten die tegelijk worden voorgedragen worden op een provinciaal en op één of twee andere lijsten, twee van de in § 2 vastgestelde bedragen samenvoegen, met inbegrip van het bedrag voor de provincieraadsverkiezingen, voor zover ze opkomen voor deze verkiezingen in een district waarvan de gemeente waarin ze ingeschreven zijn in het bevolkingsregister niet deel uitmaakt.

§ 4. Voor de toepassing van de paragrafen 1 tot en met 3 wordt het aantal kiezers in aanmerking genomen dat voorkomt in het kiezersregister zodra dit overeenkomstig artikel L4122-1 is opgesteld.

§ 5. De gerichte verspreiding van boodschappen via internet en sociale mediaplatforms tegen betaling is beperkt tot vijftig procent van het bedrag van de uitgaven die overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 zijn toegestaan voor partijen, lijsten en kandidaten.

Art. 104. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel L4131-10 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4131-10. De bedragen in de artikelen L4131-8 en L4131-9 worden geïndexeerd volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.”.

Art. 105. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel L4131-11 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4131-11. § 1. Voor de in artikel L4124-1, § 1, eerste lid, bedoelde verkiezingen deelt de Regering uiterlijk op de honderdvierde dag vóór de verkiezingen de indicatieve maximumbedragen mee die de lijsten en de kandidaten mogen uitgeven.

Deze indicatieve maximumbedragen worden berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel L4131-9, op basis van het aantal kiezers op de honderdvierendertigste dag voor de verkiezing.

§ 2. Uiterlijk op de veertigste dag vóór de verkiezing, of uiterlijk op de dag waarop de kiezers worden bijeengeroepen in geval van een verkiezing bedoeld in artikel L4146-23/13, artikel L4146-23/14 of artikel L4124-1, § 1bis, deelt de Regering de officiële maximumbedragen mee die de lijsten en de kandidaten mogen uitgeven, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel L4131-9.”.

Art. 106. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel L4131-12 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4131-12. § 1. Als uitgaven voor verkiezingspropaganda worden beschouwd alle uitgaven en alle financiële verbintenissen in verband met mondelinge, schriftelijke, audio- en visuele boodschappen die bedoeld zijn om het resultaat van een politieke partij, een lijst en hun kandidaten gunstig of ongunstig te beïnvloeden, en die worden gedaan tijdens de verkiezingsperiode bedoeld in artikel L411211, ter gelegenheid van gemeenteraads-, provincieraads- en sectorraadsverkiezingen of de rechtstreekse verkiezing van raden voor sociale actie.

De berichten die de partijen, lijsten en kandidaten verspreiden onder het publiek via elektronische communicatiemiddelen worden beschouwd als verkiezingsuitgaven.

§ 2. Als uitgaven voor de verkiezingspropaganda bedoeld in § 1 worden eveneens beschouwd, die welke verricht zijn door derden voor politieke partijen, lijsten of kandidaten tenzij deze laatste :

1° onmiddellijk na de kennisgeving van de door de betrokken derden gevoerde campagne, hen bij een ter post aangetekend schrijven aanmanen deze campagne te staken;

2° een afschrift van deze brief, al dan niet met het akkoord van de derden tot staking, verzenden aan de voorzitter van het kieskringbureau die deze stukken voegt bij de door de betrokken partijen, lijsten of kandidaten ingediende aangiften van hun verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen.

§ 3. Als uitgaven voor verkiezingspropaganda worden niet beschouwd :

1° het verrichten van onbetaalde persoonlijke diensten en het gebruik van een persoonlijk voertuig;

2° de publicatie in een dag- of weekblad van hoofdartikelen, op voorwaarde dat die publicatie gebeurt op dezelfde wijze en volgens dezelfde regels als buiten de verkiezingsperiode, zonder betaling, vergoeding of belofte van betaling of vergoeding, dat het geen dag- of weekblad is dat voor of met het oog op de verkiezingen is gecreëerd en dat de oplage en de frequentie van de publicatie dezelfde zijn als buiten de verkiezingsperiode;

3° de uitzending op radio of televisie van programma's die meningen of commentaren bevatten, op voorwaarde dat die uitzendingen op dezelfde wijze en volgens dezelfde regels gebeuren als buiten de verkiezingsperiode, zonder betaling, vergoeding of belofte van betaling of vergoeding;

4° de uitzending op radio en televisie van een verkiezingsprogramma of een reeks verkiezingsprogramma's, op voorwaarde dat vertegenwoordigers van de politieke partijen aan die uitzendingen kunnen deelnemen;

5° de uitzending op radio en televisie van verkiezingsprogramma's, op voorwaarde dat het aantal en de duur ervan worden bepaald volgens het aantal vertegenwoordigers van de politieke partijen in het Waals Parlement;

6° de kostprijs van periodieke manifestaties, op voorwaarde dat :

ze niet uitsluitend voor verkiezingsdoeleinden worden georganiseerd;

ze een regelmatig en terugkerend karakter hebben en dezelfde kenmerken vertonen inzake organisatie;

7° de uitgaven voor niet-periodieke evenementen waarvoor een vergoeding wordt gevraagd en die worden georganiseerd voor verkiezingsdoeleinden, voor zover de uitgaven worden gedekt door inkomsten, met uitzondering van uitgaven voor sponsoring, en die geen betrekking hebben op uitgaven voor reclame en uitnodigingen, met dien verstande dat in het geval dat de uitgaven niet volledig worden gedekt door inkomsten, het verschil wordt aangerekend als verkiezingsuitgaven;

8° de uitgaven die tijdens de verkiezingsperiode worden gedaan in het kader van de normale werking van de partij op regionaal of lokaal niveau, met name voor de organisatie van congressen en partijbijeenkomsten;

9° de uitgaven voor de aanmaak van internettoepassingen, op voorwaarde dat die aanmaak op dezelfde wijze en volgens dezelfde regels geschiedt als buiten de verkiezingsperiode;

10° de kosten voor de internetverbinding en het verzenden van elektronische berichten voor zover het bericht niet meer dan honderdvijftig bestemmingen tegelijk bereikt.

Voor de toepassing van lid 1, 6°, b), wordt de periodiciteit beoordeeld hetzij op basis van een referentieperiode van twee jaar voorafgaand aan de periode bedoeld in paragraaf 1, gedurende welke periode de betrokken gebeurtenis ten minste eenmaal per jaar moet hebben plaatsgevonden, hetzij op basis van een referentieperiode van vier jaar voorafgaand aan de periode bedoeld in paragraaf 1, gedurende welke periode de betrokken gebeurtenis ten minste eenmaal per twee jaar moet hebben plaatsgevonden. Indien de uitgaven voor reclame of uitnodigingen duidelijk uitzonderlijk zijn in vergelijking met het gebruikelijke verloop van een dergelijk evenement, worden zij bij wijze van uitzondering als verkiezingsuitgaven in rekening gebracht.

In afwijking van het eerste lid, 8°, worden de uitgaven voor reclame en uitnodigingen, indien zij duidelijk uitzonderlijk zijn in vergelijking met het gebruikelijke verloop van dergelijke evenementen, bij wijze van uitzondering als verkiezingsuitgaven aangerekend.

§ 4. De uitgaven en financiële verbintenissen voor goederen, leveringen en diensten die onder toepassing van § 1 vallen, moeten tegen de geldende marktprijzen worden verrekend."

Art. 107. Artikel L4132-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. L4132-1. - § 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam en opdracht te stemmen:

1° de kiezer die wegens ziekte of gebrekkigheid van zichzelf, een bloed- of aanverwant of een samenwonende niet in staat is om zich naar het stemcentrum te begeven . Deze onbekwaamheid moet blijken uit een medisch attest. Het medisch attest vermeldt niet de ziekte of gebrekkigheid van de kiezer of zijn bloedverwant, aanverwant of echtgenoot. Geneesheren, die als kandidaat voor de verkiezing zijn voorgedragen, mogen een dergelijk attest niet afgeven. In het geval van meerdere kandidaatstellingen door een arts, geldt de meest restrictieve regel;

2° de kiezer die om beroeps-, studie- of opleidingsredenen:

in het buitenland is opgehouden, alsook de kiezers, leden van zijn gezin, die met hem aldaar verblijven;

zich de dag van de stemming in het rijk bevindt, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stemcentrum te melden.

De onder a) en b) bedoelde onmogelijkheid wordt aangetoond met een attest van de werkgever waartoe de betrokkene behoort of van de onderwijs- of beroepsopleidingsinstelling die hij bezoekt.

Als de betrokkene een zelfstandige is, moet van de onder a) en b) bedoelde onmogelijkheid blijken door een verklaring op erewoord die vooraf wordt gedaan bij het gemeentebestuur en waarvan het model door de Regering wordt vastgelegd. De kiezer legt zijn verklaring uiterlijk de dag voor de verkiezingsdag voor aan de burgemeester of zijn afgevaardigde;

3° de kiezer die de dag van de stemming ten gevolge van een rechterlijke maatregel in een toestand van vrijheidsbeneming verkeert.

Deze toestand wordt bevestigd door de directie van de inrichting waar de betrokkene zich bevindt;

4° de kiezer die, om andere dan de hiervoor genoemde redenen, de dag van de stemming niet in zijn woonplaats is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland, en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden.

De Regering bepaalt de lijst van bewijsstukken die de kiezer in dit geval mag voorleggen.

Als de kiezer niet in staat is om zich een dergelijk document te laten verstrekken, blijkt de onmogelijkheid waarin hij verkeert om zich in het stembureau te melden de dag van de stemming, uit een getuigschrift afgegeven door de burgemeester na overlegging van andere verantwoordingsstukken of een geschreven verklaring op erewoord. Het verzoek wordt uiterlijk op de dag vóór de verkiezingen ingediend bij de burgemeester van de woonplaats of zijn gemachtigde.

De Regering bepaalt het model van het getuigschrift af te geven door de burgemeester of zijn afgevaardigde, alsook het model van de schriftelijke verklaring op eer bedoeld in het derde lid.

§ 2. Elke kiezer mag een volmacht hebben.

Een kandidaat kan houder zijn van de volmacht van zijn echtgeno(o)t(e) of wettelijke samenwonende, bloed- of aanverwante wiens hoofdverblijfplaats in de woonplaats van eerstgenoemde gevestigd is, op voorwaarde dat hijzelf kiezer is.

Een kandidaat kan houder zijn van de volmacht van een bloed- of aanverwant wiens hoofdverblijfplaats niet in zijn woonplaats gevestigd is voor zover de band tot in de derde graad bewezen is.

Indien de volmachtgever en de volmachtdrager in het bevolkingsregister van dezelfde gemeente ingeschreven zijn, bevestigt de burgemeester van die gemeente, of diens afgevaardigde, het familieverband op het volmachtformulier.

Indien beiden niet in dezelfde gemeente zijn ingeschreven, wordt door de burgemeester van de gemeente waar de gemachtigde is ingeschreven, of de afgevaardigde van de burgemeester, op voorlegging van een akte van bekendheid, het familieverband bevestigd. De akte van bekendheid wordt bij het volmachtformulier gevoegd.

Iedere volmachtdrager mag slechts over één volmacht beschikken.

§ 3. De volmacht wordt gesteld op een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald en dat gratis verkrijgbaar is op het gemeentesecretariaat. Het gebruik van dit formulier is verplicht, met uitsluiting van elk ander.

De volmacht vermeldt de verkiezingen waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres van de volmachtgever en van de volmachtdrager, en het identificatienummer van de volmachtgever in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de volmachtdrager ondertekend.

§§ 4. Teneinde te mogen stemmen, overhandigt de volmachtdrager aan de voorzitter van het stembureau waar de volmachtgever had moeten stemmen, de volmacht en één van de in § 1 vermelde bewijsstukken en vertoont hij hem zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief waarop de voorzitter vermeldt : "heeft bij volmacht gestemd".

§ 5. De gemeente houdt een bijzonder volmachtenregister bij. De Regering stelt de modaliteiten vast voor het bijhouden en beheren van het bijzonder register, met uitzondering van welke die bepaald zijn in de leden 2 tot 5.

Het doel van het speciale volmachtenregister is het registreren van de handelingen en de identiteit van de kiezers in het kader van het stemmen bij volmacht, om na de verkiezing en in geval van beroep tegen de verkiezing eventuele onregelmatigheden te kunnen vaststellen die de zetelverdeling tussen de lijsten hebben beïnvloed.

Tot op het moment dat het speciale volmachtenregister overeenkomstig artikel L4143-28, § 3, lid 1, is overgedragen aan het gewestelijk bestuur, heeft alleen het personeel van het gemeentebestuur toegang tot het speciale volmachtenregister en is het verantwoordelijk voor het bijhouden en beheren ervan.

Het personeel van het gemeentebestuur vermeldt in het speciale volmachtenregister de naam, de voornamen, het adres van de hoofdverblijfplaats en de reden van het verzoek van elke kiezer die zich tot het gemeentebestuur wendt voor een handeling met betrekking tot het stemmen bij volmacht, behalve wanneer het verzoek uitsluitend tot doel heeft het volmachtformulier te verkrijgen.

De persoonsgegevens in het bijzonder volmachtenregister worden bewaard tot het bijzonder volmachtenregister wordt vernietigd, overeenkomstig artikel L4146-23/15, § 2, eerste lid, 7°."

Art. 108. In artikel L4133-1, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 9 maart 2017, worden de woorden "tot 10 september" vervangen door de woorden "tot 1 oktober".

Art. 109. Artikel L4133-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "bij de burgemeester van zijn woonplaats, uiterlijk de dag voor de verkiezing" vervangen door de woorden "bij de voorzitter van het stembureau op de dag van de verkiezing.";

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. De begeleider overhandigt de voorzitter van het stembureau zijn oproeping, waarop de voorzitter schrijft "heeft de rol van begeleider uitgeoefend"."

Art. 110. Artikel L4134-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "De kandidaten kunnen" vervangen door de woorden "De eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht of, in voorkomend geval, de door hem gemachtigde kandidaat, kan";

2° paragraaf 1, tweede lid, wordt opgeheven;

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "De kandidaten kunnen in de verklaring van lijstenverbinding bedoeld in artikel L4142-34" vervangen door de woorden "De eerste kandidaten in de volgorde van de voordracht of, in voorkomend geval, de door hen gemachtigde kandidaten, kunnen in de verklaring van bewilliging bedoeld in artikel L4142-4, § 6, 2°";

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "De kandidaten die geen verklaring van lijstenverbinding hebben afgegeven in de districten waar andere kandidaten die verklaring hebben afgegeven" vervangen door de woorden "De kandidaten van lijsten die geen lijstverbinding vormen in districten waar andere kandidaten een lijstverbinding vormen";

5° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "hetzelfde letterwoord of logo" vervangen door de woorden "hetzelfde letterwoord";

6° in paragraaf 4, tweede lid, eerste zin, worden de woorden "De kandidaat geeft het bureau" vervangen door de woorden "De eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht geeft het bureau";

7° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden “door overlegging, hetzij van de oproepingsbrief voor de verkiezingen in hun gemeente, hetzij van een uittreksel uit het register van de kiezers” vervangen door de woorden “door overlegging van de oproepingsbrief voor de verkiezingen in hun gemeente.”;

8° het artikel wordt aangevuld met paragraaf 8, luidend als volgt:

Art. 111. Artikel L4134-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 2 wordt de zin “Laatstgenoemden zijn er evenwel toe gehouden zich te schikken naar de regels vernoemd in de artikelen L4134-3 tot L4134-5.” vervangen door de volgende zin “Laatstgenoemden zijn ertoe gehouden zich te schikken naar de regels vernoemd in de artikelen L4134-3 tot L4134-5.”;

2° in paragraaf 3 worden de eerste en derde leden opgeheven;

3° in paragraaf 3 worden in het vroegere lid 2, dat het enige lid wordt, de woorden “Daartoe, en in het geval” vervangen door de woorden “In het geval”.

Art. 112. In artikel L4134-5 van hetzelfde Wetboek, wordt het vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, opgeheven.

Art. 113. Artikel L4135-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4135-1. De leden van de kiesbureaus hebben recht op een presentiegeld voor elke vergadering van het stembureau. Ze hebben ook recht op vergoedingen en voordelen van welke aard ook en op terugbetaling van hun reiskosten.”.

Art. 114. Artikel L4135-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

“L4135-2. § 1. De verkiezingskosten die voortvloeien uit de werken en diensten nodig voor de verkiezingshandelingen worden met inachtneming van de regelgeving op de overheidsopdrachten gedragen.

§ 2. De volgende kosten zijn ten laste van het Gewest:

1° de kosten betreffende het stempapier dat het verstrekt;

2° de kosten met betrekking tot de aankoop van de verkiezingssoftware bedoeld in artikel L4141-1.

§ 3. De volgende verkiezingskosten zijn voor de helft ten laste van de Franstalige gemeenten en voor de helft ten laste van de provincies:

1° het presentiegeld waarop de leden van de kiesbureaus aanspraak kunnen maken;

2° de reisvergoedingen waarop de leden van de kiesbureaus aanspraak kunnen maken;

3° de reiskosten voorgelegd door de kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer in de gemeente verblijven waar ze als kiezer zijn ingeschreven;

4° de verzekeringspremies om de lichamelijke schade te dekken die voortvloeien uit ongevallen die de leden van de kiesbureaus zijn overkomen in de uitoefening van hun ambt.

5° de stembussen en het materiaal van de stembureaus.

§ 4. De volgende verkiezingskosten zijn alleen ten laste van de provincies:

1° de kosten van het drukwerk voor de stembiljetten voor de provincieraadsverkiezingen;

2° de kosten voor het gebruik, in de provinciale stemopnemingsbureaus, van de door de Regering goedgekeurde software voor hulp bij de stemopneming, bedoeld in artikel L4144-8, § 2;

3° de terbeschikkingstelling van de uitrusting bestemd voor de provinciale stemopnemingsbureaus, de kantonbureaus en de districts bureaus.

§ 5. De volgende verkiezingskosten zijn alleen ten laste van de gemeenten:

1° de kosten van het drukwerk voor de stembiljetten voor de gemeenteraadsverkiezingen.

2° de kosten voor het gebruik, in de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, van de door de Regering goedgekeurde software voor hulp bij de stemopneming, bedoeld in artikel L4144-8, § 2;

3° de terbeschikkingstelling van de uitrusting bestemd voor de gemeentelijke stemopnemingsbureau en gemeentelijke bureaus.

§ 6. Alle andere verkiezingskosten worden voor de helft ten laste van de Franstalige gemeenten en voor de helft ten laste van de provincies verdeeld.”.

Art. 115. Artikel L4135-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. L4135-3. § 1. De provincie schiet de gemeenten van zijn ambtsgebied de kosten van de verkiezingen bedoeld in artikel L4135-2, § 3 voor en vordert daarna de gepaste sommen van hen terug.

§ 2. De betaling van het presentiegeld aan de leden van de kiesbureaus wordt door de provincie verricht, enkel op grond van de bijlage bij het proces-verbaal, behoorlijk ondertekend door alle leden van het bureau.”.

Art. 116. Artikel L4135-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4135-4. De leden van de kiesbureaus hebben recht op een reisvergoeding wanneer zij zitting hebben in een gemeente waar zij niet in de bevolkingsregisters zijn ingeschreven, op basis van een schuldverklaring die naar het adres van het betrokken provinciebestuur wordt gestuurd.”.

Art. 117. In Deel IV, Boek I, Titel III van hetzelfde Wetboek, wordt hoofdstuk V aangevuld met een artikel L4135-5, luidend als volgt:

“Art. L4135-5. De kiezers die recht hebben op een kosteloze reis zijn:

1. de kiezers die niet meer verblijven in de gemeente waar ze stemmen;

- 2. de bezoldigde personen die hun beroep in het buitenland uitoefenen of in een andere gemeente van het Rijk dan die waar ze stemmen;
- 3° de familieleden van de onder 2° bedoelde personen die met laatstgenoemde samenwonen;
- 4. de studenten die wegens hun studies in een andere gemeente van het Rijk dan die waar ze stemmen, verblijven;
- 5° de personen die zich in een verpleeginrichting of in een verzorgingstehuis, gelegen in een andere gemeente van het Rijk dan die waar ze stemmen, bevinden.”.

Art. 118. In Deel IV, Boek I, Titel III van hetzelfde Wetboek, wordt hoofdstuk V aangevuld met een artikel L4135-6, luidend als volgt:

“Art. L4135-6. De Regering bepaalt:

1° het bedrag van het presentiegeld, bedoeld in de artikelen L4135-1 en L4135-2, § 3, 1°, dat de leden van de stembureaus per vergadering van het kiesbureau ontvangen;

2° het bedrag van de vergoedingen en voordelen van welke aard ook, bedoeld in artikel L4135-1, waarop de leden van de kiesbureaus recht hebben;

3° de voorwaarden waaraan de leden van de kiesbureaus moeten voldoen om recht te hebben op het presentiegeld, overeenkomstig de artikelen L4135-1 en L4135-2, § 3, 1°;

4° de voorwaarden waaraan de leden van de kiesbureaus moeten voldoen om recht te hebben op reiskostenvergoedingen, alsook het bedrag van die vergoedingen, wanneer de leden van de kiesbureaus zetelen in een gemeente waar zij niet zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters, overeenkomstig de artikelen L4135-1, L4135-2, § 3, 2°, en L4135-4;

5° de voorwaarden waaraan kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer verblijven in de gemeente waar ze als kiezer zijn ingeschreven, moeten voldoen om aanspraak te maken op de terugbetaling van hun reiskosten, alsook het bedrag van de vergoeding waarop ze recht hebben, overeenkomstig artikel L4135-2, § 3, 3°;

6° de wijze waarop de risico's van lichamelijk letsel ten gevolge van ongevallen die de leden van de kiesbureaus in de uitoefening van hun functie overkomen, worden gedekt, overeenkomstig artikel L4135-2, § 3, 4°;

7° de wijze waarop de presentiegelden op de financiële rekening van de leden van de stembureaus worden gestort, overeenkomstig artikel

8° het model van de in artikel L4135-4 bedoelde schuldvorderingsverklaring;

9° de modaliteiten voor de vergoeding van de kiezers die recht hebben op gratis verplaatsingen, overeenkomstig artikel L4135-5;

10° de modellen van de stembussen, overeenkomstig artikel L4135-2, § 3, 5°;

11° de modellen van de stembiljetten, overeenkomstig artikel L4135-2, § 4, 1°, en § 5, 1°.”.

Art. 119. Artikel L4141-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De Regering ontwikkelt de verkiezingssoftware die nodig is voor de uitvoering van hun taken en stelt deze ter beschikking van de voorzitters van de verkiezingsbureaus.

Deze verkiezingssoftware moet worden erkend volgens de door de regering vastgestelde procedures.”;

2° de paragrafen 2 en 3 worden opgeheven.

Art. 120. Artikel L4141-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 maart 2017, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “van de software bedoeld in artikel L4141-1, § 1, eerste lid, en van elke software gebruikt om voor de stemopneming overeenkomstig artikel L4144-8, § 2, te helpen.” vervangen door de woorden “van de verkiezingssoftware bedoeld in artikel L4141-1.”;

2° in paragraaf 4 wordt de zin “Elke schending van het geheim wordt overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek gestraft.” opgeheven.

Art. 121. In Deel IV, Boek I, Titel IV van hetzelfde Wetboek, wordt hoofdstuk I aangevuld met een artikel L4141-3, luidend als volgt:

“Art. L4141-3. Behalve de stem, die op een papieren stembiljet moet worden uitgebracht, bepaalt de Regering welke verkiezingsverrichtingen langs digitale weg en welke langs digitale en geautomatiseerde weg worden uitgevoerd. De Regering bepaalt de voorwaarden van deze handelingen.

In het kader van de in lid 1 bedoelde verrichtingen wordt de verwerking van gegevens langs digitale weg en de geautomatiseerde verwerking van gegevens uitgevoerd met inachtneming van de beginselen van vertrouwelijkheid, integriteit en beschikbaarheid van verkiezingsgegevens.”.

Art. 122. Artikel L4142-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “vernoemd in artikel L4121-1, § 1,” vervangen door de woorden “vernoemd in artikel L4121-1”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

“§ 5. Onverminderd paragraaf 1 moet uiterlijk op het tijdstip van de voorlopige vaststelling van de lijsten aan de verkiesbaarheidsvereisten zijn voldaan.”.

Art. 123. Artikel L4142-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid worden de woorden “overeenkomstig de artikelen L1125-1 tot en met L1125-10 van dit Wetboek” vervangen door de woorden “overeenkomstig Deel I, Boek I, Titel II, hoofdstuk V, van dit Wetboek”;

2° in het tweede lid worden de woorden “overeenkomstig de artikelen L2212-74 tot en met L2212-81 van dit Wetboek” vervangen door de woorden “overeenkomstig Deel II, Boek II, Titel I, hoofdstuk II, afdeling 7, van dit Wetboek.”.

Art. 124. Artikel L4142-3, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“de voorzitter van het kieskringbureau codeert de kandidaturen die niet vooraf zijn gecodeerd.”.

Art. 125. Artikel L4142-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 4 wordt de zin “De kiezer of het raadslid die die verbodsbepaling overtreden, worden gestraft met de straffen uitgevaardigd in artikel 202 van het Strafwetboek.” wordt opgeheven;

2° in paragraaf 5 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“In de voordracht wordt de toelating tot lijstverbinding vermeld overeenkomstig artikel L4142-34.”;

3° in paragraaf 5, derde lid, worden de woorden “het letterwoord of het logo” vervangen door de woorden “het letterwoord” en worden de woorden “Dat letterwoord of dat logo nemen” vervangen door de woorden “Dat letterwoord neemt”;

4° in paragraaf 6, eerste lid, 2°, worden de tweede en derde leden opgeheven;

5° in paragraaf 6, eerste lid, wordt punt 9° vervangen als volgt:

“9° de eventuele verklaringen van lijstverbinding bedoeld in artikel L4142-34, tweede lid;”;

6° in paragraaf 6, eerste lid, wordt punt 10° vervangen als volgt:

“10° de attesten van de ondertekenende kiezers, de indieners en de voorgedragen kandidaten om aan te tonen dat zij kiezers zijn in hun gemeente.”;

7° in paragraaf 6, derde lid, worden de woorden “de verklaring vermeld onder lid 1, 7° en 9°,” vervangen door de woorden “de verklaring vermeld onder lid 1, 7°”;

8° paragraaf 6 wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

“De akte van aanvaarding bedoeld in het eerste lid, 2°, vermeldt het voornemen om een lijstverbinding aan te gaan, overeenkomstig artikel L4142-34. Zij vermeldt tevens de namen van de getuigen en plaatsvervangende getuigen van de lijst, overeenkomstig artikel L4134-1. Zij bevat ook een verklaring waarbij de kandidaten afstand doen van het recht om te worden vergeten als bedoeld in artikel 17 van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

De attesten, vermeld in het eerste lid, 10°, zijn deze vermeld in artikel 1, 9°, van het ministerieel besluit van 21 april 2017 tot bepaling van de modellen van attesten bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 juni 2004 tot vaststelling van het stelsel van de rechten tot inzage en verbetering van de gegevens die op elektronische wijze opgeslagen zijn op de identiteitskaart en van de informatiegegevens die zijn opgenomen in de bevolkingsregisters of in het Rijksregister van de natuurlijke personen.”.

Art. 126. In artikel L4142-6 van hetzelfde Wetboek, wordt het derde lid, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, opgeheven.

Art. 127. Artikel L4142-9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het tweede lid worden de woorden “en tijdens de twee uren die volgen op het verstrijken van die termijn” opgeheven; 2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 128. In de Franse versie van artikel L4142-10, § 3, derde zin, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt het woord “reçoit” vervangen door het woord “reçoivent”.

Art. 129. In artikel L4142-12, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “de letterwoorden en logo’s” vervangen door de woorden “de letterwoorden”.

Art. 130. Artikel L4142-15 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 2, tweede zin, van de Franse versie worden de woorden “font l’objet d’un envoi” vervangen door de woorden “sont envoyés”;

2° in paragraaf 5 van de Franse versie wordt het woord “seront” vervangen door het woord “sont”.

Art. 131. Artikel L4142-17, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, waarvan de huidige tekst lid 1 zal vormen, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De verwerking wordt verricht door een onderaannemer, gebeurt dit onder de controle en verantwoordelijkheid van de Regering of haar afgevaardigde.”.

Art. 132. Artikel L4142-18 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 133. Artikel L4142-21, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Ze kunnen binnen dezelfde termijn een rechtzettende of aanvullende akte indienen, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.”.

Art. 134. In artikel L4142-22, vierde lid, eerste zin, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt het woord “Het” vervangen door de woorden “Het kieskringbureau”.

Art. 135. In artikel L4142-24 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 wordt de zin “De Regering kan beslissen dat de verzending digitaal gebeurt overeenkomstig § 2 van artikel L4141-1.” opgeheven.

Art. 136. Artikel L4142-25 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4142-25. In de districten bedoeld in artikel L4112-22, § 2, deelt elke voorzitter van het districts bureau onmiddellijk aan de voorzitter van het centrale arrondissements bureau, in voorkomend geval, de lijsten mee waarvan alle kandidaten in hun kandidaatstelling en in hun akte van bewilliging van hun kandidaatstelling hebben aangegeven dat zij een lijstverbinding willen aangaan met het oog op de verdeling van de zetels op het niveau van het administratief arrondissement.”.

Art. 137. Artikel L4142-26 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 2 worden de woorden “het letterwoord of het logo” vervangen door de woorden “het letterwoord”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. Het letterwoord bestaat uit ten hoogste vijftientig tekens. Het mag letters, cijfers of symbolen bevatten. Eenzelfde letterwoord kan worden gesteld, hetzij in een enkele landstaal, hetzij vertaald in een andere landstaal, hetzij in een landstaal samen met de vertaling in een andere landstaal.

De Regering bepaalt de lijst van tekens die in het letterwoord mogen worden opgenomen.”;

3° in paragraaf 4 worden de woorden “dat letterwoord of logo” vervangen door de woorden “dat letterwoord”.

Art. 138. In artikel L4142-27, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “letterwoorden of logo’s” telkens vervangen door het woord “letterwoorden”.

Art. 139. In artikel L4142-29, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “letterwoord of logo” telkens vervangen door het woord “letterwoord”.

Art. 140. Artikel L4142-30 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 2 worden de woorden “het letterwoord of het logo” vervangen door de woorden “het letterwoord”;

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden “letterwoorden of logo’s ” vervangen door het woord “letterwoorden”;

3° paragraaf 4, tweede lid, wordt opgeheven.

Art. 141. Artikel L4142-31 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1^{er}, derde lid, worden de woorden “letterwoord of logo” vervangen door het woord “letterwoord”;

2° paragraaf 3, tweede lid, wordt opgeheven.

Art. 142. In artikel L4142-32, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “letterwoord of logo” telkens vervangen door het woord “letterwoord”.

Art. 143. In artikel L4142-33 van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, opgeheven.

Art. 144. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk II, afdeling 4, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van onderafdeling 4 vervangen als volgt: “Lijstverbinding met het oog op apparentering”.

Art. 145. Artikel L4142-34 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4142-64. Wanneer in een administratief arrondissement dat ten minste twee districten omvat, lijsten met hetzelfde letterwoord en hetzelfde volgnummer gelijktijdig in verschillende districten voorkomen, gaan ze automatisch een lijstverbinding aan met het oog op de apparentering, mits alle kandidaten op de betrokken lijsten in hun akte van voordracht en in hun verklaring van bewilliging hebben aangegeven dat zij voornemens zijn een dergelijke lijstverbinding aan te gaan.

Wanneer in een administratief arrondissement dat ten minste twee districten omvat, lijsten met hetzelfde letterwoord die geen gemeenschappelijk volgnummer hebben, gelijktijdig in verschillende districten voorkomen, kunnen ze een lijstverbinding aangaan met het oog op de apparentering, mits alle kandidaten op de betrokken lijsten in hun akte van voordracht en in hun verklaring van bewilliging hebben aangegeven dat zij voornemens zijn een dergelijke lijstverbinding aan te gaan.”.

Art. 146. Artikel L4142-35 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4142-35. Indien een van de daarin opgenomen lijsten wordt afgewezen, blijft de lijstverbinding gelden voor de andere lijsten van de groep.

Wanneer een kandidaat onverkiesbaar wordt bevonden, blijft de lijstverbinding gelden voor de andere kandidaten van de lijst.”.

Art. 147. Artikel L4142-36 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Artikel L4142-36. § 1. Het centraal arrondissements bureau maakt onmiddellijk, in bijzijn van de eventuele getuigen, de tabel op van de verbonden lijsten.

Op die tabel wijst het elke groep lijsten een letter toe in alfabetische volgorde. Daarbij moet het de orde indeling der lijsten op het stembiljet respecteren, zoals het voor zijn district heeft vastgesteld.

§ 2. De voorzitter van het centraal arrondissements bureau stuurt aan de voorzitters van de districts bureaus een afschrift van de lijsten waarop kandidaten uit hun kieskring voorkomen.

Die voorzitters laten de lijsten onmiddellijk in alle gemeenten van het district aanplakken.”.

Art. 148. Artikel L4142-37, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De kandidatenlijsten worden onmiddellijk aangeplakt. Op de affiche worden in grote letters en met zwarte inkt de namen en voornamen van de kandidaten vermeld, in de vorm van het door de Regering vastgestelde stembiljet. De door de Regering vastgestelde onderrichtingen voor de kiezer worden daarop ook overgenomen.”.

Art. 149. Artikel L4142-39 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° het derde lid wordt opgeheven;

2° in het vroegere lid 4, nu lid 3, wordt tussen 2° en 3° een punt 2°/1 ingevoegd, luidend als:

“2°/1 het aantal nietige stembiljetten, waarbij duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen het aantal ongeldige stembiljetten en het aantal blanco stembiljetten;”.

Art. 150. In Deel IV, Boek I, titel IV, hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, wordt de afdeling 7 “Straffen betreffende de kandidaatstellingen” opgeheven.

Art. 151. Artikel L4142-36 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 152. Artikel L4142-47 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 153. In artikel L4143-3, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “moet minstens één stemhokje voor vijf lokalen zo ingericht” vervangen door de woorden “wordt één stemhokje per stembureau zo ingericht”.

Art. 154. Artikel L4143-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt:

“De onderrichtingen voor de kiezers worden in de wachtzaal aangeplakt.”.

2° in paragraaf 2 worden de woorden “Een exemplaar van dit Wetboek wordt in de wachtzaal ter inzage gelegd voor de kiezers; een tweede exemplaar in het stemlokaal, ter inzage gelegd voor de leden van het stembureau.” vervangen als volgt: “Een exemplaar van dit Wetboek wordt in het stemlokaal, ter inzage gelegd voor de leden van het stembureau.”;

3° in paragraaf 4 worden de woorden “moet rekening houden” vervangen door de woorden “houdt rekening”.

Art. 155. Artikel L4143-5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Het bureau is om zeven uur samengesteld.”;

2° in paragraaf 2, tweede en vierde leden, worden de woorden “overeenkomstig artikel L4125-5, §§ 2 en 3” telkens vervangen door de woorden “overeenkomstig artikel L4125-5, § 2”.

Art. 156. Artikel L4141-8, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid wordt het woord “volmachthouders” vervangen door het woord “volmachtdraggers”;

2° het derde lid wordt opgeheven;

2° in het voormalige lid 4, dat lid 3 wordt, worden de woorden “van de in leden 2 en 3 bedoelde” vervangen door de woorden “van de in lid 2 bedoelde”.

Art. 157. Artikel L4143-9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 158. Artikel L4143-10, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Met uitzondering van de voorzitter mogen de in artikel L4143-8 bedoelde personen niet communiceren met buitenpersonen tijdens de periode waarin ze toegelaten worden binnen het stemlokaal.”.

Art. 159. Artikel L4143-12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° tussen lid 3 en het voormalige lid 4 wordt een lid ingevoegd dat lid 5 wordt:

De deskundigen die zijn aangewezen bij artikel L4141-2 worden toegelaten in het stemopnemingsbureau op de dag van de stemming na vertoon aan de voorzitter van hun legitimatiekaart uitgereikt door de Regering. De personen belast met het verlenen van technische bijstand worden in het stemopnemingsbureau toegelaten op vertoon aan de voorzitter van een identificatiebadge afgeleverd door de werkgever erkend door de Regering.”;

2° in het voormalige lid 4, dat lid 5 wordt, worden de woorden “van de in leden 2 en 3 bedoelde” vervangen door de woorden “van de in lid 2 bedoelde”.

Art. 160. In artikel L4143-15 van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, opgeheven.

Art. 161. Artikel L4143-20 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“De Regering bepaalt de wijze waarop de registers van de stemmers worden ingevuld, met name de lettertekens die de leden van het stembureau moeten gebruiken.”;

2° in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord “kiesregister” vervangen door het woord “register”;

3° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden “artikelen L4122-16 en 24” vervangen door de woorden “artikelen L4122-17 en L4122-25”;

4° in paragraaf 6, tweede lid, wordt het woord “volmachtouder” vervangen door het woord “volmachtdrager” en wordt, in de Franse versie, het woord “mandant” vervangen door de woorden “donneur de procuration”;

5° paragraaf 6, derde lid, wordt vervangen als volgt:

“De volmachten en de attesten vermeld in artikel L4132-1, § 1, worden bij de staat van de volmachten gevoegd.”;

6° in paragraaf 7 worden de woorden “overhandigt de begeleide kiezer een afschrift van zijn verklaring aan de voorzitter van het stembureau” vervangen door de woorden “overhandigt de begeleider de voorzitter van het stembureau zijn oproeping, waarop de voorzitter schrijft “heeft de rol van begeleider uitgeoefend”.”;

7° paragraaf 7 waarvan de huidige tekst het eerste lid zal vormen, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De begeleider wordt tot de stemming toegelaten in hetzelfde stembureau als de kiezer die hij begeleidt, op voorwaarde dat zij kiezers van dezelfde gemeente zijn. In dat geval wordt de naam van de begeleider vermeld op de verklaring bedoeld in artikel L4143-25, § 1, 2°.”.

Art. 162. Artikel L4143-21 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 3, tweede en derde leden, worden de woorden “door de voorzitter van het stembureau” vervangen door “door de voorzitter van het stembureau of een door hem gemachtigde bijzitter”;

2° in paragraaf 3, derde lid, wordt de zin “Indien een medisch getuigschrift wordt voorgelegd ter staving van de aanvraag, wordt het gevoegd bij het proces-verbaal.” opgeheven.

Art. 163. Artikel L4143-25 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4143-25. § 1. Het bureau begint met het opmaken van de volgende staten:

1° de staat bedoeld in artikel L4143-20, § 6, derde lid, die de volmachten en attesten bedoeld in artikel L4132-1, § 1 bevat;

2° de staat van de kiezers die niet in de stemregisters voorkomen maar wel tot de stemming zijn toegelaten;

3° de staat van de kiezers die voorkomen in de stemregisters en die niet aan de stemming hebben deelgenomen. De bewijsstukken bedoeld in artikel L4143-20, §§ 4 en 5, alsook de bewijsstukken die de afweziging ter verantwoording hebben toegezonden, worden aan deze staat gehecht.

§ 2. Voor het opstellen van de in § 1, 3°, bedoelde staat maken de leden van het bureau gebruik van het derde exemplaar van de stemregisters.

De voorzitter vermeldt op die staten de door de bureauleden of de getuigen gemaakte opmerkingen.

§ 3. De leden van het bureau ondertekenen de staten.

§ 4. De in § 1, eerste lid, 1°, bedoelde staat heeft tot doel te worden gebruikt voor het administratief onderzoek van de tegen de verkiezing ingediende klachten, overeenkomstig de artikelen L4146-6, § 1, vierde lid, en L4146-23/1.

De staten bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2° en 3°, hebben tot doel de procureur des Konings in staat te stellen de inbreuken op de artikelen L4168-6 en L4168-16 te vervolgen.

De persoonsgegevens in de staten bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° tot 3°, zijn de namen, voornamen en adressen van de hoofdverblijfplaats.

Art. 164. Artikel L4143-26 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4143-26. De leden van het stembureau en de getuigen ondertekenen de twee kopieën van de stemregisters waarmee de namen van de kiezers worden genoteerd.

Art. 165. Artikel L4143-27, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De leden van het stembureau en de getuigen ondertekenen het proces-verbaal.”.

Art. 166. Artikel L4143-28 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

“Art. L4143-28. § 1. De volgende stukken worden door het bureau in aparte omslagen gestoken :

1° teruggenomen stembiljetten;

2° ongebruikte stembiljetten.

3° het model;

4° de staat bedoeld in artikel L4143-25, § 1, 1°;

5° het eerste afschrift van het stemregister bedoeld in artikel L4143-26;

6° het tweede afschrift van het stemregister bedoeld in artikel L4143-26;

7° het origineel van het proces-verbaal bedoeld in artikel L4143-27;

8° de staat bedoeld in artikel L4143-25, § 1, 2°;

9° de staat bedoeld in artikel L4143-25, § 1, 3°;

10° een eerste afschrift van het proces-verbaal;

11° een tweede afschrift van het proces-verbaal;

12° een opgave van de bankrekeningnummers van de leden van het stembureau met het oog op de betaling van de presentiegelden; 13° een opgave van de afwezige bijzitters.

§ 2. Op de omslagen staan in goed zichtbare letters de volgende aanwijzingen:

1° de inhoud; 2° de datum van de verkiezing;

3° de naam van de gemeente;

4° de naam van het district;

5° de aanwijzing : "Stembureau nr.", gevolgd door het nummer van het stembureau.

De omslagen worden onmiddellijk verzegeld en overhandigd aan de voorzitter van het stembureau, die ze overhandigt aan het gemeentebestuur.

§ 3. Het gemeentebestuur zendt de omslagen bedoeld in paragraaf 1, 3° tot 7°, en het in artikel L4132-1, § 5 bedoelde bijzonder register van volmachten onverwijld naar het gewestelijk bestuur.

Het gemeentebestuur zendt de in paragraaf 1, 12°, bedoelde omslag naar het provinciebestuur

Het gemeentebestuur bezorgt de in paragraaf 1, 8°, 9° en 13°, bedoelde omslagen aan de procureur des Konings.

Het gemeentebestuur bewaart de in § 1, 1° en 2°, bedoelde omslagen.

§ 4. De voorzitter van het stembureau, vergezeld van eventuele getuigen, brengt de stembussen naar het stemopnemingsbureau. Hij overhandigt aan de voorzitter van het gemeentelijke stemopnemingsbureau de gemeentelijke stembus en het eerste exemplaar van het proces-verbaal bedoeld in het eerste lid, 10°. Hij overhandigt aan de voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau de provinciale stembus en het tweede exemplaar van het proces-verbaal bedoeld in paragraaf 1, 11°.

De voorzitter van het stembureau kan deze taak delegeren aan een bijzitter van het bureau.

§ 5. De opgave van de bankrekeningnummers van de leden van het stembureau met het oog op betaling van het presentiegeld heeft tot doel de leden van het stembureau in staat te stellen de betaling te ontvangen van het presentiegeld waarop ze recht hebben.

De persoonsgegevens op deze opgave zijn de namen, voornamen en bankrekeningnummers van de leden van het stembureau.

§ 6. De staat van de afwezige bijzitters heeft tot doel de procureur des Konings in staat te stellen de inbreuken op de artikelen L4163-1 en L4163-3 te vervolgen.

De persoonsgegevens op deze staat zijn de achternamen, voornamen, adressen van de hoofdverblijfplaats en redenen van afwezigheid van de tot bijzitter benoemde kiezers."

Art. 167. In artikel L4144-2, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 worden de woorden "moet ten laatste om 14 uur samengesteld zijn" vervangen door de woorden "is ten laatste om 14 uur samengesteld".

Art. 168. In artikel L4144-5 van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, opgeheven.

Art. 169. Artikel L4144-7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. L4144-7. - § 1. De voorzitter en de bureauleden mengen alle door het bureau te onderzoeken stembiljetten dooreen, vouwen ze open en delen ze in de volgende categorieën in:

1° de geldige stembiljetten in de zin van artikel L4112-18, § 2;

2° de betwiste stembiljetten in de zin van artikel L4112-18, § 5;

3° de nietige stembiljetten in de zin van artikel L4112-18 § 3, eerste lid;

§ 2. De categorie nietige stembiljetten is onderverdeeld in twee subcategorieën:

3° de ongeldige stembiljetten in de zin van artikel L4112-18 § 3, tweede lid;

3° de blanco stembiljetten in de zin van artikel L4112-18 § 3, derde lid."

Art. 170. In artikel L4144-8 van hetzelfde wetboek worden de §§ 2 en 3, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2017, vervangen als volgt:

" § 2. Het bureau stelt bijgevolg vast:

1° het totale aantal geldige stembiljetten;

2° het totale aantal nietige stembiljetten, waarbij duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen het aantal ongeldige stembiljetten en het aantal blanco stembiljetten;

3° voor elke lijst het totaalaantal stembiljetten met een lijststem,

4° voor elke lijst, het totaalaantal stembiljetten waarop gestemd is voor een of meer kandidaten van de lijst; 5° voor elke kandidaat het aantal behaalde stemmen.

Al die getallen worden in het proces-verbaal opgenomen.

Voor die verrichtingen gebruikt het bureau een software voor ondersteuning bij de stemopneming die door de Regering wordt erkend, overeenkomstig artikel L4141-1, tweede lid.

§ 3. Alle aldus ingedeelde stembiljetten worden per categorie ingedeeld."

Art. 171. In artikel L4144-9 van hetzelfde Wetboek, wordt het vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, opgeheven.

Art. 172. Artikel L4144-10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. L4144-10. De volgende stukken worden door het bureau in aparte omslagen gestoken :

1° de opgave van de bankrekeningnummers van de leden van het stembureau met het oog op de betaling van de presentiegelden;

2° de opgave van de afwezige bijzitters;

3° de stemopnemingstabel;

4° het proces-verbaal;

5° de USB-sleutels van de software voor ondersteuning bij de stemopneming, zoals bedoeld in artikel L4144-8, § 2, derde lid.

Op die omslagen alsook op die bedoeld in artikel L4144-13, § 1, eerste lid, staan in goed zichtbare letters de volgende aanwijzingen :

1° de inhoud; 2° de datum van de verkiezing;

3° de naam van de gemeente;

4° de naam van het district;

5° de aanwijzing : "Opneming der stembiljetten, ontvangen in de bureaus nrs..." , gevolgd door de aanduiding van de nummers van de stembureaus.

De in lid 1 bedoelde enveloppen worden onmiddellijk verzegeld.

De doeleinden van de staten bedoeld in lid 1, 1° en 2°, en de persoonsgegevens op diezelfde registers, zijn deze bedoeld in artikel L4143-28, §§ 5 en 6."

Art. 173. Artikel L4144-11 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1, derde lid, wordt vervangen als volgt:

"§ 1. De voorzitter van het stemopnemingsbureau overhandigt aan de voorzitter van het gemeentelijke bureau of van het kantonbureau, volgens de stemming waarmee hij belast is, het proces-verbaal van de stemopneming, de tabel van de stemopnemingen de USB-sleutels voor de stemopneming."

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "gaat de voorzitter van het gemeentelijke stemopnemingsbureau, met het proces-verbaal en de tabel van de stemopneming, bij de voorzitter van het gemeentelijke bureau en gaat de voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau, met de uit de provinciale stemming afkomstige gelijkaardige documenten, bij de voorzitter van het kantonbureau." vervangen door de woorden "overhandigt de voorzitter van het gemeentelijke stemopnemingsbureau het proces-verbaal van de stemopneming, de tabel van de stemopnemingen de USB-sleutels voor de stemopneming, aan de voorzitter van het gemeentelijke bureau. De voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau overhandigt die documenten aan de voorzitter van het kantonbureau."

3° in paragraaf 2 worden de woorden "stelt hij er zijn paraaf op." vervangen door de woorden "valideert hij deze".

4° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 174. In lid 2 van artikel L4144-12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden "maakt het over aan de geraadpleegde voorzitter die er zijn paraaf op stelt volgens de in het vorige lid vastgestelde modaliteiten" vervangen door de woorden "legt het ter validering voor aan de geraadpleegde voorzitter, volgens de modaliteiten van artikel L4144-11".

Art. 175. Artikel L4144-13 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. L4144-13. § 1. Na validatie van de stemopnemingstabel en het proces-verbaal door de geraadpleegde voorzitter, overeenkomstig artikel L4144-11 of artikel L4144-12, sluit het stemopnemingsbureau de verrichtingen af en plaatst de volgende elementen in afzonderlijke omslagen :

1° een afschrift van het proces-verbaal;

2° een afschrift van de stemopnemingstabel.

De omslagen worden onmiddellijk verzegeld.

Het stemopnemingsbureau plaatst de stembiljetten, ingedeeld per categorie overeenkomstig artikel L4144-8, § 3, in de daartoe voorziene zakken. Deze worden onmiddellijk verzegeld.

§ 2. Na het afsluiten van de verrichtingen verzamelt de voorzitter van het stemopnemingsbureau de in § 1 bedoelde omslagen, die bedoeld in artikel L4144-10, eerste lid, 1° en 2°, die ontvangen van de voorzitters van de stembureaus overeenkomstig artikel L4143-28, § 4, eerste lid, alsook de zakken met stembiljetten.

De voorzitter van het stemopnemingsbureau overhandigt alles aan het gemeentebestuur.

§ 3. Het gemeentebestuur zendt de omslagen bedoeld in artikel L4143-28, § 4, eerste lid, en de twee omslagen bedoeld in § 1, eerste lid, onverwijld naar het gewestelijk bestuur.

Het gemeentebestuur overhandigt aan de procureur des Konings de omslag bedoeld in artikel L4144-10, eerste lid, 2°.

Het gemeentebestuur zendt de in artikel L4144-10, eerste lid, 1°, bedoelde omslag naar het provinciebestuur.

§ 4. Het gemeentebestuur bewaart de zakken met de stembiljetten voor de gemeenteraadsverkiezingen op een veilige plaats en zorgt voor de bewaring ervan. Het voegt er de twee omslagen bij, die bedoeld zijn in artikel L4143-28, § 1, 1° en 2°.

Het gemeentebestuur overhandigt de zakken met de stembiljetten voor de provincieraadsverkiezingen aan het provinciebestuur. Het provinciebestuur bewaart de zakken op een veilige plaats en is verantwoordelijk voor de bewaring ervan.

De Regering kan bijzondere regelingen vaststellen voor de bewaring en de bewaking van de stembiljetten door het gemeentebestuur en het provinciebestuur".

Art. 176. Artikel L4145-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt tussen 2° en 3° een punt 2°/1 ingevoegd, luidend als:

"2°/1 het totale nietige stembiljetten, waarbij duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen het aantal ongeldige stembiljetten en het aantal blanco stembiljetten;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 177. Artikel L4145-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° de paragrafen 2 en 3 worden vervangen door wat volgt :

"§ 2. Wanneer een kandidaat vóór de dag van de verkiezing overlijdt, gaat het gemeentelijk of kantonbureau tewerk, alsof deze kandidaat niet op de lijst gestaan had waarop hij zich kandidaat gesteld had. De overleden kandidaat mag niet verkozen verklaard worden. Er wordt echter rekening gehouden met het aantal naamstemmen die hij behaald heeft om het stemcijfer te bepalen van de lijst waarop hij zich kandidaat gesteld had.

§ 3. Wanneer een kandidaat op de dag van de stemming of daarna overlijdt, maar voor de openbare afkondiging van de verkiezingsuitslagen, gaat het gemeentelijk of het districts bureau tewerk alsof de betrokkene nog in leven was. Indien hij verkozen is, moet de eerste opvolger van dezelfde lijst in zijn plaats zitting hebben.

De eerste opvolger van dezelfde lijst moet ook zitting hebben in de plaats van de verkozen kandidaat die na de openbare afkondiging van de verkiezingsuitslagen overlijdt.

§ 3. Als na de definitieve goedkeuring van de lijsten blijkt dat een kandidaat niet verkiesbaar is, handelt het gemeentelijk of het districts bureau overeenkomstig lid 2, lid 1.”;

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 178. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk V, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen als volgt: “Tellingsverrichtingen”.

Art. 179. Artikel L4145-5 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 180. Artikel L4145-6 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 181. Artikel L4145-7 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 182. Artikel L4145-8 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 183. Artikel L4145-9 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 184. Artikel L4145-10 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 185. Artikel L4145-11 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 186. Artikel L4145-14 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 187. Artikel L4145-15 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 188. Artikel L4145-16 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 189. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk V, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift “Telling door het gemeentelijk bureau” .

Art. 190. In onderafdeling 1 wordt een artikel L4145-5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-5. - § 1. Het gemeentelijk bureau deelt het stemcijfer van iedere lijst achtereenvolgens door 2, 3, 4, 5, enz. en rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat er voor alle lijsten samen zoveel quotiënten worden bereikt als er leden te kiezen zijn.

§ 2. Het laatste quotiënt dient als kiesdeler.”.

Art. 191. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4145-6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L 4145-6. De verdeling van de zetels over de lijsten geschiedt door aan iedere lijst zoveel zetels toe te kennen als haar stemcijfer quotiënten heeft opgeleverd, gelijk aan of hoger dan de kiesdeler.”.

Art. 192. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4145-7 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-7. § 1. Het gemeentelijk bureau vermeldt op de stemopnemingstabel de informatie betreffende de verdeling van de zetels over de lijsten.

§ 2. De stemcijfers van de tot de zetelverdeling toegelaten lijsten worden naast mekaar op een horizontale lijn opgeschreven en, onder elk cijfer, worden de tot een geheel getal vastgestelde quotiënten opgeschreven.

§ 3. Daarna onderstreept het bureau opeenvolgend de hoogste quotiënten tot beloop van het aantal mandaten die toegekend moeten worden.”.

Art. 193. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4145-8 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-8. § 1. Als het laatste gerangschikte quotiënt, d.w.z. datgene dat de toekenning van de laatste zetel bepaalt, tegelijk op verschillende lijsten voorkomt, houdt het bureau rekening met de decimale cijfers om deze zetel aan een lijst toe te kennen.

§ 2. Als het laatste gerangschikte quotiënt van meerdere lijsten absoluut dezelfde is, kent het bureau de laatste zetel toe aan de lijst die het hoogste stemcijfer gehaald heeft.

§ 3. Als het in dit stadium niet mogelijk is om de laatste zetel aan een lijst toe te kennen, wordt er overgegaan tot de verrichtingen bedoeld in artikel L4145-9.”.

Art. 194. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4145-9 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-9. De verdeling van de kandidaten gebeurt met inachtneming van de volgende regels:

1° is er niet meer dan één lid te verkiezen, dan wordt de kandidaat die de meeste stemmen heeft verkregen, gekozen verklaard. Bij gelijk stemmenaantal is de oudste gekozen;

2° wanneer het aantal kandidaten van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan de lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen;

3° indien een lijst meer zetels verkrijgt dan zij kandidaten telt, worden de niet-toegekende zetels gevoegd bij die welke aan de andere lijsten toekomen. De verdeling over deze lijsten geschiedt door voortzetting van de in artikel L4145-8 omschreven bewerking, zodat voor ieder nieuw quotiënt een zetel wordt toegekend aan de lijst waartoe het behoort;

4° als bij de verdeling tussen de lijsten, de laatste zetel niet kan worden gerangschikt overeenkomstig artikel L4145-8, § 3, wordt hij toegekend aan de betrokken kandidaat die de meeste naamstemmen heeft verkregen of, subsidiair, de oudste in jaren is

5° indien het aantal kandidaten van een lijst hoger ligt dan het aantal zetels die haar toekomen, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaten in afnemende grootte van het aantal stemmen dat zij hebben behaald. Bij gelijk stemmenaantal is de volgorde van voordracht op de lijst beslissend.

Art. 195. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4145-10 ingevoegd, luidend als volgt:

“L4145-10. § 1. Voor elke lijst waarop één of meer kandidaten gekozen zijn overeenkomstig artikel L4145-9, worden de niet gekozen kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben behaald, of bij gelijk stemmenaantal, in de volgorde van inschrijving op het stembiljet, eerste, tweede derde, enz. opvolger verklaard.

§ 2. Bij gebrek aan opvolgers wordt in één of meer vacatures in de gemeenteraad voorzien. De verkiezing geschiedt volgens de bepalingen van artikel L4123-5 en volgende. Het nieuwe raadslid voert de ambtstermijn uit van het raadslid dat hij vervangt tot het einde van die termijn.”.

Art. 196. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4145-11 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-11. - Het resultaat van de algemene telling van de stemmen en de namen van de kandidaten die als gemeente-, provincie- en sectorraadslid verkozen zijn, alsmede hun plaatsvervangers, wordt publiekelijk bekendgemaakt door de voorzitter van het gemeentelijk bureau.”.

Art. 197. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4145-12 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-12. § 1. Onmiddellijk na deze afkondiging maakt het gemeentelijk bureau een proces-verbaal op van die verrichtingen. Het wordt door elk lid van het bureau en door de getuigen ondertekend.

§ 2. Het gemeentelijk bureau sluit de verrichtingen van het bureau af en stopt de volgende documenten in aparte omslagen:

1° de opgave van de afwezige bijzitters;

2° een opgave van de bankrekeningnummers van de leden van het stembureau met het oog op de betaling van de presentiegelden;

3° het proces-verbaal van de telling van de stemmen;

4° het proces-verbaal van de telling van de stemmen;

5° de tellingstabel;

6° de akte van voordracht en in hun verklaring van bewilliging van de kandidaten;

7° het proces-verbaal van de kandidaatstelling;;

8° het proces-verbaal van vaststelling van de lijsten;

9° de informatiebrieven voor de getuigen.

Op de omslagen staan in zichtbare letters de volgende aanwijzingen:

1° de inhoud; 2° de datum van de verkiezing;

3° de naam van de gemeente;

4° de naam van het district;

5° de aanwijzing “Gemeenteraadsverkiezingen” en “Gemeentelijk bureau”.

De omslagen worden onmiddellijk verzegeld.

De voorzitter van het gemeentelijke bureau voegt bij deze omslagen de drie omslagen die hij overeenkomstig artikel L4144-11 of artikel L4144-12 van de voorzitter van het gemeentelijke bureau heeft ontvangen.

De voorzitter van het gemeentelijke bureau overhandigt alles aan het gemeentebestuur.

§ 3. Het gemeentebestuur bezorgt het gewestelijk bestuur onverwijld alle omslagen die het ontvangt van de voorzitter van het gemeentelijke bureau, met uitzondering van deze bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 1°, 2° en 4°.

Het gemeentebestuur bezorgt de in paragraaf 2, eerste lid, 1°, bedoelde omslagen aan de procureur des Konings.

Het gemeentebestuur zendt de in paragraaf 2, eerste lid, 2°, bedoelde omslag naar het provinciebestuur.

De directeur-generaal bij het gemeentebestuur bezorgt de verkozenen de uittreksels uit het tellingsverslag bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 4°.

§ 4. De doeleinden van de staten bedoeld in paragraaf 2, lid 1, 1° en 2°, en de persoonsgegevens op diezelfde registers, zijn deze bedoeld in artikel L4143-28, §§ 5 en 6.”.

Art. 198. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk IV, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift “Telling door het districtskantoor wanneer geen gebruik is gemaakt van de lijstverbindingsoptie bedoeld in artikel L4142-34” .

Art. 199. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel L4145-13 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-13. De artikelen L4145-5, § 2, L4145-14, § 1, L4145-15, § 1, L4145-16, L4145-16/1, L4145-16/2, §§ 2 en 4, en L4145-16/7 tot en met L4145-16/10 zijn van overeenkomstige toepassing op de telling door het districtskantoor wanneer geen gebruik is gemaakt van de groeperingsoptie van artikel L4142-34.”.

Art. 200. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk V, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift “Telling door het districtskantoor wanneer geen gebruik is gemaakt van de lijstverbindingsoptie bedoeld in artikel L4142-34” .

Art. 201. In onderafdeling 3 wordt een artikel L4145-14 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-14. § 1. Het districtshoofdbureau deelt het stemcijfer van iedere lijst achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enzovoort, en rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat er voor alle lijsten samen zoveel quotiënten worden bereikt als er leden te kiezen zijn.

§ 2. Het districtsbureau bepaalt de kiesdeler door het algemeen totaal van de geldige stembiljetten te delen door het getal van de in het district toe te kennen zetels. De verkregen kiesdeler is beperkt tot een geheel getal .”.

Art. 202. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4145-15 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L 4145-15. § 1. De verdeling van de zetels over de lijsten geschiedt door aan iedere lijst zoveel zetels toe te kennen als haar stemcijfer quotiënten heeft opgeleverd, gelijk aan of hoger dan de kiesdeler.

§ 2. Het districts-bureau deelt het stemcijfer van elke lijst door de kiesdeler. Het resultaat hiervan noemt men de kiesfractie. De tot een geheel getal vastgestelde kiesfractie komt overeen met het aantal zetels die door elke lijst is verworven.”

Art. 203. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4145-16 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-16. § 1. Het districts-bureau vermeldt op de stemopnemings-tabel de informatie betreffende de verdeling van de zetels over de lijsten.

§ 2. De stemcijfers van de tot de zetelverdeling toegelaten lijsten worden naast mekaar op een horizontale lijn opgeschreven en, onder elk cijfer, worden de tot een geheel getal vastgestelde quotiënten opgeschreven.

§ 3. Daarna onderstreept het bureau opeenvolgend de hoogste quotiënten tot beloop van het aantal mandaten die toegekend moeten worden.”

Art. 204. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4145-16/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-16/1. § 1. Als het laatste gerangschikte quotiënt, d.w.z. datgene dat de toekenning van de laatste zetel bepaalt, tegelijk op verschillende lijsten voorkomt, houdt het bureau rekening met de decimale cijfers om deze zetel aan een lijst toe te kennen.

§ 2. Als het laatste gerangschikte quotiënt van meerdere lijsten absoluut dezelfde is, kent het bureau de laatste zetel toe aan de lijst die het hoogste stemcijfer gehaald heeft.

§ 3. Als het in dit stadium niet mogelijk is om de laatste zetel aan een lijst toe te kennen, wordt er overgegaan tot de verrichtingen bedoeld in artikel L414516/7.”

Art. 205. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4145-16/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel L4145-16/2. § 1. Naast het aantal zetels die haar krachtens artikel L4145-15, § 2 worden toegekend, vermeldt het districts-bureau, voor elke lijst, het overschot aan niet vertegenwoordigde stemmen.

Dit overschot is gelijk aan het stemcijfer van de lijst waaraan het product van de kiesfractie door de kiesdeler wordt onttrokken.

§ 2. Van deze verrichtingen maakt het kieskringbureau een proces-verbaal op. Het proces-verbaal wordt door elk lid van het bureau en door de getuigen ondertekend.

§ 3. Het districts-bureau stuurt een exemplaar van het proces-verbaal aan het centraal bureau van het arrondissement via de snelste weg.

§ 4. Het districts-bureau dat geen verrichtingen uitvoert als centraal arrondissementsbureau sluit de verrichtingen af overeenkomstig artikel L4145-16/10, §§ 2 en 3.”

Art. 206. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk V, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift “Telling in geval van apparentering”.

Art. 207. In onderafdeling 4 wordt een artikel L4145-16/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-16/3. § 1. In geval van apparentering komt het centraal arrondissementsbureau indien nodig daags nadien om dertien uur samen om over te gaan tot de aanvullende verdeling van de zetels, alsmede de bepaling van de districten waarin de verschillende lijsten deze zetels behalen en de aanwijzing van de verkozen kandidaten.

§ 2. Op de apparenteringstabel vastgelegd door de regering vermeldt het bureau voor elke groep en voor alle lijsten niet onderling verenigd bedoeld in artikel L4145-16/4, § 2, lid 2, de volgende gegevens:

1° de naam van de districten van het arrondissement;

2° het stemcijfer van elke lijst die toegelaten wordt in één van de districten met aanvullende verdeling;

3° het aantal reeds verworven zetels in elke district van het arrondissement door de groepen en de lijsten niet onderling verenigd overeenkomstig artikel L4145-15, § 2;

4° het overschot aan niet vertegenwoordigde stemmen, ingeschreven in de processen-verbaal van de bovenbedoelde districten;

5° het aantal aanvullende zetels die in elk district moeten verdeeld worden.

§ 3. Het gaat onverwijld de apparenteringstabel aanvullen zodra het de opnemings-tabel van het eerste districts-bureau ontvangt.

§ 4. Indien het werk opgeschort is ten gevolge van een vertraging in de ontvangst van één of meer processen-verbaal van de districts-bureaus, kan de vergadering tijdelijk onderbroken worden. Zij wordt dezelfde dag of zo nodig de volgende dag hervat op het uur waarop de ontbrekende stukken worden verwacht.

Art. 208. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel L4145-16/4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-16/4. -§ 1. Als het in het bezit is van de processen-verbaal van alle districten van het arrondissement en de tabel behoorlijk ingevuld is, stelt het bureau het stemcijfer van iedere groep vast door optelling van de stemcijfers van de lijsten die er deel van uitmaken. De andere lijsten behouden hun stemcijfer.

§ 2. Worden tot de aanvullende verdeling toegelaten, alle verbonden lijsten die in een district een aantal stemmen hebben verkregen dat gelijk is aan of hoger is dan zesenzestig ten honderd van de kiesdeler, vastgesteld overeenkomstig artikel L4145-14, § 2.

Lijsten die alleen maar in een district van het arrondissement kandidaten voordragen en die het aantal stemmen bedoeld in het eerste lid halen, nemen ook deel aan de zetelverdeling. Het zijn lijsten niet onderling verenigd.

§ 3. Het stemcijfer van het arrondissement is het cijfer dat behaald wordt door elke groep van verbonden lijsten van het arrondissement, door een optelling van de stemcijfers behaald in elke district waar lijsten van deze groep werden voorgedragen.”

Art. 209. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel L4145-16/5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-16/5. § 1. Het bureau deelt achtereenvolgens de stemcijfers van het arrondissement met inachtneming van de volgende regels:

1° voor elke groep van verbonden lijsten wordt het stemcijfer van het arrondissement een eerste keer gedeeld door het aantal reeds verworven zetels, vermeerderd met een eenheid;

2° als er nog aanvullende zetels verdeeld moeten worden, wordt de in 1° gebruikte deler voor elke lijstengroep waaraan een eenheid wordt toegevoegd, opnieuw gebruikt, en wordt het stemcijfer van het arrondissement door dit resultaat gedeeld. Het quotiënt in stemmen van het arrondissement wordt zo verkregen;

3° er wordt op die manier tewerk gegaan zoveel keer als er aanvullende zetels moeten toegekend worden.

§ 2. Het bureau rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid totdat een aantal quotiënten gelijk aan het aantal te verdelen aanvullende zetels is bereikt. Elk in aanmerking komend quotiënt brengt de toekenning mee van een aanvullende zetel aan de betrokken groep of lijst.

Art. 210. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel L4145-16/6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-16/6. § 1. Het bureau wijst vervolgens de districten aan waar de lijsten niet onderling verenigd die toegelaten zijn tot de verdeling en de verbonden lijsten de hun toekomende aanvullende zetel of zetels zullen verkrijgen.

Voor de lijsten niet onderling verenigd komt de aanwijzing van de aanvullende zetel vóór de andere lijsten in het district waar ze zich kandidaat hebben gesteld, en wel te beginnen met de lijsten die de hoogste in aanmerking komende quotiënten hebben.

§ 2. Elke groep van verbonden lijsten krijgt de aanvullende zetels die hem toekomen in de districten waar hij het hoogste overschot aan stemmen heeft behaald.

Elke aanvullende zetel die zo verkregen is, wordt toegekend aan elke lijst van de groep, in de volgorde van in de volgorde van de kiesquotiënten van deze lijsten dat overeenkomstig artikel L4145-16/5, § 2 verkregen wordt.

§ 3. Als elke lijst van een groep een zetel gekregen heeft en er nog zetels aan deze groep moeten toegekend worden, wordt de verdeling overeenkomstig § 2 voortgezet.

§ 4. Als elke zetel van een district reeds toegekend is, wordt voor de toekenning van de aanvullende zetel het district in beschouwing genomen waar er nog zetels toegekend moeten worden en waar de betrokken groep het overschot heeft gekregen dat juist lager is.

§ 5. Als reeds is voorzien in elke aanvullende zetel die aan een groep toekomt, zijn de nog niet toegekende zetels die hem hadden kunnen toekomen verdeeld tussen de andere lijsten van éénzelfde district in de volgorde van het kiesquotiënt van het arrondissement.

Art. 211. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel L4145-16/7 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-16/7. Eens de verdeling tussen de lijsten voorbij is, verdeelt het centraal arrondissementsbureau dat als kieskringbureau werkt, de stemmen onder de kandidaten volgens de volgende regels:

1° is er niet meer dan één lid te verkiezen, dan wordt de kandidaat die de meeste stemmen heeft verkregen, gekozen verklaard. Bij gelijk stemmenaantal is de oudste gekozen;

2° wanneer het aantal kandidaten van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan de lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen;

3° indien een lijst meer zetels verkrijgt dan zij kandidaten telt, worden de niet-toegekende zetels gevoegd bij die welke aan de andere lijsten toekomen. De verdeling over deze lijsten geschiedt door voortzetting van de in artikel L4145-16/1 omschreven bewerking, zodat voor ieder nieuw quotiënt een zetel wordt toegekend aan de lijst waartoe het behoort;

4° als bij de verdeling tussen de lijsten, de laatste zetel niet kan worden gerangschikt overeenkomstig artikel L4145-16/1, § 3, wordt hij toegekend aan de betrokken kandidaat die de meeste naamstemmen heeft verkregen of, subsidiair, de oudste in jaren is

5° indien het aantal kandidaten van een lijst hoger ligt dan het aantal zetels die haar toekomen, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaten in afnemende grootte van het aantal stemmen dat zij hebben behaald. Bij gelijk stemmenaantal is de volgorde van voordracht op de lijst beslissend.

Art. 212. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel L4145-16/8 ingevoegd, luidend als volgt:

“L4145-16/8. § 1. Voor elke lijst waarop één of meer kandidaten gekozen zijn overeenkomstig artikel L4145-16/7, worden de niet gekozen kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben behaald, of bij gelijk stemmenaantal, in de volgorde van inschrijving op het stembiljet, eerste, tweede derde, enz. opvolger verklaard.

§ 2. Bij gebrek aan opvolgers wordt in één of meer vacatures in de gemeenteraad voorzien. De verkiezing geschiedt volgens de bepalingen van artikel L4145-14 en volgende. Het nieuwe raadslid voert de ambtstermijn uit van het raadslid dat hij vervangt tot het einde van die termijn.”

Art. 213. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel L4145-16/9 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-16/9. - Het resultaat van de algemene telling van de stemmen en de namen van de kandidaten die als provincie- en sectorraadslid verkozen zijn, alsmede hun plaatsvervangers, wordt publiekelijk bekendgemaakt door de voorzitter van het gemeentelijk bureau.”

Art. 214. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel L4145-16/10 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4145-16/10. § 1. Onmiddellijk na deze afkondiging maakt het bureau een proces-verbaal op van die verrichtingen. Het wordt door elk lid van het bureau en door de getuigen ondertekend.

§ 2. Het bureau sluit de verrichtingen van het bureau af en stopt de volgende documenten in aparte omslagen:

1° de opgave van de afwezige bijzitters;

2° een opgave van de bankrekeningnummers van de leden van het stembureau met het oog op de betaling van de presentiegelden;

3° het proces-verbaal van de telling van de stemmen inclusief, indien van toepassing, het proces-verbaal van de apparentering;

4° het proces-verbaal van de telling van de stemmen;

5° de tabel van de telling van de stemmen inclusief, indien van toepassing, de tabel van de apparentering;

6° de akte van voordracht en in hun verklaring van bewilliging van de kandidaten;

7° het proces-verbaal van de kandidaatstelling;

8° het proces-verbaal van vaststelling van de lijsten;

9° de informatiebrieven voor de getuigen.

Op de omslagen staan in zichtbare letters de volgende aanwijzingen:

1° de inhoud;

2° de datum van de verkiezing;

3° de naam van de gemeente;

4° de naam van het district;

5° de woorden "Provincieraadsverkiezingen" en "Districtsbureau".

De omslagen worden onmiddellijk verzegeld.

De voorzitter van het bureau voegt bij deze omslagen de twee omslagen die hij overeenkomstig artikel L4144-11 of artikel L4144-12 van de voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau heeft ontvangen.

De voorzitter van het gemeentelijke bureau overhandigt alles aan het gemeentebestuur.

§ 3. Het gemeentebestuur bezorgt het gewestelijk bestuur onverwijld alle omslagen die het ontvangt van de voorzitter van het bureau, met uitzondering van deze bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 1°, 2° en 4°.

Het gemeentebestuur bezorgt de in paragraaf 2, eerste lid, 1°, bedoelde omslagen aan de procureur des Konings.

Het gemeentebestuur zendt de in paragraaf 2, eerste lid, 2° en 4°, bedoelde omslagen naar het provinciebestuur.

De directeur-generaal bij het provinciebestuur bezorgt de verkozenen de uittreksels uit het tellingsverslag bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 4°.

§ 4. De doeleinden van de staten bedoeld in paragraaf 2, lid 1, 1° en 2°, en de persoonsgegevens op diezelfde registers, zijn deze bedoeld in artikel L4143-28, §§ 5 en 6."

Art. 215. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk V, van hetzelfde Wetboek, wordt de onderafdeling 3 met als opschrift "Telling in geval van apparentering" opgeheven.

Art. 216. Artikel L4145-17 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 217. Artikel L4145-18 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 218. Artikel L4145-19 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 219. Artikel L4145-20 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 220. Artikel L4145-21 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 221. In Deel IV, Boek I, titel IV, hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, wordt de afdeling 4 met als opschrift "Sancties i.v.m. de stemming, de stemopneming en de verschillende kiesverrichtingen" opgeheven.

Art. 222. Artikel L4145-32 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 223. Artikel L415-23 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 224. Artikel L4145-24 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 225. Artikel L4145-25 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 226. Artikel L4145-26 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 227. Artikel L4145-27 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 228. Artikel L4145-28 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 229. Artikel L4145-29 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 230. Artikel L4145-30 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 231. Artikel L4145-31 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 232. Artikel L4145-32 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 233. Artikel L4145-33 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 234. Artikel L4145-34 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 235. Artikel L4145-35 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 236. Artikel L4145-36 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 237. Artikel L4145-37 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 238. Artikel L4145-38 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 239. Artikel L4145-39 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 240. Artikel L4145-40 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 241. Artikel L4145-41 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 242. Artikel L4145-32 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 243. Artikel L4145-43 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 244. Artikel L4145-44 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 245. Artikel L4145-45 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 246. Artikel L4145-46 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 247. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, van hetzelfde Wetboek, wordt de onderafdeling 1 met als opschrift "Sluiting van de kiesverrichtingen" opgeheven.

Art. 248. Artikel L4146-1 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 249. Artikel L4146-2 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 250. Artikel L4146-3 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 251. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Algemene bepalingen".

Art. 252. In onderafdeling 1 wordt een artikel L4146-4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L4146-4. De bepalingen van deze afdeling zijn gemeenschappelijk voor de geldigverklaring van gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tenzij uitdrukkelijk wordt vermeld dat ze alleen van toepassing zijn op gemeentelijke verkiezingen of alleen op provinciale verkiezingen."

Art. 253. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4146-5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L4146-5. § 1. De nieuwgekozen gemeenteraadsleden aanvaarden hun ambt op de datum en volgens de modaliteiten bepaald bij artikel L1122-3, lid 3.

De nieuwgekozen provincieraadsleden aanvaarden hun ambt op de datum en volgens de modaliteiten bepaald bij artikel L2212-13.

§ 2. Het raadslid dat van zijn mandaat vervallen wordt verklaard, wordt vervangen door de eerste opvolger van de lijst waarop hij werd verkozen."

Art. 254. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4146-6 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L4146-6. § 1. Er wordt een Raad voor Lokale Verkiezingen opgericht. Deze raad beslist over beroepen tegen gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen en valideert deze.

De Raad voor Lokale Verkiezingen bestaat uit de Waalse gouverneurs en drie effectieve deskundigen die met raadgevende stem zitting houden. Hij telt ook drie plaatsvervangende deskundigen.

De Raad voor Lokale Verkiezingen treedt op als administratieve rechtbank.

Alle dossiers worden door de gewestelijke administratie behandeld.

§ 2. De Raad voor Lokale Verkiezingen onderzoekt vóór elke beslissing eventuele belangenconflicten van zijn leden. Alle beslissingen van de Raad voor Lokale Verkiezingen bevatten de redenen voor dit onderzoek."

Art. 255. In dezelfde onderafdeling 1 wordt een artikel L4146-7 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L4146-7. - Onverminderd de bepalingen van afdeling 3 van dit hoofdstuk betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen is de uitslag van de verkiezing, zoals hij door het kieskringbureau is afgekondigd, definitief vijfenveertig dagen na de dag van de verkiezingen."

Art. 256. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift "Aanwijzing van de deskundigen in de Raad voor Lokale Verkiezingen".

Art. 257. In onderafdeling 2 wordt een artikel L4146-8 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L4146-8. § 1. De deskundigen bedoeld in artikel L4146-6, § 1, tweede lid, worden aangewezen onder de volgende voorwaarden:

1° zij moeten voldoen aan de verkiezingsvoorwaarden bedoeld in artikel L4121-1 van het Wetboek;

2° houder zijn van een bachelor- of masterdiploma in de rechten;

3° ten minste tien jaar beroepservaring hebben op het gebied van administratief recht of grondwettelijk recht;

4° een grondige kennis hebben van de wetgeving die van toepassing is op de organisatie van gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen in Wallonië;

5° geen politiek mandaat hebben.

Aan de voorwaarden, vermeld in lid 1, 1° en 5°, wordt voldaan door het opstellen van een schriftelijke verklaring op eer.

§ 2. Aan de voorwaarden, vermeld in paragraaf 1, eerste lid, is voldaan op het ogenblik van de benoeming, vermeld in artikel L4146-9, § 2, tweede lid, of in artikel L4146-10."

Art. 258. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel L4146-9 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. L4146-9. § 1. Op de eerste werkdag van oktober van het jaar dat voorafgaat aan dat van de gewone verkiezingen, publiceert de Regering of haar afgevaardigde een oproep tot kandidaten in het *Belgisch Staatsblad*. Deze oproep heeft tot doel elke geïnteresseerde persoon de mogelijkheid te bieden zich kandidaat te stellen voor de functie van deskundige bedoeld in artikel L4146-6, § 1, tweede lid.

De uiterste datum voor de indiening van de kandidaturen is twee maanden te rekenen vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Belangstellenden dienen hun kandidatuur per aangetekende brief met ontvangstbewijs in bij de Regering of haar afgevaardigde.

Om ontvankelijk te zijn, moeten de kandidaturen vergezeld gaan van een motivatiebrief, een kopie van het diploma en de schriftelijke verklaring op eer bedoeld in artikel L4146-8, § 1, derde lid. Uit de motivatiebrief blijkt voldoende dat de kandidaat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel L4146-8, § 1, eerste lid, 3° en 4°.

§ 2. De Regering of haar afgevaardigde controleert de ontvankelijkheid van de ontvangen kandidaturen en rangschikt de ontvankelijke kandidaturen op basis van twee criteria: motivatie en beroepsbekwaamheid.

Na afloop van de vergelijkende selectie benoemt de Regering de eerste drie kandidaten in volgorde van rangschikking als werkende deskundigen in de Raad voor Lokale Verkiezingen. De Regering benoemt de vierde, vijfde en zesde kandidaat als plaatsvervangend deskundige in de Raad voor Lokale Verkiezingen.

Wanneer alle werkende en plaatsvervangende deskundigen zijn aangewezen, laat de Regering of haar afgevaardigde uiterlijk de dag vóór de gewone verkiezingen een persbericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken waarin de samenstelling van de Raad voor Lokale Verkiezingen wordt vermeld.

In afwijking van lid 2 kan de Regering, wanneer de eerste drie kandidaten in de nuttige volgorde alle van hetzelfde geslacht zijn, één van de kandidaten in de vierde, vijfde of zesde rangschikking van een ander geslacht als werkende deskundige aanwijzen.

§ 3. De mededeling van de persoonsgegevens bedoeld in § 1, vierde lid, heeft tot doel de aanstelling mogelijk te maken van de deskundigen bedoeld in artikel L4146-6, § 1, tweede lid. Deze persoonsgegevens worden niet bewaard en onmiddellijk vernietigd zodra de benoemingen overeenkomstig § 2, tweede lid, hebben plaatsgevonden.”

Art. 259. In dezelfde onderafdeling 2 wordt een artikel L4146-10 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-10. § 1. In afwijking van artikel L4146-9, § 2, tweede lid, benoemt de Regering, indien aan het einde van de vergelijkende selectie ten minste één vacature voor een deskundige overblijft, als deskundigen de deskundigen die in de nuttige volgorde zijn gerangschikt, volgens de in hetzelfde lid vastgestelde modaliteiten. De Regering of haar afgevaardigde vult de vacante plaatsen op door een nieuwe oproep tot kandidaten te publiceren in het *Belgisch Staatsblad* op de eerste werkdag van de maand mei van het jaar van de gewone verkiezingen.

In dat geval zijn de in artikel L4146-9 bedoelde modaliteiten betreffende de indiening van de kandidaturen, de verificatie van hun ontvankelijkheid, de bepaling van hun rangorde, de mogelijkheid voor de Regering om af te wijken van de vastgestelde rangorde teneinde te waarborgen dat er niet meer dan twee werkende deskundigen van hetzelfde geslacht zijn, de benoeming van de deskundigen in de Raad voor Lokale Verkiezingen, de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van een persbericht waarin de samenstelling van de Raad voor Lokale Verkiezingen wordt vermeld en de bescherming van de persoonsgegevens van toepassing.

§ 2. Wanneer na afloop van de selectieprocedure, vermeld in paragraaf 1, tweede lid, ten minste één vacante betrekking van deskundige overblijft, vult de Regering de vacante betrekking in door de vrije benoeming van elke persoon die voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel L4146-8, § 1, 1°, 2° en 5°, onder voorbehoud van aanvaarding door de betrokkenen.”

Art. 260. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift “Werking van de Raad voor Lokale Verkiezingen”.

Art. 261. In onderafdeling 3 wordt een artikel L4146-11 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-11. De Raad voor Lokale Verkiezingen is samengesteld uit de vijf Waalse gouverneurs, drie werkende deskundigen en drie plaatsvervangende deskundigen, in overeenstemming met artikel L4146-6, § 1, lid 2.

De vijf Waalse gouverneurs hebben stemrecht in de Raad voor Lokale Verkiezingen. De deskundigen hebben zitting met raadgevende stem in de Raad voor Lokale Verkiezingen”.

Art. 262. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4146-12 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-12. De Raad voor Lokale Verkiezingen is gevestigd op het volgende adres: avenue Gouverneur Bovesse, 100, 5100 Namen.”.

Art. 263. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4146-13 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-13. De Raad voor Lokale Verkiezingen wordt voorgezeten door het oudste stemgerechtigde lid. Indien dit lid afwezig of verhinderd is, zit de oudste aanwezige gouverneur de Raad voor; hij wordt in de Raad voor Lokale Verkiezingen vervangen door een arrondissementscommissaris, overeenkomstig artikel L4146-16, § 1, derde lid.”.

Art. 264. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4146-14 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-14. De Raad voor Lokale Verkiezingen wordt uiterlijk op de dag voor de dag van de gewone verkiezingen samengesteld. Op die dag stellen de aanwezige leden met eenparigheid van stemmen het huishoudelijk reglement vast en leggen de deskundigen in handen van de voorzitter de eed af overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der

De opdracht van de Raad voor Lokale Verkiezingen eindigt met de bekrachtiging van de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, waartegen geen beroep meer mogelijk is”.

Art. 265. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4146-15 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-15. § 1. De Raad voor Lokale Verkiezingen komt bijeen op de volgende data :

1° uiterlijk de dag voor de gewone verkiezingen om de formaliteiten bedoeld in artikel L4146-14, lid 1, te vervullen;

2° op de eerste maandag van de maand november die volgt op de gewone verkiezingen om uitspraak te doen over beroepen die kennelijk onontvankelijk of ongegrond zijn;

3° op de laatste maandag van de maand november die volgt op de gewone verkiezingen om uitspraak te doen over andere beroepen dan deze bedoeld in het eerste lid, 2°, en om de verkiezingen geldig te verklaren.

Indien er geen beroepen worden ingesteld, houdt de Raad voor Lokale Verkiezingen één enkele zitting op de eerste maandag van november die volgt op de gewone verkiezingen.

Als het aantal beroepen het vereist, kan de Raad voor Lokale Verkiezingen twee bijkomende zittingen houden, op data die hij vastlegt in zijn huishoudelijk reglement, zonder dat de laatste van die zittingen later mag plaatsvinden dan de veertigste dag na de gewone verkiezingen.

§ 2. Wanneer een verkiezing nietig is verklaard en een nieuwe verkiezing wordt gehouden, houdt de Raad voor Lokale Verkiezingen één enkele vergadering om de verkiezing geldig te verklaren, ongeacht of daartegen beroep is aangetekend.

§ 3. Met uitzondering van de vergadering, bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, zijn de vergaderingen van de Raad voor Lokale Verkiezingen openbaar.

§ 4. De vergaderingen van de Raad voor Lokale Verkiezingen worden gehouden in persoon of op afstand door middel van videoconferentie.”.

Art. 266. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4146-16 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-16. § 1. De Raad voor Lokale Verkiezingen kan slechts geldig beraadslagen als de meerderheid van de stemgerechtigde leden aanwezig is. De raad kan geldig beraadslagen in afwezigheid van een of meerdere deskundigen met raadgevende stem.

Beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Bij afwezigheid of verhindering van een stemgerechtigd lid van de Raad voor Lokale Verkiezingen wordt hij vervangen door een arrondissementscommissaris.

Bij afwezigheid of verhindering van een lid van de Raad voor Lokale Verkiezingen met raadgevende stem wordt hij vervangen door een plaatsvervangend lid.

§ 2. Het is de leden van de Raad voor Lokale Verkiezingen verboden aanwezig te zijn bij een beraadslaging of besluit over zaken waarbij hij een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, voor of na zijn verkiezing, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben.

§ 3. De drie deskundigen bedoeld in artikel L4146-6, § 1, tweede lid, hebben zitting met raadgevende stem. Hun rol is beperkt tot het ondersteunen van de besluitvorming van de stemgerechtigde leden.

§ 4. De beslissingen van de Raad voor Lokale Verkiezingen worden gedateerd en ondertekend door alle aanwezige leden.

Art. 267. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4146-17 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-17. § 1. Elk lid van de Raad voor Lokale Verkiezingen met raadgevende stem heeft recht op een maandelijkse toelage die gelijk is aan het bruto maandsalaris dat een lid van de Waalse gewestelijke overheidsdienst in salarisschaal A4/1 met zes jaar anciënniteit zou ontvangen. Elk lid van de Raad voor Lokale Verkiezingen met raadgevende stem ontvangt deze vergoeding voor maximaal drie maanden dienst.

Wanneer een lid van de Raad voor Lokale Verkiezingen met raadgevende stem wordt vervangen overeenkomstig artikel L4146-16, § 1, lid 4, wordt de in lid 1 bedoelde vergoeding onder hen verdeeld naar evenredigheid van hun respectieve prestaties.

§ 2. Elk lid van de Raad voor Lokale Verkiezingen met raadgevende stem heeft recht op een reiskostenvergoeding volgens de modaliteiten bepaald in artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 1998 tot bepaling van de samenstelling en de werking van de Commissie voor inzage van bestuursdocumenten.

Elk lid van de Raad voor Lokale Verkiezingen met raadgevende stem heeft recht op vergoeding van de werkelijk gemaakte kosten volgens de modaliteiten bepaald door de Regering krachtens artikel L4135-6, 2°.”

Art. 268. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4146-18 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-18. De werkingskosten van de Raad voor Lokale Verkiezingen worden gedragen door de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.”

Art. 269. In dezelfde onderafdeling 3 wordt een artikel L4146-19 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-19. De leden van de Raad voor Lokale Verkiezingen leggen de werkingsmodaliteiten van de Raad voor Lokale Verkiezingen vast in een huishoudelijk reglement, met uitzondering van de modaliteiten bepaald door dit Wetboek, in het bijzonder deze beschreven in de artikelen L4146-11 tot L4146-18.”

Art. 270. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift “Indiening van de beroepen tegen de verkiezing”.

Art. 271. In onderafdeling 4 wordt een artikel L4146-20 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-20. § 1. Alleen de kandidaten kunnen een beroep instellen tegen de verkiezing, met dien verstande dat de kandidaten alleen de verkiezing kunnen betwisten waarin zij verkozen waren.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn, moet het beroep tegen de verkiezing, naast de in het eerste lid bedoelde voorwaarde, voldoen aan alle volgende voorwaarden:

1° ze moeten worden ingesteld binnen acht dagen na de bekendmaking van de uitslag;

2° zij worden ingediend bij het gewestelijk bestuur door middel van een formulier waarvan het model en de wijze van indiening door de Regering worden vastgesteld;

3° zij bevatten een uiteenzetting van de feiten en middelen;

4° zij vermelden de identiteit en de woonplaats van de eisers; 5° zij zijn gedagtekend en ondertekend.

Na het verstrijken van de in punt 1° bepaalde termijn kunnen nog slechts stukken worden ingediend die de reeds ingediende uiteenzetting van de feiten en middelen ondersteunen.

§ 3. De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 2 hebben tot doel de identificatie mogelijk te maken van de personen die beroep aantekenen tegen de verkiezing, de ontvankelijkheid van dat beroep te bepalen, het gewestelijk bestuur in staat te stellen het administratief onderzoek van dat beroep uit te voeren en de gemeenteraad in staat te stellen uitspraak te doen over dat beroep.

Deze persoonsgegevens worden niet langer bewaard dan tot het tijdstip waarop de verkiezing geldig is verklaard of is geannuleerd.

§ 4. Zodra het gewestelijk bestuur een beroep ontvangt, stuurt het onmiddellijk een kopie naar de Raad voor Lokale Verkiezingen en naar de betrokken gemeente of provincie.”

Art. 272. In dezelfde onderafdeling 4 wordt een artikel L4146-21 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-21. Kandidaten hebben het recht om binnen acht dagen na de vaststelling van de uitslag het verkiezingsdossier te raadplegen. Hiervoor moeten ze naar de zetel van het gewestelijk bestuur gaan of naar de plaats die door het gewestelijk bestuur is aangegeven en op de officiële regionale website voor lokale verkiezingen is gepubliceerd.

Alle kandidaten worden bij het raadplegen van het verkiezingsdossier vergezeld door een personeelslid van het gewestelijk bestuur, met uitzondering van de personeelsleden belast met het administratief onderzoek bedoeld in artikel L4146-23/1.”

Art. 273. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 5 ingevoegd, met als opschrift “Bekendmaking van beroepen tegen de verkiezing en indiening van memories van antwoord”.

Art. 274. In dezelfde onderafdeling 5 wordt een artikel L4146-22 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-22. § 1. Na het verstrijken van de termijn van acht dagen bedoeld in artikel L4146-20, § 2, eerste lid, 1°, publiceert de gemeente in de gemeentelijke publicatieborden en op haar website gedurende acht dagen elk ingesteld beroep tegen de gemeenteraadsverkiezing.

In principe publiceert de gemeente alle beroepen die worden ingesteld tegen de gemeenteraadsverkiezingen. Zij onthoudt zich echter van de publicatie van elementen die duidelijk in strijd zijn met Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, en die duidelijk geen nut hebben met betrekking tot het in lid 3 beschreven doel.

Het doel van de in de leden 1 en 2 bedoelde publicatie is elke belanghebbende partij in staat te stellen een memorie van antwoord in te dienen.

§ 2. De memorie van antwoord bedoeld in paragraaf 1, derde lid, is ontvankelijk onder de voorwaarden beschreven in artikel L4146-20, § 2, met dien verstande dat:

1° voor de toepassing van de inleidende zin moet “Om ontvankelijk te zijn, moeten de verklaringen van antwoord aan alle onderstaande voorwaarden voldoen” worden gelezen in plaats van “Om ontvankelijk te zijn, moeten de beroepen tegen de verkiezing, naast de in lid 1 genoemde voorwaarde, aan alle onderstaande voorwaarden voldoen”;

2° voor de toepassing van 1° moet “zij worden ingesteld binnen de termijn van acht dagen waarbinnen het beroep door de gemeente wordt bekendgemaakt” worden gelezen in plaats van “zij worden ingesteld binnen acht dagen na het proces-verbaal van de telling van de resultaten”;

3° voor de toepassing van 4° moet “zij vermelden de identiteit van de betrokken derden” worden gelezen in plaats van “zij vermelden de identiteit en de woonplaats van de verzoekers”.

§ 3. Zodra het gewestelijk bestuur memorie van antwoord ontvangt, zendt het onmiddellijk een afschrift aan de Raad voor Lokale Verkiezingen, de verzoeker en de betrokken gemeente..

§ 4. De in § 1, derde lid, bedoelde memories van antwoord worden niet bekendgemaakt.”.

Art. 275. In dezelfde onderafdeling 5 wordt een artikel L4146-23 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23. Artikel L4146-22 is van toepassing wanneer beroep wordt aangetekend tegen de provincieraadsverkiezing, met dien verstande dat in dit geval “provincie” moet worden gelezen in plaats van “gemeente”, en “provincieraadsverkiezing” in plaats van “gemeenteraadsverkiezing”.

Art. 276. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 6 ingevoegd, met als opschrift “Administratief onderzoek door het gewestelijk bestuur”.

Art. 277. In dezelfde onderafdeling 6 wordt een artikel L4146-23/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/1. In overeenstemming met artikel L4146-6, § 1, lid 4, voert het gewestelijk bestuur het administratief onderzoek uit wanneer beroep wordt aangetekend tegen de verkiezing. Het gewestelijk bestuur voert deze taak volledig onafhankelijk van de Raad voor Lokale Verkiezingen uit.”.

Art. 278. In dezelfde onderafdeling 6 wordt een artikel L4146-23/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/2. Vanaf het verstrijken van de termijn van acht dagen bedoeld in artikel L4146-22, § 1, eerste lid, beschikt het gewestelijk bestuur over een termijn van achttien dagen om het administratief onderzoek van het beroep uit te voeren en te voltooien.”.

Art. 279. In dezelfde onderafdeling 6 wordt een artikel L4146-23/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/3. § 1. Met het oog op het administratief onderzoek van het beroep dat tegen de verkiezing is ingesteld, kan het gewestelijk bestuur de volgende onderzoekshandelingen verrichten:

1° alle verkiezingsdocumenten gebruiken die het ontvangt overeenkomstig de artikelen L4143-28, § 3, eerste lid, L4144-13, § 3, eerste lid, L414512, § 3, eerste lid, L4145-13 en L4145-16/10, § 3, eerste lid;

2° corresponderen met de autoriteiten en administraties en alle documenten en informatie verkrijgen die nuttig zijn voor het onderzoek;

3° de stembiljetten met betrekking tot één of meerder stemopnemingsbureaus hertellen;

4° de verzoekers, de betrokken derden en alle andere personen wier ondervraging nodig blijkt voor het onderzoek, oproepen en horen.

Het gewestelijk bestuur stelt de onderzoeksmaatregelen, vermeld in het eerste lid, 3° en 4°, vooraf voor aan de Raad voor Lokale Verkiezingen door middel van een tussentijds onderzoeksverslag en voert ze pas uit na goedkeuring door deze Raad. Die goedkeuring wordt gegeven binnen vierentwintig uur na ontvangst van het verslag en gaat vergezeld van de aanwijzing van het stemgerechtigde lid dat de Raad voor Lokale Verkiezingen vertegenwoordigt bij de uitvoering van die onderzoeksmaatregelen. Het gewestelijk bestuur maakt van de uitvoering van deze onderzoeksmaatregelen een proces-verbaal op, dat wordt ondertekend door het aanwezige lid van de Raad voor Lokale Verkiezingen.

Wanneer overeenkomstig het eerste lid, 3°, en het tweede lid een hertelling van de stembiljetten wordt uitgevoerd, laat de betrokken gemeente of provincie de stembiljetten eerst bezorgen aan het gewestelijk bestuur. Het gewestelijk bestuur roept de getuigen op die in het (de) betrokken telbureau(s) hebben opgetreden.

§ 2. Het administratieve onderzoek vindt schriftelijk plaats. Het is contradictoir.

De personeelsleden belast met het onderzoek zijn gebonden door de geheimhoudingsplicht.

§ 3. Na afloop van het administratief onderzoek stelt het gewestelijk bestuur een onderzoeksrapport en een voorstel voor een beslissing op, die het meedeelt aan de Raad voor Lokale Verkiezingenkiesraad. Het brengt zijn onderzoeksrapport ter kennis van de verzoekers en eventuele betrokken derden.

Het gewestelijk bestuur doet de in lid 1 bedoelde kennisgevingen uiterlijk op de laatste dag van de in artikel L414623/2 bedoelde periode van achttien dagen.

In afwijking van lid 2 doet het gewestelijk bestuur, wanneer het ingestelde beroep kennelijk niet-ontvankelijk of ongegrond is, de in lid 1 bedoelde kennisgevingen uiterlijk op de derde dag van de in artikel L4146-23/2 bedoelde termijn van achttien dagen.

§ 4. Voorstellen voor beslissingen van het gewestelijk bestuur op grond van paragraaf 3 zijn niet bindend voor de Raad voor Lokale Verkiezingen.”.

Art. 280. In dezelfde onderafdeling 6 wordt een artikel L4146-23/4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/4. Wanneer ten minste twee beroepen worden ingesteld tegen dezelfde verkiezing, voegt het gewestelijk bestuur de zaken automatisch samen in het kader van zijn administratief onderzoek.

Art. 281. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 7 ingevoegd, met als opschrift “ Procedure bij de Raad voor Lokale Verkiezingen wanneer een beroep tegen de verkiezing wordt ingesteld”.

Art. 282. In onderafdeling 7 wordt een artikel L4146-23/5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L 4146-23/5. § 1. De Raad voor Lokale Verkiezingen fungeert als een administratief rechtscollege voor het behandelen van beroepen. De Raad bekrachtigt verkiezingen of verklaart ze eventueel nietig. De Raad kan een verkiezing alleen nietig verklaren als er beroep is ingesteld tegen de verkiezing en het gewestelijk bestuur tijdens het administratief onderzoek onregelmatigheden heeft vastgesteld die van invloed kunnen zijn op de zetelverdeling tussen de lijsten.

Bij het geldig verklaren van de verkiezing kan de Raad voor Lokale Verkiezingen de volgorde wijzigen waarin raadsleden en plaatsvervaarders verkozen zijn verklaard.

§ 2. De Raad voor Lokale Verkiezingen voert zijn in § 1 bedoelde taken uit binnen negen dagen na het verstrijken van de in artikel L4146-23/2 bedoelde termijn van achttien dagen. Met betrekking tot de beroepen die kennelijk onontvankelijk of ongegrond zijn, doet de Raad voor Lokale Verkiezingen evenwel uitspraak in de vergadering die hij houdt op de eerste maandag van november, overeenkomstig artikel L4146-15, § 1, eerste lid, 2°.”.

Art. 283. In dezelfde onderafdeling 7 wordt een artikel L4146-23/6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/6. Wanneer ten minste twee beroepen worden ingesteld tegen dezelfde verkiezing, voegt Raad voor Lokale Verkiezingen de zaken automatisch samen in het kader van zijn administratief onderzoek.

Wanneer ten minste twee beroepen worden ingesteld tegen eenzelfde verkiezing en deze beroepen niet allemaal kennelijk onontvankelijk of ongegrond zijn, beslist de Raad voor Lokale Verkiezingen vooreerst over de kennelijk onontvankelijke of ongegronde beroepen op de zitting die hij houdt op de eerste maandag van november overeenkomstig artikel L4146-15, § 1, eerste lid, 2°. Vervolgens bekrachtigt of annuleert hij de betrokken verkiezing op de zitting die hij houdt op de laatste maandag van november overeenkomstig artikel L4146-15, § 1, eerste lid, 3°, of, in voorkomend geval, op een van de zittingen die hij houdt op de data bedoeld in artikel L4146-15, § 1, derde lid.”.

Art. 284. In dezelfde onderafdeling 7 wordt een artikel L4146-23/7 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/7. § 1. De Raad voor Lokale Verkiezingen spreekt zijn beslissingen in openbare zitting uit. De beslissingen worden gemotiveerd. Zij bevatten de motivering met betrekking tot het onderzoek naar eventuele belangenconflicten van haar leden.

Wanneer de Raad voor Lokale Verkiezingen uitspraak doet over beroepen tegen verkiezingen, worden haar beslissingen telkens voorafgegaan door een uiteenzetting van de zaak door een van haar stemgerechtigde leden.

§ 2. De openbare hoorzittingen worden gehouden op de data bedoeld in artikel L4146-15, § 1, eerste lid, 2° of 3°, of, in voorkomend geval, op de data bedoeld in artikel L4146-15, § 1, derde lid.

Voorafgaand aan de openbare hoorzitting brengt de Raad voor Lokale Verkiezingen de kandidaat en eventuele derde partijen op de hoogte van de datum van de hoorzitting. Het gewestelijk bestuur publiceert de datum van de hoorzitting op de officiële regionale website voor lokale verkiezingen. Daarnaast publiceert de gemeente of provincie, afhankelijk van of het een gemeenteraads- of provincieraadsverkiezing betreft, de datum van de hoorzitting op haar website. Het doel van deze publicaties is om alle belanghebbenden in staat te stellen om de hoorzitting bij te wonen.

Wanneer de Raad voor Lokale Verkiezingen ervoor kiest om zijn hoorzittingen te houden met behulp van videoconferentiefaciliteiten in overeenstemming met artikel L4146-15, § 4, kunnen kandidaten, derden-interveniënten en andere personen die de hoorzittingen willen bijwonen, deze op afstand volgen vanaf de locatie van hun keuze of rechtstreeks vanaf de zetel van de Raad voor Lokale Verkiezingen.

Art. 285. In dezelfde onderafdeling 7 wordt een artikel L4146-23/8 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/8. § 1. De Raad voor Lokale Verkiezingen laat elk van zijn beslissingen door het gewestelijk bestuur betekenen binnen drie dagen, per aangetekende brief met ontvangstbewijs, en in elk geval uiterlijk op de vierenveertigste dag na de dag van de verkiezingen.

De Raad voor Lokale Verkiezingen brengt de gemeenteraad of de provinciale raad op de hoogte van zijn beslissingen, afhankelijk van de verkiezing in kwestie. De raad brengt ook de kandidaten en eventuele derde partijen op de hoogte van zijn beslissingen.

Wanneer de Raad voor Lokale Verkiezingen het beroep verwerpt en de verkiezing geldig verklaart na wijziging van de volgorde waarin de raadsleden en plaatsvervaarders verkozen zijn verklaard, stelt hij de in lid 2 bedoelde personen en de betrokken raadsleden en plaatsvervaarders in kennis van zijn beslissing.

Wanneer de Raad voor Lokale Verkiezingen de verkiezing nietig verklaart, stelt hij de in lid 2 bedoelde personen in kennis van zijn beslissing en zendt hij een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan aan de eerste voorzitter van de Raad van State. Hij zendt ook het volledige administratieve dossier aan de eerste voorzitter van de Raad van State.

§ 2. De geadresseerden van de kennisgevingen bedoeld in paragraaf 1, tweede tot vierde lid, kunnen beroep aantekenen bij de Raad van State overeenkomstig artikel L4146-23/12.

Art. 286. In dezelfde onderafdeling 7 wordt een artikel L4146-23/9 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/9. De beslissing van de Raad voor Lokale Verkiezingen wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.”.

Art. 287. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 8 ingevoegd, met als opschrift “ Procedure bij de Raad voor Lokale Verkiezingen wanneer geen beroep tegen de verkiezing wordt ingesteld”.

Art. 288. In onderafdeling 8 wordt een artikel L4146-23/10 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/10. Wanneer geen beroep wordt ingesteld tegen de verkiezing, kan de Raad voor Lokale Verkiezingen als administratief rechtscollege de juistheid nagaan van de zetelverdeling tussen de lijsten en van de volgorde waarin de raadsleden en plaatsvervaarders verkozen zijn verklaard. Hij valideert de verkiezingen, indien nodig door de zetelverdeling en de volgorde van de verkozenen automatisch te wijzigen.

Art. 289. In dezelfde onderafdeling 8 wordt een artikel L4146-23/11 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/11. § 1. De artikelen L4146-23/5, § 2, eerste zin, L4146-23/7, § 1, eerste lid, § 2, eerste, tweede, tweede tot en met vierde zin, en derde lid, L4146-23/8, § 1, eerste, tweede, eerste zin, derde en tweede lid, en L4146-23/9 zijn van toepassing wanneer geen beroep wordt ingesteld tegen de verkiezing, ook wanneer de Raad voor Lokale Verkiezingen de verkiezing geldig verklaart na eventuele wijziging van de volgorde waarin de raadsleden en plaatsvervaarders verkozen zijn verklaard.

§ 2. Voor de toepassing van artikel L4146-23/7, § 2, eerste lid, moet de tekst luiden “De openbare hoorzitting vindt plaats op de datum bedoeld in artikel L4146-15, § 1, eerste lid, 3°, of, in voorkomend geval, op de data bedoeld in artikel L4146-15, § 1, derde lid.” in plaats van “De openbare hoorzittingen vinden plaats op de data bedoeld in artikel L4146-15, § 1, eerste lid, 2° of 3°, of, in voorkomend geval, op de data bedoeld in artikel L4146-15, § 1, derde lid.”.

Voor de toepassing van artikel L4146-23/7, § 2, derde lid, moet de tekst luiden “Wanneer de Raad voor Lokale Verkiezingen ervoor kiest om zijn hoorzittingen te houden met gebruikmaking van videoconferentiefaciliteiten overeenkomstig artikel L4146-15, § 4, kunnen alle personen die de hoorzittingen wensen bij te wonen, deze op afstand volgen vanaf de locatie van hun keuze, of rechtstreeks vanaf het hoofdkantoor van de Raad voor Lokale Verkiezingen.” in plaats van “Wanneer de lokale verkiezingsraad ervoor kiest zijn hoorzittingen te houden met gebruikmaking van videoconferentiefaciliteiten overeenkomstig artikel L4146-15, § 4, kunnen verzoekers, derde interveniënten en alle personen die de hoorzittingen wensen bij te wonen, deze op afstand volgen vanaf de locatie van hun keuze, of rechtstreeks vanaf de zetel van de Raad voor Lokale Verkiezingen”.

Voor de toepassing van artikel L4146-23/8, § 1, derde lid, moet de tekst luiden: “Wanneer de Raad voor Lokale Verkiezingen de verkiezing geldig verklaart na wijziging van de volgorde waarin de raadsleden en plaatsvervaarders verkozen werden verklaard, deelt hij zijn beslissing mee aan de gemeenteraad of de provincieraad, naargelang van de betrokken verkiezing, alsook aan de betrokken raadsleden en plaatsvervaarders.” in plaats van “Wanneer de Raad voor Lokale Verkiezingen het ingestelde beroep verworpt en de verkiezing geldig verklaart na wijziging van de volgorde waarin de raadsleden en plaatsvervaarders verkozen zijn verklaard, deelt hij zijn beslissing mee aan de in lid 2 bedoelde personen en aan de betrokken raadsleden en plaatsvervaarders”.

Voor de toepassing van artikel L4146-23/8, § 2, moet de tekst luiden “De gemeenteraad of de provincieraad, naargelang van de verkiezing in kwestie, en, in voorkomend geval, de betrokken raadsleden en plaatsvervaarders, kunnen beroep aantekenen bij de Raad van State overeenkomstig artikel L4146-23/12.” in plaats van “De geadresseerden van de kennisgevingen bedoeld in paragraaf 1, alinea’s 2 tot 4, kunnen beroep aantekenen bij de Raad van State overeenkomstig artikel L4146-23/12.”.

Art. 290. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 9 ingevoegd, met als opschrift “Beroepen tegen de beslissingen van de Raad voor Lokale Verkiezingen”.

Art. 291. In onderafdeling 9 wordt een artikel L4146-23/12 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/12. Personen die in kennis worden gesteld van de beslissing van de Raad voor Lokale verkiezingen kunnen binnen acht dagen na de kennisgeving beroep aantekenen bij de Raad van State. De Raad van State doet uitspraak binnen zestig dagen. Het beroep bij de Raad van State heeft geen schorsende werking, tenzij het wordt ingesteld tegen een beslissing van de Raad voor Lokale verkiezingen tot nietigverklaring van de verkiezingen of tot wijziging van de zetelverdeling. Wanneer de Regering de burgemeester van de gemeente Komen-Waasten benoemt voordat de Raad van State uitspraak heeft gedaan, treedt deze benoeming in werking vanaf de kennisgeving van de beslissing van de Raad van State die de verkiezingen niet nietig verklaart of de zetelverdeling niet wijzigt.

Het arrest van de Raad van State wordt door het gewestelijk bestuur onmiddellijk meegedeeld aan de gemeenteraad of de provincieraad, afhankelijk van de verkiezing in kwestie.”

Art. 292. In Deel IV, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling 10 ingevoegd, met als opschrift “Organisatie van een nieuwe verkiezing na een nietigverklaring”.

Art. 293. In onderafdeling 10 wordt een artikel L4146-23/13 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/13. In geval van nietigverklaring van een gemeenteraadsverkiezing stelt het gemeentecollege het kiezersregister van de gemeente op de datum van kennisgeving van de beslissing aan de gemeenteraad op. Het roept de kiezers bijeen om nieuwe verkiezingen te houden binnen vijftig dagen na deze kennisgeving.

In dat geval stelt de Regering een nauwkeurig tijdschema op met de verkiezingsverrichtingen tot en met de dag van de verkiezing, de datum van installatie van de gemeenteraadsleden, de datum van indiening van een ontwerp van meerderheidspact en de data van alle fasen na de installatie van de gemeenteraadsleden. De data van de verkiezingsverrichtingen worden vastgesteld op basis van de organisatie van de gewone verkiezingen bedoeld in artikel L4124-1, § 1, eerste lid.”.

Art. 294. In dezelfde onderafdeling 10 wordt een artikel L4146-23/14 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/14. In geval van nietigverklaring van de provincieraadsverkiezing stellen de gemeentecolleges van de gemeenten binnen het rechtsgebied de provincie elk het kiezersregister op de datum waarop de Provinciale Raad in kennis wordt gesteld van de beslissing, op. De gemeentecolleges van de gemeenten binnen het rechtsgebied van de provincie roepen de kiezers bijeen om binnen vijftig dagen na deze kennisgeving nieuwe verkiezingen te houden. De Regering stelt een nauwkeurig tijdschema op voor de verkiezingsverrichtingen tot en met de dag van de verkiezing, de datum van de installatie van de provincieraadsleden en de data van alle volgende fasen. De data van de verkiezingsverrichtingen worden vastgesteld op basis van de organisatie van de gewone verkiezingen bedoeld in artikel L4124-1, § 1, eerste lid..

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan de Raad voor lokale verkiezingen, wanneer evenwel bij de verkiezingen in verscheidene districten van een zelfde arrondissement de in artikel L4142-34 bedoelde lijstenverbinding heeft plaatsgehad en wanneer de gronden van nietigverklaring der verkiezing in één van de districten geen twijfel kunnen doen rijzen omtrent de nauwkeurigheid en de echtheid van de in de andere districten opgetekende uitslagen, de verkiezingen in deze districten geldig verklaren met betrekking tot de zetels, die bij de eerste verdeling zijn toegekend overeenkomstig artikel L4145-16/1 en voor de bij de tweede verdeling toegekende zetels, zijn beslissing aanhouden tot het tijdstip van het onderzoek van de geloofsbrieven na de nieuwe verkiezingen die moeten worden gehouden in het district waar de verkiezingsverrichtingen werden nietig verklaard.

De vorige lijstverbinding behoudt haar effect in de nieuwe verkiezing voor de lijsten waarvan de samenstelling identiek is gebleven. De lijsten worden niet vernieuwd. Er worden geen nieuwe lijsten toegelaten.

Bij de nieuwe verkiezing wordt het centraal arrondissementsbureau opnieuw in het bezit gesteld van de vroegere processen-verbaal, bedoeld in artikel L4145-16/2, § 3, ten einde de onder artikel L4145-16-3 tot 116/10 tot bepaalde verrichtingen te doen zowel met betrekking tot het district waar de nieuwe verkiezing heeft plaatsgehad als tot de districten waar aanvullende zetels toe te kennen blijven.”.

Art. 295. In Deel I, Boek I, Titel IV, hoofdstuk VI, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 2/1 ingevoegd met als opschrift “Vernietiging van verkiezingsdocumenten”.

Art. 296. In dezelfde afdeling 2/1 wordt een artikel L4146-23/15 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4146-23/15. § 1. De volgende verkiezingsdocumenten worden vernietigd zodra de verkiezing geldig is verklaard of nietig is verklaard, volgens de door de regering vastgestelde procedures:

- 1° geldige of nietige stembiljetten, met inbegrip van teruggenomen en ongebruikte stembiljetten;
- 2° de samenstellingstabellen van de stembureaus.

§ 2. De volgende verkiezingsdocumenten worden vernietigd na het verstrijken van de in artikel L4161-1 vastgestelde verjaringstermijn en in elk geval uiterlijk vijf jaar na de in artikel L4124-1, § 1, eerste lid, bedoelde dag, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten:

- 1° de speciale klachtenregisters bedoeld in artikel L4122-18, § 1, eerste lid;
- 2° de registers van de stemmen;
- 3° de kiezersregisters;
- 4° de volmachten en bewijsstukken;
- 5° de akte van voordracht en in hun verklaring van bewilling van de kandidaten;
- 6° de informatiebrieven voor de getuigen.
- 7° de bijzondere volmachtenregisters bedoeld in artikel L4132-1, § 5.

Het doel van de bewaartermijn in lid 1 is het mogelijk maken van gerechtelijke informatie of onderzoeken. Het is ook bedoeld om wetenschappelijk of historisch onderzoek mogelijk te maken.

Wanneer de in lid 1 bedoelde verkiezingsdocumenten worden opgevraagd voor wetenschappelijke of historische onderzoeksdoeleinden, worden alleen gegevens met betrekking tot de kandidaten meegedeeld. In dat geval worden de persoonsgegevens geanonimiseerd voordat ze worden meegedeeld.”.

Art. 297. In artikel L4146-24, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, worden de woorden “30 mei” vervangen door de woorden “31 december”.

Art. 298. Artikel L4146-25, § 6, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 21 juni 2012, wordt opgeheven.

Art. 299. In artikel L4146-25, § 7, eerste lid, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “en van elke onderneming bedoeld in artikel I.1, eerste lid, 1°, eerste en tweede zinnen, van het Wetboek van economisch recht” ingevoegd tussen de woorden “van die personen” en de woorden “vragen dat ze alle stukken”.

Art. 300. Artikel L4151-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

- 1° het artikel wordt hernummerd tot “L4152-1”;
- 2° de woorden “artikel L4145-6, § 1” worden telkens vervangen door de woorden “artikel L4145-5, § 1”.

Art. 301. Artikel L4151-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

- 1° het artikel wordt hernummerd tot “L4153-1”;
- 2° in paragraaf 1 worden de woorden “L4146-4 tot L4146-17” en de woorden “bedoeld in artikel L4151-3” vervangen door respectievelijk de woorden “L41464 tot L4146-23/13” en de woorden “bedoeld in artikel L4152-1”.

Art. 302. In Deel IV, Boek I, van hetzelfde Wetboek, wordt een Titel VI ingevoegd, met als opschrift “Strafbepalingen”.

Art. 303. In Titel VI wordt een Hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift “Algemene bepalingen”.

Art. 304. In hoofdstuk I wordt een artikel L4161-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4161-1. De vervolging van de bij dit deel van het Wetboek omschreven misdaden en wanbedrijven, alsmede de burgerlijke rechtsvordering, verjaren vijf jaar na de dag waarop de misdaden en wanbedrijven zijn gepleegd.

Art. 305. In hetzelfde hoofdstuk I wordt een artikel L4161-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4161-2. Bij samenloop van meerdere wanbedrijven, worden de straffen gecumuleerd zonder dat evenwel het dubbele van het maximum van de hoogste straf overschreden mag worden.”.

Art. 306. In hetzelfde hoofdstuk I wordt een artikel L4161-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4161-3. In geval van verzachtende omstandigheden kunnen de rechtbanken de gevangenisstraf vervangen door een gevangenisstraf van ten minste drie maanden en de gevangenisstraf verminderen tot minder dan acht dagen en de geldboete tot minder dan 26 euro.

Ze kunnen een van deze straffen afzonderlijk opleggen, maar ze mogen de politiestrafen niet overschrijden”.

Art. 307. In hetzelfde hoofdstuk I wordt een artikel L4161-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4161-4. Een ambtenaar die een sklacht ontvangt, mag het ontvangstbewijs dat hij aan de eiser overhandigt niet met terugwerkende kracht actualiseren, op straffe van gevangenisstraf van een maand tot twee jaar.”.

Art. 308. In Titel VI wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift “Sancties i.v.m. het kiezersregister”.

Art. 309. In hoofdstuk II wordt een artikel L4162-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4162-1. In de zin van dit hoofdstuk wordt onder kiesregister zowel het register van de kiezers als een register van de stemmers verstaan.”.

Art. 310. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel L4162-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4162-2. § 1. Met een boete van 26 tot 200 euro en een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen wordt gestraft, elke persoon die, in welke hoedanigheid ook, belast is met het opstellen of samenstellen van de kiesregisters en die, met het oogmerk een kiezer te laten schrappen, :

1° in dit werk bewust gebruik maakt van documenten die vervalst zijn door wijziging, doorhaling of toevoeging, of die vervalst zijn;

2° opzettelijk op onjuiste wijze, door wijziging, toevoeging of weglating, in de kiesregisters de gegevens weergeeft die voorkomen in de documenten die voor het opstellen van de registers kunnen worden gebruikt.

Als dit misdrijf wordt gepleegd met het doel om de status van kiezer voor een persoon te verkrijgen, is de straf een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en een boete van 50 tot 500 euro.

§ 2. De in artikel L4161-1 vastgestelde verjaringstermijn van vijf jaar begint ten aanzien van de in dit artikel bedoelde strafbare feiten te lopen op de dag waarop de kiesregisters en de daarop betrekking hebbende documenten overeenkomstig artikel L4143-28, § 3, eerste lid, aan het gewestelijke bestuur worden toegezonden.”.

Art. 311. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel L4162-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4162-3. Ieder lid van een gemeentecollege, ieder gemeenteraadslid, dat bij het uitoefenen van de rechtsmacht in kieszaken, op zijn verslag ten onrechte hetzij een aanvraag tot inschrijving in de registers doet verwerpen, hetzij de inschrijving of schrapping van een kiezer doet bevelen en te dien einde stukken of bescheiden inroept of gebruikt, ofschoon hij weet dat zij door verandering, weglating of toevoeging vervalst zijn, of dat zij valselijk opgemaakt of denkbeeldig zijn, wordt gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar.

Er wordt echter alleen een procedure gestart als het verzoek van de kiezer om inschrijving of schrapping het onderwerp is van een beslissing die definitief is geworden en die is gebaseerd op feiten waarbij sprake is van fraude.

De in artikel L4161-1 vastgestelde verjaringstermijn begint te lopen vanaf de in lid 2 bedoelde beslissing.”.

Art. 312. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel L4162-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4162-4. Met een gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of met slechts één van die straffen wordt gestraft degene die als dader, mededader of medeplichtige, met schending van artikel L4122-7 of van artikel L4122-8, hetzij exemplaren of afschriften van het register van de kiezers heeft afgegeven aan personen die niet gemachtigd zijn om ze te ontvangen, hetzij die exemplaren heeft medegedeeld aan derden na ze regelmatig te hebben ontvangen, hetzij van de gegevens uit het register van de kiezers gebruik heeft gemaakt voor andere dan verkiezingsdoeleinden.

§ 2. De straffen die de medeplichtigen van de in § 1 vermelde strafbare feiten oplopen, mogen niet meer bedragen dan twee derde van de straffen die hun zouden zijn opgelegd indien zij de dader van die strafbare feiten waren.”.

Art. 313. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel L4162-5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4162-5. Met een geldboete van 26 tot 200 euro wordt gestraft hij die, om op een kiesregister te worden ingeschreven, opzettelijk valse verklaringen aflegt of documenten overlegt waarvan hij weet dat ze vals zijn.

Dezelfde straf is van toepassing op eenieder die willens en wetens dezelfde handelingen verricht met het doel een persoon in deze registers te doen inschrijven of daaruit te laten schrappen.

Er wordt echter alleen een procedure gestart als de aanvraag voor inschrijving of schrapping wordt afgewezen bij een beslissing die definitief is geworden en die is gebaseerd op feiten waarbij sprake is van fraude.

Beslissingen van deze aard, uitgesproken hetzij door de gemeentecolleges, hetzij door de hoven van beroep, worden samen met de daarop betrekking hebbende stukken en inlichtingen door de Gouverneur toegezonden aan de procureur des Konings, die ze ook ambtshalve kan opvragen.

De procedure verjaart drie maanden na de datum van de beslissing.”.

Art. 314. In Titel VI wordt een hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift “Sancties i.v.m. de stembureaus”.

Art. 315. In hoofdstuk III wordt een artikel L4163-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4163-1. Iedere persoon die zonder geldige reden de aanwijzing bedoeld in artikel L4125-5, §§ 1 en 2, niet naleeft of die door zijn fout, roekeloosheid of nalatigheid de hem toevertrouwde opdracht op welke manier dan ook in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete tussen 50 en 200 euro.”.

Art. 316. In hetzelfde hoofdstuk III wordt een artikel L4163-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4163-2. De volgende personen worden gestraft met een geldboete tussen 50 en 200 euro:

1° hij die zich zonder geldige reden onttrekt aan de aanwijzing als voorzitter of bijzitter van een stembureau of stemopnemingsbureau;

2° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangend bijzitter die zijn verhindering niet binnen de gestelde termijn kenbaar maakt;

3° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die, na deze functies te hebben aanvaard, zonder wettige reden nalaat ze uit te oefenen”.

Art. 317. In hetzelfde hoofdstuk III wordt een artikel L4163-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4163-1. Iedere persoon die zonder geldige reden de aanwijzing bedoeld in artikel L4125-5, §§ 1 en 2, niet naleeft of die door zijn fout, roekeloosheid of nalatigheid de hem toevertrouwde opdracht op welke manier dan ook in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete tussen 50 en 200 euro.”.

Art. 318. In titel VI wordt een hoofdstuk IV “Sancties i.v.m. verkiezingsaffiches en het einde van de verkiezingscampagne” ingevoegd.

Art. 319. In hoofdstuk IV wordt een artikel L4164-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4164-1. Inbreuken op de bepalingen van artikel L4112-10, tweede lid, en artikel L4130-2, § 1, eerste lid, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en een geldboete van 26 tot 1000 euro.”.

Art. 320. In Titel VI wordt een hoofdstuk V ingevoegd met als opschrift “Sancties i.v.m. de verkiezingsuitgaven”.

Art. 321. In hoofdstuk V wordt een artikel L4165-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4165-1. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel L4131-5 kan worden vervolgd, hetzij op initiatief van de procureur des Konings, hetzij op grond van een klacht ingediend door een persoon die van enig belang doet blijken en dienovereenkomstig wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of enkel één van die straffen:

1° eenieder die nalaat zijn verkiezingsuitgaven of de herkomst van zijn fondsen aan te geven binnen de termijn bepaald in artikel L4131-4;

2° eenieder die met het oog op verkiezingspropaganda bewust uitgaven doet of verbintenissen aangaat die de maximumbedragen bedoeld in artikel L4131-9, §§ 2 en 5, overschrijden;

3° eenieder die de bepalingen van artikel L4130-4 overtreedt tijdens de drie maanden voorafgaand aan de verkiezingen;

4° eenieder die met het oog op verkiezingspropaganda bewust uitgaven doet of verbintenissen aangaat die de maximumbedragen bedoeld in artikel L4131-9, §§ 1 en 5, overschrijden;

5° de kandidaat die aan het hoofd staat van een lijst zonder gewestelijk nummer en beschermd letterwoord en die kosten maakt met het oog op het voeren van een verkiezingscampagne op nationaal niveau.

Anonieme meldingen worden niet in overweging genomen door de procureur des Konings.

§ 2. De termijn voor de uitoefening van het initiatiefrecht van de procureur des Konings en voor het indienen van klachten met betrekking tot de in § 1 bedoelde inbreuken, verstrijkt op de honderdtwintigste dag na de verkiezingen. De procureur des Konings zendt een afschrift van de tegen de kandidaten ingediende klachten aan de gewestelijke Controlecommissie. De procureur des Konings zendt tevens een afschrift aan de personen tegen wie de klacht is gericht. De mededelingen worden binnen acht dagen na het indienen van de klachten gedaan.

De procureur des Konings geeft de gewestelijke Controlecommissie binnen dezelfde termijn kennis van zijn beslissing om vervolging in te stellen met betrekking tot de in § 1 bedoelde feiten.

§ 3. Eenieder die een klacht heeft ingediend of een vordering heeft ingesteld die ongegrond blijken en waarvan vaststaat dat ze zijn ingediend of ingesteld met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.

§ 4. In het kader van de in lid 1 bedoelde procedure kan de openbare aanklager bij een bepaalde kandidaat alle informatie opvragen over de herkomst van de middelen die zijn gebruikt voor de financiering van zijn verkiezingscampagne.”.

Art. 322. In hetzelfde hoofdstuk V wordt een artikel L4165-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4165-2. Eenieder die een klacht heeft ingediend op basis van artikel L4131-5 die ongegrond blijkt te zijn en waarvan vaststaat dat ze is ingediend met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.”.

Art. 323. In hetzelfde hoofdstuk V wordt een artikel L4165-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4165-3. Eenieder die in strijd met artikel L4131-7 een schenking doet aan een politieke partij, aan een van haar onderdelen, ongeacht haar rechtsvorm, aan een lijst, aan een kandidaat of aan een politieke vertegenwoordiger, of eenieder die in de hoedanigheid van kandidaat of politieke vertegenwoordiger een schenking aanvaardt, wordt gestraft met een geldboete van 26 tot 1000 euro. Eenieder die, zonder kandidaat of politiek vertegenwoordiger te zijn, een dergelijke donatie aanneemt in naam en voor rekening van een politieke partij, lijst, kandidaat of politiek vertegenwoordiger, wordt gestraft met dezelfde boete.

Boek 1 van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk VII en artikel 85, is van toepassing op deze overtredingen.

Als de rechtbank zulks beveelt, kan het vonnis ofwel in zijn volledigheid ofwel bij uittreksel in de door genoemde rechtbank aangewezen dag- en weekbladen worden bekendgemaakt.”.

Art. 324. In Titel VI wordt een hoofdstuk V ingevoegd met als opschrift “Sancties i.v.m. de getuigen”.

Art. 325. In hoofdstuk VI wordt een artikel L4166-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4166-1. In het geval bedoeld in artikel L4134-5, vierde lid, worden het verwijderingsbevel en de redenen daarvoor in het proces-verbaal opgenomen en worden de overtreders gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.”.

Art. 326. In Titel VI wordt een hoofdstuk VII ingevoegd met als opschrift “Sancties i.v.m. de kandidaturen”.

Art. 327. In hoofdstuk VII wordt een artikel L4167-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4167-1. De bewilligende kandidaat die de verbodsbepalingen bedoeld in artikel L4142-6, lid 1 en lid 2, overtreedt, kan gestraft worden met een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met een geldboete van 26 tot 200 euro.”.

Art. 328. In hetzelfde hoofdstuk VII wordt een artikel L4167-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4167-2. Als schuldig aan valsheid in private geschriften worden gestraft zij die de handtekening van iemand anders of van verdichte personen plaatsen op akten van kandidaatstelling, van bewilliging in de kandidaatstelling of van getuigenaanwijzing.”.

Art. 329. In hetzelfde hoofdstuk VII wordt een artikel L4167-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4167-3. Een kandidaat wordt op een enkele lijst opgenomen.

Niemand mag tegelijkertijd een akte waarbij de bescherming van een teken wordt aangevraagd, tekenen en als kandidaat voorkomen op een lijst die een ander beschermd teken gebruikt.

De kandidaat die de verbodsbepalingen bedoeld in het eerste en tweede lid overtreedt, kan gestraft worden met een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met een geldboete van 26 tot 200 euro. Zijn naam wordt van alle lijsten waarin hij is opgenomen, geschrapt.”.

Art. 330. In hetzelfde hoofdstuk VII wordt een artikel L4167-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4167-1. De kiezer of raadslid die de verbodsbepaling bedoeld in artikel L4142-4, § 4, overtreedt, kan gestraft worden met een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen of met een geldboete van 50 tot 200 euro.”.

Art. 331. In Titel VI wordt een hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift “Sancties i.v.m. de stem, de stemopneming en diverse verkiezingsverrichtingen”.

Art. 332. In hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-1. Hij die, zonder lid van het stembureau, getuige, kiezer van de stemafdeling, volmachthouder of begeleider noch deskundige aangewezen overeenkomstig artikel L4241-2 of verlener van een technische bijstand te zijn, gedurende de kiesverrichtingen het lokaal van één der stemafdelingen betreedt, wordt op bevel van de voorzitter of zijn gemachtigde uit het lokaal verwijderd. Indien hij weerstand biedt of opnieuw binnentreedt, wordt hij gestraft met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro.”.

Art. 333. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-2. In het geval bedoeld in artikel L4134-5 wordt het verwijderingsbevel in het proces-verbaal opgenomen en worden de overtreders gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.”.

Art. 334. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-3. § 1. Kiezers die onmogelijk aan de stemming kunnen deelnemen, mogen de redenen van hun onthouding, met de nodige verantwoording, aan de procureur des Konings doen kennen.

§ 2. Zij die op de dag van de stemming krachtens een rechterlijke of administratieve beslissing van hun vrijheid beroofd zijn, worden geacht onmogelijk aan de stemming te kunnen deelnemen.”.

Art. 335. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-4. – In het geval bedoeld in artikel L4168-3, § 1, wordt er geen vervolging ingesteld wanneer deze verschoning gegrond wordt geacht door de procureur des Konings.”.

Art. 336. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-5. – Binnen acht dagen na de afkondiging van de namen van de gekozenen maakt de procureur des Konings de lijst op van de kiezers die niet aan de stemming hebben deelgenomen en wier verschoning niet is aangenomen.

Deze kiezers verschijnen op een eenvoudige oproeping voor de politierechtbank, die, het openbaar ministerie gehoord, beslist zonder mogelijkheid van hoger beroep.

Art. 337. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-6. – § 1. Een eerste, niet gewettigde onthouding van een kiezer wordt naar gelang van de omstandigheden gestraft met een berisping of met een geldboete van vijf tot tien euro.

Bij herhaling is de geldboete tien euro tot vijftig euro.

Vervangende gevangenisstraf wordt niet uitgesproken.

§ 2. Onverminderd de voormelde strafbepalingen wordt de kiezer, indien de niet gewettigde onthouding ten minste viermaal voorkomt binnen vijftien jaar, voor tien jaar van de kiezerslijsten geschrapt en kan hij gedurende die tijd geen benoeming, bevordering of onderscheiding krijgen van een openbare overheid.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel is het afwezig zijn van een verkiezing volgend op het afwezig zijn van een andere verkiezing en andersom geen herhaling van de overtreding.

§ 4. Geen uitstel van de uitvoering van de straf kan worden verleend.

§ 5. Tegen een veroordeling bij verstek staat verzet open gedurende zes maanden na de betekening van het vonnis. Het verzet kan worden gedaan bij eenvoudige verklaring, zonder kosten, op het gemeentehuis.

Art. 338. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-7 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-7. § 1. Onder inbreuk op het stemrecht wordt verstaan, het feit om een kiezer tot stemonthouding over te halen of op zijn stemming invloed uit te oefenen, zich jegens hem schuldig maken aan feitelijkeheden, gewelddaden of bedreigingen, of hem doen vrezen voor het verlies van zijn betrekking of voor een nadeel in zijn persoon, zijn familie of zijn vermogen.

§ 2. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of met slechts één van die straffen wordt gestraft degene die een dergelijke inbreuk begaan heeft.

Art. 339. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-8 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-8. – Hij die op de dag van de stemming wanorde veroorzaakt hetzij door een herkenningsteken te aanvaarden, te dragen of te vertonen, hetzij op enige andere wijze, wordt gestraft met een geldboete van vijftig euro tot vijfhonderd euro.”.

Art. 340. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-9 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-9. – De getuige of de voorzitter, de bijzitter of secretaris van een stembureau die het geheim van de stemming kenbaar maakt, wordt gestraft met een geldboete van vijfhonderd euro tot drieduizend euro.”.

Art. 341. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-10 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-10. – § 1. Ressorteren onder de kiesomkoping, de volgende handelingen en feiten die rechtstreeks of onrechtstreeks worden uitgevoerd, hetzij om een stem of een onthouding, of een volmacht bedoeld in artikel L4132-1, § 1, te verkrijgen of door de omschreven voordelen te doen afhangen van het resultaat van de verkiezing:

1° geld, waarden, voordelen of steunverlening, geven, aanbieden of beloven, zelfs onder de vorm van een weddenschap;

2° openbare of privé-betrekkingen aanbieden of beloven;

3° onder het mom van verblijfs- of reiskosten, een geldsom of waarden geven, aanbieden of beloven aan de kiezers;

4° tijdens de verkiezingen, eetwaren of dranken aan de kiezers geven, aanbieden of beloven.

§ 2. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro of met slechts één van die straffen wordt gestraft degene die van kiesomkoping schuldig wordt bevonden.

Krijgen dezelfde straffen degene die de giften, aanbod of beloftes aanvaarden.

Dezelfde straffen worden opgelegd aan degenen die geld geven om de in § 1 bedoelde strafbare feiten te plegen, wetend waarvoor het moet dienen, of opdracht geven om in hun naam het aanbod, de belofte of de bedreiging te doen.

De openbaar ambtenaar die een van de in § 1 genoemde strafbare feiten pleegt, stelt zich bloot aan de maximumstraf. Gevangenisstraf en boetes kunnen worden verdubbeld.”

Art. 342. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-11 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-11. - § 1. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van vijftig euro tot vijfhonderd euro wordt gestraft ieder lid of bediende van een openbare of gesubsidieerde instelling met sociaal voorwerp, die aan één of meer behoeftigen, al dan niet rechtstreeks, blijvende, tijdelijke of buitengewone steun aanbiedt, belooft of geeft onder voorwaarde van stemverlening of stemonthouding.

§ 2. Hetzelfde geldt voor de voormelde leden of bedienden die enige steunverlening ontzeggen of schorsen omdat de behoeftige weigert op zijn stemming invloed te laten uitoefenen of zich van stemming te onthouden.

§ 3. Hij die, onder bedreiging in een bepaalde zin te stemmen, steun of steunverhoging vraagt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden.”

Art. 343. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-12 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-12. § 1. Ressorteren onder de kiesomkoping de volgende handelingen en feiten die tijdens de stemming of de stemopneming door een lid van het stembureau worden uitgevoerd:

1° bedrieglijke verandering, wegneming of bijvoeging van stembiljetten;

2° wetens minder of meer stembiljetten of stemmen aantekenen dan hij werkelijk te tellen heeft gekregen.

§ 2. Met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met een geldboete van vijftig euro tot tweeduizend euro wordt gestraft ieder die één van de in § 1 bedoelde wanbedrijven begaat.

§ 3. De getuige die schuldig is aan de in paragraaf 1 omschreven feiten, is strafbaar met dezelfde straf.

§ 4. Iedere andere persoon die schuldig is aan de in § 1 omschreven feiten, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro.

§ 5. Van de feiten wordt onmiddellijk melding gemaakt in het proces-verbaal.”

Art. 344. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-13 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-13. Namaak van stembiljetten wordt gestraft als valsheid in openbare geschriften.”

Art. 345. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-14 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-14. § 1. De volgende feiten begaan door een kiezer ressorteren onder de verzameling van de stemmen:

1° stemmen of zich ter stemming aanmelden onder de naam van een andere kiezer, buiten de gevallen bepaald in artikel L4132-1, § 1;

2° één of meer stembiljetten wegnemen of achterhouden.

§ 2. Met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro wordt gestraft hij die één van deze wanbedrijven begaan heeft.”

Art. 346. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-15 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-15. § 1. De volgende feiten begaan door een kiezer ressorteren onder de verzameling van de stemmen:

1° volmacht geven ter uitvoering van artikel L4132-1, § 1, bij gebrek aan de daartoe vereiste voorwaarden;

2° hij die volmacht heeft gegeven en zijn volmachtdrager heeft laten stemmen, ondanks het feit dat de voorwaarden bedoeld in artikel L4132-1, § 1, op het ogenblik van de stemming, niet vervuld zijn;

3° hij die wetens in naam van zijn volmachtgever heeft gestemd terwijl deze overleden was of zijn stemrecht zelf kon uitoefenen;

4° meer dan één volmacht aannemen of geven op grond van artikel L4132-1, § 1.

§ 2. Met een geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro wordt gestraft hij die één van deze wanbedrijven begaan heeft.”

Art. 347. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-16 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-16. § 1. De volgende feiten begaan door een kiezer ressorteren onder de verzameling van de stemmen:

1° in een kieslokaal stemmen met schending van de artikelen L4122-1, § 2, en L4124-1, § 5, tweede lid;

2° op dezelfde dag achtereenvolgens in twee of meer stemlokalen van dezelfde gemeente of in verschillende gemeenten stemmen, ook al is hij ingeschreven in de kiesregisters van die verschillende gemeenten of lokalen.

§ 2. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met een geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderd euro wordt gestraft hij die één van deze wanbedrijven begaan heeft.”

Art. 348. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-17 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-17. - Zij die door samenscholing, geweld of bedreiging één of meer burgers beletten hun politieke rechten uit te oefenen, worden gestraft met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot één jaar en met een geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro.”

Art. 349. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-18 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-18. - Hij die personen, zelfs ongewapende, aanwerft, bijeenbrengt of opstelt derwijze dat de kiezers vrees wordt aangejaagd of de orde verstoord, wordt gestraft met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot één maand en met een geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro.

Zij die wetens van aldus ingerichte benden of groepen deel uitmaken, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met een geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderd euro.”

Art. 350. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-19 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-19. - Zij die met geweld binnendringen of pogen binnen te dringen in een kiesgebouw om de kiesverrichtingen te belemmeren, worden gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met een geldboete van tweehonderd euro tot tweeduizend euro.

Indien de schuldigen wapens dragen, worden zij gestraft, in het eerste geval met een gevangenisstraf van één jaar tot drie jaar en met een geldboete van vijfhonderd euro tot drieduizend euro.”.

Art. 351. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-20 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-20. - Leden van een kiesafdeling die zich gedurende de vergadering schuldig maken aan smaad of geweld, hetzij tegen het stembureau, hetzij tegen één van de leden ervan, tegen één van de getuigen, of die door feitelikheden of hetzij bedreigingen de kiesverrichtingen vertragen of verhinderen, worden gestraft met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot één jaar en met een geldboete van honderd euro tot duizend euro.

Indien de schuldigen wapens dragen, worden zij gestraft, met een gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar.”.

Art. 352. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-21 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-21. - Indien bij de feiten omschreven in de artikelen L4168-18 tot L4168-20 de stemming wordt geschonden, dan wordt het maximum van die straffen bedoeld in deze artikelen uitgesproken en kunnen deze verdubbeld worden.

Indien de schuldigen wapens dragen, worden zij gestraft met een opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met een geldboete van drieduizend euro tot vijfduizend euro.

Wanneer deze feiten gepleegd worden door ingerichte benden of groepen als bedoeld in artikel L4168-18, worden zij die de daarvan deel uitmakende personen aangeworven, bijeengebracht of opgesteld hebben, gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van honderd euro tot duizend euro.”.

Art. 353. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-22 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-22. - Als daders worden gestraft zij die hetzij door giften, beloften, bedreigingen, misbruik van gezag of van macht, misdadige kuiperijen of arglistigheden, hetzij door woorden of kreten in openbare bijeenkomsten of plaatsen, hetzij door aangeplakte plakaten, hetzij door al dan niet gedrukte geschriften die verkocht of rondgedeeld zijn, het plegen van de in de artikelen L4168-18 tot L4168-20 omschreven feiten rechtstreeks hebben uitgelokt.

Is de uitlokking zonder gevolg gebleven, dan worden zij gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met een geldboete van vijftig euro tot vijfhonderd euro.”.

Art. 354. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-23 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-23. Hij die een beroep heeft ingesteld in de zin van de artikelen L4146-6, § 1, eerste lid, en L4146-20, dat ongegrond blijkt te zijn en waarvoor kwaad opzet is vastgesteld, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.”.

Art. 355. In hetzelfde hoofdstuk VIII wordt een artikel L4168-24 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L4168-24. In het geval bedoeld in artikel L4141-2, § 4, wordt elke schending van het geheim overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek gestraft.”.

Art. 356. In Bijlage 3 bij hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 25 januari 2018, worden de woorden “Administratieve arrondissementen Doornik en Moeskroen” vervangen door de woorden “Administratief arrondissement Doornik-Moeskroen”.

Art. 357. De wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden, de gemeenteraden en de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 augustus 2006, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 juni 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waalse Parlement 1270, (2022-2023) Nrs. 1, 1^{ter} tot 11.

Volledig verslag, openbare zitting van 31 mei 2023.

Bespreking.

Stemming.